

Union postale universelle

Recueil des décisions des Congrès de Paris 1947 à Washington 1989

Valable à l'issue du Congrès de Washington 1989

Berne 1991

Bureau international de l'Union postale universelle

Les résolutions, décisions, recommandations, vœux, etc., des Congrès doivent être cités:

Décision C 1/Paris 1947

Résolution C 1/Bruxelles 1952

Recommandation C 1/Ottawa 1957

etc.

Introduction

1. Le présent recueil a été établi en application de la résolution C 1/Lausanne 1974 qui charge le Directeur général du Bureau international de mettre à jour, après chaque Congrès, le Recueil des décisions des Congrès.

	Pages
2. Ce recueil comprend les parties suivantes:	
– Introduction.....	3
– Clé de classement	5
– Table des matières des décisions des Congrès de Paris 1947 à Washington 1989 valables à l'issue du XXe Congrès	7-16
– Liste par ordre numérique des résolutions, décisions, recommandations, vœux, etc., valables à l'issue du XXe Congrès	17-24
– Reproduction des décisions selon la clé de classement	25-286

3. Le Bureau international s'est basé, pour établir la présente publication, sur les décisions autres que celles modifiant les Actes qui ont été publiées comme telles dans les Documents définitifs des Congrès de Paris 1947, de Bruxelles 1952, d'Ottawa 1957, de Vienne 1964, de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979, de Hamburg 1984 et de Washington 1989, en éliminant celles qui, à l'issue du Congrès de Washington 1989, n'étaient plus valables.

4. On peut considérer que toutes les décisions prises lors du Congrès de Washington 1989 sont valables jusqu'à l'ouverture du XXIe Congrès qui aura lieu en 1994.

5. Enfin, nous signalons que le Bureau international a fixé certains critères pour éliminer toutes les résolutions et décisions qui ne présentent actuellement plus aucune utilité pratique, bien que celles-ci restent formellement valables. Il s'agit en l'occurrence, soit de rapports qui ont été approuvés, soit de questions dont l'étude est terminée ou abandonnée, ou qui ne présentent plus actuellement d'intérêt réel.

Clé de classement

- 1 Généralités concernant l'Union
 - 1.1 Pays-membres
 - 1.2 Questions politiques
 - 1.3 Débat général et programme d'action
 - 1.4 Divers

 - 2 Actes de l'Union
 - 2.1 Généralités
 - 2.2 Constitution
 - 2.3 Règlement général
 - 2.4 Convention
 - 2.4.1 Questions communes aux différents services postaux internationaux
 - 2.4.2 Poste aux lettres
 - 2.4.3 Frais de transit et frais terminaux
 - 2.4.4 Poste aérienne
 - 2.4.5 Service EMS
 - 2.5 Colis postaux
 - 2.6 Services financiers postaux
 - 2.7 Programme général d'action de Washington (PGAW)

 - 3 Organes de l'Union
 - 3.1 Généralités
 - 3.2 Congrès
 - 3.3 Conseil exécutif (CE)
 - 3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)
 - 3.5 Bureau international
 - 3.5.1 Personnel
 - 3.5.2 Documentation et publications

 - 4 Finances

 - 5 Coopération technique
 - 5.1 Généralités
 - 5.2 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
 - 5.3 Fonds spécial UPU

 - 6 Relations extérieures
 - 6.1 Unions restreintes
 - 6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)
 - 6.3 Institutions spécialisées
 - 6.4 Autres organisations
 - 6.5 Information publique
-

Table des matières des décisions des Congrès de Paris 1947 à Washington 1989 valables à l'issue du XXe Congrès

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
1	Généralités concernant l'Union		
1.1	Pays-membres		
	Exclusion de la République sud-africaine du XVIIe Congrès de l'UPU, de tous les autres Congrès et réunions de l'UPU	Résolution C 2/1974	25
	Expulsion de la République sud-africaine de l'UPU	Résolution C 6/1979	26
	Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU	Résolution C 7/1984	26
1.2	Questions politiques		
	Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU	Résolution C 3/1974	27
	Aide aux mouvements de libération nationale	Résolution C 4/1974	28
	Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)	Décision C 92/1974	29
	Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU	Résolution C 7/1979	29
1.3	Débat général et programme d'action		
	L'avenir des services postaux	Résolution C 82/1979	30
	Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux	–	31
	Contrôle de qualité	Résolution C 30/1984	33
	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	Résolution C 5/1989	34
	Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	Résolution C 22/1989	35
	Programme général d'action de Washington	Résolution C 91/1989	36
1.4	Divers		
	Hymne mondial de la poste	Résolution C 62/1989	43
2	Actes de l'Union		
2.1	Généralités		
	Avis, interprétations et vœux émis par un Congrès	Résolution C 1/1952	44
	Adhésion aux Arrangements	Recommandation C 1/1964	44
	Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès	Résolution C 1/1974	45
	Pratique de l'Union concernant les réserves	Résolution C 32/1974	45
	Etude concernant la réglementation postale internationale	Résolution C 56/1984	46
	Réserves aux Actes de l'Union	Résolution C 73/1984	47
	Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès	Résolution C 74/1984	47
	Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	Résolution C 1/1989	48
	Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	Résolution C 2/1989	48

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
2.1	Généralités (suite)	Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution	Résolution C 14/1989 49
		Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989	Décision C 81/1989 50
		Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès	Résolution C 92/1989 50
2.2	Constitution	Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution	Décision C 72/1984 51
2.3	Règlement général	Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents	Résolution C 106/1979 51
		Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe	Résolution C 63/1984 52
2.4	Convention		
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux	Vente et commerce de timbres-poste	Décision C 16/1947 52
		Acceptation des dépêches parvenues en mauvais état	Vœu C 9/1952 53
		Méthodes de travail des Administrations	Vœu C 11/1952 53
		Matières biologiques périssables. Instructions et publicité pour le personnel postal et les usagers	Recommandation C 1/1957 53
		Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS	Décision C 2/1957 54
		Exonération des droits de douane	Recommandation C 4/1957 55
		Transport accéléré du courrier	Recommandation C 9/1957 55
		Motifs de timbres-poste	Vœu C 14/1957 55
		Timbres-poste et empreintes de machines à affranchir contrefaits	Vœu C 2/1964 56
		Application de tarifs réduits pour favoriser la diffusion des journaux, livres et revues	Recommandation C 7/1964 56
		Indications à donner par le timbre à date	Vœu C 7/1964 57
		Liberté de transit	Résolution C 23/1964 57
		Uniformisation de la présentation des chiffres dans les écritures comptables	Recommandation C 65/1969 57
		Possibilités juridiques et techniques susceptibles de permettre le maintien des relations postales en cas de différend, de conflit ou de guerre	Résolution C 37/1974 58
		Circulation des sacs	Vœu C 55/1974 59
		Sécurité des envois de valeur transportés par la poste: mesures générales de sécurité et de protection dans les bureaux d'échange et dans les aéroports	Recommandation C 63/1974 59
		Emission illégale de timbres-poste	Résolution C 5/1979 66
		Confection et utilisation des formules dans le service international	Vœu C 8/1979 67
		Avis de réception	Vœu C 10/1979 67
		Communications et renseignements à transmettre au Bureau international	Vœu C 46/1979 68
		Présentation des adresses	Vœu C 47/1979 68
		Création d'un code télégraphique servant à annoncer la suspension ou la reprise de services	Résolution C 55/1979 69
		Admission de substances infectieuses	Recommandation C 68/1979 69
		Sécurité du personnel amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés)	Recommandation C 76/1979 70
		Code d'identification des Pays-membres de l'Union à des fins postales et autres	Recommandation C 77/1979 71

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux (suite)	Renvoi des bulletins d'essai C 27	Vœu C 81/1979 72
		Reproduction de timbres-poste déjà émis par une autre Administration	Recommandation C 85/1979 73
		Choix des sujets de timbres-poste	Recommandation C 93/1979 74
		Expédition par la poste des substances infectieuses	Vœu C 16/1984 74
		Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	Recommandation C 20/1984 75
		Assistance technique en matière de règlements internationaux	Recommandation C 23/1984 76
		Monopole postal	Résolution C 26/1984 77
		Choix des sujets de timbres-poste	Recommandation C 27/1984 78
		Traitement douanier des envois postaux:	Vœu C 40/1984 79
		Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)	
		Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	Vœu C 55/1984 79
		Confection et utilisation des formules du service international	Vœu C 78/1984 80
		Action pour renforcer la sécurité du courrier international et en préserver l'intégrité	Résolution C 12/1989 81
		Logotype universel pour identifier les services postaux	Résolution C 13/1989 82
		Délai de réponse aux questionnaires	Recommandation C 30/1989 83
		Utilisation dans les services postaux de papier fabriqué selon des procédés non polluants (papier «écologique»)	Recommandation C 31/1989 83
		Envois francs de taxes et de droits	Recommandation C 32/1989 84
		Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	Recommandation C 34/1989 85
		Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT	Recommandation C 36/1989 86
		Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU	Recommandation C 37/1989 87
		Conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales	Décision C 46/1989 87
		Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	Vœu C 54/1989 88
		Indication du motif du retard de la livraison des envois sur la formule de réclamation C 9	Résolution C 64/1989 89
		Etablissement et règlement des comptes	Résolution C 68/1989 90
		Amélioration des services postaux des zones rurales	Résolution C 69/1989 90
		Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international	Résolution C 70/1989 91
		Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides	Résolution C 71/1989 92
		Conteneurisation accrue du courrier	Recommandation C 76/1989 93
		Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	Recommandation C 79/1989 94
		Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU	Recommandation C 80/1989 95
		Etiquetage des dépêches	Décision C 82/1989 97
		Remise des dépêches	Décision C 83/1989 97
		Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU	Décision C 84/1989 98
		Conséquence de l'utilisation du DTS comme unité de compte	Décision C 86/1989 98
		Etablissement et règlement des comptes	Décision C 87/1989 98
		Service correspondance commerciale-réponse internationale	Décision C 90/1989 99
2.4.2	Poste aux lettres	Echange de coupons-réponse internationaux	Décision C 6/1947 111
		Responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé	Recommandation C 7/1947 112
		Vérification des dépêches	Décision C 8/1947 112
		Groupe ment des offres faites ensuite d'annonces	Vœu C 3/1952 112

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
2.4.2	Poste aux lettres (suite)	Echange de coupons-réponse contre des timbres comportant un supplément de taxe	Décision C 5/1952 113
		Omission de l'étiquette verte sur les envois non fermés	Vœu C 7/1952 113
		Poids maximal des sacs	Vœu C 8/1952 113
		Rouleaux avec valeur déclarée	Décision C 15/1952 114
		Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement	Décision C 5/1957 114
		Enveloppes à panneau transparent	Vœu C 8/1957 114
		Bandes adhésives pour la fermeture des imprimés	Vœu C 5/1964 115
		Mesures tendant à favoriser l'enseignement par correspondance	Vœu C 6/1964 115
		Réduction de taxe pour les catalogues de librairie	Recommandation C 6/1964 116
		Envois recommandés en provenance de l'étranger	Recommandation C 10/1964 116
		Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales	Vœu C 50/1969 117
		Signalisation des envois recommandés	Recommandation C 63/1979 118
		Méthode pour enliasser les envois normalisés	Recommandation C 68/1984 119
		Confection des dépêches	Résolution C 69/1984 119
		Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification	Vœu C 76/1984 120
		La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux	Résolution C 83/1984 120
		Réglementation des imprimés	Résolution C 10/1989 121
		Conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service	Recommandation C 33/1989 122
		Utilisation d'un symbole pour les célogrammes	Résolution C 63/1989 122
		Enliassage d'enveloppes «plates»	Recommandation C 74/1989 123
		Utilisation de matériel d'enliassage approprié	Recommandation C 75/1989 123
		Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité	Recommandation C 77/1989 124
		Repostage	Décision C 88/1989 125
2.4.3	Frais de transit et frais terminaux	Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface	Résolution C 26/1989 125
		Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit	Résolution C 56/1989 126
		Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial	Résolution C 57/1989 126
		Etude sur les frais de transit du courrier à découvert	Résolution C 59/1989 127
		Documents de base pour l'inscription des poids à prendre en compte pour le règlement des comptes du courrier soumis aux frais de transit et aux frais terminaux	Résolution C 66/1989 128
		Etude permanente des frais terminaux	Résolution C 72/1989 128
		Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	Recommandation C 78/1989 129
		Frais de transit du courrier à découvert	Décision C 85/1989 130
2.4.4	Poste aérienne	Transport aérien. Mesures à prendre en cas d'accident	Décision C 11/1947 131
		Frais de transport aérien	Vœu C 12/1947 131
		Utilisation de la formule AV 8	Vœu C 9/1964 131
		Cinquième liberté	Vœu C 69/1969 132
		Taxes combinées	Recommandation C 78/1969 132
		Renforcement du rebord des sacs-avion	Vœu C 59/1974 133

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page	
2.4.4	Poste aérienne (suite)	Affirmation des principes de la liberté de transit à propos des actes dits de «piraterie aérienne»	Résolution C 60/1974	133
		Sécurité des envois de valeur transportés par la poste: mesures générales de sécurité et de protection dans les bureaux d'échange et dans les aéroports	Recommandation C 63/1974	134
		Surtaxes aériennes	Décision C 32/1979	140
		Priorité accordée aux dépêches-avion par les compagnies aériennes	Résolution C 34/1979	141
		Accélération du traitement du courrier aérien au sol	Recommandation C 70/1979	141
		Accélération du traitement du courrier aérien au sol	Vœu C 71/1979	142
		Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne	Recommandation C 72/1979	143
		Etablissement des relevés de poids AV 3, AV 4 et AV 5	Vœu C 95/1979	144
		Correspondances-avion en transit à découvert: nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination	Recommandation C 43/1984	145
		Accélération du courrier aérien en transit à découvert	Recommandation C 44/1984	145
		Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes	Résolution C 70/1984	146
		Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne	Recommandation C 71/1984	147
		Renvoi à l'origine des correspondances-avion	Recommandation C 35/1989	148
		Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion	Résolution C 65/1989	149
		Taux de base du transport aérien du courrier	Résolution C 73/1989	149
2.4.5	Service EMS	Service EMS	Résolution C 25/1989	150
2.5	Colis postaux	Interprétation de l'expression «bureaux d'échange en contact immédiat»	Décision C 14/1947	176
		Annulation des droits grevant les colis des prisonniers de guerre par des organismes non postaux	Vœu C 16/1952	176
		Réduction du nombre des déclarations en douane	Vœu C 18/1952	177
		Colis encombrants	Décision C 20/1952	177
		Exception au principe de la responsabilité	Recommandation C 51/1969	177
		Revision de la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit	Résolution C 68/1974	178
		Exception au principe de la responsabilité	Recommandation C 70/1974	179
		Avis de réception	Vœu C 10/1979	179
		Dédommagement (article IX du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux)	Décision C 20/1979	180
		Notification par les Administrations des renseignements à fournir au sujet de l'exécution du service international des colis postaux et applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux	Résolution C 40/1979	180
		Renseignements à fournir par les Administrations (article 101 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux)	Vœu C 61/1979	181
		Acceptation des avis de non-livraison	Recommandation C 48/1984	182
		Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux	Résolution C 15/1989	182
		Introduction et extension du service des colis postaux	Résolution C 16/1989	183
		Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes	Résolution C 17/1989	184
		Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	Résolution C 18/1989	185
		Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface	Résolution C 26/1989	185

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page	
2.5	Colis postaux (suite)	Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international	Résolution C 27/1989	186
		Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière	Décision C 47/1989	187
		Etablissement et règlement des comptes des colis postaux	Décision C 52/1989	187
		Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention	Décision C 89/1989	188
2.6	Services financiers postaux	Adhésion à l'Arrangement concernant les mandats de poste	Vœu MP 1/1964	189
		Renseignements à fournir par les Administrations	Résolution C 11/1979	189
		Etablissement des mandats-cartes	Vœu C 22/1979	190
		Développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux	Recommandation C 13/1984	191
		Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international	Résolution C 24/1984	192
		Caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque déposées auprès du Bureau international	Résolution C 51/1984	193
		Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux	Résolution C 81/1984	193
		Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés.	Résolution C 3/1989	194
		Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction		
		Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)	Décision C 51/1989	195
		Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux	Décision C 94/1989	195
2.7	Programme général d'action de Washington (PGAW)	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	Résolution C 5/1989	195
		Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	Résolution C 22/1989	197
		Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	Recommandation C 78/1989	198
		Programme général d'action de Washington	Résolution C 91/1989	198
3	Organes de l'UPU			
3.1	Généralités	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	Résolution C 4/1989	206
		Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	Résolution C 8/1989	206
		Renforcement des activités prioritaires de l'Union	Résolution C 67/1989	207
3.2	Congrès	Désignation du Doyen du Congrès	Vœu C 34/1969	208
		Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU	Résolution C 3/1974	209
		Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)	Décision C 92/1974	209
		Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU	Résolution C 7/1979	210

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
3.2	Congrès (suite)	Admission de la presse au Débat général	Décision C 38/1989 210
		Vice-présidences du XXe Congrès	Décision C 39/1989 211
		Présidence et vice-présidences des Commissions du XXe Congrès	Décision C 40/1989 211
		Membres des Commissions restreintes	Décision C 41/1989 212
		Institution d'un Débat général	Décision C 48/1989 213
		Lieu du XXIe Congrès postal universel	Décision C 49/1989 213
3.3	Conseil exécutif (CE)	Choix des représentants des Pays-membres de la Commission exécutive et de liaison (actuellement CE)	Vœu C 4/1947 214
		Répartition des sièges du Conseil exécutif	Résolution C 11/1974 214
		Représentation des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales lors des séances tenues au cours d'un Congrès	Résolution C 18/1974 215
		Représentation du Président et des Vice-Présidents du Conseil exécutif aux réunions du Conseil consultatif des études postales et réciproquement du Président et des Vice-Présidents du Conseil consultatif des études postales aux réunions du Conseil exécutif	Résolution C 19/1974 215
		Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)	Décision C 92/1974 216
		Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU	Résolution C 7/1979 216
		Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)	Résolution C 87/1984 217
		Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	Résolution C 1/1989 218
		Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989	Décision C 42/1989 218
		Représentation des membres du Conseil exécutif	Vœu C 53/1989 219
3.4	Conseil consultatif des études postales (CCEP)	Représentation des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postes lors des séances tenues au cours d'un Congrès	Résolution C 18/1974 219
		Représentation du Président et des Vice-Présidents du Conseil exécutif aux réunions du Conseil consultatif des études postales et réciproquement du Président et des Vice-Présidents du Conseil consultatif des études postales aux réunions du Conseil exécutif	Résolution C 19/1974 220
		Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)	Décision C 92/1974 221
		Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU	Résolution C 7/1979 221
		Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales	Recommandation C 29/1984 222
		Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)	Résolution C 87/1984 222
		Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994	Résolution C 19/1989 223
		Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989	Décision C 43/1989 228

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
3.5	Bureau international		
3.5.1	Personnel		
	Fonds de secours	Résolution C 17/1957	228
	Caisse de prévoyance de l'UPU	Résolution C 9/1964	229
	Conditions de service des fonctionnaires élus	Résolution C 51/1979	230
	Pensions de retraite des fonctionnaires élus	Résolution C 52/1979	231
	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle	Décision C 93/1989	232
3.5.2	Documentation et publications		
	Revue « Union Postale »	Résolution C 7/1957	232
	Publications périodiques envoyées au Bureau international par les Administrations	Recommandation C 4/1964	233
	Liste des documents publiés par le Bureau international	Recommandation C 8/1964	233
	Envoi aux Administrations des circulaires du Bureau international	Recommandation C 9/1964	233
	Rédaction des documents publiés par le Bureau international	Résolution C 32/1969	234
	Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès	Résolution C 1/1974	235
	Forme à donner à la publication « Statistique des services postaux »	Résolution C 22/1974	235
	Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes	Vœu C 49/1979	246
	Réédition de certaines publications de l'Union	Résolution C 35/1984	247
	Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989	Décision C 44/1989	247
	Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits	Résolution C 55/1989	248
4	Finances		
	Incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès	Résolution C 17/1969	250
	Alimentation du Fonds spécial UPU	Vœu C 20/1969	250
	Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international	Recommandation C 36/1984	251
	Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988	Résolution C 9/1989	252
	Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union	Résolution C 23/1989	252
	Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement	Résolution C 60/1989	253
	Assainissement des comptes arriérés de toute nature	Résolution C 61/1989	254
5	Coopération technique		
5.1	Généralités		
	Relations entre l'UPU et les Unions restreintes	Résolution C 38/1974	255
	Participation accrue des pays en développement à la préparation et à l'exécution des programmes d'assistance technique	Recommandation C 79/1974	256
	Recrutement d'experts UPU	Recommandation C 86/1974	257
	Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique	Résolution C 43/1979	257
	Assistance technique en matière de règlements internationaux	Recommandation C 23/1984	259
	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	Résolution C 6/1989	260

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
5.1	Généralités (suite)	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU Coopération technique entre pays en développement (CTPD) Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU	Résolution C 7/1989 Résolution C 20/1989 Résolution C 28/1989 Résolution C 21/1989 Résolution C 29/1989 262 263 264 266 267
5.2	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Accélération de la mise en œuvre des projets UPU au titre du PNUD Remboursement des coûts de soutien découlant de la participation de l'UPU au PNUD	Recommandation C 83/1974 Résolution C 84/1974 268 268
5.3	Fonds spécial UPU	Alimentation du Fonds spécial UPU	Vœu C 20/1969 269
6	Relations extérieures		
6.1	Unions restreintes	Relations entre l'UPU et les Unions restreintes	Résolution C 38/1974 271
6.2	Organisation des Nations Unies (ONU)	Accord entre l'ONU et l'UPU. Interprétation Accord entre l'ONU et l'UPU. Article IV – Recommandations de l'ONU Accord entre l'ONU et l'UPU. Article XVI – Revision Administration postale des Nations Unies Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux Modification éventuelle des Accords ONU/UPU Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Décision C 1/1947 Décision C 2/1947 Décision C 3/1947 Résolution C 2/1952 Résolution C 26/1969 Résolution C 91/1979 Décision C 45/1989 Décision C 50/1989 272 272 272 273 273 275 275 276
6.3	Institutions spécialisées	Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS	Décision C 2/1957 276
6.4	Autres organisations	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto) Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle) et création de comités de contact nationaux poste/douane Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU	Résolution C 34/1984 Vœu C 40/1984 Résolution C 11/1989 Résolution C 24/1989 Recommandation C 36/1989 Recommandation C 37/1989 277 277 278 279 280 281

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.	Page
6.5	Information publique		
	Semaine internationale de la lettre écrite	Recommandation C 13/1957	282
	Semaine internationale de la lettre écrite	Recommandation C 5/1964	282
	Politique générale en matière d'information publique	Résolution C 11/1969	283
	Concours de compositions épistolaires pour les jeunes	Vœu C 67/1969	284
	Concours de compositions épistolaires pour les jeunes	Vœu C 88/1974	284
	Politique générale en matière d'information publique	Résolution C 101/1979	285
	Journée mondiale de la poste	Résolution C 32/1984	285

Liste par ordre numérique des résolutions, décisions, recommandations, vœux, etc., valables à l'issue du XXe Congrès

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Congrès de Paris			
Décision	C 1/1947	Accord entre l'ONU et l'UPU. Interprétation	6.2
Décision	C 2/1947	Accord entre l'ONU et l'UPU. Article IV – Recommandations de l'ONU	6.2
Décision	C 3/1947	Accord entre l'ONU et l'UPU. Article XVI – Revision	6.2
Décision	C 6/1947	Echange de coupons-réponse internationaux	2.4.2
Décision	C 8/1947	Vérification des dépêches	2.4.2
Décision	C 11/1947	Transport aérien. Mesures à prendre en cas d'accident	2.4.4
Décision	C 14/1947	Interprétation de l'expression «bureaux d'échange en contact immédiat»	2.5
Décision	C 16/1947	Vente et commerce de timbres-poste	2.4.1
Recommandation	C 7/1947	Responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé	2.4.2
Vœu	C 4/1947	Choix des représentants des Pays-membres de la Commission exécutive et de liaison (actuellement CE)	3.3
Vœu	C 12/1947	Frais de transport aérien	2.4.4
Congrès de Bruxelles			
Décision	C 5/1952	Echange de coupons-réponse contre des timbres comportant un supplément de taxe	2.4.2
Décision	C 15/1952	Rouleaux avec valeur déclarée	2.4.2
Décision	C 20/1952	Colis encombrants	2.5
Résolution	C 1/1952	Avis, interprétations et vœux émis par un Congrès	2.1
Résolution	C 2/1952	Administration postale des Nations Unies	6.2
Vœu	C 3/1952	Groupement des offres faites ensuite d'annonces	2.4.2
Vœu	C 7/1952	Omission de l'étiquette verte sur les envois non fermés	2.4.2
Vœu	C 8/1952	Poids maximal des sacs	2.4.2
Vœu	C 9/1952	Acceptation des dépêches parvenues en mauvais état	2.4.1
Vœu	C 11/1952	Méthodes de travail des Administrations	2.4.1
Vœu	C 16/1952	Annulation des droits grevant les colis des prisonniers de guerre par des organismes non postaux	2.5
Vœu	C 18/1952	Réduction du nombre des déclarations en douane	2.5
Congrès d'Ottawa			
Décision	C 2/1957	Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS	2.4.1 – 6.3
Décision	C 5/1957	Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement	2.4.2
Résolution	C 7/1957	Revue «Union Postale»	3.5.2
Résolution	C 17/1957	Fonds de secours	3.5.1
Recommandation	C 1/1957	Matières biologiques périssables. Instructions et publicité pour le personnel postal et les usagers	2.4.1

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Recommandation	C 4/1957	Exonération des droits de douane	2.4.1
Recommandation	C 9/1957	Transport accéléré du courrier	2.4.1
Recommandation	C 13/1957	Semaine internationale de la lettre écrite	6.5
Vœu	C 8/1957	Enveloppes à panneau transparent	2.4.2
Vœu	C 14/1957	Motifs de timbres-poste	2.4.1

Congrès de Vienne

Résolution	C 9/1964	Caisse de prévoyance de l'UPU	3.5.1
Résolution	C 23/1964	Liberté de transit	2.4.1
Recommandation	C 1/1964	Adhésion aux Arrangements	2.1
Recommandation	C 4/1964	Publications périodiques envoyées au Bureau international par les Administrations	3.5.2
Recommandation	C 5/1964	Semaine internationale de la lettre écrite	6.5
Recommandation	C 6/1964	Réduction de taxe pour les catalogues de librairie	2.4.2
Recommandation	C 7/1964	Application de tarifs réduits pour favoriser la diffusion des journaux, livres et revues	2.4.1
Recommandation	C 8/1964	Liste des documents publiés par le Bureau international	3.5.2
Recommandation	C 9/1964	Envoi aux Administrations des circulaires du Bureau international	3.5.2
Recommandation	C 10/1964	Envois recommandés en provenance de l'étranger	2.4.2
Vœu	C 2/1964	Timbres-poste et empreintes de machines à affranchir contrefaits	2.4.1
Vœu	C 5/1964	Bandes adhésives pour la fermeture des imprimés	2.4.2
Vœu	C 6/1964	Mesures tendant à favoriser l'enseignement par correspondance	2.4.2
Vœu	C 7/1964	Indications à donner par le timbre à date	2.4.1
Vœu	C 9/1964	Utilisation de la formule AV 8	2.4.4
Vœu	MP 1/1964	Adhésion à l'Arrangement concernant les mandats de poste	2.6

Congrès de Tokyo

Résolution	C 11/1969	Politique générale en matière d'information publique	6.5
Résolution	C 17/1969	Incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès	4
Vœu	C 20/1969	Alimentation du Fonds spécial UPU	4 – 5.3
Résolution	C 26/1969	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	6.2
Résolution	C 32/1969	Rédaction des documents publiés par le Bureau international	3.5.2
Vœu	C 34/1969	Désignation du Doyen du Congrès	3.2
Vœu	C 50/1969	Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales	2.4.2
Recommandation	C 51/1969	Exception au principe de la responsabilité	2.5
Recommandation	C 65/1969	Uniformisation de la présentation des chiffres dans les écritures comptables	2.4.1
Vœu	C 67/1969	Concours de compositions épistolaires pour les jeunes	6.5
Vœu	C 69/1969	Cinquième liberté	2.4.4
Recommandation	C 78/1969	Taxes combinées	2.4.4

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Congrès de Lausanne			
Résolution	C 1/1974	Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès	2.1 – 3.5.2
Résolution	C 2/1974	Exclusion de la République sud-africaine du XVIIe Congrès de l'UPU, de tous les autres Congrès et réunions de l'UPU	1.1
Résolution	C 3/1974	Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU	1.2 – 3.2
Résolution	C 4/1974	Aide aux mouvements de libération nationale	1.2
Résolution	C 11/1974	Répartition des sièges du Conseil exécutif	3.3
Résolution	C 18/1974	Représentation des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales lors des séances tenues au cours d'un Congrès	3.3 – 3.4
Résolution	C 19/1974	Représentation du Président et des Vice-Présidents du Conseil exécutif aux réunions du Conseil consultatif des études postales et réciproquement du Président et des Vice-Présidents du Conseil consultatif des études postales aux réunions du Conseil exécutif	3.3 – 3.4
Résolution	C 22/1974	Forme à donner à la publication «Statistique des services postaux»	3.5.2
Résolution	C 32/1974	Pratique de l'Union concernant les réserves	2.1
Résolution	C 37/1974	Possibilités juridiques et techniques susceptibles de permettre le maintien des relations postales en cas de différend, de conflit ou de guerre	2.4.1
Résolution	C 38/1974	Relations entre l'UPU et les Unions restreintes	5.1 – 6.1
Vœu	C 55/1974	Circulation des sacs	2.4.1
Vœu	C 59/1974	Renforcement du rebord des sacs-avion	2.4.4
Résolution	C 60/1974	Affirmation des principes de la liberté de transit à propos des actes dits de «piraterie aérienne»	2.4.4
Recommandation	C 63/1974	Sécurité des envois de valeur transportés par la poste: mesures générales de sécurité et de protection dans les bureaux d'échange et dans les aéroports	2.4.1 – 2.4.4
Résolution	C 68/1974	Revision de la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit	2.5
Recommandation	C 70/1974	Exception au principe de la responsabilité	2.5
Recommandation	C 79/1974	Participation accrue des pays en développement à la préparation et à l'exécution des programmes d'assistance technique	5.1
Recommandation	C 83/1974	Accélération de la mise en œuvre des projets UPU au titre du PNUD	5.2
Résolution	C 84/1974	Remboursement des coûts de soutien découlant de la participation de l'UPU au PNUD	5.2
Recommandation	C 86/1974	Recrutement d'experts UPU	5.1
Vœu	C 88/1974	Concours de compositions épistolaires pour les jeunes	6.5
Décision	C 92/1974	Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)	1.2 – 3.2 – 3.3 – 3.4

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Congrès de Rio de Janeiro			
Résolution	C 5/1979	Emission illégale de timbres-poste	2.4.1
Résolution	C 6/1979	Expulsion de la République sud-africaine de l'UPU	1.1
Résolution	C 7/1979	Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU	1.2 – 3.2 – 3.3 – 3.4
Vœu	C 8/1979	Confection et utilisation des formules dans le service international	2.4.1
Vœu	C 10/1979	Avis de réception	2.4.1 – 2.5
Résolution	C 11/1979	Renseignements à fournir par les Administrations	2.6
Décision	C 20/1979	Dédommagement (article IX du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux)	2.5
Vœu	C 22/1979	Etablissement des mandats-cartes	2.6
Décision	C 32/1979	Surtaxes aériennes	2.4.4
Résolution	C 34/1979	Priorité accordée aux dépêches-avion par les compagnies aériennes	2.4.4
Résolution	C 40/1979	Notification par les Administrations des renseignements à fournir au sujet de l'exécution du service international des colis postaux et applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux	2.5
Résolution	C 43/1979	Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique	5.1
Vœu	C 46/1979	Communications et renseignements à transmettre au Bureau international	2.4.1
Vœu	C 47/1979	Présentation des adresses	2.4.1
Vœu	C 49/1979	Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes	3.5.2
Résolution	C 51/1979	Conditions de service des fonctionnaires élus	3.5.1
Résolution	C 52/1979	Pensions de retraite des fonctionnaires élus	3.5.1
Résolution	C 55/1979	Création d'un code télégraphique servant à annoncer la suspension ou la reprise de services	2.4.1
Vœu	C 61/1979	Renseignements à fournir par les Administrations (article 101 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux)	2.5
Recommandation	C 63/1979	Signalisation des envois recommandés	2.4.2
Recommandation	C 68/1979	Admission de substances infectieuses	2.4.1
Recommandation	C 70/1979	Accélération du traitement du courrier aérien au sol	2.4.4
Vœu	C 71/1979	Accélération du traitement du courrier aérien au sol	2.4.4
Recommandation	C 72/1979	Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne	2.4.4
Recommandation	C 76/1979	Sécurité du personnel amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés)	2.4.1
Recommandation	C 77/1979	Code d'identification des Pays-membres de l'Union à des fins postales et autres	2.4.1
Vœu	C 81/1979	Renvoi des bulletins d'essai C 27	2.4.1
Résolution	C 82/1979	L'avenir des services postaux	1.3
Recommandation	C 85/1979	Reproduction de timbres-poste déjà émis par une autre Administration	2.4.1
Résolution	C 91/1979	Modification éventuelle des Accords ONU/UPU	6.2
Recommandation	C 93/1979	Choix des sujets de timbres-poste	2.4.1
Vœu	C 95/1979	Etablissement des relevés de poids AV 3, AV 4 et AV 5	2.4.4
Résolution	C 101/1979	Politique générale en matière d'information publique	6.5
Résolution	C 106/1979	Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents	2.3

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Congrès de Hamburg			
–		Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux	1.3
Résolution	C 7/1984	Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU	1.1
Recommandation	C 13/1984	Développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux	2.6
Vœu	C 16/1984	Expédition par la poste des substances infectieuses	2.4.1
Recommandation	C 20/1984	Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	2.4.1
Recommandation	C 23/1984	Assistance technique en matière de règlements internationaux	2.4.1 – 5.1
Résolution	C 24/1984	Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international	2.6
Résolution	C 26/1984	Monopole postal	2.4.1
Recommandation	C 27/1984	Choix des sujets de timbres-poste	2.4.1
Recommandation	C 29/1984	Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales	3.4
Résolution	C 30/1984	Contrôle de qualité	1.3
Résolution	C 32/1984	Journée mondiale de la poste	6.5
Résolution	C 34/1984	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	6.4
Résolution	C 35/1984	Rédition de certaines publications de l'Union	3.5.2
Recommandation	C 36/1984	Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international	4
Vœu	C 40/1984	Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)	2.4.1 – 6.4
Recommandation	C 43/1984	Correspondances-avion en transit à découvert: nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination	2.4.4
Recommandation	C 44/1984	Accélération du courrier aérien en transit à découvert	2.4.4
Recommandation	C 48/1984	Acceptation des avis de non-livraison	2.5
Résolution	C 51/1984	Caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque déposées auprès du Bureau international	2.6
Vœu	C 55/1984	Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	2.4.1
Résolution	C 56/1984	Etude concernant la réglementation postale internationale	2.1
Résolution	C 63/1984	Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe	2.3
Recommandation	C 68/1984	Méthode pour enliasser les envois normalisés	2.4.2
Résolution	C 69/1984	Confection des dépêches	2.4.2
Résolution	C 70/1984	Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes	2.4.4
Recommandation	C 71/1984	Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne	2.4.4
Décision	C 72/1984	Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution	2.2
Résolution	C 73/1984	Réserves aux Actes de l'Union	2.1
Résolution	C 74/1989	Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès	2.1
Vœu	C 76/1984	Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification	2.4.2
Vœu	C 78/1984	Confection et utilisation des formules du service international	2.4.1

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Résolution	C 81/1984	Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux	2.6
Résolution	C 83/1984	La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux	2.4.2
Résolution	C 87/1984	Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)	3.3 – 3.4

Congrès de Washington

Résolution	C 1/1989	Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	2.1 – 3.3
Résolution	C 2/1989	Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	2.1
Résolution	C 3/1989	Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction	2.6
Résolution	C 4/1989	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	3.1
Résolution	C 5/1989	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	1.3 – 2.7
Résolution	C 6/1989	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	5.1
Résolution	C 7/1989	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	5.1
Résolution	C 8/1989	Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	3.1
Résolution	C 9/1989	Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988	4
Résolution	C 10/1989	Réglementation des imprimés	2.4.2
Résolution	C 11/1989	Reconstitution du comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle) et création de comités de contact nationaux poste/douane	6.4
Résolution	C 12/1989	Action pour renforcer la sécurité du courrier international et en préserver l'intégrité	2.4.1
Résolution	C 13/1989	Logotype universel pour identifier les services postaux	2.4.1
Résolution	C 14/1989	Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution	2.1
Résolution	C 15/1989	Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux	2.5
Résolution	C 16/1989	Introduction et extension du service des colis postaux	2.5
Résolution	C 17/1989	Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes	2.5
Résolution	C 18/1989	Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	2.5
Résolution	C 19/1989	Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994	3.4
Résolution	C 20/1989	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	5.1
Résolution	C 21/1989	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	5.1
Résolution	C 22/1989	Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	1.3 – 2.7
Résolution	C 23/1989	Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union	4
Résolution	C 24/1989	Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle	6.4
Résolution	C 25/1989	Service EMS	2.4.5

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Résolution	C 26/1989	Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface	2.4.3 – 2.5
Résolution	C 27/1989	Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international	2.5
Résolution	C 28/1989	Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	5.1
Résolution	C 29/1989	Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU	5.1
Recommandation	C 30/1989	Délai de réponse aux questionnaires	2.4.1
Recommandation	C 31/1989	Utilisation dans les services postaux de papier fabriqué selon des procédés non polluants (papier «écologique»)	2.4.1
Recommandation	C 32/1989	Envois francs de taxes et de droits	2.4.1
Recommandation	C 33/1989	Conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service	2.4.2
Recommandation	C 34/1989	Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	2.4.1
Recommandation	C 35/1989	Renvoi à l'origine des correspondances-avion	2.4.4
Recommandation	C 36/1989	Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT	2.4.1 – 6.4
Recommandation	C 37/1989	Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU	2.4.1 – 6.4
Décision	C 38/1989	Admission de la presse au Débat général	3.2
Décision	C 39/1989	Vice-présidences du XXe Congrès	3.2
Décision	C 40/1989	Présidence et vice-présidences des Commissions du XXe Congrès	3.2
Décision	C 41/1989	Membres des Commissions restreintes	3.2
Décision	C 42/1989	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989	3.3
Décision	C 43/1989	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989	3.4
Décision	C 44/1989	Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989	3.5.2
Décision	C 45/1989	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	6.2
Décision	C 46/1989	Conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales	2.4.1
Décision	C 47/1989	Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière	2.5
Décision	C 48/1989	Institution d'un débat général	3.2
Décision	C 49/1989	Lieu du XXIe Congrès postal universel	3.2
Décision	C 50/1989	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	6.2
Décision	C 51/1989	Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)	2.6
Décision	C 52/1989	Etablissement et règlement des comptes des colis postaux	2.5
Vœu	C 53/1989	Représentation des membres du Conseil exécutif	3.3
Vœu	C 54/1989	Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	2.4.1
Résolution	C 55/1989	Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits	3.5.2
Résolution	C 56/1989	Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit	2.4.3
Résolution	C 57/1989	Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial	2.4.3
	C 58/1989	Numéro non attribué	
Résolution	C 59/1989	Etude sur les frais de transit du courrier à découvert	2.4.3

Nature et numéro de la décision		Titre	Clé de classement
Résolution	C 60/1989	Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement	4
Résolution	C 61/1989	Assainissement des comptes arriérés de toute nature	4
Résolution	C 62/1989	Hymne mondial de la poste	1.4
Résolution	C 63/1989	Utilisation d'un symbole pour les cécogrammes	2.4.2
Résolution	C 64/1989	Indication du motif du retard de la livraison des envois sur la formule de réclamation C 9	2.4.1
Résolution	C 65/1989	Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion	2.4.4
Résolution	C 66/1989	Documents de base pour l'inscription des poids à prendre en compte pour le règlement des comptes du courrier soumis aux frais de transit et aux frais terminaux	2.4.3
Résolution	C 67/1989	Renforcement des activités prioritaires de l'Union	3.1
Résolution	C 68/1989	Etablissement et règlement des comptes	2.4.1
Résolution	C 69/1989	Amélioration des services postaux des zones rurales	2.4.1
Résolution	C 70/1989	Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international	2.4.1
Résolution	C 71/1989	Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides	2.4.1
Résolution	C 72/1989	Etude permanente des frais terminaux	2.4.3
Résolution	C 73/1989	Taux de base du transport aérien du courrier	2.4.4
Recommandation	C 74/1989	Enlissage d'enveloppes «plates»	2.4.2
Recommandation	C 75/1989	Utilisation de matériel d'enlissage approprié	2.4.2
Recommandation	C 76/1989	Conteneurisation accrue du courrier	2.4.1
Recommandation	C 77/1989	Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité	2.4.2
Recommandation	C 78/1989	Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	2.4.3 – 2.7
Recommandation	C 79/1989	Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	2.4.1
Recommandation	C 80/1989	Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU	2.4.1
Décision	C 81/1989	Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989	2.1
Décision	C 82/1989	Etiquetage des dépêches	2.4.1
Décision	C 83/1989	Remise des dépêches	2.4.1
Décision	C 84/1989	Etude sur la normalisation des formules de l'UPU	2.4.1
Décision	C 85/1989	Frais de transit du courrier à découvert	2.4.3
Décision	C 86/1989	Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	2.4.1
Décision	C 87/1989	Etablissement et règlement des comptes	2.4.1
Décision	C 88/1989	Repostage	2.4.2
Décision	C 89/1989	Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention	2.5
Décision	C 90/1989	Service correspondance commerciale-réponse internationale	2.4.1
Résolution	C 91/1989	Programme général d'action de Washington	1.3 – 2.7
Résolution	C 92/1989	Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès	2.1
Décision	C 93/1989	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle	3.5.1
Décision	C 94/1989	Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux	2.6

1 Généralités concernant l'Union

1.1 Pays-membres

Résolution C 2/Lausanne 1974

Exclusion de la République sud-africaine du XVIIe Congrès de l'UPU, de tous les autres Congrès et réunions de l'Union postale universelle

Le Congrès,

considérant

- 1° la Charte des Nations Unies et la Déclaration des droits de l'homme;
- 2° les résolutions 1904 (XVIII) du 20 novembre 1963 et 1905 (XVIII) du 21 novembre 1963 de l'Assemblée générale des Nations Unies;
- 3° la résolution 2396 (XXIII) du 2 décembre 1968 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, objet de la communication CE 1969 – Doc 2/Add 2 au Conseil exécutif de l'UPU;
- 4° la résolution 2426 (XXIII) du 18 décembre 1968 de l'Assemblée générale des Nations Unies faisant appel à toutes les institutions spécialisées et à toutes les institutions internationales afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute assistance financière, économique, technique et autre au Gouvernement de l'Afrique du Sud jusqu'à ce que celui-ci renonce à sa politique de discrimination raciale, objet de la communication du Conseil exécutif de l'UPU;
- 5° la résolution 2923 (XXVII) du 20 décembre 1972 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la politique de discrimination raciale du Gouvernement de l'Afrique du Sud (partie d), paragraphe 3, et partie e), paragraphes 11 et 12), objet de la communication CE 1973 – Doc 4/Add 1/Annexe 4 au Conseil exécutif de l'UPU;
- 6° la résolution 3151 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant cette politique de discrimination raciale pratiquée par le régime de l'Afrique du Sud;
- 7° la résolution 31 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT 1973 excluant le Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud de cette Conférence et de toutes les autres conférences et réunions de l'Union internationale des télécommunications;
- 8° le préambule de la Constitution de l'UPU;
- 9° le fait que l'Afrique du Sud, malgré son appartenance à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées, persiste à poursuivre une politique fondée sur la discrimination raciale et l'oppression;
- 10° que, ce faisant, le Gouvernement de l'Afrique du Sud viole délibérément la Charte des Nations Unies, la Déclaration des droits de l'homme et les principes fondamentaux de l'Union postale universelle, actes auxquels il a pourtant adhéré en toute liberté;
- 11° que, de ce fait, l'Afrique du Sud s'est exclue d'elle-même en droit de la communauté internationale,

conscient

de ce qu'il n'est guère possible de négocier et de signer un accord avec la délégation d'un gouvernement qui pratique la discrimination raciale et qui s'obstine à violer les accords internationaux,

rappelant

la décision du Congrès de Vienne 1964 relative à l'expulsion de l'Afrique du Sud, et la résolution C 2 du Congrès de Tokyo 1969 concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud,

condamne

énergiquement la politique d'apartheid et les mesures d'oppression pratiquées par le Gouvernement sud-africain,

conteste

la représentation minoritaire du Gouvernement sud-africain et, en conséquence,

décide

l'exclusion du Gouvernement de la République sud-africaine du XVIIe Congrès et de tous les autres Congrès ou réunions de l'UPU.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 951, 1544)

Résolution C 6/Rio de Janeiro 1979

Expulsion de la République sud-africaine de l'UPU

Le Congrès,

vu

la résolution C 2 du Congrès de Lausanne intitulée «Exclusion de la République sud-africaine du XVIIe Congrès de l'UPU, de tous les autres Congrès et réunions de l'Union postale universelle» (ci-annexée*),

vu

que ce pays persiste dans sa politique d'apartheid contrairement à la volonté unanime de toutes les nations libres,

décide

l'expulsion de la République sud-africaine de l'Union postale universelle.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1178, 1765)

* Annexe reproduite ci-avant.

Résolution C 7/Hamburg 1984

Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU

Le Congrès,

vu

la résolution C 2 du Congrès de Lausanne 1974 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVIIe Congrès de l'UPU et de tous les autres Congrès ou réunions de l'Union postale universelle,

vu

la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU,

vu

la circulaire 200 du 29 juin 1981 du Bureau international annonçant l'adhésion de la République d'Afrique du Sud à l'UPU en application de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution de l'Union,

considérant

que ledit pays continue d'appliquer sa politique odieuse d'apartheid contrairement à la volonté unanime de toutes les Nations libres,

réaffirme

sa condamnation sans réserve de l'odieuse politique pratiquée par le gouvernement raciste et minoritaire de la République d'Afrique du Sud,

réaffirme

la validité de la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

confirme

que la République d'Afrique du Sud est exclue de l'Union jusqu'à la prise d'une décision contraire par un Congrès ultérieur de l'UPU,

décide

que la République d'Afrique du Sud ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir sa réadmission à l'Union tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

(Documents du Congrès de Hambourg 1984 – Tome II: pages 55 à 87, 183)

1.2 Questions politiques

Résolution C 3/Lausanne 1974

Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU

Le Congrès,

rappelant

la résolution 3118 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies demandant aux institutions spécialisées de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la représentation des mouvements de libération nationale aux réunions des institutions spécialisées,

rappelant en outre

- a) la résolution No 29 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Malaga – Torremolinos) 1973 admettant la participation des mouvements de libération nationale reconnus par les organisations régionales intergouvernementales à participer en qualité d'observateurs aux conférences et réunions de l'UIT;
- b) la résolution 13/17 de la Conférence de la FAO demandant au Directeur général de la FAO de prendre les mesures nécessaires, par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine, pour faciliter la participation immédiate des représentants des mouvements de libération nationale à ses réunions;
- c) la résolution A 27/38 de la 27e Assemblée de l'OMS invitant les représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes,

convaincu

que la participation des mouvements de libération nationale aux réunions et autres activités entreprises par l'UPU assurerait aux peuples des zones libérées une amélioration de leurs conditions de vie,

conscient

que cette participation contribuerait subséquemment au développement économique et social de ces territoires libérés et placés sous le contrôle des mouvements de libération,

décide

que les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou par la Ligue des Etats arabes pourront prendre part aux Congrès de l'UPU en tant qu'observateurs.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 974 à 978)

Résolution C 4/Lausanne 1974

Aide aux mouvements de libération nationale

Le Congrès,

rappelant

la résolution 3118 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies priant instamment toutes les institutions spécialisées des Nations Unies de prêter d'urgence tout l'appui moral et matériel possible aux peuples coloniaux d'Afrique qui luttent pour se libérer du régime colonial et demandant que toutes les institutions spécialisées, en coopération active avec l'Organisation de l'unité africaine et par son intermédiaire, élaborent et exécutent des programmes concrets d'assistance aux peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Rhodésie du Sud et de la Namibie, y compris en particulier les populations des régions libérées de ces territoires, et à leurs mouvements de libération nationale,

rappelant en outre

- a) le paragraphe 8 de la même résolution recommandant à tous les gouvernements d'intensifier leurs efforts au sein des institutions spécialisées afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux et d'accorder la priorité à la question de l'octroi d'une assistance à titre d'urgence aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale;

- b) le paragraphe 9 priant instamment les directeurs des secrétariats des institutions spécialisées de formuler et de soumettre à leurs organes directeurs en tant que question prioritaire, avec la coopération active de l'OUA, des propositions concrètes en vue d'appliquer pleinement les décisions pertinentes des Nations Unies,

décide

de charger le Conseil exécutif de l'UPU et le Bureau international de mettre en œuvre toutes les mesures de nature à apporter une aide matérielle concrète à ces mouvements.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 979 à 981)

Décision C 92/Lausanne 1974

Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

Le Congrès

décide

d'admettre l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à participer, en qualité d'observateur, aux travaux du XVII^e Congrès postal universel ainsi qu'à toutes les réunions futures des organes de l'UPU.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 931 à 933)

Résolution C 7/Rio de Janeiro 1979

Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU

Le Congrès,

considérant

que la Ligue des Etats arabes est une organisation internationale au niveau des gouvernements arabes,

considérant

la collaboration et la coopération qui existent entre l'ONU et la Ligue des Etats arabes,

considérant

que la participation de la Ligue des Etats arabes aux travaux des organes de l'UPU présente un intérêt particulier pour celle-ci, pour le présent et l'avenir,

vu

la résolution C 3 du Congrès de Lausanne 1974 concernant les mouvements de libération nationale reconnus par la Ligue des Etats arabes,

décide

d'accepter que la Ligue des Etats arabes participe, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU, à commencer par le XVIIIe Congrès.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1199, 1231, 1767)

1.3 Débat général et programme d'action

Résolution C 82/Rio de Janeiro 1979

L'avenir des services postaux

Le Congrès,

considérant

- 1° le rôle important joué par la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel;
- 2° les développements socio-économiques au cours des dernières années qui tendent à perturber les rapports traditionnels entre la poste et ses usagers, notamment en raison de l'augmentation constante des coûts de la main-d'œuvre (dont la poste est forcément tributaire) et de la concurrence grandissante des entreprises de transport privées;
- 3° les progrès techniques fondamentaux et rapides dans le domaine des communications électroniques qui semblent marquer le début d'une ère nouvelle pour l'échange d'informations et le transfert de fonds;
- 4° les conséquences pour la poste mais surtout pour la collectivité au cas où la poste ne pourrait pas faire face à ces développements et évoluer afin de répondre aux exigences du monde de demain,

conscient

du fait que, même s'il n'y a aucune solution universelle, les problèmes pour la poste découlant de ces développements sont ou seront ressentis partout,

rappelant

l'utilité des colloques tenus en septembre 1978 à Tokyo qui ont permis un premier échange de vues, d'expériences et d'idées au sein de l'UPU sur certains de ces problèmes,

convaincu

- de la suprême importance de poursuivre, dans l'intérêt de toutes les Administrations postales, cette initiative en commun au sein de l'UPU en tant que complément des études correspondantes qui sont ou pourraient être entreprises ailleurs;
- de la nécessité de profiter au maximum d'une étude coordonnée au sein de l'UPU de l'ensemble de ces problèmes connexes et de l'utilité de faire ressortir les préoccupations principales des Administrations concernant l'évolution future de la poste,

tenant compte
de l'étude effectuée par le Bureau international sur le développement postal,

décide

- 1° de charger le CCEP de se préoccuper, comme tâche principale et de façon coordonnée, des divers aspects de l'évolution future de la poste en tenant compte des conclusions du débat et de faire rapport périodiquement aux Administrations de l'Union à ce sujet;
- 2° d'appeler l'attention des Administrations sur la nécessité pour le service postal de suivre de près le développement des diverses formes de courrier électronique dans le cadre de sa vocation naturelle qui l'appelle à promouvoir l'échange et la diffusion des communications.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1250, 1829)

Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux

Le Congrès,

vu

- le débat général organisé les 26 et 27 juin 1984 sur «Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications»;
- la nécessité d'améliorer la qualité et la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- le rôle que l'UPU peut jouer en vue de résoudre les problèmes communs,

étant donné

- que les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- que l'UPU a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale;
- que l'UPU participe activement à la coopération technique;
- que la poste constitue un facteur essentiel du développement économique, social et culturel des Pays-membres,

considérant

- la concurrence croissante à laquelle doivent faire face les Administrations, surtout dans les secteurs non protégés par le monopole postal;
- la nécessité de mieux adapter les prestations postales à l'évolution des besoins de la clientèle, compte tenu des possibilités offertes par les nouvelles technologies notamment en matière de télécommunications;
- la nécessité de développer et de renforcer les relations entre la poste et sa clientèle en vue de conserver ou de gagner sa confiance et d'améliorer l'image de marque de la poste;
- l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux au plan mondial,

conscient

des avantages et des possibilités résultant:

- d'un marché potentiel étendu pour la poste, marché qui pourrait encore être élargi par des mesures de modernisation et de rationalisation, par l'usage de nouvelles technologies, par l'introduction de nouveaux services (par exemple, courrier accéléré international) ainsi que par l'amélioration de la qualité des services postaux traditionnels;
- de l'existence d'un vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant le monde entier;
- des liens très étroits existant souvent entre la poste et les télécommunications;
- de l'exécution par un certain nombre d'Administrations postales de services financiers et bancaires,

déclare formellement

que l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux, en prenant notamment les mesures suivantes:

- recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation;
- renforcer la solidarité et la coopération entre toutes les Administrations, favoriser la concertation de leurs actions et concentrer l'information sur la qualité et la régularité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation;
- prendre, le cas échéant, en considération les points faibles identifiés dans le réseau postal comme base d'une coopération technique concertée;
- sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique, et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- élargir le champ d'activité de l'UPU et participer également à la mise en place des services nouveaux grâce aux travaux annuels de ses organes (CE et CCEP);
- introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale en vue de faciliter l'adaptation rapide des services postaux aux nouveaux besoins, et ce en relation avec l'étude confiée à cet effet au CE par le Congrès;
- prendre contact avec un certain nombre d'autres organisations ou organismes internationaux et renforcer en particulier la collaboration avec l'UIT dans le domaine des nouvelles techniques de transmission,

invite

les Administrations et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs précités,

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés, de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions pertinentes.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 208, 209)

Résolution C 30/Hamburg 1984

Contrôle de qualité

Le Congrès,

rappelant

les délibérations du Congrès de Rio de Janeiro 1979 sur l'avenir de la poste, et en particulier les préoccupations exprimées quant à la situation apparemment précaire de l'activité postale face aux progrès technologiques des entreprises rivales dans le domaine des communications et aussi face à la concurrence exercée directement par des sociétés privées fournissant des services postaux parallèles,

constatant

qu'au cours des délibérations en Congrès, un certain nombre d'Administrations ont exprimé l'avis qu'il fallait veiller au maintien et à l'amélioration des normes de service de façon à rehausser le renom de la poste en tant que moyen de communication viable et fiable,

constatant en outre

qu'il s'est dégagé des études conduites par le CCEP sur l'avenir des services postaux dans le cadre du programme de travail 1979–1984 une idée force selon laquelle le bon fonctionnement du service postal, avec des normes répondant à l'attente de la clientèle, doit être au premier rang des préoccupations de toutes les Administrations postales, face à l'avenir de leurs activités,

considérant

l'étude effectuée par le CCEP dans le cadre de son programme de travail 1979–1984, sur les systèmes de contrôle de la qualité des opérations de ramassage du courrier, de guichet, de tri et de distribution, étude qui a eu pour objet de déterminer la nature des moyens utilisés par les Administrations pour contrôler l'exécution des travaux,

constatant

qu'il ressort des conclusions d'ordre général de l'étude que si des Administrations ont mis au point des systèmes efficaces de contrôle de la qualité aux différentes étapes de l'exploitation postale, l'absence alarmante de contrôles efficaces de qualité a cependant aussi été relevée,

étant informé

de l'avis exprimé par le CCEP, selon lequel les Administrations ont un urgent besoin de revoir leurs politiques de contrôle de la qualité,

considérant

que l'efficacité de l'exploitation postale dépend notamment de l'exécution précise des fonctions de base par le personnel postal et que dans leurs efforts visant à atteindre la qualité de service requise les Administrations postales ont pour tâche vitale de recourir à des moyens efficaces de contrôles pour maintenir, améliorer et mesurer le rendement,

prie instamment

les Administrations postales:

- a) de prendre conscience du lien étroit qui existe entre un contrôle efficace de la qualité et la viabilité de l'activité postale à tous les niveaux de l'exploitation, cela permettant notamment de satisfaire les besoins de la clientèle;

- b) de s'interroger sur l'efficacité de leurs différents systèmes (ou mesures) de contrôle de la qualité et sur leur capacité à donner des résultats satisfaisants; le cas échéant, de prendre les dispositions propres à renforcer et à améliorer ces systèmes (ou mesures) avec le souci d'assurer à la poste une position plus forte sur le marché des communications.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 163, 183, 610)

Résolution C 5/Washington 1989

Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale

Le Congrès,

constatant

- les résultats encourageants des contrôles des délais d'acheminement résultant de la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg;
- le grand intérêt que ces actions ont suscité parmi les Pays-membres,

considérant

que l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges internationaux constitue un objectif prioritaire pour sauvegarder l'image de la poste auprès du public, lutter efficacement contre la concurrence des coursiers privés et apporter une riposte aux entreprises de repostage,

convaincu

de la capacité des Administrations d'obtenir une amélioration importante et durable de la qualité de leurs acheminements grâce à une vigilance accrue dans l'organisation et le fonctionnement des services et à des actions concertées de contrôle,

invite

instamment toutes les Administrations postales:

- à évaluer l'efficacité de leurs différents systèmes de contrôle de la qualité et leur capacité à donner des résultats satisfaisants; le cas échéant, à prendre les dispositions propres à renforcer et à améliorer ces systèmes;
- à contrôler systématiquement par leurs propres moyens les délais de traitement dans leurs services du courrier international (arrivant et partant), selon une périodicité suffisante et fixe;
- à participer activement aux contrôles organisés par le Bureau international;
- à prendre immédiatement, le cas échéant, toute mesure de redressement susceptible d'améliorer la qualité du service, avec le souci d'assurer à la poste une position plus forte sur le marché des communications,

invite

les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation des objectifs précités,

charge

le Bureau international:

- de continuer d'effectuer régulièrement des contrôles de la durée des acheminements à l'échelle mondiale;

- de soumettre à cet effet à l'approbation du CCEP une méthodologie s'inspirant:
 - de la Déclaration de Hamburg;
 - de la large expérience acquise au cours des quatre dernières années par l'UPU, les Unions restreintes et les Administrations postales, et permettant d'aboutir, dans toute la mesure possible, à la fixation des normes d'acheminement du courrier international;
- d'intervenir auprès des Administrations ou des services responsables des retards et faiblesses constatés pour que soient prises sans retard les mesures de redressement nécessaires;
- d'apporter son appui, en cas de besoin, aux Administrations pour les aider à améliorer la situation;
- d'établir dès que possible un tel système de contrôle pour le réseau EMS mondial,

charge

le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales de suivre les travaux découlant de cette résolution et de prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

(Proposition 013, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1. 14e séance)

Résolution C 22/Washington 1989

Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser

Le Congrès,

considérant

l'évolution particulièrement rapide du marché des communications sous l'effet combiné du progrès technique et d'une concurrence puissante,

notant

les résultats encourageants des efforts déployés à la suite de la Déclaration de Hamburg pour améliorer la qualité des acheminements postaux,

reconnaissant

la nécessité pour l'Union de s'engager plus avant dans la voie des actions concrètes afin de permettre à la poste de sauvegarder et d'améliorer sa position sur le marché des communications, grâce à une action décisive de promotion de la qualité de service et de diversification des prestations,

convaincu

de l'urgente nécessité pour la poste de mieux répondre aux besoins de la clientèle et par là même de lutter plus vigoureusement contre la concurrence,

décide

la mise en œuvre d'un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser et comportant notamment les actions suivantes:

- suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et d'actions menées sur le terrain par des consultants, en vue d'aider à résoudre les problèmes posés et à promouvoir des initiatives susceptibles d'améliorer les performances du service postal international;

- études des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales;
- développement du service EMS;
- suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée;
- études de marché permettant aux Administrations d'ajuster les prestations aux besoins des clients et d'introduire de nouveaux services;
- initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins,

charge

le Conseil exécutif, en collaboration avec le CCEP et le Bureau international, de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à des résultats significatifs dans les différents domaines couverts par le projet et de présenter un rapport au prochain Congrès,

exhorte

- a) les Pays-membres de l'Union:
 - à tout mettre en œuvre pour améliorer la qualité des prestations postales offertes et en élargir la gamme en fonction des besoins des clients;
 - à coopérer pleinement au projet destiné à stimuler leurs initiatives et à tirer le plus grand profit de la réalisation des actions entreprises;
- b) les Pays-membres et les Unions restreintes à apporter un appui actif aux opérations engagées dans le cadre du présent projet, notamment celles conduites sur le terrain.

(Proposition 010, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 91/1989

Programme général d'action de Washington

Le Congrès,

vu

le Débat général de Washington organisé le 16 novembre 1989 sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»,

considérant

- le développement et la diversification du marché des communications et des échanges commerciaux;
- l'incidence de la déréglementation en matière de transport et de communications et la réduction du monopole postal dans de nombreux Pays-membres;
- l'intensification de la concurrence sur les marchés postaux;
- la nécessité impérieuse de parvenir à une meilleure connaissance du marché dans sa composition, ses groupes de clients, ainsi que des services offerts;

- la nécessité de s'adapter rapidement à l'évolution de l'offre et de la demande de services sur les plans commercial et technique;
- l'importance d'assurer une gestion plus commerciale pour pouvoir maintenir et améliorer la qualité des services traditionnels qui ont manifestement un caractère public,

tenant compte

- de tous les aspects de la Déclaration de Hamburg et en particulier l'action consistant à sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- des décisions prises par les différentes conférences régionales, notamment celles des ministres et des directeurs généraux;
- de la nécessité d'agir, au plan international, comme une seule et même entreprise postale sous réserve de la loi applicable en matière de concurrence,

approuve

le Programme général d'action de Washington ci-joint,

lance un appel pressant

aux gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes lui garantissant une autonomie appropriée et des moyens humains et financiers adéquats fondés sur la notion de rentabilité,

exhorte

les Administrations à tout mettre en œuvre pour:

- 1° atteindre les objectifs prioritaires ci-après:
 - a) obtenir de leur gouvernement et mettre en œuvre le statut juridique et le système de gestion leur permettant de disposer des moyens humains et financiers nécessaires à la conduite d'une entreprise dynamique;
 - b) mieux connaître le marché et assurer le suivi de la concurrence en vue d'accroître la compétitivité des produits de la poste;
 - c) répondre de façon plus adéquate aux besoins des clients sous l'angle des systèmes tarifaires, de la qualité de service, de la gamme des prestations offertes et du service à la clientèle;
 - d) renforcer la poste internationale sous l'angle de la solidarité, de la législation mieux adaptée, de normes de service, ainsi que des activités de soutien et de coopération technique;
- 2° collaborer au sein de l'UPU pour fournir de manière coordonnée des prestations postales de haute qualité;
- 3° réaliser sans tarder les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington, compte tenu des priorités et du calendrier fixés par les organes de l'Union;
- 4° assurer un suivi constant et procéder à une appréciation périodique du degré de réalisation du programme d'action, et en rendre compte périodiquement au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Bureau international,

invite

les Unions restreintes:

- 1° à tenir largement compte du Programme général d'action de Washington dans leur programme de développement postal;
- 2° à instituer des priorités à leur niveau;
- 3° à communiquer au Bureau international les renseignements relatifs à leurs initiatives et aux résultats obtenus dans la mise en œuvre du programme d'action,

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international:

- de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés et réaliser les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington;
- d'assurer le suivi de l'application du programme d'action, notamment à l'occasion des réunions du Comité de coordination;
- de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus;
- de soumettre des propositions pertinentes au prochain Congrès.

(Congrès – Doc 48.2, 13e séance plénière; Congrès – Doc 78.3, 16e séance)

Annexe 1

XXe Congrès de l'UPU – Washington 1989**PROGRAMME GÉNÉRAL D'ACTION DE WASHINGTON****I. Principaux objectifs**

Le Congrès de Washington, conscient du fait que la concurrence sur le marché des communications s'intensifie et que cela nous incite à améliorer l'efficacité afin de nous conformer au désir de notre clientèle d'obtenir des prestations plus fiables et un meilleur rapport qualité/prix, convient que les actions ci-après sont indispensables à la survie de services postaux efficaces:

1. Les gouvernements sont instamment priés de veiller à ce que la poste ait un statut juridique ainsi qu'un système de gestion et de ressources autonomes, ce qui lui est nécessaire pour pouvoir fournir des services postaux efficaces répondant aux besoins de la clientèle.
2. Les Administrations postales doivent créer un état d'esprit axé sur le marché, là où l'utilisateur exige le plus haut rang de priorité; cela doit être pris en considération dans toutes les décisions de principe et dans les dispositions touchant le fonctionnement des services.
3. Concrètement, tous les Pays-membres de l'UPU doivent accorder la plus grande attention à ce que tous les services et produits postaux soient d'excellente qualité, tant sur le plan national que sur le plan international.
4. L'UPU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les gouvernements et les Administrations à atteindre ces objectifs, à s'accorder un soutien réciproque et à coopérer pour y parvenir. En termes concrets, c'est là une priorité qui doit occuper une place prépondérante dans les programmes de travail du CE, du CCEP et du Bureau international.

Des actions distinctes visant à atteindre ces objectifs figurent dans la partie III «Objectifs et actions» de ce programme.

II. Fixation des rangs de priorité des actions

Le Congrès est convenu que toutes les actions contenues dans le présent programme d'action sont importantes. Toutefois, les Administrations ne pourront pas toutes les exécuter immédiatement car, pour certaines, les ressources sont limitées et quelques-unes de ces actions ne peuvent être menées à bien que sur une certaine durée.

Dans le choix des activités à entreprendre, les Administrations doivent en premier lieu avoir à l'esprit les objectifs énumérés dans la partie I de ce programme.

Si les Administrations ne disposent pas de ressources suffisantes, il leur est alors indispensable de sensibiliser leur gouvernement sur la nécessité de moderniser et d'améliorer leur statut juridique. Cela peut prendre quelque temps et les Administrations devront peut-être constamment faire pression sur leur gouvernement pour y parvenir.

Il y a cependant des actions que chaque Administration peut rapidement mener à bien et cela à relativement peu de frais, pour contrôler et améliorer la qualité des services de base. Ces actions doivent occuper dans toutes les Administrations le premier rang de priorité. D'autres actions peuvent se dérouler simultanément et parallèlement, en fonction des ressources de chaque Administration.

Il faut surtout que toutes les actions soient centrées sur les deux principes primordiaux suivants:

- répondre aux besoins de la clientèle;
- améliorer la qualité du service.

III. Objectifs et actions

Objectifs	Actions	Responsabilité ¹
A. Connaissance du marché		
A.1 Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes: <ul style="list-style-type: none"> - caractéristiques de tous les segments - clés du marché - services offerts - besoins des clients - concurrence 	A1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme de contacts avec les clients et d'études de marché en vue d'obtenir des renseignements suivis sur: <ul style="list-style-type: none"> - les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs - les concurrents, leurs parts de marché, leur organisation et leurs méthodes - les tendances du marché 	Adm., CCEP, UR
	A1.2 Intensifier les échanges interadministrations de données tirées d'études de marché et renforcer la coopération entre Administrations en entreprenant des études de marché multilatérales ou régionales	Adm., BI, UR
	A1.3 Développer la formation des cadres de direction à l'utilisation des données tirées d'études de marché et aux pratiques visant à mieux servir la clientèle	Adm., UR
B. Stratégies commerciales		
B.1 Répondre aux besoins des clients	B1.1 Elargir la gamme de services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients, en particulier l'EMS, le courrier électronique, les colis, les systèmes priorité/non-priorité et les services financiers, à condition que les services soient rentables	Adm.

¹ Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:

Adm. = Administration
BI = Bureau international
CC = Comité de coordination
CCEP = Conseil consultatif des études postales
CE = Conseil exécutif
Gvt = Gouvernement du Pays-membre
UR = Unions restreintes

Objectifs	Actions		Respon- sabilité
B.2 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché	B1.2	Promouvoir les services et produits offerts	Adm.
	B1.3	Arrêter des politiques commerciales et de marketing et confier à un corps de spécialistes qualifiés le soin de les appliquer	Adm.
	B2.1	Rendre les conditions de service, en régime intérieur et en régime international, plus souples et mieux adaptées à l'évolution des conditions du marché	Adm.
	B2.2	Créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple le retrait du courrier dans les locaux de l'usager ou la remise directe au destinataire	Adm.
	B2.3	Mettre au point des mesures tarifaires souples, en relation avec les coûts, s'adaptant aux conditions du marché, par exemple des tarifs contractuels pour les gros usagers ou des ristournes en cas de tri préliminaire effectué par l'usager	Adm.
B.3 Préciser les principes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence	B2.4	Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/ compensation équitable et liée aux coûts	Adm., CE, UR
B.3	B3.1	Définir l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence, compte tenu des orientations et principes précisés, sous réserve de la loi en vigueur en matière de concurrence	Adm., Gvt
B.4 Préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste	B4.1	Définir les contraintes de service public et les compensations correspondantes sous forme de privilèges ou de dotations financières	Adm., Gvt
B.5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec la clientèle fondés sur la meilleure pratique existante	B5.1	Créer des unités chargées de mieux servir la clientèle et dotées d'un personnel spécialisé, afin de répondre avec rapidité et précision aux demandes et réclamations des usagers	Adm.
	B5.2	Faciliter à la clientèle l'accès aux informations relatives aux services et aux tarifs	Adm.
	B5.3	Affecter un personnel polyvalent spécialement chargé des contacts avec les clients importants (one-stop shopping)	Adm.
	B5.4	Réduire les procédures de type bureau-cratique dans les relations avec la clientèle	Adm., BI, CE
C. Qualité de service et stratégies opérationnelles			
C.1 Assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue: - d'accélérer les acheminements - de renforcer la sécurité des envois - de promouvoir la distribution à domicile	C1.1	Définir, appliquer et actualiser des normes qui offrent aux clients une qualité de service irréprochable	Adm., BI, CCEP, CE, UR
	C1.2	Fournir et améliorer d'une manière continue, dans le régime intérieur et international, d'excellents services postaux pour toutes les catégories d'envois pour répondre aux exigences de la clientèle en faveur de prestations fiables, constantes et rentables, afin de protéger l'activité postale de base	Adm.

Objectifs	Actions	Respon- sabilité
C.2 Assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles	C1.3 Mettre en œuvre un programme de surveillance du trafic pour détecter les dysfonctionnements et y remédier et instaurer un système de suivi des envois et des dépêches	Adm., CCEP, UR
	C1.4 Assurer, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement et réexaminer constamment la fiabilité des circuits exploités	Adm., BI, CCEP, CE, UR
	C1.5 Accorder la même priorité aux courriers interne et international afin d'appliquer le concept d'une entreprise unique	Adm.
	C1.6 Utiliser de façon optimale tous les moyens de transport rapides en évitant autant que possible l'utilisation systématique de transporteurs non performants	Adm.
	C1.7 Réduire les formalités douanières, les contrôles et les séjours sous douane en utilisant au mieux les comités de contact «Poste/Douane» nationaux et locaux	Adm., Gvt
	C2.1 Maintenir les coûts et les tarifs au niveau de la compétitivité en réduisant les frais généraux et en simplifiant les procédures	Adm.
	C2.2 Utiliser de façon optimale les ressources humaines et l'automatisation	Adm.
C.3 Moderniser les systèmes d'exploitation	C2.3 Consacrer des moyens financiers et humains propres à l'EMS	Adm.
	C3.1 Moderniser les méthodes et instruments d'exploitation	Adm.
	C3.2 Développer les applications télématiques	Adm.
D. Autonomie de gestion		
D.1 Assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise	D1.1 Disposer d'un statut assurant un degré d'autonomie suffisant pour conférer la responsabilité de la gestion des moyens humains et financiers et les responsabilités de les obtenir	Adm., Gvt
	D1.2 Disposer, pour le fonctionnement de l'entreprise, de moyens suffisants tirés de fonds propres ou externes	Adm., Gvt
D.2 Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire	D2.1 Disposer d'un statut assurant la protection de certaines catégories de produits selon un monopole défini, adapté aux circonstances, et instaurer un système de contrôle de son application	Adm., Gvt
D.3 Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues	D3.1 Définir les objectifs de base des services postaux	Adm.
	D3.2 Elaborer et mettre en œuvre des plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts, d'avantages et de délais quantifiés et mesurables	Adm.

Objectifs	Actions	Respon- sabilité
E. Ressources humaines		
E.1 Moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel	E1.1 Recruter et employer le personnel dans les mêmes conditions que celles qui existent dans l'industrie en général	Adm., Gvt
	E1.2 Assurer au personnel une rémunération de niveau comparable à celle des secteurs similaires de l'activité économique du pays ou de la région	Adm., Gvt
	E1.3 Instaurer des mécanismes d'incitation et de motivation, par exemple promotions, primes de productivité	Adm.
	E1.4 S'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats	Adm.
E.2 Adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste	E2.1 Assurer la formation permanente	Adm.
	E2.2 Instaurer un plan de formation ciblée, notamment en matière d'exploitation, de gestion administrative et financière, d'études de marché et de commercialisation	Adm.
E.3 Renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise	E3.1 Instaurer des mécanismes d'information qui font l'objet de soins constants, de manière à modifier les comportements, à créer l'esprit de corps et à renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises	Adm.
F. Rôle accru des organes permanents de l'UPU		
F.1 Assurer la mise en œuvre du programme d'action compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles	F1.1 Répartir nettement entre le CE, le CCEP et le BI les attributions et les procédures d'exécution et de contrôle du déroulement du programme d'action	CC
	F1.2 Adopter, au plan international, un processus de décision assurant une capacité de réaction rapide	BI, CE, UR
	F1.3 Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir du gouvernement le statut juridique et l'autonomie de gestion d'entreprise	CE, UR
	F1.4 Créer, auprès du Bureau international, une base de données sur le marché	BI, CCEP, CE
F.2 Prendre, selon les besoins, des mesures urgentes dans l'intervalle des Congrès en fonction de l'évolution commerciale et technique et assouplir la législation et la réglementation postale internationale	F2.1 Elaborer et mettre en œuvre des procédures de mesures d'urgence	CE, CCEP
	F2.2 Faire réaliser les tâches de modernisation et d'assouplissement de la législation et de la réglementation postale internationale	CE, CCEP
F.3 Coopération technique: – disposer d'un programme d'assistance technique en matière de formation, d'exploitation, d'activités commerciales et de systèmes de gestion – renforcer et développer la coopération technique	F3.1 Mettre en place un réseau intégré d'échanges d'informations par les moyens télématiques	CE, CCEP
	F3.2 Appuyer et fournir des activités de coopération technique qui visent à aider les Administrations à atteindre les objectifs et à mettre en œuvre les actions du programme d'action	BI, CCEP, CE, UR

1.4 Divers

Résolution C 62/Washington 1989

Hymne mondial de la poste

Le Congrès,

considérant

qu'il est nécessaire de pousser plus avant les actions visant à rassembler en une identité plus large le personnel postal du territoire de l'UPU,

estimant

que cette action contribuera de façon sensible, sinon décisive, à consolider l'identification des postiers à leur institution et à se rapprocher du but qui consiste à affermir et à proclamer les postulats fondamentaux de la poste: sécurité, rapidité et régularité,

charge

le Conseil exécutif d'examiner, en collaboration avec le Bureau international, la possibilité de mettre au concours la composition des paroles et de la musique d'un hymne mondial de la poste.

(Proposition 014, Commission 3, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

2 Actes de l'Union

2.1 Généralités

Résolution C 1/Bruxelles 1952

Avis, interprétations et vœux émis par un Congrès^{1 2}

Le XIIIe Congrès, réuni à Bruxelles, estime et déclare formellement que les avis, les interprétations et les vœux se rapportant aux Actes de l'Union, adoptés par les divers Congrès et relatés dans les procès-verbaux des séances, n'ont pas la même valeur juridique que les Actes auxquels ils se rapportent. Ces avis, interprétations, etc., ont pour objet de faciliter éventuellement l'interprétation de la Convention et des Arrangements.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 141, 317, 318)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 101, par. 5.

² Voir résolution C 1/Lausanne 1974.

Recommandation C 1/Vienne 1964

Adhésion aux Arrangements¹

Plusieurs Pays-membres ne signent pas les Arrangements de l'UPU relatifs à certains services facultatifs alors que ces services existent dans leur pays. Ils concluent dès lors des arrangements bilatéraux pour régler ce service sur le plan international avec d'autres Pays-membres. Il en résulte une réglementation qui diffère de celle de l'UPU et un certain ralentissement dans l'exécution des opérations postales. Dès lors, le Congrès recommande que les Pays-membres signent uniformément tous les Actes de l'Union qui concernent une branche du service postal existant dans ces pays.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 658, 1347)

¹ Voir vœu MP 1/Vienne 1964; résolution C 88/Tokyo 1969.

Résolution C 1/Lausanne 1974

Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès

Le Congrès,

rappelant

l'interprétation du Congrès de Vienne selon laquelle l'expression «décision du Congrès» figurant à l'article 101, paragraphe 5 in fine, du Règlement général, comprend non seulement les décisions qui font l'objet d'une disposition introduite dans les Actes mais encore toute autre forme de décision, comme les avis, vœux, résolutions et interprétations visant l'application des Actes et le fonctionnement des organes de l'Union,

considérant

la résolution C 1 du Congrès de Tokyo 1969, en vertu de laquelle le Bureau international a publié un Recueil des décisions des Congrès de Paris 1947 à Tokyo 1969,

recommande

au Gouvernement du pays-siège du Congrès de notifier aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union en même temps que les Actes définitifs du Congrès les autres décisions adoptées par ce dernier,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- a) de publier dans les documents définitifs de chaque Congrès toutes les décisions adoptées par ce Congrès;
- b) de mettre à jour, après chaque Congrès, le Recueil des décisions des Congrès.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1017, 1018)

Résolution C 32/Lausanne 1974

Pratique de l'Union concernant les réserves

Le Congrès,

considérant

d'une part l'article 22, paragraphe 6, de la Constitution et, d'autre part, la pratique suivie jusqu'ici en matière de réserves,

confirme

le principe selon lequel les réserves aux Actes de l'Union doivent être insérées aux Protocoles finals de ces Actes soit sur la base d'une proposition approuvée par le Congrès, soit conformément à la procédure réglant la modification des Actes entre deux Congrès, et que, en cas d'admission ou

d'adhésion à l'Union, les nouveaux Pays-membres peuvent demeurer au bénéfice des réserves inscrites aux Protocoles finals qui leur étaient applicables antérieurement en qualité de partie d'un Pays-membre de l'Union, ou parce qu'ils étaient rattachés à l'Union en vertu de l'article 3, lettres b) et c), de la Constitution.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1306 à 1308)

Résolution C 56/Hamburg 1984

Etude concernant la réglementation postale internationale

Le Congrès,

constatant

le développement de nouveaux services offerts par un nombre croissant d'Administrations postales en plus des services prévus et réglementés par les Actes de l'Union,

conscient

qu'après le nécessaire stade expérimental, une harmonisation des procédures de fonctionnement de chaque nouveau service devient indispensable,

considérant

que ces nouveaux services, plus encore que les services postaux traditionnels, doivent pouvoir s'adapter très rapidement aux besoins changeants de la clientèle,

estimant

que cette évolution, gage de la vitalité de la poste, ne doit pas être entravée par une codification rigide des règles de fonctionnement des services,

considérant d'autre part

la lourde tâche que représente la mise à jour des Actes de l'Union, dont seul le Congrès a actuellement le pouvoir et les délais importants qui en résultent pour la moindre modification,

estimant

que les difficultés rencontrées jusqu'à présent pour remédier à cette situation peuvent trouver leur source dans la conception des Actes techniques de l'Union tels qu'ils sont actuellement rédigés,

charge

le Conseil exécutif d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en œuvre des nouveaux services, afin:

- de faciliter son application souple par les Administrations postales;
- de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux;
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 293, 294, 307)

Résolution C 73/Hamburg 1984

Réserves aux Actes de l'Union

Le Congrès,

soucieux

de veiller à ce que les services postaux internationaux soient, dans la mesure du possible, assurés dans l'ensemble des Pays-membres, selon les règles et conditions uniformes prévues par les Actes de l'Union,

reconnaissant

le droit inaliénable des Pays-membres de formuler des réserves auxdits Actes dans le cadre des dispositions en vigueur, pour tenir compte de leurs particularités nationales ou d'autres considérations,

convaincu

que la minimisation du nombre des réserves servirait l'intérêt de l'ensemble des Pays-membres de l'Union,

prie

les Pays-membres de l'Union de ne recourir à la possibilité de formuler des réserves aux Actes qu'en cas de nécessité absolue,

charge

le Bureau international d'inviter les Pays-membres, avant chaque Congrès, à reconsidérer leurs réserves figurant aux Protocoles finals des Actes de l'Union.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 196, 349)

Résolution C 74/Hamburg 1984

Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès

Le Congrès,

vu

le nombre important de décisions adoptées par chaque Congrès et qui doivent ensuite être insérées dans la législation ou la réglementation postale de tous les Pays-membres de l'Union,

notant

que ce travail constitue une lourde charge, notamment pour les Administrations postales des pays en développement,

estimant

qu'il est hautement souhaitable de mettre à la disposition des Administrations un moyen susceptible de faciliter ce travail,

charge

le Bureau international de publier une récapitulation sommaire des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU, ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 196, 350)

Résolution C 1/Washington 1989

Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE

Le Congrès,

vu

les nouvelles compétences législatives du CE contenues dans les articles 22, paragraphe 5, et 25, paragraphe 2, de la Constitution; 102, paragraphe 6, 109, paragraphe 2, 120, paragraphe 3, 121, paragraphe 2, 122, paragraphe 2, et 123 du Règlement général; 93, paragraphe 2, de la Convention; 57, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les colis postaux; 13, paragraphe 3.2, de l'Arrangement concernant les mandats de poste; 17, paragraphe 3.2, de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux; 9, paragraphe 2.2, de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement,

tenant compte

de l'évolution rapide des techniques et des besoins de la société,

estimant

qu'il est urgent et nécessaire, pour la sauvegarde du service postal, de riposter de façon appropriée, aussi rapidement et efficacement que possible aux défis de la concurrence agressive,

considérant

que toute attente risquerait de compromettre l'efficacité des actions à mener et de rendre les décisions désuètes,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du CE.

(Proposition 01, 8e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 2/Washington 1989

Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès

Le Congrès,

ayant pris connaissance avec satisfaction

du résultat de l'étude du CE concernant la réglementation postale internationale,

ayant approuvé
les nouvelles compétences législatives du CE en matière de Règlements d'exécution,

conscient du fait
qu'il s'agit d'une première phase, mais que le but à atteindre est de réserver au Congrès la compétence de légiférer directement uniquement sur les questions constitutionnelles et les questions fondamentales concernant le service postal international,

ayant à l'esprit
les orientations et la nouvelle philosophie découlant du débat général sur les stratégies commerciales et opérationnelles de la poste pour mieux servir la clientèle,

charge

le Conseil exécutif de poursuivre son étude sur une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, dans le but de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, sans avoir recours au Congrès lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux, en tenant compte notamment des intérêts des pays non membres du CE.

(Proposition 02, Commission 3, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 14/Washington 1989

Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution

Le Congrès,

vu
le besoin grandissant de souplesse et d'adaptabilité de l'Union postale universelle dans les circonstances actuelles et face aux contraintes extérieures,

prenant en compte
le travail déjà effectué par le Conseil exécutif pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Union,

notant
l'intention d'agir dans ce sens ultérieurement,

considérant
le besoin d'une réglementation claire, simple et souple pour l'exploitation des services postaux internationaux,

persuadé
néanmoins que les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne répondent plus à ce besoin de façon adéquate,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'effectuer une étude de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution, afin de déterminer:

- les dispositions essentielles de la Convention et des Arrangements à y maintenir et les autres dispositions qui devraient être situées ailleurs;
 - comment ces dernières dispositions et les Règlements d'exécution pourraient être reformulés en langage clair et direct dans des manuels d'exploitation logiquement construits facilitant l'exploitation du service postal international;
- 2° de décider, si nécessaire, du statut juridique le plus souple possible à attribuer à ces manuels;
- 3° de commencer aussitôt l'élaboration de tels manuels d'exploitation;
- 4° de soumettre au prochain Congrès les résultats de ce travail avec des propositions quant aux modalités de mise à jour des manuels.

(Proposition 2000.19, Commission 3, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 81/Washington 1989

Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989

Le Congrès

décide

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XXe Congrès au 1er janvier 1991.

(Proposition 08, 11e séance plénière; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 92/Washington 1989

Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès

Le Congrès,

vu
les nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif,

tenant compte
de sa résolution C 1 par laquelle il a décidé de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif,

charge

le Conseil exécutif d'arrêter définitivement les Règlements d'exécution qu'il a examinés, à savoir:

- Convention, Règlement d'exécution;
- Arrangement concernant les colis postaux, Règlement d'exécution;
- Arrangement concernant les mandats de poste, Règlement d'exécution et Protocole final;
- Arrangement concernant le service des chèques postaux, Règlement d'exécution;
- Arrangement concernant les remboursements, Règlement d'exécution.

(Congrès – Doc 78.3, 16e séance; Congrès – Doc 88, 16e séance plénière)

2.2 Constitution

Décision C 72/Hamburg 1984

Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution

Le Congrès

décide

que les termes «bureaux de poste établis par les Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union» figurant à l'article 3, lettre b), de la Constitution désignent désormais les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés par la communauté internationale.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 196, 345 à 349)

2.3 Règlement général

Résolution C 106/Rio de Janeiro 1979

Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents

Le Congrès,

vu

l'article 107, paragraphes 1 et 6, du Règlement général,

décide

- 1° que les frais à supporter par l'Union pour la reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe ne devront pas dépasser le montant de 50 000 francs suisses par année et par groupe linguistique;
- 2° que, dans les limites du plafond ainsi fixé, lesdits groupes peuvent recourir aux services du Bureau international pour autant que cela n'entraîne pas de complications majeures pour la reproduction des documents dans les langues française, anglaise, arabe et espagnole.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1109, 1110, 1277, 1442, 1449)

Résolution C 63/Hamburg 1984

Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe

Le Congrès,

vu

l'article 107, paragraphes 1 et 6, du Règlement général,

tenant compte

du besoin réel de la reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe,

décide

que le montant des frais à supporter par l'Union pour la reproduction des documents dans ces langues ne devra pas dépasser 150 000 francs suisses par année et par groupe linguistique.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 196, 332, 333)

2.4 Convention

2.4.1 Questions communes aux différents services postaux internationaux

Décision C 16/Paris 1947

Vente et commerce de timbres-poste¹

La question de la vente et du commerce des timbres-poste est de caractère purement intérieur. Chaque Etat doit l'envisager en tenant compte de la situation particulière qui lui est propre en cette matière.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 323, 1115)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 10.

Vœu C 9/Bruxelles 1952

Acceptation des dépêches parvenues en mauvais état¹

Les Actes de l'Union prévoient que les dépêches doivent être livrées en bon état, mais qu'une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie. Cette obligation d'accepter une dépêche parvenue accidentellement en mauvais état se justifie par la nécessité de ne pas retarder le courrier. Mais cette obligation apparaîtrait exorbitante, si des envois nombreux et répétés étaient reçus détériorés par suite de la vétusté des sacs et malgré les observations adressées aux Administrations expéditrices. Pour éviter les inconvénients d'une telle situation, le Congrès demande aux Administrations de donner les instructions nécessaires à leurs services pour que, dans les relations internationales, il ne soit fait usage que de sacs en bon état.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 144, 610, 615)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 169, par. 8.

Vœu C 11/Bruxelles 1952

Méthodes de travail des Administrations¹

Les Pays-membres de l'Union s'efforceront d'uniformiser les méthodes de travail de leurs Administrations en les adaptant, dans toute la mesure possible, à celles du service international.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 144, 319)

¹ Const., art. 24.

Recommandation C 1/Ottawa 1957

Matières biologiques périssables. Instructions et publicité pour le personnel postal et les usagers¹

1. Il est recommandé aux Administrations d'établir des instructions ou directives claires et appropriées et d'organiser, le cas échéant, une publicité simple ou des campagnes d'éducation en vue:

- a) d'expliquer aux agents des postes, des transports et des douanes la nature et les principales caractéristiques des matières biologiques périssables, ainsi que les précautions à prendre pour les manipuler et prévenir, le cas échéant, toute contamination en cours de route;
- b) d'inviter ce personnel à éviter tout délai à un stade quelconque de l'acheminement desdits produits.

2. D'autre part, des indications précises devraient être fournies par les agents dont il s'agit aux expéditeurs de matières biologiques périssables et à toutes autres personnes intéressées sur:

- a) les conditions de marquage, d'emballage et d'étiquetage de ces matières stipulées dans les Actes de l'Union postale universelle et, éventuellement, dans les règlements internes des pays intéressés;
- b) les modes d'envoi ou d'acheminement qui comporteraient, dans chaque cas d'espèce, les meilleures garanties de rapidité et de sécurité, par exemple en ce qui concerne les lettres et les envois par avion recommandés;
- c) les avantages que présenteraient, pour une distribution rapide desdits produits, les envois par avion et le service «exprès»;
- d) les avantages qu'offrirait la procédure des envois «francs de droits» pour l'accélération des formalités concernant les droits postaux ou les droits de douane dont seraient grevées les matières en question.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 63, 453, 761)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 23.

Décision C 2/Ottawa 1957

Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS¹

1. Le Congrès renouvelle les recommandations du Congrès de Bruxelles 1952 invitant l'OMS à informer les services de l'hygiène publique de ses Etats-membres que les difficultés constatées au sujet de l'envoi par la poste de matières biologiques périssables pourraient se trouver résolues ou plus clairement définies si les détails en étaient communiqués à leur Administration postale et, le cas échéant, à l'UPU, puis éventuellement à l'OMS.

2. Il considère que ces recommandations, par la coopération qu'elles instituent, tant sur le plan national qu'international, entre les Administrations intéressées ainsi qu'avec les milieux médicaux et scientifiques, restent valables non seulement pour les fins de l'enquête ouverte par l'UPU, mais aussi pour la solution de toutes difficultés qui pourraient encore surgir à l'avenir dans l'envoi des produits en question.

3. Le Congrès décide, en conséquence, que l'insertion dans les Actes de l'UPU de l'annotation qui cite les termes des recommandations dont il s'agit pourrait être maintenue comme l'un des moyens permettant de promouvoir la solution du problème et, en particulier, l'application des dispositions concernant les matières biologiques périssables adoptées par le Congrès d'Ottawa.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 63, 453, 761)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 23.

Recommandation C 4/Ottawa 1957

Exonération des droits de douane¹

Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que les livres et les catalogues, ainsi que les journaux et écrits périodiques, étant donné leur valeur culturelle, ne soient pas soumis au paiement de droits de douane.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 64, 458)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 44.

Recommandation C 9/Ottawa 1957

Transport accéléré du courrier¹

Afin d'accélérer le transport du courrier, les Administrations postales peuvent introduire des wagons-poste directs dans les relations pour lesquelles elles estiment ce service nécessaire. Les détails concernant la circulation de ces wagons sont fixés dans des arrangements respectifs entre les Administrations intéressées.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 65, 514)

¹ Conv. (Washington 1989), art. premier, par. 1.

Vœu C 14/Ottawa 1957

Motifs de timbres-poste¹

Le XIVe Congrès de l'Union postale universelle recommande que, lors de l'adoption de motifs de timbres-poste ou d'impressions à l'usage des machines à oblitérer, les Administrations postales de l'Union s'appliquent à préconiser des sujets susceptibles de contribuer à la compréhension mutuelle des peuples, à la diffusion de leur culture et, d'une manière générale, au resserrement des liens d'amitié internationale.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 66, 369)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 10.

Vœu C 2/Vienne 1964

Timbres-poste et empreintes de machines à affranchir contrefaits

Le Congrès,

considérant

que de nombreux plis revêtus de timbres-poste ou d'empreintes de machines à affranchir contrefaits circulent depuis quelque temps dans les services postaux, ce qui donne à penser que certaines Administrations n'apportent pas toute la vigilance souhaitable dans ce domaine,

rappelle

aux Pays-membres les engagements pris en application de l'article 14 de la Convention postale universelle et les invite à mettre en œuvre les mesures efficaces qui s'imposent pour que cesse une situation préjudiciable aux intérêts de tous.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1011, 1369)

Recommandation C 7/Vienne 1964

Application de tarifs réduits pour favoriser la diffusion des journaux, livres et revues

Le Congrès,

considérant

l'intérêt que présente une large diffusion des journaux, livres et revues, notamment de caractère éducatif, scientifique ou culturel et estimant que l'application des tarifs postaux réduits est de nature à favoriser une telle diffusion,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres qui n'utilisent pas actuellement cette faculté de faire application des dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 16¹ de la Convention postale universelle.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1077, 1340)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 20, par. 8 et 9.

Vœu C 7/Vienne 1964

Indications à donner par le timbre à date¹

Le Congrès exprime le vœu que les correspondances soient frappées au recto par le bureau d'origine d'une empreinte de timbre à date indiquant le lieu d'origine en caractères latins et la date du dépôt à la poste en chiffres arabes.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1121, 1370)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 140, par. 1.

Résolution C 23/Vienne 1964

Liberté de transit¹

Le Congrès,

considérant
que la liberté de transit est un des principes essentiels et fondamentaux de l'Union postale universelle,

fait appel

à la loyauté et à la solidarité de tous les Pays-membres de l'Union pour que soit rigoureusement respectée, en toutes circonstances, l'application de ce principe sans laquelle l'Union postale universelle ne peut remplir pleinement sa mission et contribuer ainsi autant qu'il serait souhaitable au resserrement des liens d'amitié internationale.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 874, 1322)

¹ Conv. (Washington 1989), art. premier.

Recommandation C 65/Tokyo 1969

Uniformisation de la présentation des chiffres dans les écritures comptables¹

Le Congrès,

ayant noté
qu'il existe différentes façons de présenter des chiffres en comptabilité,

reconnaissant

les travaux de normalisation entrepris dans ce domaine par l'ISO et s'étant concrétisés dans son projet de proposition ISO/TC 12 (Secrétariat – 196) 562 F,

considérant

que les chiffres figurant dans tout règlement de comptes relatifs au service postal international devraient être reproduits de façon uniforme,

recommande

que les Administrations postales des Pays-membres adoptent uniformément, dans les écritures comptables, la présentation de chiffres prévue par l'ISO et montrée dans l'exemple suivant: 2 123 456,78 lorsqu'il y a des centimes et 2 123 456 quand il n'y a pas de centimes (dans les documents établis en langue anglaise la virgule est généralement remplacée par un point).

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1367)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 101.

Résolution C 37/Lausanne 1974

Possibilités juridiques et techniques susceptibles de permettre le maintien des relations postales en cas de différend, de conflit ou de guerre

Le Congrès,

considérant

le rôle pacifique et humanitaire que remplit l'Union postale universelle en facilitant le rapprochement des peuples et des individus,

convaincu

de la nécessité de maintenir, dans la mesure du possible, les échanges postaux avec ou entre les régions frappées par des différends, des troubles, des conflits ou des guerres,

vu

les initiatives prises et les expériences faites dans ce domaine par certains gouvernements ou organisations humanitaires,

lance un appel urgent

aux Gouvernements des Pays-membres pour qu'ils s'abstiennent, dans la mesure du possible et dans le cas où l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité des Nations Unies n'aurait pas recommandé ou décidé le contraire (conformément à l'article 41 de la Charte des Nations Unies), d'interrompre ou d'entraver le trafic postal – en particulier l'échange de correspondances comportant des communications de caractère personnel – en cas de différend, de conflit ou de guerre, les efforts entrepris dans ce sens devant s'appliquer même aux pays directement intéressés,

autorise

le Directeur général du Bureau international de l'UPU:

- 1° à prendre les initiatives qu'il jugera opportunes pour faciliter, dans le respect des souverainetés nationales, le maintien ou le rétablissement des échanges postaux avec ou entre les parties à un différend, à un conflit ou à une guerre;
- 2° à offrir ses «bons offices» pour trouver une solution aux problèmes postaux qui peuvent se poser en cas de différend, de conflit ou de guerre.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1305 et 1306)

Vœu C 55/Lausanne 1974

Circulation des sacs

Le Congrès,

vu
l'article 161 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle¹ et l'article 129 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux²,

estimant
important que la circulation des sacs soit accélérée et qu'il ne suffit pas de rembourser à l'Administration propriétaire des sacs la valeur des réceptacles retenus, égarés ou utilisés abusivement,

invite

les Administrations postales des Pays-membres de l'Union à prendre les mesures appropriées dans leurs services afin d'assurer une circulation rapide et un renvoi à intervalles rapprochés de tous les sacs vides appartenant à d'autres Administrations.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1406)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 173.

² Colis, Arr. (Washington 1989), art. 132.

Recommandation C 63/Lausanne 1974

Sécurité des envois de valeur transportés par la poste: mesures générales de sécurité et de protection dans les bureaux d'échange et dans les aéroports

Le Congrès,

ayant pris connaissance
du résultat de l'étude prioritaire effectuée conformément à la résolution C 55 du Congrès de Tokyo 1969,

constatant

l'utilisation de plus en plus fréquente du service postal pour le transport des objets de valeur,

conscient

du nombre croissant d'actes criminels perpétrés contre le service postal, portant atteinte aux envois de valeur et mettant en danger la vie du personnel chargé du traitement de ces envois,

désirant

offrir aux usagers de la poste un service garantissant un maximum de sécurité à tous égards lors de la transmission des envois de tout genre, mais surtout des envois-avion recommandés et avec valeur déclarée,

soucieux

de protéger d'une manière suffisante contre les risques d'attaques criminelles le personnel appelé à traiter les envois de l'espèce,

recommande

aux Administrations postales:

- a) d'examiner périodiquement, en étroite collaboration avec les transporteurs aériens de leur pays, les conditions de sécurité en matière de transport dans leurs services des envois-avion recommandés et avec valeur déclarée du régime international;
- b) d'appliquer, dans toute la mesure possible et selon les exigences de l'importance du trafic, les mesures de sécurité énumérées dans l'annexe 1 ci-après qui portent notamment sur:
 - 1° les mesures de protection en matière de construction et sur le plan technique (trafic aérien et de surface);
 - 2° les mesures de sécurité lors du déroulement des opérations postales dans les bureaux d'échange ainsi que dans les aéroports.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1178 à 1181)

Annexe 1

1 Mesures de protection en matière de construction et sur le plan technique (trafic aérien et de surface)

1.1 Mesures en matière de construction des bureaux

1.1.1 Local blindé ou chambre forte pour la conservation des dépêches

Il convient de prévoir dans les bureaux d'échange importants des chambres fortes appropriées en vue de la conservation en lieu sûr des dépêches et des envois avec valeur déclarée volumineux. Ces chambres fortes doivent être construites en béton armé et ne comporter ni fenêtres ni autres ouvertures. Les portes doivent être protégées par un verrouillage électrique. L'aménagement de sas protège les opérations d'ouverture de la chambre forte.

1.1.2 *Local spécial pouvant être fermé à clef réservé au tri et à l'expédition des dépêches*

Les locaux réservés au tri et à l'expédition des dépêches ainsi qu'au traitement des envois avec valeur déclarée doivent être séparés des autres locaux d'exploitation et pouvoir être fermés à clef. L'accès à ces locaux ne sera permis qu'à un nombre déterminé d'agents.

1.1.3 *Portes métalliques*

- à serrure comprenant un cylindre de sûreté
- à serrure à double panneton
- à serrure avec combinaison de lettres ou de chiffres

Les portes des bureaux d'échange seront construites en métal ou en bois, selon l'importance des locaux de service. La serrure installée doit correspondre à la solidité de la porte. L'avantage de la serrure à double panneton par rapport à la serrure avec cylindre de sûreté réside dans le fait qu'en fermant la porte on actionne des verrous de sûreté supplémentaires qui la protègent mieux contre l'effraction.

1.1.4 *Protection des fenêtres au moyen*

- d'un grillage
- de verre de sécurité feuilleté
- de glace blindée, pare-balles

Le grillage des fenêtres et l'emploi de verre de sécurité feuilleté sont recommandés, selon le cas, si les fenêtres sont situées à des endroits particulièrement exposés. Une protection supplémentaire est obtenue par l'utilisation de verre d'alarme.

1.1.5 *Autres mesures*

Une importance particulière doit être attribuée aux mesures de sécurité en matière de construction des bâtiments et des locaux de service. L'installation de dispositifs d'alarme contribue à accroître la sécurité. La surveillance par la poste ou par la police est indiquée si le personnel de surveillance dispose de moyens de transmission d'alarme appropriés pour demander de l'aide en cas de besoin.

1.2 *Accessoires spéciaux pour la protection des envois de valeur*

1.2.1 *Coffre-fort*

Les Administrations sont tenues de pourvoir à la sécurité des envois de valeur, en utilisant des coffres-forts pour l'entreposage de ces envois dans les bureaux d'échange. Les envois du service international doivent être protégés de la même manière que ceux du service intérieur.

1.2.2 *Coffre-fort blindé*

L'installation de coffres-forts blindés est déterminée par le degré de sécurité assuré par le dispositif protégeant les locaux ou bâtiments mêmes. En cas de fort trafic d'envois de

valeur, on doit construire de préférence un local suffisamment protégé ne nécessitant pas l'utilisation de coffres-forts; le déroulement des opérations de service s'en trouve ainsi grandement facilité.

1.2.3 *Véhicules spéciaux pour le transport des dépêches dans les aéroports*

Malgré la sécurité garantie dans les aéroports par la présence de la police et de la douane, la valeur du courrier-avion justifie en général le recours à des méthodes de transport particulièrement sûres, raison pour laquelle les Administrations postales doivent dans toute la mesure possible favoriser le transport des dépêches-avion dans l'enceinte de l'aéroport dans des véhicules spéciaux fermés à clef. La transmission en véhicules fermés à clef permet aussi de bien délimiter la responsabilité entre les compagnies aériennes et les Administrations postales.

1.3 *Installations électriques de protection dans les bureaux d'échange*

1.3.1 *Dispositif d'alarme en cas d'agression*

Il y a lieu d'installer des dispositifs d'alarme dans les locaux de service à trafic important de dépêches-avion. Les contacts d'alarme doivent être installés à plusieurs endroits. La police doit si possible pouvoir être avisée par une liaison directe en cas d'alarme.

1.3.2 *Dispositif d'alarme contre l'effraction, raccordé au réseau électrique ou alimenté par batterie*

En cas de construction de dispositifs d'alarme, il convient d'installer un système combiné d'alarme contre l'agression et l'effraction. Les chambres fortes, les coffres-forts blindés ou non sont reliés au dispositif d'alarme contre l'effraction et sont ainsi protégés électriquement contre les agressions. Pour maintenir le dispositif en état de fonctionner, on doit pouvoir l'alimenter au moyen d'une batterie en cas d'interruption du courant électrique.

1.3.2.1 *Éléments de la centrale à l'abri de sabotages*

Un dispositif d'alarme ne peut être efficace que s'il est protégé contre les actes de sabotage; par conséquent il ne doit pas pouvoir être mis hors service par des manipulations quelconques sans déclenchement simultané de l'alarme. Une sécurité relative peut être obtenue si l'appareil de déclenchement fonctionne par relâchement et que le signal ne peut être ensuite interrompu facilement. En outre, les conducteurs doivent être enterrés ou enrobés sur toute leur longueur.

1.3.2.2 *Protection de l'objet même par détecteur acoustique ou par protection de surface*

En règle générale, il suffit de relier les coffres-forts à protéger directement au dispositif d'alarme. Les plafonds et parois des chambres fortes peuvent être protégés électriquement (protection de surface).

1.3.3 *Surveillance du local par*

- ultra-son, radar, rayon lumineux
- contacts électriques aux portes, aux fenêtres et au sol
- verre d'alarme

Partout où le personnel est absent des centres de tri pendant des heures déterminées, il est indiqué de protéger les locaux de service contre l'effraction par des moyens électriques, soit par des dispositifs surveillant et protégeant des locaux entiers, soit par des contacts électriques protégeant directement les coffres-forts (protection de l'objet même).

1.3.4 *Alarme par moyens acoustiques (sirènes) ou optiques (signaux lumineux)*

Les cas d'effraction ou d'agression seront signalés tant par une alarme sonore que par une alarme silencieuse, en l'occurrence par une combinaison des deux méthodes, selon les conditions locales et en étroite collaboration avec la police. Le lieu du déclenchement d'alarme doit être marqué par un signal lumineux auprès des organes de la police.

1.3.5 *Appel automatique de la police (téléphone, radio, etc.)*

Un dispositif d'alarme n'atteint son but que s'il est relié directement à la police ou à une autre organisation de surveillance assurant un service ininterrompu jour et nuit.

1.3.6 *Télévision en circuit fermé (télévision industrielle)*

La surveillance par la télévision est justifiée dans les grands centres de tri lorsque, en même temps, elle sert à la surveillance de la marche du service.

1.3.7 *Autres mesures*

L'illumination du bâtiment et de son voisinage immédiat par des lampes constitue, selon le cas, une mesure de sécurité supplémentaire par des moyens électriques.

2 **Mesures de sécurité lors du déroulement des opérations postales dans les bureaux d'échange ainsi que dans les aéroports**

2.1 *Expédition des dépêches (envois recommandés, colis avec valeur déclarée, lettres et boîtes avec valeur déclarée)*

2.1.1 *Ouverture des dépêches internes*

Au moment de l'ouverture des dépêches internes, il est nécessaire d'assurer la continuité de la sécurité des envois par des moyens appropriés (pointage immédiat, personnel qualifié).

2.1.2 *Méthodes de remise d'envois avec valeur déclarée*

La remise contre quittance, dans le bureau d'échange, des envois avec valeur déclarée aux services suivants est indispensable. L'entreposage dans des coffres-forts et la remise par véhicule spécial doivent être assurés dans toute la mesure possible. On veillera à ce que les différentes aires de travail ne soient que peu éloignées les unes des autres (chemins de transport courts).

2.1.3 *Remise éventuelle des envois à la douane et restitution de ceux-ci contre quittance*

Les Administrations postales doivent s'entendre particulièrement avec les autorités douanières au sujet de la remise et du traitement des envois recommandés et avec valeur déclarée, afin que soit garantie, lors du traitement douanier, une sécurité au moins équivalente à celle qui est assurée dans l'exploitation postale.

2.1.4 *Inscription sur les formules CP 20 (feuille de route-avion) et VD 3 (feuille d'envoi)*

Les envois avec valeur déclarée doivent être inscrits immédiatement sur les formules CP 20 et VD 3.

2.1.5 *Plombage*

Il est recommandé de conserver le matériel de plombage en un endroit sûr.

2.1.6 *Témoin*

La présence d'un témoin au moment de l'ensachement et du plombage est indispensable.

2.1.7 *Utilisation de sacs en parfait état, éventuellement de conteneurs*

L'état des sacs utilisés pour la confection des dépêches doit être contrôlé si possible par un service spécial ou par l'agent responsable de la confection des dépêches.

2.2 *Réception des dépêches de l'étranger*

2.2.1 *Conservation des envois dans un coffre-fort jusqu'au moment de leur transmission à destination par dépêches internes*

La mise sous clef des envois avec valeur déclarée est indispensable. De plus, les envois de l'espèce doivent être inscrits dans un document de remise approprié. Des mesures correspondantes devraient si possible être prises pour les envois recommandés.

2.3 *Remise des dépêches partantes à la compagnie aérienne ou au service de terre de l'aéroport*

2.3.1 *Remise de main en main*

Le pointage contradictoire des dépêches au bureau d'échange postal de départ et leur chargement simultané sur des chariots dans le même local offrent l'avantage de bien délimiter la responsabilité entre l'Administration postale et la compagnie aérienne et d'accélérer les opérations de chargement à l'avion.

2.4 *Prise en charge par les compagnies aériennes des dépêches arrivant de l'étranger*

2.4.1 *Débarquement, sous surveillance, des dépêches-avion par le service du personnel au sol*

Il incombe aux Administrations postales de s'entendre avec le service du personnel au sol en vue d'un déroulement adéquat des opérations en question, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité à observer.

2.4.2 *Prise en charge par le personnel postal des dépêches-avion au bureau d'échange*

Les dépêches devant normalement être prises en charge et pointées dans les bureaux d'échange postaux, ceux-ci doivent être équipés en conséquence, au point de vue locaux et personnel. Les heures d'ouverture seront adaptées à l'horaire aérien afin que les dépêches arrivantes puissent, dans toute la mesure possible, être directement remises aux services postaux. D'autre part, il sera utile de tenir compte des heures d'ouverture des bureaux d'échange lors de l'établissement du plan d'expédition des dépêches, d'entente avec l'Administration destinataire.

2.4.3 *Pointage des dépêches arrivantes sur la base des bordereaux de livraison AV 7*

Le pointage d'après les bordereaux de livraison AV 7 d'arrivée doit être fait au moment de la remise des dépêches au service des postes, lequel est obligé de vérifier le conditionnement et la fermeture des récipients. La constatation d'irrégularités importantes devrait se faire en présence d'un témoin.

2.4.4 *Mise sous garde spéciale des dépêches en transit*

Les dépêches-avion en transit doivent être soumises aux mêmes mesures de sécurité que les dépêches originaires ou à destination de l'Administration respective.

2.5 *Transbordement d'avion à avion des dépêches sur la base de bordereaux de livraison AV 7 directs*

2.5.1 *Dispositions spéciales prises par la compagnie aérienne responsable du transbordement*

Quoique le transbordement direct soit en principe assuré par les compagnies aériennes concernées ou assurant le service de terre, les Administrations postales doivent veiller, d'entente avec ces compagnies, à ce qu'une sécurité suffisante soit garantie pour les chargements postaux transbordés directement. Il sera éventuellement fait appel aux services de la police de l'aéroport.

2.6 *Mesures spéciales de sécurité*

2.6.1 *Surveillance permanente des pistes par la police de l'aéroport ou les organes douaniers*

Il doit exister un lien étroit entre les mesures de sécurité des services postaux et celles qui visent l'ensemble du territoire d'un aéroport déterminé, assurées par la police ou les

organes douaniers. Il appartient aux Administrations postales de veiller à l'efficacité de l'ensemble des mesures pour autant que ces dernières concernent les chargements postaux.

2.6.2 *Accompagnement des chargements par les organes de police, entre le bureau d'échange et l'avion et vice versa*

Le concours de la police peut être demandé pour la transmission de chargements déterminés renfermant des envois de valeur. Pour une grande partie du courrier-avion, la surveillance générale exercée par les autorités policières et douanières sur le territoire de l'aéroport peut être considérée comme une protection suffisante. Au cas où le bureau d'échange postal est situé en dehors de l'aéroport, le concours de la police ou la surveillance par ondes radio s'impose dans une mesure accrue.

Résolution C 5/Rio de Janeiro 1979

Emission illégale de timbres-poste

Le Congrès,

considérant

- que l'émission illégale de timbres-poste par la soi-disant «Administration postale cypriste turque» du soi-disant «Etat fédéré turc de Chypre» est contraire à l'article 9 de la Convention postale universelle (Lausanne 1974);
- que les éclaircissements apportés par l'annotation 1 du Code annoté, 2e fascicule, relative à l'article susmentionné consacrent le principe selon lequel les Administrations postales sont seules compétentes pour émettre des timbres destinés à l'affranchissement;
- que, d'après cette précision, ces Administrations postales doivent être celles des Pays-membres de l'UPU et des «pays» qui n'en sont pas membres, ainsi que l'Administration postale des Nations Unies (Documents du Congrès de Vienne 1964, tome II, page 1010, proposition 1822, Argentine),

considérant également

que, conformément à l'article 2 de la Constitution de l'Union, «les Pays-membres de l'Union» sont:

- a) «les pays» qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la Constitution;
- b) «les pays» devenus membres conformément à l'article 11 qui stipule que seuls les membres de l'Organisation des Nations Unies et les pays souverains non membres des Nations Unies sont en droit de donner leur adhésion ou d'être admis comme «Pays-membres» de l'Union,

décide

- a) de déclarer illégaux et sans validité les timbres émis ou à émettre par la soi-disant «Administration postale cypriste turque» du soi-disant «Etat fédéré turc de Chypre»;
- b) de charger le Bureau international de l'UPU de demander aux Pays-membres de l'Union de refuser de traiter tout envoi portant les timbres illégaux émis ou à émettre par la soi-disant «Administration postale cypriste turque» du soi-disant «Etat fédéré turc de Chypre».

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1202, 1211, 1765)

Vœu C 8/Rio de Janeiro 1979**Confection et utilisation des formules dans le service international**

Le Congrès,

constatant

que les formules utilisées dans le service international ne sont pas toujours confectionnées selon les modèles figurant dans les Actes de l'Union postale universelle, en particulier dans le Formulaire de l'UPU,

considérant

que l'emploi de formules uniformes facilite dans une très grande mesure le déroulement des opérations postales et contribue à éviter des erreurs et des malentendus,

invite

les Administrations à utiliser des formules conformes aux modèles figurant dans les Actes de l'Union postale universelle, notamment en ce qui concerne le format, la texture, la consistance du papier et la couleur.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1469, 1767)

Vœu C 10/Rio de Janeiro 1979**Avis de réception¹**

Le Congrès,

constatant

que les Administrations des Pays-membres n'admettent pas toutes l'avis de réception pour les colis ordinaires,

considérant

que ce service est souvent demandé par les expéditeurs pour attester le dépôt ou la réception des envois recommandés et des colis ordinaires ou avec valeur déclarée,

invite

les Administrations postales à généraliser l'usage de l'avis de réception pour tous les envois précités et à exécuter ce service avec toute l'attention que celui-ci exige.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1674, 1769)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 55.

Vœu C 46/Rio de Janeiro 1979

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international (Article 109 du Règlement d'exécution de la Convention)

Le Congrès,

vu
l'intérêt que présente pour les usagers les modalités de remise des envois recommandés et, le cas échéant, des lettres avec valeur déclarée dans le pays de destination,

émet le vœu

que les Administrations transmettent au Bureau international des renseignements à ce sujet en vue de leur publication dans le Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Administrations postales.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1561, 1800)

Vœu C 47/Rio de Janeiro 1979

Présentation des adresses¹

Le Congrès,

constatant
que les envois postaux dont l'adresse est inexacte, incomplète, peu compréhensible ou écrite en caractères non latins et en chiffres non arabes entravent fortement le service de distribution,

considérant
le nombre d'envois déposés portant des adresses incorrectes,

invite

les Administrations à recommander aux usagers de porter sur tous les envois l'adresse du destinataire conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1563, 1800)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 113.

Résolution C 55/Rio de Janeiro 1979

Création d'un code télégraphique servant à annoncer la suspension ou la reprise de services

Le Congrès,

tenant compte

de l'article 4, paragraphe 2, de la Convention selon lequel le Bureau international doit informer les Administrations par voie télégraphique ou par télex lorsqu'il y a suspension temporaire ou reprise de services,

considérant

que la création de codes télégraphiques destinés à notifier aux Administrations la suspension ou la reprise de services peut être une source d'économie pour l'Union,

charge

le Bureau international d'établir et de mettre en application un certain nombre de codes télégraphiques pour annoncer la suspension ou la reprise de services.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1560, 1802)

Recommandation C 68/Rio de Janeiro 1979

Admission de substances infectieuses¹

Le Congrès,

ayant décidé de modifier les dispositions de la Convention et son Règlement d'exécution pour tenir compte des nouvelles dispositions de l'OMS en matière de l'admission de substances infectieuses,

recommande

aux Administrations qui se déclarent d'accord pour accepter les envois postaux renfermant des substances infectieuses d'observer les conditions ci-après recommandées par l'OMS et exigées par l'IATA pour des raisons de sécurité:

- a) L'expéditeur (laboratoire qualifié officiellement reconnu) doit fournir, lors de la présentation à la poste d'un envoi contenant les substances infectieuses, une attestation de l'expéditeur (*Shipper's certification*) prescrite par l'IATA en double exemplaire; l'un doit être remis au transporteur aérien et l'autre doit accompagner l'envoi en question.
- b) Si les Administrations postales constatent qu'un envoi de substances infectieuses n'est pas correctement étiqueté ou accompagné de la documentation requise ou encore est mal emballé ou endommagé d'une façon quelconque, elles doivent en informer immédiatement l'autorité de santé publique ou, selon le cas, les autorités vétérinaires ainsi que:
 - 1° l'expéditeur (dans le cas de l'Administration postale d'origine);
 - 2° les Administrations d'origine et de destination (dans le cas de l'Administration de transit);
 - 3° le destinataire et l'Administration d'origine (dans le cas de l'Administration de destination).

A ce propos, les Administrations postales, d'entente avec les autorités locales compétentes, communiquent à tous les bureaux de poste intéressés des instructions adéquates précisant, entre autres, l'autorité de santé publique locale et l'autorité vétérinaire locale à appeler en cas de dommage ou de fuite du contenu des envois renfermant des substances infectieuses.

- c) Les sacs postaux *non scellés*, renfermant *exclusivement* les envois contenant des substances infectieuses et étiquetés avec des étiquettes spéciales «Substance infectieuse», seront remis aux compagnies aériennes avec la documentation appropriée, en vue de leur transmission à la destination. Les Administrations postales doivent autoriser les compagnies aériennes à examiner, *si besoin est*, le contenu de tels sacs pendant qu'ils sont à leur charge, en vue de se conformer à la réglementation de l'IATA sur la sécurité du transport aérien ainsi qu'aux recommandations de l'OMS à ce sujet.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1590)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 120.

Recommandation C 76/Rio de Janeiro 1979

Sécurité du personnel amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés)

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du résultat de l'étude, effectuée conformément à la décision C 56 du Congrès de Lausanne 1974, sur les moyens de protection à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du personnel postal amené à manipuler des envois présumés dangereux,

conscient

du danger que représentent les envois piégés pour le personnel postal appelé à les manipuler,

soucieux

de protéger le personnel postal dans toute la mesure possible contre les risques d'explosion d'objets dangereux,

recommande

aux Administrations postales:

- a) à titre préventif:
 - 1° d'établir une liaison permanente avec les autorités compétentes de leur pays (organes de police ou de douane, comités nationaux de sécurité, etc.) afin:
 - d'être informées, le cas échéant, de l'existence d'une menace ou de signes laissant présumer l'expédition d'envois dangereux;
 - d'arrêter des dispositions pratiques pour l'examen des envois et de la destruction des objets dangereux;
 - 2° d'émettre des directives pour leurs services en s'inspirant notamment des informations contenues dans l'étude du CCEP au sujet des mesures à prendre pour détecter les envois piégés et pour protéger le personnel postal contre les dangers d'explosion lorsque de tels envois sont découverts dans le courrier;

- 3° de veiller à ce que l'examen des envois présumés dangereux soit effectué selon les méthodes les plus appropriées;
 - 4° de faire adapter ou compléter, si nécessaire, leur législation nationale en vue d'autoriser les opérations permettant de détecter les envois piégés;
 - 5° conjointement avec les autorités compétentes, de mettre en garde les usagers en leur fournissant, sous réserve des restrictions de sécurité prévues, le plus grand nombre d'informations possible pour leur permettre de prendre les précautions nécessaires à leur propre sécurité personnelle.
- b) Dès que des envois dangereux sont découverts ou que leur présence est présumée:
- 1° de renseigner de façon détaillée le personnel concerné sur l'aspect extérieur de ces envois et sur la nécessité de les traiter avec une circonspection particulière;
 - 2° d'informer immédiatement, de manière aussi détaillée que possible, par télex ou par la voie télégraphique, le Bureau international de l'UPU et les Administrations postales étrangères directement menacées,

charge

le Bureau international d'informer immédiatement l'ensemble des Administrations postales des Pays-membres de l'Union des cas de découverte d'envois piégés et de leur transmettre à ce sujet tous les renseignements susceptibles de les intéresser.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1374, 1375)

Recommandation C 77/Rio de Janeiro 1979

Code d'identification des Pays-membres de l'Union à des fins postales et autres

Le Congrès,

vu

le vœu C 1 du Congrès de Vienne 1964 relatif au code d'identification des Administrations,

vu

la résolution C 85 du Congrès de Tokyo 1969 chargeant le Conseil consultatif des études postales (CCEP) de la poursuite de l'étude de la codification des pays sur un plan général,

vu

la décision prise au Congrès de Lausanne 1974 de renvoyer cette étude au CCEP suivant,

ayant pris connaissance

du rapport présenté par le CCEP sur l'étude 301 «Code d'identification des Pays-membres de l'Union à des fins postales et autres»,

considérant

que pour des raisons d'ordre technique et pratique l'adoption d'un code pour le courrier international ne présente pas d'intérêt pour les Administrations postales des Pays-membres de l'Union,

considérant

cependant que pour les opérations administratives et comptables et les articles d'argent du service international l'utilisation rationnelle des ensembles électroniques peut nécessiter l'usage d'une codification,

tenant compte

que l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a élaboré la norme internationale ISO 3166 «Code pour la représentation des pays et autres entités» comportant notamment les codes Alpha-2 (à 2 caractères) et Alpha-3 (à 3 caractères) et un code numérique à trois chiffres,

considérant

que l'UPU, par l'intermédiaire du CCEP, a collaboré avec l'ISO particulièrement dans l'élaboration de la norme internationale ISO 3166 et que de plus l'UPU a été désignée avec d'autres organisations internationales comme membre de l'autorité de surveillance de cette norme (ISO 3166 MA) par le conseil de l'ISO,

adopte

la recommandation ci-après:

- 1° en principe, aucun code international ne sera utilisé pour le tri du courrier;
- 2° les Administrations postales ont toute liberté d'utiliser n'importe quel code selon leur convenance dans les domaines autres que le tri du courrier (statistique, comptabilité internationale, service des articles d'argent, etc.), à moins que l'utilisation d'un code commun pour un but particulier soit considérée comme essentielle. Dans ce dernier cas, la préférence serait à donner aux codes figurant dans la norme internationale ISO 3166, notamment le code ISO Alpha-2 (2 lettres) et le code numérique ISO à trois chiffres,

charge

le Bureau international de continuer à suivre les activités de l'ISO en matière de codes internationaux pour l'identification des noms de pays.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1375, 1829)

Vœu C 81/Rio de Janeiro 1979

Renvoi des bulletins d'essai C 27

Le Congrès,

considérant

l'importance du bulletin d'essai C 27 pour déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission d'une dépêche, ainsi que l'utilité de ces renseignements tant pour les agents de guichet et les services des réclamations que pour les usagers,

vu

la difficulté d'estimer les durées de transmission sans ces renseignements,

prie

les Administrations de veiller à ce que leurs bureaux d'échange complètent les bulletins d'essai et les renvoient par la voie la plus rapide au bureau d'origine conformément à l'article 163, paragraphe 3¹, du Règlement d'exécution de la Convention.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1289, 1593, 1829)

¹ Conv., Règl. (Hamburg 1984), art. 163, par. 3 et 4.

Recommandation C 85/Rio de Janeiro 1979

Reproduction de timbres-poste déjà émis par une autre Administration

Le Congrès,

ayant pris connaissance
du résultat de l'étude sur les timbres-poste et empreintes d'affranchissement effectuée conformément à la résolution C 45 du Congrès de Lausanne 1974, résultat qui figure dans les motifs de la proposition 2578.1,

constatant
l'appui donné à une suggestion visant à ce qu'une Administration désireuse de reproduire dans une de ses émissions un timbre-poste déjà émis par une autre Administration en avise au préalable cette dernière,

se référant
à l'article 9 de la Convention postale universelle¹ selon lequel «seules les Administrations postales émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement»,

recommande

à toute Administration postale qui désire reproduire dans une de ses émissions un timbre-poste déjà émis par une autre Administration d'obtenir au préalable l'accord de cette dernière.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1289, 1618, 1833)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 10.

Recommandation C 93/Rio de Janeiro 1979

Choix des sujets de timbres-poste

Le Congrès,

ayant pris connaissance
du résultat de l'étude sur les timbres-poste et empreintes d'affranchissement effectuée conformément
à la résolution C 45 du Congrès de Lausanne 1974, résultat qui figure dans les motifs de la
proposition 2578.1,

se référant
à l'article 9 de la Convention postale universelle¹ selon lequel «seules les Administrations postales
émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement»,

considérant
que les suggestions faites au Congrès précité et visant à prévoir dans la Convention postale
universelle que les Administrations doivent éviter d'émettre des timbres-poste «offensants» ne
peuvent être retenues en raison de l'interprétation subjective qui peut être donnée à la notion de
«timbres-poste offensants»,

estimant
que l'émission de timbres-poste doit se faire dans l'esprit du préambule de la Constitution de l'Union
postale universelle,

rappelant
la recommandation du Congrès d'Ottawa relative aux motifs des timbres-poste,

recommande

aux Administrations postales de choisir, lors de l'émission de timbres-poste, des sujets susceptibles
de contribuer à la compréhension mutuelle des peuples, à la diffusion de la culture et, d'une manière
générale, au resserrement des liens d'amitié internationale.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1289, 1621, 1838)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 10.

Vœu C 16/Hamburg 1984

Expédition par la poste des substances infectieuses

Le Congrès,

estimant
que les mesures élaborées conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et
l'Association internationale du transport aérien (IATA), telles qu'elles figurent à l'article 119 du
Règlement d'exécution de la Convention¹ et dans la recommandation C 68 du Congrès de Rio de
Janeiro 1979, permettent l'échange sans risque, entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus,
des envois contenant des substances infectieuses,

vu
que la voie postale est particulièrement indiquée pour la transmission de telles substances (rapidité, étendue du réseau postal et prix peu élevé par rapport à celui des autres modes de transport),

constatant cependant
que le nombre d'Administrations postales qui participent au transport des substances infectieuses est très restreint,

étant donné
que l'OMS a fait savoir que l'échange international des spécimens diagnostiques est de ce fait entravé,

persuadé
que, pour des raisons humanitaires, la poste a la mission de participer au transport des substances infectieuses, d'après les normes fixées d'entente avec l'OMS et l'IATA,

exprime le vœu

que les Administrations postales qui ne participent pas encore à l'échange des substances infectieuses examinent la possibilité de le faire et qu'elles répondent favorablement à toute demande dans ce sens émanant des autorités de santé publique de leur pays.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 502)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 120.

Recommandation C 20/Hamburg 1984

Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

notant
que l'utilisation d'emballages vendus par les Administrations postales va en se développant,

constatant toutefois
que les utilisateurs de tels emballages ont tendance à négliger l'emballage intérieur,

invite

les Administrations postales à informer les usagers ayant recours aux emballages vendus par les services postaux, de la nécessité:

- d'une part, d'utiliser, en outre, un emballage intérieur approprié;
 - d'autre part, de veiller à une fermeture convenable de l'emballage extérieur;
- afin que le traitement et le transport des envois concernés puissent être assurés dans de bonnes conditions.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 527)

Recommandation C 23/Hamburg 1984**Assistance technique en matière de règlements internationaux**

Le Congrès,

considérant

la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 chargeant le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur l'élaboration de moyens efficaces susceptibles d'accélérer le paiement des comptes pour les diverses prestations postales du régime international, de présenter les résultats de cette étude au Congrès et de saisir celui-ci d'une proposition dans ce sens,

constatant

qu'il existe effectivement certaines Administrations postales pour lesquelles des retards dans les règlements ont été observés, ceux-ci paraissant en partie imputables à une méconnaissance de la réglementation et à une inadaptation des services chargés des règlements internationaux,

estimant

qu'une assistance technique dans ce domaine peut apporter des améliorations très sensibles,

notant

que des initiatives ont déjà été prises par l'UPU pour aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de leurs services des règlements internationaux, mais qu'il est nécessaire d'accroître cette assistance par la mise en œuvre d'une action spécifique dans le domaine considéré,

recommande

- 1° aux Administrations postales qui en ressentiraient la nécessité:
 - a) de prendre l'exacte mesure des déficiences qui peuvent exister au sein de leurs services des règlements internationaux;
 - b) de prendre en compte, dans les projets de coopération soumis aux organismes internationaux, les besoins de formation dont la satisfaction pourrait améliorer leurs services des règlements;
 - c) de demander aux Administrations postales disposant de services des règlements expérimentés, dans le cadre de l'aide bilatérale, toutes informations et aides techniques susceptibles d'améliorer l'organisation du service, la connaissance et la mise en œuvre de la réglementation concernant les règlements internationaux;
- 2° à toutes les Administrations postales qui le peuvent de communiquer en temps utile au Bureau international les noms des fonctionnaires qualifiés disponibles pour des missions d'experts et de consultants et également d'accueillir favorablement toute demande d'aide bilatérale dans le domaine concerné,

charge

le Bureau international:

- 1° de poursuivre les efforts déjà entrepris, d'élaborer et de mettre en œuvre une action spécifique d'assistance technique sous forme de missions de consultants, d'actions de formation et de diffusion de documentation dans le domaine des règlements internationaux, grâce aux ressources existantes ou à de nouvelles ressources;
- 2° de programmer dès 1985 une action prioritaire d'information sur les problèmes des règlements internationaux après avoir réalisé une enquête destinée à identifier les besoins en la matière et les possibilités des Administrations à apporter leur concours à cette action;

- 3° d'intervenir auprès de certains pays techniquement avancés en la matière afin d'obtenir un concours accru de leur part en faveur des pays qui solliciteraient un appui technique en ce qui concerne l'organisation des services des règlements internationaux;
- 4° de faciliter les contacts entre Administrations en vue de l'aide bilatérale et, à cet effet, de recueillir et de diffuser dans le domaine des règlements internationaux toutes les informations concernant les Administrations en mesure d'apporter une aide technique.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 566)

Résolution C 26/Hamburg 1984

Monopole postal

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude découlant de la résolution C 78 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 par laquelle le CCEP a été chargé d'étudier la situation du monopole postal dans les pays de l'Union ainsi que les moyens de lutte contre la concurrence en matière de transport de documents par les entreprises privées,

considérant

que le service postal est basé notamment sur l'efficacité et la fiabilité des services rendus, d'une part, et sur les possibilités financières des Administrations postales, d'autre part,

soulignant

que la poste, en tant que service universel, est tenue d'offrir d'une façon égale à tous les usagers la possibilité de communiquer dans les mêmes conditions en acquittant notamment le même tarif postal quelle que soit la zone d'habitation, urbaine ou rurale,

persuadé

que cette mission de service public ne serait pas prise en compte par un ensemble de réseaux privés dont l'exploitation, fondée essentiellement sur la rentabilité, privilégierait les flux importants de trafic,

considérant

les efforts et les investissements très importants consentis par les Pays-membres de l'Union pour entretenir, améliorer et développer une infrastructure postale desservant tous les citoyens et, partant, encourager le développement économique, social et culturel,

conscient

qu'il n'appartient pas à l'UPU d'élaborer une législation protectrice en ce domaine, le monopole postal n'ayant pas une définition commune à tous les pays et étant essentiellement une question juridique de compétence nationale,

considérant cependant

les graves conséquences qui découleraient, pour les services postaux et en fin de compte pour les réseaux nationaux et internationaux de communications postales, de l'abandon du monopole postal ou de son affaiblissement,

appelle

les gouvernements des Pays-membres de l'Union:

- a) à maintenir le monopole postal afin que tous leurs citoyens aient un égal accès à un service postal universel;
- b) à définir clairement les envois qui entrent dans le cadre du monopole postal; et
- c) le cas échéant, à charger les autorités douanières et d'autres autorités nationales d'aider les autorités postales à faire respecter le monopole postal.

(Documents du Congrès de Hambourg 1984 – Tome II: pages 183, 357)

Recommandation C 27/Hambourg 1984

Choix des sujets de timbres-poste

Le Congrès,

ayant pris connaissance

des délibérations du Conseil exécutif au sujet de l'émission par certaines Administrations de timbres-poste considérés comme offensants par d'autres Administrations,

se référant

à l'article 9 de la Convention postale universelle¹ selon lequel «seules les Administrations postales émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement»,

rappelant

le vœu C 14 du Congrès d'Ottawa 1957 et les recommandations C 85 et C 93 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, relatifs au choix des sujets des timbres-poste,

considérant

l'affirmation solennelle de la raison d'être de l'Union et des buts qu'elle poursuit, énoncés dans le Préambule et l'article premier de la Constitution ainsi que dans l'article premier de la Convention,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales d'éviter toute initiative de nature à perturber l'exécution du service postal international,

considérant

les résolutions des Nations Unies relatives à la compréhension entre les hommes et à l'instauration d'une paix durable dans le monde,

recommande

aux Administrations postales, lors du choix des sujets de leurs émissions de timbres-poste:

- de tout mettre en œuvre pour éviter des thèmes ou des dessins ayant un caractère offensant pour une personnalité ou un pays;
- de choisir des sujets susceptibles de contribuer à la diffusion de la culture, au resserrement des liens d'amitié entre les peuples, à l'instauration et au maintien de la paix dans le monde.

(Documents du Congrès de Hambourg 1984 – Tome II: pages 183, 359)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 10.

Vœu C 40/Hamburg 1984**Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)**

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude entreprise par le Conseil exécutif en concertation avec le Conseil de coopération douanière (CCD), résultats qui sont résumés dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès – Doc 1), d'une part, et la résolution C 49 autorisant le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de la poursuite de l'étude des problèmes communs, d'autre part,

constatant

- que, le Comité de contact CCD/UPU et le Conseil exécutif ont considéré nécessaire, entre autres choses, de mieux faire connaître l'existence de l'Annexe F.4 à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention dite de Kyoto) dont l'application permettrait de faciliter le traitement douanier des envois postaux, et
- que, par cette annexe, le CCD, une fois de plus, a voulu contribuer à faciliter l'écoulement du trafic postal,

notant

que l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto n'a été ratifiée que par 11 pays sur les 95 membres du Conseil de coopération douanière,

tenant compte

de la suggestion du Comité de contact CCD/UPU,

émet le vœu

que les Administrations postales interviennent auprès des autorités chargées des questions douanières dans leur pays, afin que lesdites autorités effectuent les démarches en vue d'accélérer la ratification de l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 369)

Vœu C 55/Hamburg 1984**Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes**

Le Congrès,

ayant constaté

- que le transport illicite de stupéfiants et de matières psychotropes se fait de plus en plus par la voie postale;

- que, lors d'opérations effectuées sur réquisition de la douane, la présence d'envois contenant des stupéfiants et des matières psychotropes a été décelée dans des dépêches closes grâce à la mise en œuvre de nouvelles techniques (chiens appartenant à la douane, rayons X, etc.),

vu

l'article premier de la Constitution de l'Union et l'article premier de la Convention postale universelle qui consacrent la liberté de transit pour les envois postaux acheminés en transit par dépêches closes ou à découvert comme l'un des principes essentiels et fondamentaux de l'Union postale universelle,

vu

l'article 36 de la Convention postale universelle¹ traitant des interdictions,

considérant

- que les Administrations postales sont conscientes de l'importance à accorder à la lutte contre le trafic de stupéfiants et de matières psychotropes;
- que les Administrations postales se doivent d'agir dans le cadre des dispositions prévues dans les Actes de l'Union postale universelle et dans leur législation nationale,

invite

les Administrations postales à:

- 1° – coopérer à la lutte contre le trafic des stupéfiants et des matières psychotropes chaque fois qu'elles en sont légalement requises par leurs autorités nationales chargées de cette lutte;
- s'attacher au respect des principes fondamentaux de la poste internationale et notamment à la liberté de transit (article premier de la Constitution et de la Convention);
- 2° prendre toutes dispositions avec les autorités compétentes de leur pays afin qu'il ne soit pas procédé à l'ouverture des sacs de dépêches en transit dont elles soupçonnent qu'ils renferment des envois contenant des stupéfiants, mais à en aviser:
 - a) par les voies les plus rapides, à la demande de leurs autorités douanières, l'Administration de destination afin que les sacs litigieux soient facilement repérés à l'arrivée;
 - b) par bulletin de vérification, l'Administration d'origine de la dépêche.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 365)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 41.

Vœu C 78/Hamburg 1984

Confection et utilisation des formules du service international

Le Congrès,

constatant

que le papier utilisé pour la confection des formules du service international n'est pas toujours de qualité acceptable, ce qui rend difficile la lecture des inscriptions et complique toutes les opérations,

considérant

que la confection des formules en papier de bonne qualité facilite les opérations postales et contribue à éviter des erreurs,

invite

toutes les Administrations postales, conformément au vœu C 8 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, à faire confectionner, en papier de bonne qualité, les formules du service international.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 396)

Résolution C 12/Washington 1989

Action pour renforcer la sécurité du courrier international et en préserver l'intégrité

Le Congrès,

tenant compte

- de la responsabilité fondamentale des Administrations postales en ce qui concerne la garantie de l'inviolabilité des envois postaux;
- de la nécessité d'élaborer des politiques, des normes et des programmes à l'échelle internationale afin d'aider les Administrations à agir de concert pour assumer cette responsabilité et préserver l'intégrité du système postal international;
- de l'opportunité de mettre à jour les mesures contenues dans la recommandation C 63 du Congrès de Lausanne;
- du rôle que l'UPU peut jouer dans le sens d'une coordination de cet effort;
- de la résolution 42/159 de l'Assemblée générale de l'ONU de 1987 demandant que certaines organisations du système des Nations Unies, dont l'UPU, étudient les mesures à prendre pour combattre et éliminer le terrorisme,

considérant

- l'augmentation des actes criminels commis à l'encontre du courrier international;
- la vulnérabilité du système de la poste internationale face à des actes criminels commis par l'intermédiaire de la poste ou à son encontre (vols, fraudes, trafic de drogue et pornographie);
- les connaissances et les techniques particulières requises pour lutter contre les actions criminelles dirigées contre la poste et les ressources limitées dont elle dispose pour combattre ces actions,

conscient

- de l'importance sociale et commerciale du maintien de la confiance du public à l'égard de la sécurité des envois postaux;
- des avantages que les Administrations postales jouissant du statut d'entreprise publique axée sur le service public devraient avoir par rapport au secteur privé qui leur fait concurrence, dans le domaine de la sécurité du courrier,

notant

les efforts récents tendant à accroître la coopération internationale dans le but de mieux faire connaître les problèmes liés à la sécurité du courrier international, comme:

- l'étude internationale des délits postaux conduite par Interpol entre 1984 et 1986;
- la conférence tenue à Vienne en 1987 sur le trafic des stupéfiants par tous les moyens, dont la poste internationale, parrainée par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD);

- les efforts conjoints du Conseil de coopération douanière et de l'UPU visant à l'organisation de séminaires destinés au personnel de la poste sur la recherche de trafics de stupéfiants par l'intermédiaire de la poste et la tenue du premier séminaire, financé par le FNULAD, à Bangkok en octobre 1988;
- la conférence sur la sécurité du courrier tenue à Mexico en août 1988, sous l'égide de l'UPAE, la Déclaration sur la sécurité du courrier qui en est résultée, et qui a été adoptée par le Conseil consultatif et exécutif de l'UPAE en septembre 1988, et la conférence de suivi de Rio de Janeiro en août 1989,

prie instamment

les membres de vérifier la compatibilité de leurs politiques nationales avec la législation en vigueur concernant la sécurité et l'intégrité du courrier et de procéder, si besoin est, aux modifications nécessaires pour réaliser des progrès en la matière,

charge

le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP), chacun dans le cadre de sa compétence et avec l'appui du Bureau international, de réunir un groupe d'experts en matière de sécurité postale et de concevoir et d'adopter des initiatives portant sur les politiques, les normes et les programmes internationaux pouvant être mis en pratique avant le prochain Congrès.

(Proposition 2000.5, Commission 4, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 13/Washington 1989

Logotype universel pour identifier les services postaux

Le Congrès,

ayant noté

- que l'UPU, qui possède son propre symbole, l'associe traditionnellement à l'image de cette Union;
- que les services postaux, en revanche, ne disposent d'aucune signalisation commune moderne de nature à provoquer un impact sur le marché et à permettre, à l'instar du service EMS, de les identifier dans n'importe quelle région du monde,

conscient

de la nécessité d'adopter un symbole postal unique qui associe, chez les usagers, la poste à l'idée de rapidité, de sécurité et de fiabilité,

charge

le Conseil consultatif des études postales de réaliser une étude sur la création éventuelle d'un logotype universel qui permette d'identifier les services postaux.

(Proposition 2000.13, Commission 4, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 30/Washington 1989

Délai de réponse aux questionnaires

Le Congrès,

considérant

le rôle particulièrement important des questionnaires dans la collecte des données requises dans le cadre des études menées par voie d'enquête par les divers organes de l'Union et pour la publication des recueils et statistiques édités par le Bureau international,

vu

qu'il est indispensable que les renseignements fournis par les Administrations postales en réponse aux questionnaires soient aussi fiables et complets que possible pour assurer le bon résultat et l'efficacité des études et publications concernées,

reconnaissant

que les Administrations postales des Pays-membres doivent disposer de suffisamment de temps – variant entre un mois pour les questionnaires simples et trois mois s'il s'agit de questionnaires complexes (temps net compté de la date de réception des questionnaires jusqu'à celle de leur renvoi) – pour être à même de fournir des réponses valables aux questionnaires,

invite

- les organes permanents de l'Union à tenir compte des temps minimaux susmentionnés lors de l'établissement du calendrier de leurs activités chaque fois qu'il peut s'avérer nécessaire d'avoir recours à la méthode du questionnaire pour demander des renseignements à une partie ou à l'ensemble des Administrations postales des Pays-membres;
- les Pays-membres de l'Union à respecter les délais fixés dans les questionnaires,

charge

le Bureau international de veiller à ce que les délais de réponse aux questionnaires soient fixés en conformité avec les desiderata décrits dans la présente recommandation.

(Proposition 07, Commission 3, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 31/Washington 1989

Utilisation dans les services postaux de papier fabriqué selon des procédés non polluants (papier «écologique»)

Le Congrès,

notant

que l'utilisation du papier par les Administrations postales ne cesse d'augmenter,

considérant

que la dégradation de l'environnement s'étend dans le monde à cause de la pollution de l'eau et de l'air,

reconnaissant

que les déversements de chlorures causent des dommages graves aux poissons, algues, goémons et autres organismes de mer,

conscient

de la nécessité de réduire l'utilisation de produits dont la fabrication est source de pollution, par exemple le papier blanchi au chlore,

recommande

aux Administrations postales de choisir pour les besoins des services postaux un papier fabriqué selon les procédés les moins polluants possible.

(Proposition 2000.2, Commission 4, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 32/Washington 1989

Envois francs de taxes et de droits

Le Congrès,

considérant

que le service des envois francs de taxes et de droits (FTD), est un service utile pour les clients d'affaires importants de la poste qui peuvent avoir recours à ce service pour expédier leurs produits à leurs clients, sans que les destinataires aient à payer les frais de douane et des taxes similaires,

notant

que, bien que beaucoup d'Administrations offrent le service FTD pour les colis postaux, elles n'offrent pas toutes le service aux clients de la poste aux lettres,

prenant en considération

le fait que les services de la poste aux lettres offrent souvent à leurs clients un service plus rapide, et particulièrement plus simple en termes de procédures et de documentation douanières,

reconnaissant

par conséquent que ce service de la poste aux lettres est un service attrayant, en particulier pour les clients qui désirent envoyer des biens dont la valeur ne dépasse pas le montant couvert par l'étiquette verte C 1,

recommande

aux Administrations postales d'inclure le service des envois francs de taxes et de droits autant que possible dans leur gamme de prestations de la poste aux lettres et dans leurs relations avec d'autres Administrations qui offrent déjà ce service.

(Proposition 2000.17, Commission 4, 5e séance)

Recommandation C 34/Washington 1989

Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

vu

la décision C 21 du Congrès de Hambourg 1984 chargeant le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales,

considérant

les dispositions de l'article 20, paragraphe 1, lettre c), de la Convention postale universelle et de l'article 113, paragraphe 1, lettre c), et paragraphe 2, de son Règlement d'exécution (Hambourg 1984),

se fondant

sur les résultats de l'étude 635 effectuée par le CCEP,

conscient

des difficultés d'apporter à la question de l'emballage une uniformité plus grande que cela n'en est actuellement le cas,

notant

les possibilités offertes aux Administrations d'appliquer les normes définies par l'ISO,

soucieux

de faciliter l'identification des marquages postaux, ainsi que la manutention et le tri des sacs, cartons et boîtes d'emballage,

recommande

aux Administrations postales ce qui suit:

- a) utiliser, pour la fermeture des sacs d'emballage, un dispositif adhésif ou autocollant, surtout pour protéger le personnel contre les risques d'accident du travail; la dernière méthode devant être utilisée, en particulier, lorsqu'il est exigé que le contenu d'un envoi puisse être contrôlé;
- b) veiller à ce que les marquages soient conformes aux dispositions pertinentes de la Convention postale universelle et de son Règlement d'exécution pour ce qui concerne la zone adresse sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage;
- c) prévoir une zone réservée à l'apposition de timbres sur les sacs d'emballage, cela pour des raisons techniques et de méthodes de travail, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- d) prévoir, par accord mutuel, des zones définies pour les marques et empreintes sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle, à savoir:
 - zone spécifique pour l'apposition de marques postales techniques;
 - zone spécifique pour la catégorie postale des envois;
- e) utiliser une seule combinaison de couleurs sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, combinaison établissant le meilleur contraste possible entre la couleur de l'emballage et la couleur des marquages imprimés;
- f) au cas où il est possible de normaliser la zone réservée à l'adresse sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, étudier l'utilisation éventuelle de sacs, cartons et boîtes d'emballage ne portant aucun texte imprimé;

- g) ne pas exiger un emballage distinct dans le service postal international pour les cartons et boîtes d'emballage;
- h) porter à la connaissance de leurs usagers les recommandations ci-dessus.

(Proposition 2500.5, Commission 4, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 36/Washington 1989

Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT

Le Congrès,

souhaitant
faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant
qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales un ensemble de règles régissant la structure des données qui soit convenu à l'échelon international et universellement applicable,

notant
que la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU) a mis au point un ensemble de règles de syntaxe pour les messages à utiliser dans les échanges électroniques, sous le nom d'EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

conscient
que les règles de syntaxe des messages EDIFACT peuvent être utilisées indépendamment de leur domaine d'application et que leur usage généralisé dans les rapports internationaux facilitera dans une large mesure l'acheminement des envois postaux,

notant
que l'EDIFACT a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 9735,

recommande

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'appliquer les règles de syntaxe des messages EDIFACT, ainsi que les mises à jour qui leur seront apportées ultérieurement, pour la rédaction des messages électroniques à échanger entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

(Proposition 5000.4, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 37/Washington 1989

Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales à l'égard des éléments de données des noms, des descriptions et des modes de représentation convenus à l'échelon international et universellement applicables,

estimant

qu'il est souhaitable que ces noms, ces descriptions et ces modes de représentation soient utilisés pour les éléments de données indépendamment du contexte dans lequel les données commerciales sont échangées,

constatant

que ces éléments de données normalisés peuvent être utilisés, avec toutes les méthodes d'échange d'informations, sur papier aussi bien que par d'autres moyens de communication, qu'ils peuvent être choisis et transmis un à un ou utilisés dans le cadre d'un système particulier de règles d'échange comme, par exemple, la norme EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

vu

que le répertoire a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 7372,

recommande

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'utiliser les noms, les descriptions et les modes de représentation des éléments de données figurant dans le Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU, ainsi que les mises à jour qui seront apportées ultérieurement à ce répertoire, dans les échanges de données avec la douane ainsi qu'avec les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

(Proposition 5000.5, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 46/Washington 1989

Conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif:

- d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 2518.1 relative au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales;
- de formuler éventuellement, à l'issue de ses travaux, des propositions, compte tenu de ses nouvelles compétences.

(Proposition 2518.1, Commission 4, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Vœu C 54/Washington 1989

Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes

Le Congrès,

ayant constaté

- que le transport illicite de stupéfiants et de matières psychotropes se fait de plus en plus par la voie postale;
- que, lors d'opérations effectuées sur réquisition de la douane, la présence d'envois contenant des stupéfiants et des matières psychotropes a été décelée dans des dépêches closes grâce à la mise en œuvre de nouvelles techniques (chiens appartenant à la douane, rayons X, etc.),

vu

l'article premier de la Constitution de l'Union et l'article premier de la Convention postale universelle qui consacrent la liberté de transit pour les envois postaux acheminés en transit par dépêches closes ou à découvert comme l'un des principes essentiels et fondamentaux de l'Union postale universelle,

vu

l'article 36 de la Convention postale universelle traitant des interdictions,

considérant

- que les Administrations postales sont conscientes de l'importance à accorder à la lutte contre le trafic de stupéfiants et de matières psychotropes;
- que les Administrations postales se doivent d'agir dans le cadre des dispositions prévues dans les Actes de l'Union postale universelle et dans leur législation nationale;
- que la technique dite de «livraison surveillée» facilite l'identification des responsables du trafic de la drogue,

invite

les Administrations postales à:

- 1°
 - coopérer à la lutte contre le trafic des stupéfiants et des matières psychotropes chaque fois qu'elles en sont légalement requises par leurs autorités nationales chargées de cette lutte;
 - s'attacher au respect des principes fondamentaux de la poste internationale et notamment à la liberté de transit (article premier de la Constitution et de la Convention);
- 2° prendre toutes dispositions avec les autorités compétentes de leur pays afin qu'il ne soit pas procédé à l'ouverture des sacs de dépêches en transit dont elles soupçonnent qu'ils renferment des envois contenant des stupéfiants, mais à en aviser:
 - a) par les voies les plus rapides, à la demande de leurs autorités douanières, l'Administration de destination afin que les sacs litigieux soient facilement repérés à l'arrivée;
 - b) par bulletin de vérification, l'Administration d'origine de la dépêche;

- 3° intervenir auprès des autorités législatives, en consultation avec les services douaniers, afin que les lois et règlements ne fassent pas obstacle à l'utilisation de la technique dite de «livraison surveillée»; la douane du pays de transit, le cas échéant avec l'accord des autorités compétentes, doit prendre les mesures appropriées en vue d'informer les autorités douanières du pays de destination et, éventuellement, du pays d'origine des dépêches incriminées.

(Proposition 2500.2, Commission 4, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 64/Washington 1989

Indication du motif du retard de la livraison des envois sur la formule de réclamation C 9

Le Congrès,

se référant

à l'article 147, paragraphe 7, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle, selon lequel «le bureau de destination ou, suivant le cas, l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule au tableau 3. En cas de livraison retardée, de mise en instance ou de renvoi à l'origine, le motif est indiqué succinctement sur la formule C 9»,

conscient

de l'importance de signaler la cause du retard de la livraison d'un envoi recommandé ou d'une lettre avec valeur déclarée sur la formule C 9, afin de donner une réponse complète et appropriée au réclamant, et éviter le préjudice probable que ce retard peut lui causer ainsi qu'aux Administrations qui risquent de voir leur clientèle faire appel à d'autres entreprises leur offrant un meilleur service,

constatant

qu'il est très fréquent de recevoir des formules C 9 indiquant que l'envoi a été livré trente jours ou plus après la date d'expédition sans que le motif du retard soit précisé,

considérant

que ce manque d'information occasionne un nouveau retard car il oblige les Administrations à rechercher le motif du retard et, par le fait, reporte encore le moment où le réclamant pourra recevoir une réponse complète,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres d'instruire leurs bureaux de la nécessité de remplir toutes les cases de la formule C 9 et, particulièrement, de donner le motif de la livraison retardée, de la mise en instance ou du renvoi à l'origine, afin d'informer avec exactitude le réclamant.

(Proposition 2500.3, Commission 4, 7e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 68/Washington 1989

Etablissement et règlement des comptes

Le Congrès,

compte tenu

de la nécessité importante que les Administrations soient rémunérées pour les services qu'elles rendent, en temps voulu et selon des modalités efficaces,

tenant compte

du fait que la méthode actuelle qui consiste à tenir des comptes distincts en fonction des différents services entraîne une perte de temps et d'efficacité,

connaissant

les dispositions actuelles qui permettent de consolider certains comptes afférents à la poste aérienne et aux colis,

reconnaissant

les avantages que peut présenter la mise en œuvre d'un système comptable plus rationnel, notamment par l'utilisation accrue de la compensation,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur les dispositions actuelles régissant l'établissement et le règlement des comptes, et notamment sur:

- la possibilité de mettre en œuvre un système de consolidation de tous les comptes;
- la fréquence de la remise des comptes;
- le maintien du rôle du Bureau international dans le règlement des comptes.

(Proposition 3500.1, Commission 5, 7e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 69/Washington 1989

Amélioration des services postaux des zones rurales

Le Congrès,

tenant compte

de l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution visant à assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale,

notant

qu'une forte majorité de la population de nombreux pays habite dans des zones rurales,

notant en outre

que les services postaux des zones rurales de ces pays sont loin de répondre à ce que l'on attend d'eux,

considérant

que les services postaux mondiaux n'atteindront pas les objectifs fixés si l'on n'aide pas les services postaux des zones rurales des Pays-membres à répondre aux exigences,

conscient

qu'il est urgent d'améliorer les services postaux des zones rurales des Pays-membres,

considérant

qu'un grand nombre de facteurs substantiels entravent l'amélioration de ce type de service postal,

considérant en outre

que bon nombre de ces difficultés dépassent souvent les possibilités d'action d'une Administration isolée,

reconnaissant

qu'il est indispensable d'adopter une approche unie, à l'échelle mondiale, pour vaincre les obstacles et atteindre les objectifs fixés,

charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre une étude approfondie de la situation actuelle des services postaux ruraux des Pays-membres;
- b) d'identifier les obstacles à l'amélioration des services postaux ruraux;
- c) de recommander les voies et moyens de surmonter les obstacles et de réaliser les objectifs;
- d) de présenter à cette fin des propositions avant le prochain Congrès;
- e) de recommander, le cas échéant, des mesures provisoires au Conseil exécutif, pour exécution.

(Proposition 2000.3, 11e séance plénière; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 70/Washington 1989

Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international

Le Congrès,

considérant

qu'en dehors du cas particulier des coupons-réponse internationaux la compensation organisée par le Bureau international ne s'applique qu'aux frais de transit et aux frais terminaux du courrier de surface et qu'une extension de cette compensation pour le courrier-avion est envisagée,

constatant

l'intérêt manifesté par le CE pour l'étude de l'élargissement de la compensation organisée par le Bureau international,

conscient

du fait que les Pays-membres ne sont pas signataires de tous les Arrangements,

soucieux

de respecter le principe déjà établi du paiement direct et de l'utilisation du Décompte général pour un compte donné après accord des deux Administrations des Pays-membres concernés,

désireux

d'utiliser de façon optimale les moyens actuels du Bureau international,

charge

le Conseil exécutif d'étudier les modalités d'une compensation élargie et d'adapter la réglementation internationale en conséquence.

(Proposition 2000.12, Commission 5, 7e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 71/Washington 1989

Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides

Le Congrès,

reconnaissant

que les sacs postaux demeurent et demeureront probablement encore, pendant un certain temps, le principal moyen de transport du courrier dans le monde,

notant

que le non-renvoi de sacs postaux du service international peut, pour de nombreux pays, tant développés qu'en développement, entraver le bon fonctionnement des services,

invite instamment

toutes les Administrations à renvoyer, dans des conditions d'efficacité et de promptitude, les sacs postaux vides aux pays auxquels ils appartiennent, en appliquant strictement les dispositions de l'article 168 du Règlement d'exécution de la Convention,

invite

toutes les Administrations à étudier les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport de l'étude 625 conduite par le Conseil consultatif des études postales et devant être publié sous forme de plaquette de la Collection d'études postales,

recommande

- a) aux Administrations pour lesquelles le non-renvoi de sacs postaux pose des problèmes d'envisager la mise en place de systèmes d'enregistrement simples mais efficaces pour déterminer:
 - la proportion de sacs non renvoyés;
 - si cette proportion peut être considérée comme acceptable;
 - les Administrations pouvant être principalement considérées comme responsables du non-renvoi des sacs;

- b) aux Administrations se heurtant à ces problèmes de se mettre en rapport direct avec les Administrations en cause pour obtenir le retour de leurs sacs ou d'appliquer, faute de quoi, les dispositions de l'article 168, paragraphes 6 et 7, afin d'être remboursées;
- c) à toutes les Administrations d'étudier la possibilité d'appliquer des systèmes de partage ou d'utilisation réciproque de sacs postaux, et d'envisager l'utilisation de sacs servant une fois, afin d'augmenter le nombre des sacs postaux disponibles;
- d) à toutes les Administrations d'étudier la possibilité d'utiliser plus largement des conteneurs pour le transport de colis en vrac, de lettres dans des bacs ou des boîtes, et d'autres types analogues d'objets ne nécessitant pas l'emploi de sacs postaux.

(Proposition 2500.1, Commission 4, 9e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 76/Washington 1989

Conteneurisation accrue du courrier

Le Congrès,

prenant note
des résultats de l'étude 626 du CCEP (CCEP 1988/C 2 – Doc 3.6a),

reconnaissant
que les essais bilatéraux ont effectivement démontré les avantages des récipients autres que les sacs (tels que les bacs) pour les échanges de dépêches,

prie instamment

les Administrations de s'attacher à introduire et à utiliser ce genre de récipients dans leur service tant en régime international qu'en régime intérieur,

recommande

aux Administrations qui ont un programme de conteneurisation, en cours de réalisation ou d'élaboration, de rechercher activement la conclusion d'accords bilatéraux en faveur de l'utilisation de ces récipients dans leur service international.

(Proposition 2000.9, Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 79/Washington 1989**Messages électroniques normalisés concernant les dépêches**

Le Congrès,

reconnaissant

l'intérêt qu'il y a à recevoir et à utiliser par avance les renseignements concernant les dépêches pour améliorer les opérations de traitement, de transbordement, de réception et de vérification des dépêches postales effectuées tant par les Administrations postales que par les compagnies aériennes,

désirant

définir des formes types normalisées de messages électroniques pour communiquer les données relatives aux dépêches échangées entre les Administrations postales et les compagnies aériennes,

notant

que la non-réception fréquente des bordereaux de livraison au lieu de destination finale entraîne des frais superflus de personnel pour la réception du courrier et la conduite d'enquêtes,

recommande

l'emploi de la norme IATA «IMP Cargo» comme forme type provisoire pour la transmission électronique des messages relatifs aux dépêches, jusqu'à ce que des normes de messages appartenant au système EDIFACT de l'ONU aient été élaborées et approuvées,

charge

le Conseil exécutif de procéder à la mise au point définitive de formes types normalisées de messages, en s'appuyant sur les recommandations du Comité de contact IATA/UPU, et d'en faire assurer la diffusion par le Bureau international. Les formes types normalisées de messages comprendront les éléments suivants:

- Administration d'origine de l'AV 7;
- bureau d'échange d'origine de l'AV 7;
- bureau d'échange de destination de l'AV 7;
- numéro de l'AV 7 (mécanisme de contrôle informatisé);
- renseignements sur le transport et les voies d'acheminement:
 - transporteur(s) aérien(s);
 - numéro(s) de vol;
 - date;
 - origine/destination/lieux de transbordement;
- détails sur les dépêches:
 - numéro de la dépêche;
 - bureau d'origine de la dépêche;
 - bureau de destination de la dépêche;
 - numéro du sac (attribué par système informatique);
 - catégorie d'envois et catégorie spéciale;
 - poids du sac;
 - nombre total des sacs par catégorie;
 - poids total par catégorie,

charge, en outre,

le Conseil exécutif de déterminer et préciser les données qui devraient être incluses dans:

- a) les messages échangés entre les Administrations postales d'origine et les compagnies aériennes;
- b) les messages échangés entre les Administrations postales d'origine, de transit et de destination.

(Propositions 4000.2 et 4000.5, Commission 6, 2e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 80/Washington 1989

Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU

Le Congrès,

se référant

- à l'article 9 de la Convention, qui fixe les conditions d'émission des timbres-poste;
- à l'article 192 du Règlement de la Convention, qui précise les caractéristiques des timbres-poste,

tenant compte

de l'intention de l'Union et du but recherché tels qu'ils sont exprimés dans le préambule et à l'article premier de la Constitution,

constatant

- que les timbres-poste et les produits postaux ont une valeur déterminée dans leur usage postal normal;
- qu'ils peuvent aussi avoir une valeur commerciale dans leur destination philatélique,

reconnaissant

que la valeur philatélique des timbres-poste et des produits postaux dépend:

- des droits exclusifs des Administrations postales d'émettre des timbres-poste, ainsi que le reconnaît l'Union postale universelle;
- du respect par les Administrations des Actes pertinents de l'Union;
- de l'application par les Administrations de procédures postales correctes dans leurs services,

considérant

le désir exprimé à plusieurs reprises par les Administrations postales de disposer d'un code reconnu devant être appliqué dans l'émission et la fourniture de timbres-poste et de produits à destination philatélique,

recommande

aux Administrations des Pays-membres de l'UPU de respecter les procédures décrites dans la déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres, présentée en annexe, lorsqu'elles émettent et fournissent des timbres-poste ou qu'elles sont à l'origine de produits postaux à destination philatélique.

(Proposition 2000.18/Rev 1, Commission 4, 2e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU

La déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres comprend les recommandations suivantes:

1. Les Administrations qui créent des produits philatéliques doivent veiller à ce que l'utilisation des timbres-poste et autres moyens d'affranchissement n'entraîne pas la création de produits postaux qui ne résulteraient pas de l'application des procédures postales normales.

Sont reconnus comme produits philatéliques entrant dans le champ de ce code les:

- cartes «maximum»;
- enveloppes «premier jour»;
- pochettes et albums;
- enveloppes avec timbres-poste en relief ou entiers postaux;
- cachets pour occasions et événements spéciaux et produits y relatifs;
- timbres avec surtaxe, conformément aux dispositions de l'article 192 du Règlement de la Convention.

2. Les Administrations ne doivent pas autoriser l'utilisation de moyens d'oblitération tels qu'estampilles, cachets ou autres marques officielles, informatives ou d'exploitation, qui ne résulterait pas de l'application de procédures postales normales.

2.1 Les Administrations ne doivent pas permettre l'utilisation de ces moyens d'oblitération ou de marquage par des personnes autres que leurs propres employés.

2.2 Dans certains cas exceptionnels et à la condition qu'un contrôle direct soit effectué par leurs employés, les Administrations peuvent concéder l'utilisation de ces moyens d'oblitération ou de marquage à des personnes autres que leurs propres employés.

2.3 Lorsque les Administrations sous-traitent une partie de leur activité d'exploitation et en particulier l'oblitération, le contrat doit spécifier que les instruments d'oblitération et de marquage seront utilisés uniquement à des fins d'exploitation et de manière strictement conforme aux procédures postales normales de l'Administration concernée, qui doit s'assurer que cette règle est strictement respectée.

3. Dans le cas de vente de produits à destination philatélique comportant des timbres-poste, les Administrations doivent s'assurer que le traitement du timbre-poste lui-même ainsi que l'utilisation d'estampilles, tampons, cachets et autres moyens d'oblitération sont conformes à leurs procédures postales respectives.

4. Pour chaque émission, les Administrations doivent s'assurer de l'impression d'une quantité suffisante de timbres-poste pour répondre à la demande potentielle des services et aux besoins philatéliques prévisibles. Lors de l'utilisation d'estampilles, tampons et cachets marquant des occasions ou événements spéciaux, les Administrations doivent s'assurer de la disponibilité d'un nombre suffisant de produits philatéliques pour satisfaire la demande.

5. Les Administrations ne doivent pas permettre ou faciliter la vente au public de timbres-poste ou de produits philatéliques comportant des timbres-poste dans le pays d'émission à un prix autre que leur valeur nominale. Ces timbres-poste ne seront également pas vendus sur d'autres territoires que celui d'émission à un prix inférieur à leur valeur nominale.

6. Les Administrations s'assurent, dans la mesure du possible, de la disponibilité suffisante des produits à destination philatélique comportant des timbres-poste pour satisfaire la demande de l'ensemble des personnes désirant en faire l'acquisition.

7. Si les Administrations ne peuvent exercer aucun contrôle sur la destination des timbres-poste ou des objets confiés au service postal dans des buts postaux ou philatéliques une fois qu'ils ont été vendus, elles doivent néanmoins:

- 7.1 Ne pas accorder leur soutien ou leur accord à des artifices destinés à accroître la vente de leurs timbres-poste ou produits qui comportent des timbres-poste, artifices laissant supposer une rareté possible des produits en question.
- 7.2 Eviter toute action pouvant être considérée comme approuvant ou conférant un statut officiel à des produits d'origine non officielle qui comportent des timbres-poste.
- 7.3 Dans le cas où elles passent par des intermédiaires pour la commercialisation de leurs produits philatéliques, exiger de ces intermédiaires qu'ils se conforment aux mêmes procédures et pratiques que celles des Administrations elles-mêmes. Les Administrations ne peuvent autoriser ces intermédiaires en philatélie à mettre en pratique ou modifier les procédures postales normales ni les autoriser à exercer un contrôle sur les procédures dans le domaine philatélique.
- 7.4 Interdire spécifiquement aux intermédiaires de vendre ou céder leurs timbres-poste ou produits qui comportent des timbres-poste à un tarif inférieur à leur valeur nominale. En ce qui concerne la rémunération de leurs intermédiaires, les Administrations feront en sorte, dans la mesure du possible, que ces derniers n'aient pas besoin de vendre les timbres-poste ou les produits philatéliques comportant des timbres-poste à un prix supérieur à leur valeur nominale. Les Administrations peuvent tenir compte des variations nationales ou locales en matière de taxes sur les ventes et autres impositions éventuellement applicables.

Décision C 82/Washington 1989

Etiquetage des dépêches

Le Congrès

charge

le Conseil consultatif des études postales d'étudier les propositions 2562.7, 2562.10, 2555.4 dans le cadre de l'examen de l'ensemble des questions relatives à la sécurité.

(Propositions 2562.7, 2562.10, 2555.4, Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 83/Washington 1989

Remise des dépêches

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif de l'étude de la proposition 2564.2.

(Proposition 2564.2, Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 84/Washington 1989

Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif:

- a) l'étude des propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1;
- b) une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU avec pour objectifs:
 - la limitation de leur nombre;
 - leur simplification;
 - leur adaptation aux nouvelles technologies.

(Propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1, Commission 6, 2e et 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 86/Washington 1989

Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte

Le Congrès,

ayant pris acte des résultats de l'étude sur les conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte,

charge

le Conseil exécutif de tenir compte, dans le cadre de toutes études économiques futures, des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte.

(Congrès – Doc 57, Commission 5, 1re séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 87/Washington 1989

Etablissement et règlement des comptes

Le Congrès,

ayant, par les résolutions C 68 et C 70 (propositions 3500.1 et 2000.12), chargé le Conseil exécutif d'entreprendre deux études portant sur les dispositions régissant l'établissement et le règlement des comptes et sur l'élargissement de la compensation organisée par le Bureau international,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de ses travaux, de tenir compte des propositions 2501.3, 2501.4, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5, 3582.3, 3921.1, 3921.2, 4621.1 et 4622.1.

(Propositions 2501.3, 2501.4, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5, 3582.3, 3921.1, 3921.2, Commission 5, 8e et 9e séance, et propositions 4621.1, 4622.1, Commission 6, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 90/Washington 1989

Service correspondance commerciale-réponse internationale

Le Congrès,

reconnaissant

que les méthodes UPU classiques permettant aux clients de joindre des envois préaffranchis à leur correspondance sont onéreuses, peu pratiques et mal adaptées aux besoins de la clientèle d'affaires moderne,

conscient du fait

- qu'un certain nombre d'Administrations offrent des services correspondance commerciale-réponse dans leurs services intérieurs;
- qu'il existe une demande considérable de la part de la clientèle d'affaires en ce qui concerne le développement de ces services dans le service postal international,

reconnaissant

qu'un certain nombre d'Administrations de la CEPT se sont déjà efforcées de satisfaire cette demande, en assurant avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) depuis 1986, basé sur les dispositions figurant en annexe,

constatant

que la demande de ce service a également incité des concurrents, dont un au moins est de taille internationale, à introduire un système semblable,

décide

que les Administrations qui entendent assurer le service CCRI le feront conformément aux dispositions figurant en annexe,

demande

à toutes les Administrations d'envisager la possibilité de participer à ce service afin d'en faire un service international aussi étendu que possible,

charge

le Conseil exécutif d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions figurant en annexe et de les adapter, selon les besoins, à d'autres développements au niveau des exigences de la clientèle ou des procédures améliorées d'exploitation et de décompte.

(Proposition 2000.16, Commission 4, 3e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)

Document explicatif préparé par la Grande-Bretagne

Résumé

1. Un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) est nécessaire pour satisfaire la demande de la clientèle d'affaires en ce qui concerne l'adjonction aux envois destinés aux clients étrangers de cartes et d'enveloppes-réponse préaffranchies.
2. Les systèmes traditionnels admis par l'UPU, qui permettent aux usagers d'inclure, dans leurs envois, des moyens de préaffranchissement comme les coupons-réponse internationaux ou les cartes affranchies au moyen de timbres-poste, sont onéreux, peu pratiques et mal adaptés aux besoins des clients d'affaires modernes.
3. Un grand nombre d'Administrations ont introduit des services correspondance commerciale-réponse dans leurs services intérieurs et, depuis 1986, un certain nombre de pays membres de la CEPT offrent avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale.
4. Le système proposé dans le cadre de l'UPU en tant que service facultatif est basé directement sur le service de la CEPT assuré avec succès.
5. Il permet aux entreprises de joindre à leurs envois des objets préaffranchis que leurs clients étrangers peuvent renvoyer facilement, sans devoir les affranchir.
6. Les envois CCRI:
 - a) peuvent être des cartes ou des enveloppes;
 - b) doivent respecter les conditions applicables aux envois normalisés, à une exception près: les enveloppes CCRI peuvent peser jusqu'à 50 g;
 - c) doivent avoir une présentation normalisée.
7. Les procédures d'exploitation et de décompte du service sont simples:
 - a) une taxe pour chaque envoi CCRI réexpédié est perçue de l'entreprise commerciale;
 - b) l'Administration qui retourne les envois CCRI facture les frais d'expédition, dans un compte annuel, à l'Administration de destination.
8. Tous les envois CCRI sont traités comme des envois de correspondance-avion LC, afin d'assurer que les réponses soient renvoyées rapidement.
9. Les concurrents internationaux ayant déjà mis au point un service correspondance commerciale-réponse, un service postal de ce type sera une arme vitale pour conserver nos clients.
10. Facultatif, ce service est limité aux Administrations qui souhaitent l'assurer, mais son efficacité est fonction du nombre important d'Administrations participantes.

11. Le Congrès est donc invité à approuver la proposition visant à l'introduire, sur la base du service de la CEPT actuellement assuré avec succès.

1. Introduction

1.1 Ce document explique pourquoi la Grande-Bretagne a présenté une proposition, également appuyée par d'autres Administrations, en vue de l'introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI).

2. Pourquoi l'UPU a-t-elle besoin d'un service correspondance commerciale-réponse internationale?

2.1 Un grand nombre de clients des services postaux internationaux souhaitent inciter leurs correspondants à leur répondre. En particulier, les entreprises commerciales désirent encourager leur clientèle locale, ainsi que les clients potentiels d'autres pays, à renvoyer des commandes de biens ou prestations, à répondre aux annonces, aux questionnaires, etc., par l'intermédiaire du service postal.

2.2 La meilleure façon d'inciter un correspondant à répondre consiste à préaffranchir l'envoi-réponse. Un envoi-réponse préaffranchi encourage positivement un client à répondre à une demande de renseignements ou à l'offre d'une entreprise étrangère.

2.3 Jusqu'à maintenant, les clients de la poste internationale n'ont pu offrir que deux types de préaffranchissement:

- a) en joignant un coupon-réponse international;
- b) en joignant une enveloppe ou une carte affranchie au moyen de timbres-poste en tenant compte du pays d'où l'envoi doit être posté.

2.4 Ces systèmes traditionnels peuvent être satisfaisants pour les envois de publipostage à un nombre peu important de destinataires, ou pour la correspondance individuelle et privée, et ils devraient être conservés à ces fins. Mais ils sont tout à fait inadaptés aux besoins des clients d'affaires modernes, car:

- a) ils les obligent à se rendre à un bureau de poste pour échanger les coupons-réponse contre des timbres;
- b) pour les envois affranchis au moyen de timbres-poste, les clients d'affaires doivent se procurer un grand nombre de timbres correspondant à la taxe en vigueur et différents selon le pays d'où l'envoi-réponse doit être posté.

2.5 De plus, les systèmes traditionnels sont très onéreux pour toute entreprise commerciale désireuse de faire un envoi de publipostage important. Les entreprises commerciales s'attendent normalement à ce qu'environ 5 ou 10 pour cent seulement des envois-réponse soient renvoyés; mais, avec ces systèmes traditionnels, la société doit s'acquitter de l'affranchissement de tous les envois-réponse, qu'ils soient utilisés ou non.

2.6 Le service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) présente les avantages suivants:

- a) la personne utilisant la carte ou l'enveloppe-réponse peut la renvoyer immédiatement, sans devoir se rendre à un bureau de poste, et sans frais;
- b) cette facilité peut accroître le taux de réponse de manière appréciable, notamment le nombre d'envois renvoyés à l'entreprise commerciale.

2.7 Le service permet à la clientèle d'affaires de fournir à ses clients des cartes ou des enveloppes-lettres jusqu'à 50 g préaffranchies au tarif par avion. Ces envois ont une présentation normalisée (voir modèle en annexe 1).

2.8 En plus des avantages particuliers du service CCRI pour le publipostage international décrits dans les paragraphes 3.1 et 3.3, il existe également beaucoup d'autres utilisations de ce service. Par exemple, les sociétés d'études de marché peuvent joindre une enveloppe CCRI aux questionnaires qu'elles envoient à l'étranger, afin de permettre aux intéressés de les renvoyer dûment remplis. Les éditeurs de livres, de revues et d'imprimés peuvent inclure des cartes CCRI pour que leurs clients renouvellent leur abonnement. Les compagnies internationales de vente par correspondance peuvent inclure des cartes ou enveloppes CCRI pour que leurs clients leur passent des commandes, etc. Le publipostage international est un important domaine d'utilisation du service CCRI, mais il existe également beaucoup d'autres avantages.

2.9 Un certain nombre de pays exploitent déjà des services de correspondance commerciale-réponse dans leur réseau de courrier intérieur. Le British Post Office, par exemple, compte plus de 90 000 titulaires de licence d'utilisation du service correspondance commerciale-réponse à l'échelon national et distribue 435 millions d'envois correspondance commerciale-réponse par an.

3. Favoriser le développement du publipostage international

3.1 Le service CCRI incite les clients d'affaires à entreprendre leurs campagnes publicitaires par l'intermédiaire du service postal. Le publipostage devient actuellement un service de plus en plus important pour les Administrations postales. Il consiste à expédier des envois de publicité à des personnes et adresses soigneusement sélectionnées. Sa réussite est illustrée par les statistiques suivantes:

- a) en Grande-Bretagne, le publipostage représente plus de 10 pour cent du trafic intérieur de la poste aux lettres;
- b) dans les principaux pays de la CEPT, le trafic du publipostage a augmenté de 6 pour cent par an en moyenne au cours des cinq dernières années;
- c) aux Etats-Unis, le nombre d'envois de publipostage par habitant est cinq fois plus élevé qu'en Europe.

3.2 Les clients d'affaires sont particulièrement désireux de pouvoir joindre à leurs envois des cartes et enveloppes-réponse commerciales préaffranchies, parce que les envois-réponse:

- a) incitent les clients à répondre plus souvent;
- b) permettent aux annonceurs de juger de la réussite de leurs envois publicitaires, en évaluant le taux de réponse;
- c) permettent aux annonceurs de dresser une liste exacte des clients étrangers intéressés.

3.3 La Grande-Bretagne ne s'attend pas à ce que le service CCRI devienne un service majeur. Il constitue cependant un service supplémentaire précieux destiné à encourager la publicité internationale par publipostage. Et le publipostage lui-même représente l'une des plus importantes sources de développement du trafic potentiel pour la poste aux lettres.

4. Développement du service CCRI au sein de la CEPT

4.1 Un service correspondance commerciale-réponse internationale a été introduit en septembre 1986, à titre expérimental, entre un certain nombre de pays de la CEPT. Le service a fonctionné efficacement et sans problèmes. Les pays participants sont tous convenus de continuer le service indéfiniment.

4.2 Les pays suivants exécutent le service CCRI:

Belgique	France	Islande	Pays-Bas
Danemark	Grande-Bretagne	Luxembourg	Portugal
Emirats arabes unis	Grèce	Monaco	Suède
Finlande	Irlande	Norvège	Suisse

De plus, Chypre et l'Espagne assurent un service retour, bien qu'elles n'offrent pas encore le service à leurs propres clients. Le Brésil et la Nouvelle-Zélande ont adopté le service et vont commencer à l'utiliser prochainement. Un certain nombre d'autres Administrations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la CEPT, se sont récemment montrées intéressées par le service.

4.3 Le service proposé au Congrès est basé directement sur le service de la CEPT, qui fonctionne avec succès.

5. Développement de services similaires chez nos concurrents

5.1 Bien que le service offert dans le cadre de la CEPT ait fonctionné jusqu'à présent avec succès, il importe maintenant de l'étendre au plus grand nombre possible d'Administrations, dans la mesure où l'un de nos principaux concurrents, TNT, a introduit un service-réponse similaire.

5.2 La Grande-Bretagne estime que le service CCRI de l'UPU proposera à la clientèle un service plus performant et plus simple que celui de TNT. Toutefois, le service de TNT couvre déjà un nombre de pays beaucoup plus important que le service actuel de la CEPT. Par conséquent, la Grande-Bretagne espère que de nombreuses autres Administrations membres de l'UPU seront encouragées à participer au service CCRI proposé.

6. Comment fonctionne le service CCRI: relations avec le client (le «titulaire de la licence»)

Note. – Un résumé simplifié, reprenant les points essentiels de cette partie du document, figure à l'annexe 2.

6.1 Conditions d'octroi d'une licence CCRI au client

6.1.1 Lorsqu'une entreprise d'un pays (pays A) souhaite fournir des envois-réponse préaffranchis à ses clients d'un autre pays (pays B), elle doit faire une demande auprès de son bureau de poste local ou à la direction générale de l'Administration postale pour obtenir une licence CCRI. L'entreprise est le «titulaire de la licence».

6.1.2 Les conditions de la licence comportent:

- a) les dimensions, le poids, la présentation et les autres conditions relatives au format, conformément aux règlements de l'Administration concernée et de l'UPU;
- b) l'obligation pour le titulaire de la licence de faire approuver la présentation de l'envoi par le service postal;
- c) les pays de destination du service;
- d) la taxe à payer à l'Administration pour chaque envoi-réponse distribué au titulaire de la licence;
- e) des droits de licence généraux pour couvrir les frais administratifs liés à l'octroi de la licence (établissement d'un compte client, création d'une procédure de suivi du trafic, etc.).

6.2 Spécifications pour les envois CCRI

6.2.1 Pour que le service reste simple, il est proposé d'offrir au client deux types d'envois-réponse:

- les cartes;
- les enveloppes pesant jusqu'à 50 g.

6.2.2 Tous les envois CCRI sont conformes aux spécifications des envois normalisés, comme définies à l'article 20 de la Convention, à l'exception de la limite de poids, qui passe à 50 g pour les enveloppes.

6.2.3 Les envois doivent également se conformer à une présentation normalisée, afin d'être aisément identifiables dans les bureaux de tri (voir le modèle de l'annexe 1). Les conditions de présentation sont spécifiées à l'annexe 1bis.

6.2.4 La limite de poids des enveloppes CCRI a été portée à 50 g, plutôt que tout simplement à la première tranche de 20 g, afin que les titulaires de licence puissent joindre des questionnaires de taille moyenne, des bons de commande ou des envois similaires. Elle est cependant limitée à 50 g, car:

- a) il n'est pas possible d'insérer plus de 50 g de papier à l'intérieur d'une enveloppe normalisée aux dimensions maximales;
- b) si les envois dépassaient 50 g, les procédures de facturation et de décompte seraient trop compliquées.

6.3 Expédition et retour des envois au titulaire de la licence

6.3.1 Le titulaire de la licence imprime les cartes ou enveloppes selon le modèle approuvé par son Administration postale.

6.3.2 Le titulaire de la licence dans un pays A expédie ses envois de publipostage aux clients d'un ou de plusieurs autres pays B. Chaque envoi du publipostage contient une enveloppe ou une carte CCRI. Les cartes et les enveloppes CCRI sont expédiées uniquement dans les envois de la poste aux lettres destinés aux Administrations qui participent au service.

6.3.3 Cette enveloppe ou cette carte préaffranchie peut être utilisée par les clients du titulaire de la licence dans le pays B pour la réponse. Le répondant renvoie simplement la carte/l'enveloppe au pays A de la même façon qu'un envoi ordinaire, mais ne doit ni coller de timbres-poste ni payer de taxes d'affranchissement.

6.3.4 L'envoi-réponse est acheminé au pays A et distribué au titulaire de la licence. Le nombre d'envois CCRI distribués est enregistré en permanence au bureau de distribution du titulaire de la licence. Celui-ci reçoit une facture de l'Administration postale du pays A, à intervalles réguliers, pour les envois distribués.

6.4 Facturation aux clients

6.4.1 Les Administrations décident elles-mêmes de la façon dont elles fixent leurs tarifs aux clients, tant pour les droits de licence que pour la taxe appliquée à chaque envoi retourné. La Grande-Bretagne recommande aux Administrations de s'efforcer de ne pas exiger de droits trop élevés dans la phase de lancement et de développement du service, pour mieux encourager les clients à l'utiliser.

6.4.2 Néanmoins, les Administrations ne peuvent pas fixer leurs tarifs CCRI à un niveau plus bas que ceux de leur service correspondance commerciale-réponse du régime intérieur.

7. Comment fonctionne le service CCRI: relations entre Administrations participantes

Note. – Un résumé simplifié, reprenant les points essentiels de cette partie du document, figure à l'annexe 3.

7.1 Remarques préliminaires

7.1.1 Ce service étant tout nouveau, il faudra peut-être un certain temps pour que le volume de trafic atteigne un niveau appréciable. Les Administrations pourraient donc envisager, par accords bilatéraux, de ne pas exiger de décomptes pour la (les deux) première(s) année(s) d'existence du service ou, du moins, jusqu'à ce que l'établissement de décomptes puisse être justifié par un volume suffisant de trafic.

7.1.2 Les Administrations pourraient par ailleurs conclure des accords bilatéraux séparés visant à utiliser des formules de décompte différentes de celles suggérées au paragraphe 7.4 ci-après.

7.1.3 Les Administrations désireuses d'appliquer des procédures de décompte peuvent se référer aux modalités suivantes, convenues par celles qui en assurent le service actuellement.

7.2 *Procédures d'exploitation*

7.2.1 Les Administrations désireuses d'échanger des comptes pour le service CCRI doivent contrôler le nombre d'envois aux fins du décompte entre Administrations.

7.2.2 Afin d'assurer un contrôle précis, l'Administration du pays B ensache ou enlisse les envois CCRI séparément du reste du courrier, lors de la réexpédition des envois au pays A. Les étiquettes des liasses doivent indiquer lisiblement la mention CCRI, suivie du nombre d'envois. Si les envois CCRI dépassent 5 kg, ils doivent être placés dans un sac séparé. Le terme CCRI doit être inscrit clairement au dos de l'étiquette, suivi du nombre d'envois; ce dernier doit également être notifié sur la feuille d'avis C 12. Les liasses d'envois CCRI sont jointes au sac contenant la feuille d'envoi. Le bureau d'échange de départ doit tenir un registre permanent des envois CCRI expédiés, registre qui est à la base des relevés de décompte.

7.2.3 Le pays A a la faculté de désigner un seul bureau d'échange d'arrivée pour recevoir les expéditions contenant des envois CCRI d'autres pays, afin d'en faciliter le contrôle. D'autres Administrations, notamment celles ayant des territoires géographiques importants ou difficiles d'accès, ont la faculté de désigner plus d'un bureau d'échange d'arrivée. Les Administrations ne sont pas tenues de désigner des bureaux d'échange d'arrivée, mais, si tel est le cas, elles doivent s'en informer mutuellement, et les autres Administrations doivent respecter ces exigences lorsqu'elles expédient des dépêches contenant des envois CCRI.

7.3 *Qualité de service*

7.3.1 Compte tenu des menaces de la concurrence et de l'introduction de services similaires, les Administrations doivent s'assurer du retour des envois CCRI d'un pays à l'autre dans les délais les plus brefs. Tous les envois CCRI sont traités comme des envois par avion. Des dépêches d'envois réexpédiés doivent être faites quotidiennement.

7.4 *Procédures de décompte*

7.4.1 Comme indiqué au paragraphe 7.1, les Administrations peuvent, par accords bilatéraux, décider de ne pas appliquer les procédures suivantes si elles préfèrent ne pas introduire de procédures de décompte ou si elles préfèrent s'organiser différemment.

7.4.2 Les envois CCRI étant tous des envois affranchis, l'Administration du pays B ne percevra aucune taxe sur les clients postant les envois de l'espèce. Le pays B devra donc exiger du pays A qu'il s'acquitte d'une taxe pour chaque envoi qui lui est renvoyé.

7.4.3 Chaque Administration participante décide du montant à demander pour la réexpédition des envois CCRI à distribuer au titulaire de la licence. Certains pays peuvent souhaiter calculer les coûts spécifiques encourus lors du triage et de l'expédition d'un envoi CCRI. D'autres peuvent simplement souhaiter se baser sur la taxe-avion appropriée entre le pays B et le pays A, ou encore fixer un montant étroitement lié à la taxe d'affranchissement.

7.4.4 Il est proposé que les Administrations exigent:

- a) soit une seule taxe par envoi, applicable à tous les envois CCRI;
- b) soit deux taxes par envoi, l'une applicable aux cartes CCRI et l'autre, plus élevée, aux enveloppes CCRI pesant jusqu'à 50 g.

7.4.5 Les taxes exigées par chaque pays pour la réexpédition des envois CCRI à distribuer au titulaire de la licence, dans le pays A, doivent être indiquées au Bureau international qui les publie dans le Recueil de la Convention.

7.4.6 Le pays B tient dans ses bureaux d'échange de départ, à des fins de décompte, des relevés du nombre d'envois CCRI expédiés à chaque Administration. Il est proposé que les Administrations s'envoient trimestriellement des avis de niveaux de trafic et que les règlements soient effectués annuellement.

7.4.7 Les règlements se font annuellement par compensation bilatérale entre Administrations. L'Administration créancière envoie un décompte annuel pour règlement à l'Administration débitrice.

8. Comment réglementer le service offert dans le cadre de l'UPU

8.1 Le service CCRI étant un service relativement nouveau et en plein développement, l'insertion dans les Actes de dispositions détaillées pour le service n'est pas encore appropriée. La raison invoquée est la même que celle qui a conduit un grand nombre d'Administrations à retarder l'introduction de règlements pour le service du courrier accéléré, à savoir doter le service d'une souplesse suffisante à ses débuts afin de lui permettre de se développer et de s'adapter en fonction des progrès réalisés dans le domaine opérationnel et des besoins évolutifs de la clientèle. Pour toutes ces raisons, il n'est pas encore approprié d'insérer dans les Actes une réglementation CCRI détaillée.

8.2 La Grande-Bretagne soumet donc trois documents au Congrès.

8.2.1 Le présent document explique pourquoi un service CCRI s'avère nécessaire et comment fonctionne le service actuel de la CEPT.

8.2.2 Une proposition en vue de l'insertion d'un bref article dans la Convention, indiquant que les Administrations peuvent convenir d'assurer le service CCRI sur une base facultative et que les procédures relatives au service seront spécifiées par le Conseil exécutif.

8.2.3 Une décision du Congrès, selon laquelle les Administrations accepteraient d'introduire le service sur la base des procédures décrites dans le présent document et qui chargerait également le Conseil exécutif d'examiner ces procédures et de les mettre à jour, selon les besoins.

8.3 Le but est d'insérer un bref article d'«autorisation» (proposé comme article 30bis) dans la Convention, article qui, tout simplement:

- permet aux Administrations de participer au service CCRI sur une base facultative;
- précise que les dispositions relatives au service seront définies par le Conseil exécutif.

8.4 Cet article de la Convention présente l'avantage de conférer un statut officiel au service. Il fournit aux Administrations qui en éprouvent le besoin une base légale en matière d'exécution du service. En outre, l'existence même de cet article sert d'encouragement aux Administrations qui pourraient souhaiter participer au service à une date ultérieure.

8.5 Il est néanmoins nécessaire de définir des normes d'exécution du service pour les Administrations qui souhaitent implanter ce service. En conséquence, il est proposé que la décision du Congrès entérine les procédures générales qui servent de cadre au service fonctionnant déjà parmi les Administrations participantes actuelles, comme décrit dans le présent document. La décision du Congrès demande que ces procédures soient examinées par le Conseil exécutif, puis modifiées et mises à jour de temps à autre par ce dernier, en fonction d'autres développements au niveau des exigences des clients ou de procédures améliorées d'exploitation et de décompte, etc.

9. Conclusion

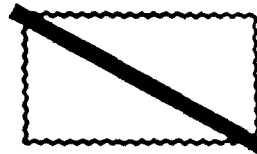
9.1 Le Congrès est invité à:

- prendre note des explications concernant le service contenues dans le reste de ce document;
- approuver la proposition 2030.91 visant à modifier la Convention de façon à permettre l'introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) sur une base facultative;
- approuver la proposition 2000.16 du Congrès chargeant le Conseil exécutif d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions nécessaires pour gérer le service.

By air mail
Par avion

IBRS/CCRI N°:

NE PAS AFFRANCHIR



NO STAMP REQUIRED

REPLY PAID/RÉPONSE PAYÉE
GREAT BRITAIN/GRANDE-BRETAGNE

MESSRS. T. Smith & Co.
99 Temple Street
PRESTON
GREAT BRITAIN
PR1 1ZY

*Annexe 1bis***Directives pour une présentation normalisée des envois CCRI**

Le côté où figure l'adresse de tout envoi CCRI doit être conforme aux points suivants:

- 1° Le symbole «ne pas affranchir» doit être imprimé dans le coin supérieur droit. Il doit représenter le symbole du timbre-poste, avec en surimpression une diagonale en gras et les mots «NE PAS AFFRANCHIR». Les Administrations peuvent également autoriser une mention semblable dans une autre langue.
- 2° Deux barres horizontales d'une épaisseur minimale de 3 mm et distantes de 14 mm au moins doivent être imprimées au-dessus de l'adresse. Deux lignes de texte doivent être imprimées entre ces barres. La première doit être «RÉPONSE PAYÉE». Le nom du pays de destination doit être imprimé sur la deuxième ligne. Les Administrations peuvent également autoriser des mentions semblables dans une autre langue. Les deux lignes de texte figurant entre les barres horizontales doivent être imprimées en majuscules.
- 3° L'adresse du titulaire de la licence CCRI doit être imprimée sous les deux barres horizontales.
- 4° L'indication qu'il s'agit d'une correspondance-avion doit être imprimée en haut et à gauche, conformément à l'article 200 du Règlement de la Convention.
- 5° Si une indication du numéro de licence CCRI est imprimée sur l'envoi, elle doit figurer en haut et à gauche.
- 6° L'ensemble du texte et des symboles doit être imprimé en couleur foncée, formant un contraste net avec la teinte du fond de l'enveloppe ou de la carte. En principe, la couleur utilisée devrait être le noir ou le bleu foncé, mais les Administrations peuvent autoriser d'autres couleurs, pourvu qu'en fin de compte on obtienne des caractères imprimés en couleur foncée formant un contraste net avec le fond clair.

*Annexe 2***Comment le service fonctionne pour le client****Résumé**

Ce résumé décrit les principales étapes du service CCRI lors de son utilisation par le client d'affaires: l'expédition d'envois CCRI à ses propres clients résidant à l'étranger, la réception des envois réexpédiés par ses clients et la facturation du service par son Administration postale.

1re étape: pays A

- 1.1 Le client fait une demande de licence CCRI auprès de l'Administration du pays A et lui soumet, pour approbation, un modèle des envois envisagés.
- 1.2 L'Administration vérifie si la demande de licence du client et le modèle d'envoi proposé sont conformes à ses exigences ainsi qu'à celles de l'UPU.
- 1.3 L'Administration accorde la licence et facture au client une taxe annuelle relative à l'établissement de la licence.

1.4 Le client imprime les envois-réponse conformément aux conditions définies par la licence.

1.5 Aussi souvent qu'il le désire, le client (le titulaire de la licence) expédie des envois de publipostage contenant des envois CCRI préaffranchis que les destinataires pourront renvoyer au titulaire de la licence.

2e étape: pays B

2.1 Les destinataires reçoivent les envois contenant les envois CCRI.

2.2 Les destinataires postent les envois CCRI préaffranchis pour retour au pays A, sans devoir les affranchir.

3e étape: pays A

3.1 A leur arrivée, le bureau de distribution enregistre tous les envois CCRI renvoyés au titulaire de la licence.

3.2 Les envois sont distribués au titulaire de la licence.

3.3 L'Administration facture régulièrement au titulaire de la licence le nombre d'envois réexpédiés.

Annexe 3

Procédures d'exploitation et de décompte entre Administrations

Résumé

Ce résumé décrit les principales étapes des procédures d'exploitation et de décompte entre Administrations. Celles-ci peuvent décider de ne pas appliquer ces procédures de décompte ou d'appliquer d'autres méthodes.

1re étape: pays A

1.1 L'Administration expédie au pays B les envois de publipostage du titulaire de la licence contenant des envois CCRI préaffranchis.

2e étape: pays B

2.1 Les destinataires du publipostage en provenance du pays A réexpédient les envois CCRI préaffranchis au titulaire de la licence dans le pays A.

2.2 Les envois CCRI sont identifiés aux bureaux d'échange de départ du pays B et enliassés ou ensachés séparément.

2.3 Le nombre d'envois CCRI contenus dans une dépêche est indiqué sur la feuille d'avis C 12.

2.4 Les bureaux d'échange de départ notent le nombre d'envois CCRI expédiés à chaque Administration.

2.5 Les envois CCRI sont expédiés au pays A, le cas échéant au bureau d'échange d'entrée spécifié.

3e étape: pays B

3.1 Le pays B détermine le montant à facturer au pays A pour la réexpédition de chaque envoi CCRI à ce dernier. Ce montant est indiqué au pays A.

3.2 Le pays B envoie au pays A un relevé trimestriel du nombre d'envois CCRI expédiés au pays A.

4e étape

4.1 Le pays créateur envoie un compte annuel au pays débiteur pour règlement.

2.4.2 Poste aux lettres

Décision C 6/Paris 1947

Echange de coupons-réponse internationaux^{1 2}

Les coupons-réponse destinés à être échangés contre des timbres-poste pour l'affranchissement des lettres à destination de pays avec lesquels une Administration a établi des taxes réduites doivent être échangés contre la valeur de l'affranchissement pour les pays avec lesquels des taxes réduites n'ont pas été introduites.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 474, 1110)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 34, par. 3.

² Voir aussi décision C 5/Bruxelles 1952.

Recommandation C 7/Paris 1947

Responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé

Le pays qui, selon l'article 60, lettre d), de la Convention¹ est dégagé de toute responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé peut renoncer à cette clause d'exception dans le cas où la preuve satisfaisante est fournie que le retard a été inévitable.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 482, 1110)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 60, par. 2, chiffre 1°, lettre c).

Décision C 8/Paris 1947

Vérification des dépêches

(Conv., Règl. (Paris 1947), art. 150, par. 5)¹

Interprétation des mots «à moins d'impossibilité motivée»: Il s'agit uniquement d'une mention expliquant la cause du non-renvoi du matériel, et non d'une justification avec actes à l'appui.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 367, 1111)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 170, par. 9.

Vœu C 3/Bruxelles 1952

Groupement des offres faites ensuite d'annonces

Dans le cadre des dispositions de l'article 48, paragraphe 7¹, les offres faites ensuite d'annonces peuvent être groupées par les journaux, ou les agences de publicité, et expédiées aux donneurs d'annonces comme envoi collectif à la taxe des lettres.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 142, 494, 497)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 41, par. 6.

Décision C 5/Bruxelles 1952

Echange de coupons-réponse contre des timbres comportant un supplément de taxe^{1 2}

Si, en échange d'un coupon-réponse, l'expéditeur demande, en lieu et place d'un timbre ou de timbres représentant l'affranchissement d'une lettre ordinaire de port simple originaire de ce pays à destination de l'étranger, un ou des timbres commémoratifs comportant un supplément de taxe, il devra acquitter lui-même ledit supplément de taxe.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 142, 143, 506)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 34, par. 3.

² Voir aussi décision C 6/Paris 1947.

Vœu C 7/Bruxelles 1952

Omission de l'étiquette verte sur les envois non fermés¹

Il arrive assez souvent, dans certains pays, que des envois d'imprimés ou d'échantillons de marchandises sont séquestrés par la douane ou frappés d'amendes douanières pour le seul motif qu'ils n'ont pas été munis au départ de l'étiquette verte réglementaire. Cela ne devrait pas être, attendu que, d'une part, il s'agit d'envois non fermés dont le contenu peut facilement être vérifié dans le pays de destination, qui a donc toute latitude de percevoir les droits de douane éventuels, et que, d'autre part, l'expéditeur et le bureau de dépôt ne peuvent souvent pas savoir si le contenu d'un envoi est passible de droits de douane ou non. Il serait donc désirable que, tout en maintenant les dispositions actuelles, on mentionnât au procès-verbal que l'omission de l'étiquette verte sur un objet non fermé (*ou dont la forme extérieure indique la nature*) ne provoquera pas l'application de sanctions douanières.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 143, 144, 590, 915)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 117, par. 5.

Vœu C 8/Bruxelles 1952

Poids maximal des sacs

Considérant que certaines Administrations ont constaté que la règle de l'article 161, paragraphe 17¹, selon laquelle le poids des sacs ne doit pas dépasser 30 kg, n'est pas toujours observée dans la pratique, ce qui entrave la manipulation des sacs, le Congrès émet le vœu que les Administrations observent strictement cette disposition.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 144, 609, 955, 956)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 159, par. 10.

Décision C 15/Bruxelles 1952

Rouleaux avec valeur déclarée

En vertu de l'article 3, paragraphe 1¹, la réglementation applicable aux lettres concerne aussi les rouleaux qui doivent, par conséquent, être admis à la déclaration de valeur.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 147, 782)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 20.

Décision C 5/Ottawa 1957

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

L'Administration pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 75¹ est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice, dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée à l'expéditeur, même s'il apparaît ensuite que l'envoi recommandé réclamé a été livré au destinataire. Interprétation authentique.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 64, 471)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 68.

Vœu C 8/Ottawa 1957

Enveloppes à panneau transparent¹

Etant donné les difficultés d'exploitation rencontrées avec les enveloppes à panneau transparent, le Congrès invite toutes les Administrations à recommander aux fabricants d'enveloppes à panneau transparent d'éprouver et de soumettre aux Administrations postales pour examen des échantillons d'enveloppes avant leur fabrication en série.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 65, 481)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 124.

Vœu C 5/Vienne 1964**Bandes adhésives pour la fermeture des imprimés**

De nombreux usagers demandent à utiliser pour la fermeture des imprimés un système présentant les facilités de décollage successifs offertes par certains papiers adhésifs.

Il est souhaitable que pour de tels envois les conditions suivantes soient exigées:

- 1° la bande adhésive doit être posée sur un support glacé et pouvoir de ce fait être décollée et recollée à volonté;
- 2° présentation telle que, par leur aspect extérieur, les envois ne puissent être confondus avec des objets clos; à cet effet, les mentions suivantes doivent être imprimées à proximité de la bande adhésive:
 - a) «Envoi non clos, peut être ouvert pour contrôle par le service postal» (ou une autre équivalente);
 - b) indications concernant le mode d'emploi du système de fermeture (exemple: «Pour ouvrir, soulever la languette, pour fermer, la replacer sur son support»).

Le procédé décrit ci-dessus constitue l'un des moyens de fermeture autorisés par l'article 122¹.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1118, 1119, 1369)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 123.

Vœu C 6/Vienne 1964**Mesures tendant à favoriser l'enseignement par correspondance¹**

Le Congrès,

compte tenu

de l'intérêt que présente sur le plan international le développement de l'enseignement par correspondance,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union postale universelle de favoriser au maximum l'enseignement par correspondance, notamment par une diminution des tarifs applicables aux devoirs d'élèves, aux copies corrigées et aux programmes de travaux envoyés par les institutions éducatives pratiquant l'enseignement par correspondance.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1110, 1360)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 128, par. 2.

Recommandation C 6/Vienne 1964**Réduction de taxe pour les catalogues de librairie**

Le Congrès,

prenant en considération

l'intérêt que présente pour la diffusion de l'information, de la science et de la culture, la publication des catalogues de librairie édités soit par des organismes culturels, soit par les maisons d'édition elles-mêmes,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres de conclure entre elles, dans le cadre des dispositions de l'article 8 de la Constitution, des accords pour l'admission dans leurs relations réciproques des catalogues de librairie au bénéfice de la réduction de 50 pour cent sur le tarif général des imprimés accordée aux livres, revues et journaux par l'article 16, paragraphes 6 et 7¹, de la Convention postale universelle.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1077, 1340)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 20, par. 8 et 9.

Recommandation C 10/Vienne 1964**Envois recommandés en provenance de l'étranger¹**

Le Congrès recommande aux Administrations qui marquent d'une croix bleue les envois recommandés du service intérieur de ne pas apposer cette marque sur les envois de l'espèce en provenance de l'étranger, vu que cette manière de faire provoque des protestations de la part des expéditeurs des envois philatéliques.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1120, 1370)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 133.

Vœu C 50/Tokyo 1969

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

(Vœu relatif au paragraphe 3 de l'article 42 de la Convention de Vienne – article 43 de la Convention de Tokyo)¹

Le régime de l'inscription globale dans l'échange des recommandés a pour corollaire le partage par moitié de l'indemnité due en cas de perte, entre chacune des Administrations d'origine et de destination. Ce partage est de règle sans que l'une des Administrations puisse se dégager de sa part de responsabilité en arguant de constatations unilatérales permises par une inscription ou une reconnaissance individuelle, même accidentelle, faite par ses services.

Certains pays qui ont souscrit au régime de l'inscription globale dans leurs échanges mutuels ont pris l'habitude cependant, pour des motifs qui leur sont propres, d'inscrire en détail certains recommandés qui échappent ainsi au régime de l'inscription globale. Rien, en principe, ne distingue ces recommandés de tous les autres.

Bien que ces procédés constituent une entorse au principe de l'inscription globale, il n'y aurait pas lieu de s'y opposer s'ils ne constituaient qu'un moyen pour l'Administration expéditrice de mieux suivre la trace de ces recommandés, de déterminer avec précision leur voie d'acheminement. Si certaines Administrations se sont toujours abstenues d'arguer de ces inscriptions pour tenter de rejeter l'entière responsabilité de perte sur le pays de destination, il n'en va pas de même pour d'autres qui ont invoqué ces inscriptions détaillées pour refuser, ou pour tenter de refuser, de prendre en charge leur part de responsabilité en l'absence de toute constatation à l'arrivée au pays de destination.

Puisque certaines Administrations présentent des exigences qui sont incompatibles avec les textes de la Convention, il faut croire que ceux-ci ne sont pas suffisamment précis ou complets et il y aurait lieu par conséquent de mieux en définir la portée pour éviter toute équivoque et toute possibilité de conflits entre Administrations.

Le principe du partage des responsabilités pourtant est tellement absolu que le texte ne prévoit même pas la responsabilité entière de l'Administration qui admet ou qui découvre que la perte a eu lieu dans ses propres services, comme le veulent la correction et l'équité. C'est là une lacune qui devrait être comblée.

Dans cet ordre d'idée, le Congrès a adopté le vœu de la Belgique et il a émis l'avis suivant:

«Lorsque l'échange des objets recommandés se fait sous le régime de l'inscription globale en vertu d'une entente intervenue conformément aux dispositions de l'article 153, paragraphe 2, lettre e), du Règlement de la Convention de Vienne², la charge du paiement de l'indemnité due éventuellement pour la perte d'un objet est également répartie par moitié entre chacune des Administrations d'origine et de destination de la dépêche présumée avoir contenu l'envoi perdu, à moins que la responsabilité d'une Administration intermédiaire puisse être établie, ou que l'une des Administrations d'origine ou de destination admette ou découvre que la perte a eu lieu dans ses propres services. Les Administrations ayant souscrit un accord pour traiter globalement les objets recommandés ne peuvent dégager leur responsabilité en arguant de constatations unilatérales permises par une inscription ou une reconnaissance individuelle, même accidentelle, faite par leurs services. L'inscription en détail de certains recommandés, notamment, constitue une dérogation unilatérale au principe de l'inscription globale et ne peut être invoquée par l'Administration qui l'a pratiquée pour dégager sa part de responsabilité.»

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1355)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 63, par. 4.

² Conv., Régl. (Washington 1989), art. 160, par. 2, lettre g).

Recommandation C 63/Rio de Janeiro 1979

Signalisation des envois recommandés

Le Congrès,

se référant

aux résultats de l'étude sur la signalisation des envois recommandés effectuée par le CCEP comme suite à la décision C 47 du Congrès de Lausanne 1974 et qui sont concrétisés dans la proposition 2530.1,

rappelant

que la signalisation des envois recommandés doit être claire et ne donner lieu à aucune équivoque,

estimant

que les étiquettes conformes au modèle C 4 prévues à l'article 131¹ du Règlement de la Convention répondent le mieux à cette exigence,

tenant compte

néanmoins de la situation des Administrations dont le régime intérieur s'oppose à l'emploi d'étiquettes C 4 et qui ont la faculté de remplacer ces étiquettes par un timbre reproduisant clairement les indications de celles-ci,

conscient

des difficultés, au niveau des services d'exploitation et sur le plan de la responsabilité, qu'une signalisation insuffisante des envois recommandés peut occasionner aux Administrations postales,

soucieux

d'assurer la bonne marche du service postal international,

recommande

instamment aux Administrations postales qui font usage de la faculté prévue à l'article 131¹, paragraphe 5, du Règlement de la Convention, d'utiliser un timbre reproduisant les indications de l'étiquette C 4 pour signaler les envois recommandés:

- a) de prendre les mesures nécessaires, notamment en donnant des instructions précises à leurs services d'exploitation, pour que cette signalisation soit claire et conforme à celle du modèle de l'étiquette C 4;
- b) d'examiner la possibilité d'utiliser, dans les meilleurs délais, des étiquettes entièrement conformes au modèle C 4 (article 131¹, paragraphe 4) ou, en cas d'impossibilité, ne comportant que la lettre R imprimée (article 131¹, paragraphe 5), en lieu et place de timbres reproduisant les indications de l'étiquette C 4.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1574, 1819)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 133.

Recommandation C 68/Hamburg 1984

Méthode pour enliasser les envois normalisés

Le Congrès,

conscient
du besoin d'assurer le traitement efficace des envois normalisés au moyen d'équipements mécanisés et automatisés,

vu
la disposition de l'article 155, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention¹, qui prescrit d'enliasser les envois ordinaires d'après leurs formats (envois normalisés et autres envois),

ayant pris connaissance
du fait que les envois normalisés dont les dimensions se rapprochent des limites maximales sont souvent insérés dans les mêmes liasses que ceux dont les dimensions se rapprochent des limites minimales,

considérant
que le fait d'enliasser les envois normalisés de cette façon a souvent pour résultat de détériorer les bords de ces envois,

soucieux
que ces envois demeurent aptes au traitement mécanique ou automatique et qu'ils ne causent aucun blocage des équipements,

recommande

aux Administrations postales de réunir, dans la mesure du possible, les envois normalisés de dimensions semblables dans les mêmes liasses.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 375)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 159, par. 1.

Résolution C 69/Hamburg 1984

Confection des dépêches

Le Congrès,

conscient
de l'importance du point de vue physiologique, qu'à l'occasion des opérations manuelles de chargement ou de déchargement, la manipulation des sacs utilisés pour le transport des dépêches soit aussi facile que possible,

constatant

qu'il arrive souvent que la façon dont les sacs sont fermés occasionne un déplacement du contenu,

soucieux

de protéger dans toute la mesure possible le personnel postal contre tout risque de lésions provenant de l'instabilité de tels sacs,

recommande

aux Administrations de prescrire que les sacs soient fermés aussi près que possible du contenu de manière à assurer à celui-ci un maximum de stabilité.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 375)

Vœu C 76/Hamburg 1984

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

Le Congrès

invite

les Administrations postales des Pays-membres à rappeler à leurs services que, selon les dispositions de l'article 165 du Règlement de la Convention¹, les irrégularités constatées doivent être signalées *immédiatement* au moyen d'un bulletin de vérification transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau concerné, dès vérification complète de la dépêche.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 395)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 170.

Résolution C 83/Hamburg 1984

La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance

des travaux décrits dans le Congrès – Doc 13 concernant la zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux,

estimant

qu'il importe de veiller à ce que soient pris en considération, dans le projet de norme internationale en cours d'élaboration à ce sujet par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), les impératifs de l'exploitation postale de l'ensemble des Pays-membres de l'Union,

conscient

de la nécessité d'adapter la réglementation aux besoins des échanges, et aux préoccupations de la clientèle, une telle adaptation constituant un des moyens les plus sûrs d'assurer la promotion du trafic,

prenant note

de la position adoptée par l'ISO qui, en vue de faciliter la solution des problèmes posés, a décidé de retarder d'une année la publication de la norme concernée,

charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) de poursuivre en priorité l'étude de la question, en relation avec l'ISO, en vue de mettre au point des solutions acceptables de part et d'autre;
- b) de communiquer aux Administrations postales, le cas échéant après consultation du Conseil exécutif s'il s'agit des questions relevant de la compétence de celui-ci, les dispositions qui auront fait l'objet d'un accord avec l'ISO en vue de l'application immédiate de ces dispositions;
- c) de soumettre au prochain Congrès un rapport sur ses travaux ainsi que les propositions éventuelles de modification des Actes découlant des dispositions appliquées.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 182, 183, 193)

Résolution C 10/Washington 1989

Réglementation des imprimés

Le Congrès,

ayant pris connaissance

des travaux effectués par le Conseil exécutif dans le cadre de l'étude sur la classification des envois de la poste aux lettres,

constatant

que la majorité des Administrations ayant participé à la consultation réalisée par la lettre-circulaire n° 3390.2(B)1491 du 29 mai 1987 était d'avis que les articles 126 à 128 du Règlement d'exécution de la Convention devraient être abrégés et le règlement de certains détails laissé à la discrétion de l'Administration d'origine de l'envoi,

notant également

que l'Union internationale des éditeurs (UIE) est d'avis que l'article 19 de la Convention doit être modernisé en vue d'admettre comme imprimés à taxe réduite les catalogues produits sur des disques compacts CD ROM, disquettes ou cassettes ainsi que les publications accompagnées de matériel audio ou visuel,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à moderniser et à simplifier la réglementation relative aux imprimés.

(Proposition 2000.1, Commission 4, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 33/Washington 1989

Conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service

Le Congrès,

notant
les efforts pour améliorer la qualité du service postal international résultant de la Déclaration de Hamburg,

constatant
que le Conseil exécutif a jugé utile d'incorporer les objectifs en matière de qualité de service dans la Convention,

conscient
de l'importance d'un transport postal rapide et fiable pour faire face à la concurrence des compagnies de transport privées,

recommande

- aux Administrations d'origine et de destination de conclure un accord bilatéral en ce qui concerne les objectifs de service pour les envois de la poste aux lettres, sur la base d'une analyse détaillée des arrangements entre les deux Administrations en matière de transport et d'exploitation;
- aux Administrations de se mettre d'accord sur les mesures que chacune s'engage à prendre pour atteindre les objectifs fixés;
- aux Administrations d'établir des systèmes de contrôle afin d'identifier les problèmes existants;
- aux Administrations de revoir régulièrement les accords bilatéraux afin de vérifier le degré de réalisation des objectifs fixés et pour prendre toute décision éventuelle en cas de besoin.

(Proposition 2000.21, Commission 4, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 63/Washington 1989

Utilisation d'un symbole pour les cécogrammes

Le Congrès,

conscient du fait
que la réglementation actuelle ne prévoit pas de symbole distinct pour les cécogrammes,

estimant
que, pour cette raison, ces envois ne sont pas toujours traités dans les meilleures conditions possibles, notamment lors du dédouanement,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de mener, avec le concours des organismes internationaux impliqués, une étude visant à déterminer l'opportunité d'adopter un symbole distinct pour les cécogrammes;
- b) le cas échéant, de proposer au prochain Congrès un symbole propre à assurer une qualité de service optimale pour les cécogrammes.

(Proposition 2000.20, Commission 4, 7e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 74/Washington 1989

Enliassage d'enveloppes «plates»

Le Congrès,

notant

que la plupart des Administrations mettent les enveloppes «plates» telles quelles dans des sacs, ce qui entraîne une longue préparation du courrier au lieu de destination,

sachant

que l'enliassage de ce genre d'envois par l'Administration expéditrice améliore la qualité d'ensemble du service,

recommande

aux Administrations d'enliasser correctement les enveloppes «plates» à destination de l'étranger.

(Proposition 2000.7, Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 75/Washington 1989

Utilisation de matériau d'enliassage approprié

Le Congrès,

sachant

que certains matériaux d'enliassage tels que la ficelle glissante ne conviennent pas, cette ficelle en particulier finissant par s'user au frottement et par casser, ce qui entraîne dans le pays de destination une longue préparation du courrier,

recommande

aux Administrations d'utiliser du matériau d'enliassage plus approprié.

(Proposition 2000.8, Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 77/Washington 1989

**Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle
et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité**

Le Congrès,

constatant

que des réserves ont été faites au sujet des dispositions du chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité,

inquiet

du fait que ces réserves nuisent non seulement aux Administrations postales en lésant leurs intérêts, mais surtout et directement aux usagers de la poste, devant lesquels ces Administrations sont redevables,

reconnaissant

le droit souverain des pays à présenter des réserves aux Actes, conformément aux usages suivis par l'UPU en la matière,

gardant présent à l'esprit

que, malgré ce droit souverain, les pays doivent s'efforcer de s'abstenir de présenter ce genre de réserve,

conscient du fait

que ces réserves obéissent à des contingences internes ou à des dispositions de la législation des pays qui les présentent,

considérant

la recommandation C 51/Tokyo 1969, la recommandation C 70/Lausanne 1974, la décision C 20/Rio de Janeiro 1979 et la résolution C 73/Hamburg 1984,

recommande

- 1° aux Administrations postales de s'abstenir de présenter des réserves relatives aux dispositions du chapitre III de la Convention postale universelle et du titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité;
- 2° aux Administrations postales qui maintiennent leurs réserves auxdites dispositions de faire tout leur possible auprès des autorités nationales compétentes pour qu'elles remédient à leurs problèmes intérieurs ou qu'elles adaptent leur législation nationale conduisant à la présentation de telles réserves, de façon que ces dernières puissent être reconsidérées et retirées des Protocoles finals des Actes de l'UPU.

(Proposition 2000.11, Commission 4, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 88/Washington 1989**Repostage**

Le Congrès,

ayant pris acte
des résultats des travaux effectués par le Conseil exécutif sur la question du repostage,

charge

le Conseil exécutif de poursuivre cette étude.

(Congrès – Doc 56 et Add 1, Commission 5, 4e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

2.4.3 Frais de transit et frais terminaux**Résolution C 26/Washington 1989**

**Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit
des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface**

Le Congrès,

considérant
que le transit des dépêches de colis de surface s'effectue différemment de celui des dépêches de la
poste aux lettres,

conscient
du fait que le transit d'un sac de la poste aux lettres s'effectue de manière analogue à celui d'un sac
de colis postaux,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude en vue d'élaborer un système unique applicable tant à
la poste aux lettres qu'aux colis postaux.

(Proposition 2000.6/Rev 1, Commission 7, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 56/Washington 1989

Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit

Le Congrès,

ayant pris connaissance
des travaux effectués par le Conseil exécutif pour la détermination des barèmes des frais de transit,

considérant
que le problème de la rémunération équitable des frais de transit fait partie des préoccupations
majeures de l'Union,

estimant
que les calculs à entreprendre doivent être fondés sur les méthodes les mieux adaptées aux buts
recherchés,

charge

le Conseil exécutif:

- de recalculer pour chaque Congrès, à une date aussi rapprochée que possible et selon la méthode acceptée par le précédent Congrès, les barèmes des frais de transit fixés à l'article 63 de la Convention;
- de poursuivre l'étude pour l'amélioration de la méthodologie utilisée, en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès des barèmes tenant compte des adaptations à apporter au système de calcul découlant de l'étude indiquée ci-devant ainsi que, le cas échéant, les propositions de modification des Actes correspondants.

(Proposition 3000.5, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 57/Washington 1989

Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial

Le Congrès,

considérant
qu'actuellement les frais de transit territorial se calculent dans chaque pays en fonction des distances réelles de chacun des trajets parcourus pour l'acheminement des dépêches en transit,

tenant compte
de ce que dans bon nombre de pays les dépêches en transit territorial empruntent différents trajets selon leur pays d'origine et leur pays de destination,

estimant
que la multiplicité des trajets et des distances entraîne un travail onéreux de calcul et de formulation des décomptes correspondants au titre des frais de transit territorial,

charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier la possibilité de fixer des bases et des normes communes afin que les pays offrant un service de transit puissent établir une distance moyenne pondérée servant de référence au calcul des frais de transit territorial des dépêches qui transitent par chaque pays;
- de présenter au prochain Congrès des propositions en ce sens.

(Proposition 3000.7, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 59/Washington 1989

Etude sur les frais de transit du courrier à découvert

Le Congrès,

notant

qu'aucune rémunération en faveur des Administrations de transit n'est prévue dans les Actes de l'Union pour couvrir les frais de transport et les frais postaux encourus par les Administrations réacheminant le courrier de surface LC/AO en transit à découvert, alors qu'une telle rémunération est prévue pour le courrier-avion et les colis postaux-avion et surface en transit à découvert,

considérant

que ces frais peuvent être relativement élevés, en particulier lorsque le pays de transit expédie son propre courrier de surface par avion (S.A.L.),

désirant

que chaque Administration puisse recevoir une compensation financière en rapport avec le coût des prestations effectuées au profit des autres Pays-membres,

charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier, à l'instar de ce qui est prévu pour le courrier-avion, les principes d'une rémunération éventuelle au profit de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert;
- d'inclure, dans le cadre de cette étude, la question du courrier mal acheminé;
- d'étudier les modalités statistiques et comptables à mettre en œuvre;
- de formuler, pour le prochain Congrès, des propositions appropriées.

(Proposition 3000.2, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 66/Washington 1989

Documents de base pour l'inscription des poids à prendre en compte pour le règlement des comptes du courrier soumis aux frais de transit et aux frais terminaux

Le Congrès,

tenant compte

- que, lors de la discussion de la Commission 5 portant sur le choix des formules de base pour la comptabilisation des frais de transit et des frais terminaux, les avis étaient très partagés;
- qu'un système de documents élaboré à cette fin fondé sur la feuille d'avis C 12 ou sur les bordereaux de livraison C 18, C 18bis et AV 7 comporte, dans chaque cas, des avantages et des inconvénients,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur la documentation de base adéquate pour la comptabilisation des frais de transit et des frais terminaux, tant par la voie de surface que par la voie aérienne. Cette étude prendrait également en compte les procédures comptables y relatives.

(Proposition 3000.6, Commission 5, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 72/Washington 1989

Etude permanente des frais terminaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance des travaux effectués par le Conseil exécutif,

considérant

que les problèmes posés par la rémunération des services rendus par les pays destinataires au profit des pays expéditeurs de courrier font partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant

que les rapports financiers entre pays expéditeurs et pays destinataires doivent désormais être fondés sur des critères économiques tenant compte non seulement des coûts et des services rendus, mais aussi de l'environnement dans lequel se situent les postes, en particulier vis-à-vis de la concurrence,

notant

que certaines Administrations ont pour cette raison introduit dans leurs relations réciproques un système de frais terminaux autre que celui prévu par la Convention,

constatant

que ce système, basé sur le principe d'un calcul des frais terminaux qui comprend deux éléments (un taux par kilo et un taux par objet), permet, en prenant en compte les coûts de distribution liés au nombre d'objets, d'assurer une meilleure couverture des coûts supportés par les pays destinataires,

considérant

qu'il est du plus grand intérêt d'adopter des dispositions favorisant l'affectation totale des recettes des frais terminaux à la rémunération des coûts de traitement du courrier dans le pays d'arrivée, ceux notamment imputables à la mise en œuvre de programmes de remplacement et d'amélioration des infrastructures postales, et servant de base à l'organisation et au perfectionnement des services postaux dans le domaine international, conformément à l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union,

charge

le Conseil exécutif:

- de poursuivre l'étude de la question des frais terminaux en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations de destination pour le traitement du courrier en provenance de l'étranger en tenant compte des éléments exposés dans les considérants ci-dessus;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès ses recommandations concernant les adaptations à apporter au système des frais terminaux ainsi que les propositions de modification des Actes correspondants.

(Propositions 3000.1 et 3000.3 fusionnées, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Recommandation C 78/Washington 1989

Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux

Le Congrès,

considérant

- que la Constitution de l'UPU est l'Acte fondamental de l'Union;
- que l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union stipule que l'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux;
- que le Congrès de l'UPU réuni à Tokyo en 1969 a établi le principe de la rémunération des frais terminaux à titre de compensation des coûts encourus par les Administrations destinataires pour assumer la gestion du trafic en déséquilibre;
- que ladite rémunération entraîne implicitement l'obligation pour les Administrations postales de chercher à atteindre les niveaux de qualité de service les plus élevés;
- que, en conséquence, les coûts de gestion du trafic en déséquilibre doivent englober la mise en œuvre de programmes d'organisation, d'extension et d'amélioration du service postal dans son ensemble;
- qu'il est nécessaire de s'employer encore à ce que les recettes générées par l'application du système des frais terminaux soient affectées à l'accomplissement des objectifs qui ont déterminé sa création,

recommande

aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union:

- de reconnaître le principe prévoyant que le montant des recettes des frais terminaux soit affecté intégralement au service postal du pays de destination, en faisant abstraction du fait que ce service soit doté ou non d'une personnalité juridique, d'un patrimoine indépendant et d'une plus ou moins grande autonomie de gestion et, en conséquence, de destiner exclusivement les recettes des frais terminaux aux remboursements des coûts du traitement et à la constitution des fonds de réserve nécessaires au remplacement et à l'amélioration des infrastructures postales des pays;
- de mettre en place des procédures permettant d'effectuer, avec la plus grande célérité possible, le transfert de la totalité des recettes des frais terminaux au budget de leur service postal, une fois accomplies les formalités requises en régime intérieur.

(Proposition 3000.4, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Décision C 85/Washington 1989

Frais de transit du courrier à découvert

Le Congrès,

ayant, par la résolution C 59 (proposition 3000.2), chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur les frais de transit du courrier à découvert,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de cette étude, de tenir compte des propositions 3062.1 et 3067.4.

(Propositions 3062.1 et 3067.4, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

2.4.4 Poste aérienne

Décision C 11/Paris 1947

Transport aérien. Mesures à prendre en cas d'accident¹

L'avis a été émis que, dans certains cas, deux télégrammes peuvent être nécessaires; un premier qui sera expédié immédiatement, notifiant aux Administrations intéressées qu'un accident est survenu susceptible d'entraîner la perte de tout ou partie du courrier, et un deuxième qui sera expédié aussitôt que possible, donnant les détails des dépêches manquantes ou endommagées.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 636, 1112)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 212, par. 2.

Vœu C 12/Paris 1947

Frais de transport aérien¹

La bonification des frais de transport aérien est due à l'Administration intermédiaire qui assure le transport des correspondances en dépêches closes par la voie aérienne, même s'il s'agit de courriers non surtaxés.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 637, 638, 1112)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 84, par. 1.

Vœu C 9/Vienne 1964

Utilisation de la formule AV 8

Il est demandé aux Administrations postales d'utiliser la formule AV 8 telle qu'elle est prévue à l'article 187, paragraphe 3¹, et de la remplir en caractères lisibles, en majuscules d'imprimerie et d'une manière précise.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1180, 1340)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 203, par. 3.

Vœu C 69/Tokyo 1969

Cinquième liberté

Le Congrès,

vu
les résultats des travaux effectués par le Conseil exécutif à la suite de la résolution C 30 du Congrès de Vienne 1964 concernant la cinquième liberté,

constatant
que l'absence de la cinquième liberté n'entraîne que dans des cas isolés des retards d'acheminement du courrier et qu'en raison de l'extension croissante des réseaux aériens ces cas auront tendance à diminuer encore,

reconnaissant
que seuls les Gouvernements, représentés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), se réservent le droit d'accorder la cinquième liberté en se basant sur des considérations propres à chaque Etat et que tous les efforts entrepris par l'OACI depuis de nombreuses années en vue d'aboutir à la conclusion d'un accord multilatéral visant à une libéralisation du transport aérien sur une échelle mondiale sont restés infructueux,

invite

les Administrations postales des Pays-membres de l'Union postale universelle à intervenir auprès de leurs autorités nationales de l'aviation civile en vue d'obtenir des droits spéciaux pour le trafic postal lorsque l'absence de la cinquième liberté provoque des retards d'acheminement du courrier aérien.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1406)

Recommandation C 78/Tokyo 1969

Taxes combinées

Le Congrès,

considérant
qu'il importe de veiller dans tous les cas à ce que les usagers de la poste ne soient pas désavantagés par le système «taxe combinée» par rapport au système «surtaxe»,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres faisant application des taxes combinées:

- 1° de fixer ces taxes sur des bases équitables en tenant compte du principe énoncé dans la Convention de Tokyo, à l'article 57, paragraphe 1, in fine¹ (relation étroite entre le produit des surtaxes aériennes et les frais de transport aérien). Lorsque la méthode de calcul ne permet pas de dissocier les deux éléments «surtaxe aérienne» et «taxe de base», les modalités d'application dudit principe sont laissées à l'appréciation de l'Administration considérée;

- 2° d'adopter, dans la mesure du possible et à l'égard notamment des articles 59, paragraphe 1, lettre b), et 63, paragraphes 2 et 4, de la Convention de Tokyo, la pratique selon laquelle l'utilisateur n'est appelé à payer que l'élément «surtaxe aérienne» de la taxe combinée.²

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1391)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 21, par. 1.

² L'introduction, au Congrès de Lausanne 1974, d'une disposition permettant aux Administrations faisant usage des taxes combinées de fixer des taxes spéciales de réexpédition ou de renvoi d'origine a rendu inutile le chiffre 2° du dispositif de la recommandation.

Vœu C 59/Lausanne 1974

Renforcement du rebord des sacs-avion^{1 2}

Le Congrès

émet le vœu

que les Administrations munissent les sacs destinés à la confection des dépêches-avion d'un rebord renforcé, d'une épaisseur minimale de 8 mm, afin que le nœud de ficelle ne puisse être enlevé et remplacé sans que des traces apparaissent.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1438, 1439)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 203, par. 1.

² Voir circ. 115/1977.

Résolution C 60/Lausanne 1974

Affirmation des principes de la liberté de transit à propos des actes dits de «piraterie aérienne»

Le Congrès,

ayant observé

que les actes dits de «piraterie aérienne», perpétrés dans le monde entier, peuvent affecter directement ou indirectement les principes de la liberté du transit et de l'inviolabilité des envois postaux,

désirant

affirmer ces principes et en préserver la pleine vigueur face à l'existence de nouveaux faits ou actes qui pourraient leur porter atteinte,

déclare

que les dépêches postales, de quelque nature qu'elles soient ou à quelque catégorie qu'elles appartiennent, affectées par un acte dit de «piraterie aérienne» sont inviolables, et que l'acheminement ultérieur desdites dépêches doit être assuré en priorité par le pays où l'aéronef s'est rendu ou a été libéré, même si cet aéronef fait l'objet de litiges d'une nature extra-postale.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1444)

Recommandation C 63/Lausanne 1974

Sécurité des envois de valeur transportés par la poste: mesures générales de sécurité et de protection dans les bureaux d'échange et dans les aéroports

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du résultat de l'étude prioritaire effectuée conformément à la résolution C 55 du Congrès de Tokyo 1969,

constatant

l'utilisation de plus en plus fréquente du service postal pour le transport des objets de valeur,

conscient

du nombre croissant d'actes criminels perpétrés contre le service postal, portant atteinte aux envois de valeur et mettant en danger la vie du personnel chargé du traitement de ces envois,

désirant

offrir aux usagers de la poste un service garantissant un maximum de sécurité à tous égards lors de la transmission des envois de tout genre, mais surtout des envois-avion recommandés et avec valeur déclarée,

soucieux

de protéger d'une manière suffisante contre les risques d'attaques criminelles le personnel appelé à traiter les envois de l'espèce,

recommande

aux Administrations postales:

- a) d'examiner périodiquement, en étroite collaboration avec les transporteurs aériens de leur pays, les conditions de sécurité en matière de transport dans leurs services des envois-avion recommandés et avec valeur déclarée du régime international;
- b) d'appliquer, dans toute la mesure possible et selon les exigences de l'importance du trafic, les mesures de sécurité énumérées dans l'annexe 1 ci-après qui portent notamment sur:
 - 1° les mesures de protection en matière de construction et sur le plan technique (trafic aérien et de surface);
 - 2° les mesures de sécurité lors du déroulement des opérations postales dans les bureaux d'échange ainsi que dans les aéroports.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1178 à 1181)

1 Mesures de protection en matière de construction et sur le plan technique (trafic aérien et de surface)

1.1 Mesures en matière de construction des bureaux

1.1.1 Local blindé ou chambre forte pour la conservation des dépêches

Il convient de prévoir dans les bureaux d'échange importants des chambres fortes appropriées en vue de la conservation en lieu sûr des dépêches et des envois avec valeur déclarée volumineux. Ces chambres fortes doivent être construites en béton armé et ne comporter ni fenêtres ni autres ouvertures. Les portes doivent être protégées par un verrouillage électrique. L'aménagement de sas protège les opérations d'ouverture de la chambre forte.

1.1.2 Local spécial pouvant être fermé à clef réservé au tri et à l'expédition des dépêches

Les locaux réservés au tri et à l'expédition des dépêches ainsi qu'au traitement des envois avec valeur déclarée doivent être séparés des autres locaux d'exploitation et pouvoir être fermés à clef. L'accès à ces locaux ne sera permis qu'à un nombre déterminé d'agents.

1.1.3 Portes métalliques

- à serrure comprenant un cylindre de sûreté
- à serrure à double panneton
- à serrure avec combinaison de lettres ou de chiffres

Les portes des bureaux d'échange seront construites en métal ou en bois, selon l'importance des locaux de service. La serrure installée doit correspondre à la solidité de la porte. L'avantage de la serrure à double panneton par rapport à la serrure avec cylindre de sûreté réside dans le fait qu'en fermant la porte on actionne des verrous de sûreté supplémentaires qui la protègent mieux contre l'effraction.

1.1.4 Protection des fenêtres au moyen

- d'un grillage
- de verre de sécurité feuilleté
- de glace blindée, pare-balles

Le grillage des fenêtres et l'emploi de verre de sécurité feuilleté sont recommandés, selon le cas, si les fenêtres sont situées à des endroits particulièrement exposés. Une protection supplémentaire est obtenue par l'utilisation de verre d'alarme.

1.1.5 Autres mesures

Une importance particulière doit être attribuée aux mesures de sécurité en matière de construction des bâtiments et des locaux de service. L'installation de dispositifs d'alarme contribue à accroître la sécurité. La surveillance par la poste ou par la police est indiquée si le personnel de surveillance dispose de moyens de transmission d'alarme appropriés pour demander de l'aide en cas de besoin.

1.2 *Accessoires spéciaux pour la protection des envois de valeur*

1.2.1 *Coffre-fort*

Les Administrations sont tenues de pourvoir à la sécurité des envois de valeur, en utilisant des coffres-forts pour l'entreposage de ces envois dans les bureaux d'échange. Les envois du service international doivent être protégés de la même manière que ceux du service intérieur.

1.2.2 *Coffre-fort blindé*

L'installation de coffres-forts blindés est déterminée par le degré de sécurité assuré par le dispositif protégeant les locaux ou bâtiments mêmes. En cas de fort trafic d'envois de valeur, on doit construire de préférence un local suffisamment protégé ne nécessitant pas l'utilisation de coffres-forts; le déroulement des opérations de service s'en trouve ainsi grandement facilité.

1.2.3 *Véhicules spéciaux pour le transport des dépêches dans les aéroports*

Malgré la sécurité garantie dans les aéroports par la présence de la police et de la douane, la valeur du courrier-avion justifie en général le recours à des méthodes de transport particulièrement sûres, raison pour laquelle les Administrations postales doivent dans toute la mesure possible favoriser le transport des dépêches-avion dans l'enceinte de l'aéroport dans des véhicules spéciaux fermés à clef. La transmission en véhicules fermés à clef permet aussi de bien délimiter la responsabilité entre les compagnies aériennes et les Administrations postales.

1.3 *Installations électriques de protection dans les bureaux d'échange*

1.3.1 *Dispositif d'alarme en cas d'agression*

Il y a lieu d'installer des dispositifs d'alarme dans les locaux de service à trafic important de dépêches-avion. Les contacts d'alarme doivent être installés à plusieurs endroits. La police doit si possible pouvoir être avisée par une liaison directe en cas d'alarme.

1.3.2 *Dispositif d'alarme contre l'effraction, raccordé au réseau électrique ou alimenté par batterie*

En cas de construction de dispositifs d'alarme, il convient d'installer un système combiné d'alarme contre l'agression et l'effraction. Les chambres fortes, les coffres-forts blindés ou non sont reliés au dispositif d'alarme contre l'effraction et sont ainsi protégés électriquement contre les agressions. Pour maintenir le dispositif en état de fonctionner, on doit pouvoir l'alimenter au moyen d'une batterie en cas d'interruption du courant électrique.

1.3.2.1 *Éléments de la centrale à l'abri de sabotages*

Un dispositif d'alarme ne peut être efficace que s'il est protégé contre les actes de sabotage; par conséquent il ne doit pas pouvoir être mis hors service par des manipulations quelconques sans déclenchement simultané de l'alarme. Une sécurité relative peut être obtenue si l'appareil de déclenchement fonctionne par relâchement et que le signal ne peut être ensuite interrompu facilement. En outre, les conducteurs doivent être enterrés ou enrobés sur toute leur longueur.

1.3.2.2 *Protection de l'objet même par détecteur acoustique ou par protection de surface*

En règle générale, il suffit de relier les coffres-forts à protéger directement au dispositif d'alarme. Les plafonds et parois des chambres fortes peuvent être protégés électriquement (protection de surface).

1.3.3 *Surveillance du local par*

- ultra-son, radar, rayon lumineux
- contacts électriques aux portes, aux fenêtres et au sol
- verre d'alarme

Partout où le personnel est absent des centres de tri pendant des heures déterminées, il est indiqué de protéger les locaux de service contre l'effraction par des moyens électriques, soit par des dispositifs surveillant et protégeant des locaux entiers, soit par des contacts électriques protégeant directement les coffres-forts (protection de l'objet même).

1.3.4 *Alarme par moyens acoustiques (sirènes) ou optiques (signaux lumineux)*

Les cas d'effraction ou d'agression seront signalés tant par une alarme sonore que par une alarme silencieuse, en l'occurrence par une combinaison des deux méthodes, selon les conditions locales et en étroite collaboration avec la police. Le lieu du déclenchement d'alarme doit être marqué par un signal lumineux auprès des organes de la police.

1.3.5 *Appel automatique de la police (téléphone, radio, etc.)*

Un dispositif d'alarme n'atteint son but que s'il est relié directement à la police ou à une autre organisation de surveillance assurant un service ininterrompu jour et nuit.

1.3.6 *Télévision en circuit fermé (télévision industrielle)*

La surveillance par la télévision est justifiée dans les grands centres de tri lorsque, en même temps, elle sert à la surveillance de la marche du service.

1.3.7 *Autres mesures*

L'illumination du bâtiment et de son voisinage immédiat par des lampes constitue, selon le cas, une mesure de sécurité supplémentaire par des moyens électriques.

2 **Mesures de sécurité lors du déroulement des opérations postales dans les bureaux d'échange ainsi que dans les aéroports**

2.1 *Expédition des dépêches (envois recommandés, colis avec valeur déclarée, lettres et boîtes avec valeur déclarée)*

2.1.1 *Ouverture des dépêches internes*

Au moment de l'ouverture des dépêches internes, il est nécessaire d'assurer la continuité de la sécurité des envois par des moyens appropriés (pointage immédiat, personnel qualifié).

2.1.2 *Méthodes de remise d'envois avec valeur déclarée*

La remise contre quittance, dans le bureau d'échange, des envois avec valeur déclarée aux services suivants est indispensable. L'entreposage dans des coffres-forts et la remise par véhicule spécial doivent être assurés dans toute la mesure possible. On veillera à ce que les différentes aires de travail ne soient que peu éloignées les unes des autres (chemins de transport courts).

2.1.3 *Remise éventuelle des envois à la douane et restitution de ceux-ci contre quittance*

Les Administrations postales doivent s'entendre particulièrement avec les autorités douanières au sujet de la remise et du traitement des envois recommandés et avec valeur déclarée, afin que soit garantie, lors du traitement douanier, une sécurité au moins équivalente à celle qui est assurée dans l'exploitation postale.

2.1.4 *Inscription sur les formules CP 20 (feuille de route-avion) et VD 3 (feuille d'envoi)*

Les envois avec valeur déclarée doivent être inscrits immédiatement sur les formules CP 20 et VD 3.

2.1.5 *Plombage*

Il est recommandé de conserver le matériel de plombage en un endroit sûr.

2.1.6 *Témoin*

La présence d'un témoin au moment de l'ensachement et du plombage est indispensable.

2.1.7 *Utilisation de sacs en parfait état, éventuellement de conteneurs*

L'état des sacs utilisés pour la confection des dépêches doit être contrôlé si possible par un service spécial ou par l'agent responsable de la confection des dépêches.

2.2 *Réception des dépêches de l'étranger*

2.2.1 *Conservation des envois dans un coffre-fort jusqu'au moment de leur transmission à destination par dépêches internes*

La mise sous clef des envois avec valeur déclarée est indispensable. De plus, les envois de l'espèce doivent être inscrits dans un document de remise approprié. Des mesures correspondantes devraient si possible être prises pour les envois recommandés.

2.3 *Remise des dépêches partantes à la compagnie aérienne ou au service de terre de l'aéroport*

2.3.1 *Remise de main en main*

Le pointage contradictoire des dépêches au bureau d'échange postal de départ et leur chargement simultané sur des chariots dans le même local offrent l'avantage de bien délimiter la responsabilité entre l'Administration postale et la compagnie aérienne et d'accélérer les opérations de chargement à l'avion.

2.4 *Prise en charge par les compagnies aériennes des dépêches arrivant de l'étranger*

2.4.1 *Débarquement, sous surveillance, des dépêches-avion par le service du personnel au sol*

Il incombe aux Administrations postales de s'entendre avec le service du personnel au sol en vue d'un déroulement adéquat des opérations en question, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité à observer.

2.4.2 *Prise en charge par le personnel postal des dépêches-avion au bureau d'échange*

Les dépêches devant normalement être prises en charge et pointées dans les bureaux d'échange postaux, ceux-ci doivent être équipés en conséquence, au point de vue locaux et personnel. Les heures d'ouverture seront adaptées à l'horaire aérien afin que les dépêches arrivantes puissent, dans toute la mesure possible, être directement remises aux services postaux. D'autre part, il sera utile de tenir compte des heures d'ouverture des bureaux d'échange lors de l'établissement du plan d'expédition des dépêches, d'entente avec l'Administration destinataire.

2.4.3 *Pointage des dépêches arrivantes sur la base des bordereaux de livraison AV 7*

Le pointage d'après les bordereaux de livraison AV 7 d'arrivée doit être fait au moment de la remise des dépêches au service des postes, lequel est obligé de vérifier le conditionnement et la fermeture des récipiends. La constatation d'irrégularités importantes devrait se faire en présence d'un témoin.

2.4.4 *Mise sous garde spéciale des dépêches en transit*

Les dépêches-avion en transit doivent être soumises aux mêmes mesures de sécurité que les dépêches originaires ou à destination de l'Administration respective.

2.5 *Transbordement d'avion à avion des dépêches sur la base de bordereaux de livraison AV 7 directs*

2.5.1 *Dispositions spéciales prises par la compagnie aérienne responsable du transbordement*

Quoique le transbordement direct soit en principe assuré par les compagnies aériennes concernées ou assurant le service de terre, les Administrations postales doivent veiller, d'entente avec ces compagnies, à ce qu'une sécurité suffisante soit garantie pour les chargements postaux transbordés directement. Il sera éventuellement fait appel aux services de la police de l'aéroport.

2.6 *Mesures spéciales de sécurité*

2.6.1 *Surveillance permanente des pistes par la police de l'aéroport ou les organes douaniers*

Il doit exister un lien étroit entre les mesures de sécurité des services postaux et celles qui visent l'ensemble du territoire d'un aéroport déterminé, assurées par la police ou les organes douaniers. Il appartient aux Administrations postales de veiller à l'efficacité de l'ensemble des mesures pour autant que ces dernières concernent les chargements postaux.

2.6.2 *Accompagnement des chargements par les organes de police, entre le bureau d'échange et l'avion et vice versa*

Le concours de la police peut être demandé pour la transmission de chargements déterminés renfermant des envois de valeur. Pour une grande partie du courrier-avion, la surveillance générale exercée par les autorités policières et douanières sur le territoire de l'aéroport peut être considérée comme une protection suffisante. Au cas où le bureau d'échange postal est situé en dehors de l'aéroport, le concours de la police ou la surveillance par ondes radio s'impose dans une mesure accrue.

Décision C 32/Rio de Janeiro 1979

Surtaxes aériennes

Le Congrès,

ayant adopté
un taux de transport aérien unique pour les catégories du courrier LC, AO et CP,

soucieux
de favoriser l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier en sauvegardant
par ailleurs l'intérêt des usagers,

déclare

qu'il y a lieu d'interpréter l'article 70, paragraphe 2, de la Convention¹ et l'article 8, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les colis postaux de sorte que l'ensemble du produit des surtaxes relatives aux envois de la poste aux lettres et aux colis-avion ne dépasse pas les frais à payer pour le transport de toutes les catégories d'envois: LC, AO et CP.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1656)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 21, par. 1.

Résolution C 34/Rio de Janeiro 1979

Priorité accordée aux dépêches-avion par les compagnies aériennes

Le Congrès,

rappelant

que l'accord intervenu avec l'IATA en 1948 concernant la priorité accordée aux dépêches-avion par les compagnies aériennes est conçu en fonction des différentes catégories de courrier LC, AO et CP,

ayant adopté

un taux de base de transport aérien LC/AO/CP,

vu

la suggestion émise par l'IATA au sujet de la priorité et consignée dans le Congrès – Doc 23/Add 1,

estimant

nécessaire, en conséquence, de revoir avec l'IATA les modalités de l'accord de 1948 et de les actualiser,

ayant pris connaissance

de la proposition 3065.2 tendant à faire figurer dans les Actes de l'Union le principe de la priorité,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° a) de réexaminer avec l'IATA l'accord de 1948 concernant la priorité accordée aux dépêches-avion et d'y apporter les modifications qui s'imposent;
- b) de communiquer aux Administrations l'accord révisé d'entente avec l'IATA;
- 2° a) d'étudier l'opportunité de faire figurer dans les Actes de l'Union le principe de la priorité accordée aux dépêches-avion¹;
- b) de présenter au prochain Congrès toute proposition à cet effet.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1656)

¹ Le Congrès de Hambourg 1984 a complété l'art. 79 de la Conv. dans le sens voulu (Washington 1989), art. 37, lettre b).

Recommandation C 70/Rio de Janeiro 1979

Accélération du traitement du courrier aérien au sol¹

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du résultat de l'étude effectuée conformément à la résolution C 62 du Congrès de Lausanne 1974 sur l'accélération du traitement du courrier aérien au sol,

constatant

l'importance d'un déroulement rapide et efficace des opérations dans les aéroports pour conserver au courrier l'avantage de la célérité et la régularité du transport aérien,

conscient

que l'insuffisance des installations postales aux aéroports ou le manque d'espace dans ces locaux, surtout dans les aéroports de transit des dépêches, peut retarder l'acheminement du courrier actuel et faire obstacle à l'utilisation accrue de la voie aérienne pour le transport du courrier,

estimant

que, pour assurer la continuité des acheminements et la sécurité du courrier, les services postaux aux aéroports doivent fonctionner pendant les heures de départ et d'arrivée des dépêches,

recommande

aux Administrations postales:

- 1° de s'assurer en temps opportun qu'elles disposent, dans les aéroports de leur pays et/ou ailleurs, d'installations qui leur permettent de prendre en charge et de traiter efficacement:
 - a) les volumes existants et prévisibles de courrier aérien, y compris le courrier aérien en provenance d'autres pays, arrivant à destination ou devant être réacheminé;
 - b) le courrier de surface pouvant être acheminé par voie aérienne dans le cadre de services tendant à la maximalisation, y compris le courrier de surface en provenance d'autres pays, arrivant à destination ou devant être réacheminé;
 - c) le courrier pouvant éventuellement être transporté en conteneurs;
- 2° de veiller, dans la mesure du possible, à ce que les installations postales aux aéroports soient aménagées de façon à faciliter l'accès à l'aire du trafic ainsi qu'aux services «passagers» et «fret»;
- 3° de faire coïncider les heures d'ouverture de leurs services aux aéroports avec les heures d'arrivée et de départ des vols empruntés par le courrier;
- 4° de s'assurer que les moyens de transport utilisés entre les aéroports et les établissements postaux en ville sont assez rapides, sûrs et fréquents, surtout si les aéroports sont éloignés des villes.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1660)

¹ Voir lettre-circulaire 3410/1520 du 5 juin 1989.

Vœu C 71/Rio de Janeiro 1979

Accélération du traitement du courrier aérien au sol¹

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du résultat de l'étude effectuée conformément à la résolution C 62 du Congrès de Lausanne 1974 sur l'accélération du traitement du courrier aérien au sol,

constatant

l'importance d'un déroulement rapide et efficace des opérations dans les aéroports pour conserver au courrier l'avantage de la célérité et la régularité du transport aérien,

conscient

que l'insuffisance des installations postales aux aéroports ou le manque d'espace dans ces locaux, surtout dans les aéroports de transit des dépêches, peut retarder l'acheminement du courrier actuel et faire obstacle à l'utilisation accrue de la voie aérienne pour le transport du courrier,

souhaitant

que les Administrations postales puissent faire connaître leurs besoins en matière d'installations aux autorités compétentes de leur pays à chaque stade de la construction ou de l'agrandissement des aéroports,

estimant

que la prise en charge du courrier par les compagnies aériennes au départ et sa livraison aux services postaux à l'arrivée doivent s'effectuer dans les meilleures conditions,

émet le vœu:

- 1° que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) prenne toutes les mesures utiles pour assurer que les Administrations postales soient consultées dès la première phase de la planification de nouveaux aéroports et de l'agrandissement d'aéroports existants et que ces Administrations soient invitées à participer aux travaux des Comités nationaux de facilitation (FAL) là où ces comités existent;
- 2° que l'Association du transport aérien international (IATA) prenne des mesures semblables notamment afin que les Administrations postales puissent se faire représenter aux Comités consultatifs pour la planification des aéroports éventuellement constitués;
- 3° que l'IATA rappelle à ses compagnies membres l'opportunité de collaborer avec les Administrations postales sur le plan national en vue:
 - a) de fixer des heures de fermeture raisonnables pour la remise des dépêches aux compagnies aériennes;
 - b) d'accélérer la remise des dépêches aux services postaux à l'arrivée.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1660)

¹ Voir lettre-circulaire 3410/1520 du 5 juin 1989.

Recommandation C 72/Rio de Janeiro 1979

Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne¹

Le Congrès,

conscient

que le règlement tardif des sommes dues aux compagnies aériennes au titre du transport aérien du courrier international continue à préoccuper l'Association du transport aérien international (IATA),

soucieux

du fait que certaines Administrations ne versent pas immédiatement à leur compagnie aérienne nationale les montants reçus pour son compte des Administrations débitrices ou réglés par celles-ci par voie de compensation,

désireux

d'apporter une solution à ce problème,

recommande

aux Administrations de verser sans retard à leur compagnie aérienne nationale les sommes qui lui reviennent dès le règlement par les Administrations débitrices, éventuellement par voie de compensation, des comptes y relatifs.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1660)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 88, par. 2, lettre b).

Vœu C 95/Rio de Janeiro 1979

Etablissement des relevés de poids AV 3, AV 4 et AV 5

Le Congrès,

vu

l'article 10 de la Convention ainsi que les articles 215 et 216 de son Règlement d'exécution,¹

estimant

d'extrême utilité que les comptes concernant les frais de transport aérien entre Administrations postales ou, le cas échéant, entre compagnies aériennes et Administrations postales, soient établis en conformité avec les dispositions des Actes de l'Union,

invite

les Administrations postales des Pays-membres de l'Union postale universelle à prendre les mesures appropriées dans leurs services afin que ces dispositions soient strictement respectées.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1667)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 11, 214 et 215.

Recommandation C 43/Hamburg 1984**Correspondances-avion en transit à découvert: nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination**

Le Congrès,

ayant pris connaissance
de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en application de la résolution C 33 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 y compris le résultat de la consultation des Administrations réalisée par lettre-circulaire No 3410.12(C)975 du 15 août 1980,

constatant
que la majorité des Administrations participant à cette consultation sont d'avis que la réduction du nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination prévus à l'article 80, paragraphe 1, de la Convention de Rio de Janeiro (et ne pouvant dépasser 10) est de nature à simplifier le décompte des frais de transport aérien et les opérations d'expédition relatives aux correspondances-avion en transit à découvert,

notant
que certaines Administrations intermédiaires ont déjà réduit le nombre de tarifs moyens,

recommande

aux Administrations intermédiaires qui ne l'ont pas encore fait d'examiner la possibilité de diminuer le nombre de tarifs par groupe de pays de destination à l'occasion de la prochaine édition de la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1).

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 511, 635)

Recommandation C 44/Hamburg 1984**Accélération du courrier aérien en transit à découvert**

Le Congrès,

rappelant
la recommandation C 70 et le vœu C 71 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

considérant
que l'acheminement du courrier aérien à découvert subit des retards excessifs qui peuvent être évités si les pays de transit donnent une description fidèle de leurs moyens d'acheminement,

tenant compte
de ce que les échanges à découvert constituent un pourcentage important du trafic postal aérien et qu'ils sont pour de nombreux pays en développement le seul moyen d'expédier du courrier-avion vers la plupart des destinations,

recommande

- 1° que les Administrations de transit n'assurent le réacheminement du courrier à découvert que si elles confectionnent des dépêches closes directes pour les pays de destination;
- 2° que les Administrations postales s'efforcent de réduire à un minimum le nombre des transmissions à découvert;
- 3° que l'annonce de ces facilités de transit dans la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1) soit réaliste et corresponde aux départs des moyens de transport existants.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 511, 635)

Résolution C 70/Hamburg 1984

Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes¹

Le Congrès,

vu

les dispositions de l'article 74, paragraphe 4, de la Convention (Rio de Janeiro 1979) selon lesquelles «lorsque l'Administration du pays d'origine le désire, ses dépêches sont transbordées directement, à l'aéroport de transit, entre deux compagnies aériennes différentes, sous réserve que les compagnies aériennes intéressées acceptent d'assurer le transbordement et que l'Administration du pays de transit en soit préalablement informée»,

rappelant

que cette règle, instituée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, a supprimé l'obligation de recueillir l'accord préalable de l'Administration intermédiaire, afin de faciliter le transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes,

rappelant

en outre que ledit Congrès a approuvé à cet effet la «formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes» convenue entre le Conseil exécutif et l'IATA,

constatant

que ces dispositions sont assez souvent perdues de vue et que notamment, faute d'être clairement informées par les Administrations expéditrices sur leurs intentions, les Administrations des pays intermédiaires ne savent pas toujours si elles doivent ou non intervenir pour les dépêches en transit, ce qui provoque des retards d'acheminement et des contestations avec les agents des compagnies, ainsi que des difficultés en cas de réclamation ultérieure,

notant

que l'absence dans la «formule d'application pratique» de dispositions régissant le traitement des dépêches normalement destinées à faire l'objet d'un transbordement direct, mais dont le bordereau de livraison AV 7 manque, donne lieu à des réclamations coûteuses et retarde le règlement des comptes lorsque les dépêches-avion ne sont pas remises à l'Administration postale à l'aéroport de transbordement, mais sont acheminées par une compagnie aérienne par le premier vol partant à destination,

charge

...²

demande

aux Administrations:

- de veiller au respect de la «formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes», en particulier en ce qui concerne l'information préalable des Administrations des pays intermédiaires lors de l'établissement des liaisons avec transbordement direct des dépêches entre deux compagnies différentes (lettre B, chiffres 4° et 8°, de la formule);
- de s'assurer que les compagnies aériennes de départ (premiers transporteurs) prennent bien toutes les dispositions prévues à la «formule d'application» pour procéder normalement au transbordement direct avec les compagnies effectuant les parcours suivants (deuxièmes et éventuellement troisièmes transporteurs), sans l'intervention des Administrations des pays intermédiaires, y compris dans le cas où les compagnies opèrent sur des aéroports ou aéroports différents;
- d'admettre, pour les besoins comptables, le «bordereau AV 7 de remplacement» après son approbation par le CE.

(Documents du Congrès de Hambourg 1984 – Tome II: pages 514, 647)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 208, par. 2.

² Devenu sans objet.

Recommandation C 71/Hambourg 1984

Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne¹

Le Congrès,

constatant

que les retards apportés au règlement des comptes relatifs à la poste aérienne continuent à présenter de sérieux inconvénients pour la plupart des compagnies aériennes,

estimant

que l'inclusion des comptes relatifs à la poste aérienne dans des comptes généraux réglés par voie de compensation comportant des créances de diverses natures peut contribuer à ralentir le versement des sommes dues aux compagnies,

recommande

aux Administrations qui désirent régler les comptes relatifs à la poste aérienne par compensation de les inclure de préférence dans un compte général courrier-avion AV 11,

rappelle

aux Administrations la recommandation C 72 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui les invite à verser sans retard à leur compagnie aérienne nationale les sommes qui lui reviennent dès le règlement par les Administrations débitrices, éventuellement par voie de compensation, des comptes y relatifs.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 516, 647)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 88, par. 2, lettre b).

Recommandation C 35/Washington 1989

Renvoi à l'origine des correspondances-avion

Le Congrès,

prenant acte
des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en exécution de la résolution C 82 du Congrès de Hamburg 1984,

notant
que, d'après les résultats de ladite étude, la quasi-totalité des Administrations ne rencontre pas de difficultés particulières dans l'application des nouvelles dispositions énoncées aux articles 80, paragraphe 1, et 81, paragraphe 1, de la Convention, concernant la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales-avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface),

constatant
par ailleurs que le coût du renvoi à l'origine par la même voie des AO-avion est faible comparé à l'amélioration du service rendu à la clientèle de la poste,

reconnaissant
l'impact sur la qualité du service postal international face aux pressions de la concurrence, d'une généralisation du renvoi à l'origine par voie aérienne des envois-avion,

ayant adopté
le principe de la réexpédition systématique par la voie la plus rapide, aérienne ou de surface, des correspondances-avion,

recommande

aux Administrations qui n'utilisent pas déjà systématiquement la voie aérienne pour le renvoi à l'origine des AO-avion de recourir à cette voie, dans la plus grande mesure possible, selon leurs possibilités économiques.

(Proposition 4000.1, Commission 6, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 65/Washington 1989

Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion

Le Congrès,

considérant

les dispositions de l'article 36 de la Convention (notamment le paragraphe 4, lettre d)), relatives à l'interdiction du transport des matières dangereuses,

ayant pris connaissance

des travaux du Comité de contact IATA/UPU concernant le transport par la poste aérienne des marchandises dangereuses, travaux qui ont à nouveau souligné la gravité des risques que présente ce transport,

prenant acte

des mesures préconisées par ledit Comité de contact et entérinées par le Conseil exécutif en vue d'exclure l'insertion de marchandises dangereuses des envois postaux par une action éducative et de sensibilisation plus poussée à l'intention des agents et des usagers de la poste, notamment par l'organisation d'expositions, la diffusion de films et la production d'affiches portant sur les marchandises dangereuses,

conscient

des efforts qui restent à accomplir par les Administrations postales dans l'action de lutte contre le transport des marchandises dangereuses,

prie instamment

les Administrations postales:

- de renforcer les dispositifs tendant à prévenir l'insertion des objets dangereux dans les envois postaux et, le cas échéant, à détecter au dépôt les envois contenant de tels objets;
- d'élaborer à cet effet des mesures éducatives adaptées à la situation locale, à l'intention des usagers et des agents postaux;
- de veiller à une large diffusion de ces mesures et à une formation appropriée du personnel, en utilisant les moyens techniques modernes les plus efficaces (audiovisuels ou autres),

charge

le Conseil exécutif de continuer à suivre de près cette question pendant la période quinquennale 1990-1994.

(Proposition 4000.3, Commission 6, 2e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 73/Washington 1989

Taux de base du transport aérien du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du rapport du Conseil exécutif sur les travaux effectués, en collaboration avec l'IATA, au sujet du taux de base de transport aérien du courrier,

constatant

qu'il ressort de ces travaux et de ceux menés au cours des années précédentes qu'il n'a pas été possible de proposer un système rationnel pour la fixation du taux de base de transport aéropostal,

considérant

cependant la nécessité de maintenir dans les Actes de l'Union, pour les règlements de comptes entre Administrations, un taux de base qui tient compte des données économiques actualisées relatives au marché des transports aériens,

prenant note

de l'offre de l'OACI d'aider à l'élaboration d'un concept de coûts de la poste aérienne,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de rassembler, à la veille de chaque Congrès, les informations financières les plus significatives obtenues de l'IATA et de l'OACI lui permettant de proposer, en cas de besoin, une actualisation (suivant une méthode qu'il aura mise au point) du taux de base du transport aérien du courrier;
- 2° de présenter, en tout cas, un rapport sur ses travaux ainsi que, le cas échéant, les propositions visant à modifier les Actes de l'Union.

(Proposition 4000.4/Rev 1, Commission 6, 3e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

2.4.5 Service EMS

Résolution C 25/Washington 1989

Service EMS

Le Congrès,

notant avec satisfaction

- 1° le développement important du service EMS depuis le Congrès de Hamburg, tant du point de vue du trafic expédié que du nombre d'Administrations postales assurant le service;
- 2° les travaux accomplis par le Conseil exécutif et le CCEP à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Hamburg concernant ce service;
- 3° la souplesse et l'efficacité dont le Conseil exécutif et le CCEP ont fait preuve dans l'exécution de cette tâche,

conscient

- 1° du défi que représente, pour les Administrations, la concurrence des compagnies de coursiers privés sur le marché du transport des envois urgents;

- 2° de la nécessité, pour faire face à cette concurrence, de continuer, d'extrême urgence, à élargir et à harmoniser le réseau EMS mondial, tout en s'assurant que le service offert par les Administrations soit de la meilleure qualité possible,

prend acte

- 1° de l'Accord-cadre EMS ci-annexé adopté par la résolution 2/1987 du Conseil exécutif;
2° des recommandations ci-annexées résultant des études techniques du CCEP qui contiennent les dispositions transitoires régissant le fonctionnement du service EMS,

charge

le CE et le CCEP de poursuivre leurs efforts en vue du développement rapide du service EMS,

donne compétence

- 1° au CE de concevoir et de modifier, en tenant compte des propositions du CCEP, la réglementation EMS contenue dans l'Accord-cadre EMS et son Règlement d'exécution;
2° au CCEP d'émettre des recommandations de caractère technique concernant le fonctionnement du service EMS ou de modifier les recommandations existantes.

(Propositions 2000.15, 2000.15/Corr 1, Commission 4, 4e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Accord-cadre concernant les envois EMS

Article premier

Définition

Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.

Article 2

Service international EMS au sens du présent accord

Les Administrations contractantes peuvent exploiter les types suivants de service EMS:

- envois programmés;
- envois sur demande.

Article 3

Envois programmés

Les envois programmés sont acceptés sur la base d'un arrangement contractuel entre l'Administration de dépôt et l'expéditeur. Cet accord fixe l'horaire de dépôt et de transport des objets EMS ainsi que leur périodicité.

Article 4

Envois sur demande

Les envois sur demande sont acceptés sans arrangement contractuel et sans périodicité prévue d'avance.

Article 5

Marchandises

Sauf avis contraire, les envois EMS peuvent contenir des marchandises.

Article 6

Dédouanement

Chaque Administration prend toutes les mesures nécessaires pour dédouaner les envois EMS dans le délai le plus court.

Article 7

Limites de poids et de dimensions

Les envois EMS sont admis jusqu'au poids maximal de 20 kg. Ils ne doivent pas dépasser 1,50 m pour l'une quelconque des dimensions ni 3 m pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur. Les Administrations peuvent fixer d'autres limites de poids et de dimensions.

Article 8

Taxes

Les taxes sont fixées et conservées par l'Administration de dépôt des envois EMS.

Article 9

Objets interdits

Les interdictions prévues dans la Convention de l'UPU sont applicables aux envois EMS, ainsi que les restrictions d'importation et de transit figurant dans la Liste des objets interdits publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle. Les objets précieux définis dans la Convention postale universelle ne sont pas admis.

Article 10

Acheminement

Les envois EMS sont transmis par les moyens de transport préétablis les plus rapides dès leur dépôt (éventuellement dès la prise en charge chez l'expéditeur) jusqu'à la livraison. Les Administrations se consultent à ce sujet.

Article 11

Compensation lors du déséquilibre des échanges

Les frais terminaux définis dans la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux envois EMS. Chaque Administration fixe, en cas de déséquilibre des échanges, un taux de compensation unitaire par envoi correspondant aux coûts. Les Administrations fixent dans leurs relations réciproques le nombre d'envois en excédent à partir duquel le taux de compensation unitaire est perçu.

Article 12

Responsabilité

Lors de l'introduction du service, les Administrations s'entendent au sujet de la responsabilité.

*Article 13**Envois non distribuables*

Un envoi refusé par le destinataire ou un envoi non distribuable doit être renvoyé, sans frais supplémentaires, à l'expéditeur par le service EMS.

*Article 14**Réacheminement des envois ou des sacs reçus en fausse direction*

Tout envoi ou tout sac EMS reçu en fausse direction doit être réacheminé vers sa véritable destination par les moyens les plus directs utilisés pour le service EMS par l'Administration l'ayant reçu.

*Article 15**Enquête*

Chaque Administration répond dans le délai le plus bref aux demandes de renseignements se rapportant aux envois EMS. La réponse doit normalement être transmise par le même moyen que celui utilisé pour la demande de renseignement correspondante (c'est-à-dire par télex, par téléphone, par EMS, par courrier électronique, etc.).

*Article 16**Suspension temporaire du service*

Si des circonstances extraordinaires le justifient, une Administration peut suspendre temporairement le service. Les autres Administrations doivent être informées immédiatement de cette suspension et de la reprise du service, au besoin par télégramme, télex, courrier électronique ou téléphone.

*Article 17**Application de la Convention postale universelle*

La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution sont applicables par analogie dans tous les cas non expressément prévus par cet accord et son règlement-cadre.

Règlement-cadre concernant les envois EMS*Article 101**Communications et renseignements à transmettre au Bureau international*

Les Administrations doivent communiquer au Bureau international:

- a) la dénomination du service dans leur pays;
- b) les types de service disponibles;
- c) si les marchandises sont acceptées;
- d) les limites maximales de poids et de dimensions;
- e) les taxes fixées;
- f) les pays avec lesquels elles échangent des envois EMS;
- g) les localités de leur pays où le service est assuré;
- h) les bureaux d'échange où les dépêches peuvent être expédiées et le territoire desservi par ces bureaux;

- i) les heures limites de réception d'un envoi à leurs bureaux d'échange pour qu'il soit distribué:
 - le jour même;
 - le lendemain;
 - le surlendemain;
- j) le temps nécessaire pour le dédouanement des objets:
 - soumis à des droits de douane;
 - non passibles de droits de douane;
- k) l'acceptation d'avis de réception ou d'un service équivalent;
- l) le montant demandé par envoi supplémentaire en cas de déséquilibre des échanges.

Article 102

Introduction du service des envois programmés

1. Avant la conclusion de tout contrat, l'Administration de destination est consultée sur ses possibilités d'assurer le service. L'Administration d'origine lui procure les informations suivantes au moins dix jours avant l'entrée en vigueur du service:

- a) les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire;
- b) les jours d'expédition et les conditions d'acheminement des envois;
- c) la date retenue pour l'expédition du premier envoi.

2. Toute modification intervenant dans le fonctionnement d'un échange ou sa cessation doit être communiquée aux Administrations intéressées.

Article 103

Etiquettes-adresse spéciales

Il est recommandé d'imprimer sur l'étiquette le logotype et l'identification unique de 13 caractères adoptés par le CCEP et d'y prévoir au moins, dans toute la mesure possible, les cases suivantes:

<i>Case¹</i>	<i>Description</i>
1	Logotype, nom de l'Administration d'origine et nom national du service
2	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères, sous forme de code à barres
3	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères en caractères d'imprimerie
4	Date du dépôt
5	Heure du dépôt
8	Nom et adresse de l'expéditeur
9	Code postal de l'expéditeur
12	Nom et adresse du destinataire
14	Code postal du destinataire
20	Taxe d'expédition
21	Description du contenu
22	Cadeau
23	Echantillon de marchandise
24	Valeur du contenu
25	Poids en kg
27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
28	Signature
29	Date de la remise
30	Heure de la remise

¹ Les numéros des cases correspondent à ceux figurant dans la recommandation 3 ci-après.

*Article 104**Conditions générales d'expédition*

1. Les envois sont inclus dans des sacs EMS de couleur bleu et orange.
2. Chaque sac porte une étiquette bleu et orange qui indique clairement le bureau d'échange de destination.
3. Un document spécial ou une formule C 12 complétée par la mention EMS accompagne chaque dépêche.
4. Chaque envoi ou sac direct EMS est inscrit séparément sur la formule.

*Article 105**Bordereau de livraison*

1. Un bordereau de livraison AV 7 ou C 18, selon qu'il s'agit de la voie aérienne ou de la voie de surface, accompagne chaque dépêche.
2. Le bordereau de livraison AV 7 ou C 18 doit signaler de manière claire que la dépêche contient des envois EMS.

*Article 106**Vérification des dépêches*

A la réception d'une dépêche du service EMS, l'Administration de destination vérifie si la dépêche est conforme aux indications du bordereau de livraison AV 7 ou C 18.

*Article 107**Notification des irrégularités*

Tout sac ou envoi manquant reçu en fausse direction ou endommagé doit être signalé sans délai à l'Administration d'origine par télex, téléphone, courrier électronique ou télégramme. L'irrégularité est confirmée par écrit.

*Article 108**Renvoi des envois*

Chaque Administration qui renvoie un envoi doit indiquer la raison de la non-livraison sur l'envoi par une inscription manuscrite, une empreinte de timbre ou une étiquette.

*Article 109**Mise en compte et règlement des comptes*

La procédure de mise en compte et de règlement des comptes pour le paiement d'une rémunération en cas de déséquilibre des échanges est la suivante:

- a) chaque Administration établit, selon une périodicité prévue d'avance, une récapitulation des envois reçus;
- b) l'Administration de destination informe l'Administration expéditrice du nombre des envois reçus. Les différences sont liquidées par voie de correspondance;

- c) le décompte se fait annuellement. La période annuelle commence à la date convenue d'un commun accord;
- d) l'Administration créancière établit un compte détaillé, qui indique:
 - le nombre total des envois reçus;
 - le nombre total des envois expédiés;
 - le déséquilibre;
 - la taxe due par envoi;
 - le montant total dû au titre de la compensation;
- e) les comptes doivent être établis dans les six mois qui suivent le dernier jour de la période considérée.

Recommandations concernant le service EMS

<i>Recommandation</i>	<i>Sujet</i>
1	Logotype EMS
2	Identification unique des envois
3	Etiquetage
4	Systèmes de suivi et de localisation informatisés
5	Notification des dépêches
6	Contrôle du traitement par les compagnies aériennes
7	Dédouanement
8	Distribution des envois
9	Mesure de l'exécution du service
10	Centres opérationnels
11	Responsabilité
12	Compensation des déséquilibres des échanges
13	Normes de service à la clientèle
14	Information sur la clientèle

Recommandation 1

Logotype EMS

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'utiliser les spécifications techniques du logotype EMS figurant dans le Manuel EMS aux fins de commercialisation et d'exploitation de leur service EMS, y compris la mise au point éventuelle d'un système d'emballage uniformisé pour les envois EMS;
- 2° de prendre les mesures nécessaires afin de protéger, au niveau national, le nom et le logotype EMS.

Recommandation 2

Identification unique des envois

Il est recommandé aux Administrations postales d'utiliser la spécification ci-après pour l'identification unique des envois EMS et des sacs, des conteneurs ou des récipients contenant des envois EMS.

Spécification concernant l'identification des envois EMS

Nombre de caractères: 13

Disposition à partir de la gauche:

- positions 1 et 2: soit les caractères «EE» pour indiquer un envoi EMS, soit les caractères «ES» pour indiquer un sac/conteneur/réipient EMS;
- positions 3 à 10 y comprise: numéros d'ordre;
- position 11: chiffre de contrôle généré par ordinateur, conforme au «mod 11» ou, si un tel caractère n'est pas désiré, le caractère alphabétique «X» sans signification;
- positions 12 et 13: code ISO Alpha-2 pour désigner l'Administration d'origine (voir annexe 2).

Exemple:

	E	E	4	7	3	1	2	4	8	2	9	G	B
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Envoi EMS													
Numéro													
Chiffre de contrôle													
«Grande-Bretagne»													

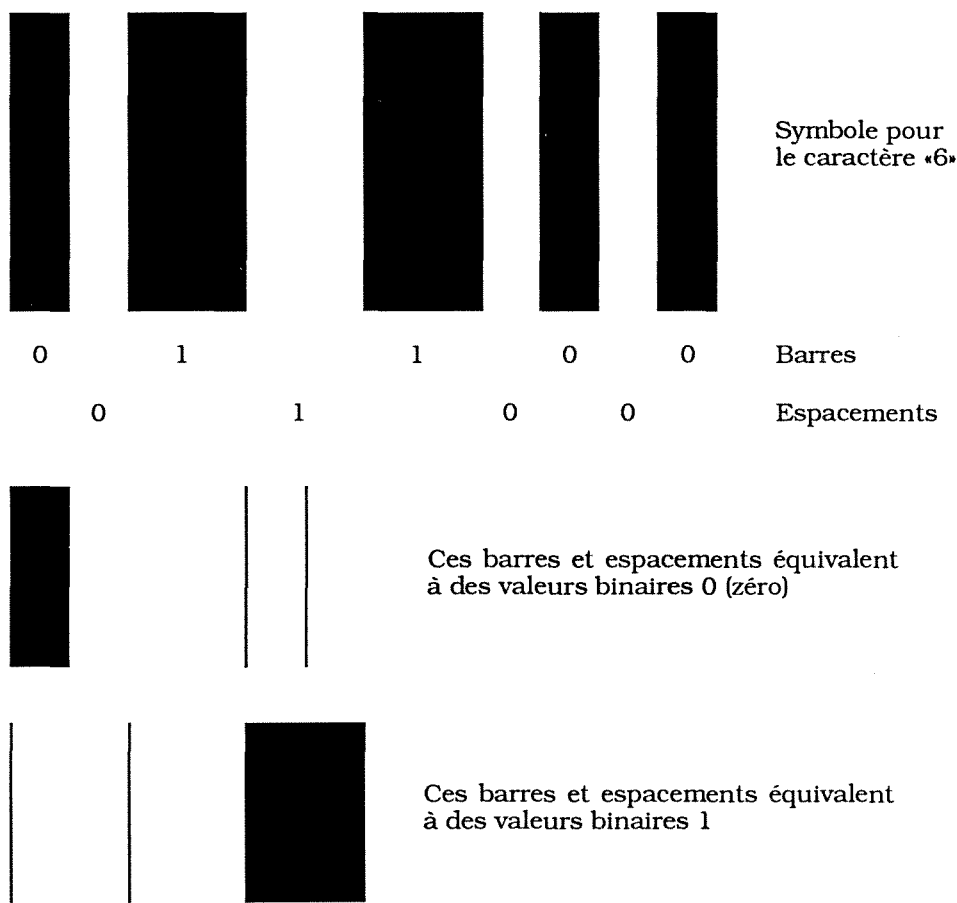
Lorsqu'il est utilisé un code à barres pour représenter un moyen d'identification unique d'un envoi ou d'un sac international, ce code doit être le code 39, d'une densité de 5,4 caractères/pouce, auquel est incorporé, dans la position 11 (à partir de la gauche), un chiffre de contrôle généré par ordinateur et conforme au «mod 11». Si ce caractère n'est pas incorporé, il doit être prévu, dans le code à barres, l'inclusion du caractère alphabétique «X» sans signification à cette position. Les lettres et les chiffres du code d'identification à 13 caractères doivent également être imprimés sous la forme habituelle près du code à barres.

Annexe 1 à la recommandation 2

Caractéristiques du code 39

- 1. Dans le code 39, les barres et les espacements sont codés binairement en largeur: les barres/espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro) et les barres/espacements larges sont interprétés comme une valeur binaire 1.
- 2. Chaque caractère se compose de neuf éléments: cinq barres et quatre espacements. Trois de ces éléments sont larges et six sont étroits, d'où le nom de code 39 (3 de 9). La figure ci-dessous illustre la structure des caractères.
- 3. L'algorithme primaire est binaire; il s'applique à la fois aux barres et aux espacements du code. Les barres ou espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro), les barres ou espacements larges comme une valeur binaire 1.

Code à barres 39



Formule et module international 11

La formule est la suivante:

- 1° appliquer les facteurs de pondération aux nombres de base en utilisant les chiffres suivants: 86423597;
- 2° calculer la somme de ces nombres;
- 3° diviser cette somme par 11 (onze);
- 4° si le reste est égal à 0 (zéro), utiliser 5 (cinq) comme chiffre de contrôle. Si le reste est 1 (un), utiliser 0 (zéro) comme chiffre de contrôle;
- 5° le cas échéant, soustraire le reste de 11. Le chiffre obtenu correspond au chiffre de contrôle.

Exemple:

Nombres	4	7	3	1	2	4	8	2
Facteurs de pondération	× 8	× 6	× 4	× 2	× 3	× 5	× 9	× 7
	32	+ 42	+ 12	+ 2	+ 6	+ 20	+ 72	+ 14 = 200

200 : 11 = 18 Reste 2
11 - 2 = 9 Chiffre de contrôle

Numéro d'autocontrôle complet: 473124829

Annexe 2 à la recommandation 2

Code ISO Alpha-2 des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Afghanistan	AF	Bahamas	BS
Albanie	AL	Bahrain	BH
Algérie	DZ	Bangladesh	BD
Allemagne, Rép. féd. d'	DE	Barbade	BB
Amérique (Etats-Unis)	US	Belgique	BE
– Guam	GU	Belize	BZ
– Porto-Rico	PR	Bénin	BJ
– Samoa	AS	Bhoutan	BT
– Iles Vierges	VI	Biélorussie	BY
des Etats-Unis d'Amérique		Bolivie	BO
– Iles du Pacifique	PC	Botswana	BW
(Marshall, Carolines, Mariannes)		Brésil	BR
Andorre ¹	AD	Brunei Darussalam	BN
Angola	AO	Bulgarie (Rép. pop.)	BG
Arabie saoudite	SA	Burkina Faso	BF
Argentine	AR	Burundi	BI
Australie	AU	Cameroun	CM
– Christmas (île)	CX	Canada	CA
– Cocos (Keeling) (îles)	CC	Cap-Vert	CV
– Norfolk (île)	NF	Centrafrique	CF
Autriche	AT	Chili	CL
		Chine (Rép. pop.)	CN

¹ Les vallées d'Andorre, desservies par les Administrations française et espagnole, sont également considérées comme appartenant à l'Union.

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Chypre	CY	Grande-Bretagne:	
Colombie	CO	– Royaume-Uni de	GB
Comores	KM	Grande-Bretagne et	
Congo (Rép. pop.)	CG	d'Irlande du Nord	
Corée (Rép.)	KR	– Guernesey	GB
Costa-Rica	CR	– Ile de Man	GB
Côte d'Ivoire (Rép.)	CI	– Jersey	GB
Cuba	CU	Territoires d'outre-mer	
Danemark	DK	dont les relations	
– Iles Féroé	FO	internationales sont	
– Groenland	GL	assurées par le	
Djibouti	DJ	Gouvernement du	
Dominicaine (Rép.)	DO	Royaume-Uni de Grande-	
Dominique	DM	Bretagne et d'Irlande	
Egypte	EG	du Nord:	
El Salvador	SV	– Anguilla	–
Emirats arabes unis	AE	– Ascension	SH
Equateur	EC	– Bermudes	BM
Espagne	ES	– Cayman (îles)	KY
Ethiopie	ET	– Falkland (Malvinas)	FK
Fidji	FJ	(îles) et dépendances	
Finlande (y compris les îles Åland)	FI	(Géorgie du Sud	
France	FR	et Sandwich du Sud)	
– Départements français		– Gibraltar	GI
d'outre-mer:		– Hong-Kong	HK
– Guadeloupe (y compris	GP	– Montserrat	MS
Saint-Barthélemy		– Pitcairn (îles) (Pitcairn,	PN
et Saint-Martin)		Henderson, Ducie	
– Guyane française	GF	et Oeno)	
– Martinique	MQ	– Sainte-Hélène	SH
– Réunion	RE	– Territoires	AQ
– Collectivité territoriale	PM	britanniques de	
de Saint-Pierre et Miquelon		l'Antarctique (y compris	
– Collectivité territoriale	–	la Terre de Graham, les	
de Mayotte		Shetlands du Sud et les	
– Territoires français		Orcades du Sud)	
d'outre-mer:		– Tristan da Cunha	SH
– Nouvelle-Calédonie	NC	– Turques et Caïques	TC
– Polynésie française	PF	– Vierges (îles)	VG
(y compris l'îlot		Grèce	GR
de Clipperton)		Grenade	GD
– Wallis et Futuna	WF	Guatémala	GT
– Terres australes	TF	Guinée	GN
et antarctiques françaises		Guinée-Bissau	GW
– Iles éparses	RE	Guinée équatoriale	GQ
(Bassas da India,		Guyane	GY
Europa, Juan de Nova,		Haïti	HT
Glorieuses, Tromelin)		Honduras (Rép.)	HN
Gabon	GA	Hongrie (Rép.)	HU
Gambie	GM	Inde	IN
Ghana	GH	Indonésie	ID

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Iran (Rép. islamique)	IR	Ouganda	UG
Iraq	IQ	Pakistan	PK
Irlande	IE	Panama (Rép.)	PA
Islande	IS	Papouasie – Nouvelle-Guinée	PG
Israël	IL	Paraguay	PY
Italie	IT	Pays-Bas	NL
Jamahiriya libyenne	LY	– Antilles néerlandaises	AN
Jamaïque	JM	– Aruba	AW
Japon	JP	Pérou	PE
Jordanie	JO	Philippines	PH
Kampuchea dém.	KH	Pologne (Rép. pop.)	PL
Kenya	KE	Portugal ²	PT
Kiribati	KI	– Macao	MO
Kuwait	KW	Qatar	QA
Lao (Rép. dém. pop.)	LA	Rép. dém. allemande	DD
Lesotho	LS	Rép. pop. dém. de Corée	KP
Liban	LB	Roumanie (Rép. soc.)	RO
Libéria	LR	Rwanda	RW
Liechtenstein	LI	Saint-Christophe-et-Nevis	KN
Luxembourg	LU	Sainte-Lucie	LC
Madagascar	MG	Saint-Marin	SM
Malaisie	MY	Saint-Vincent-et-Grenadines	VC
Malawi	MW	Salomon (îles)	SB
Maldives	MV	Samoa occidentale	WS
Mali	ML	Sao Tomé-et-Principe	ST
Malte	MT	Sénégal	SN
Maroc	MA	Seychelles	SC
Maurice	MU	Sierra Leone	SL
Mauritanie	MR	Singapour	SG
Mexique	MX	Somalie	SO
Monaco	MC	Soudan	SD
Mongolie (Rép. pop.)	MN	Sri Lanka	LK
Mozambique	MZ	Suède	SE
Myanmar	MM ¹	Suisse	CH
Nauru	NR	Suriname	SR
Népal	NP	Swaziland	SZ
Nicaragua	NI	Syrienne (Rép. arabe)	SY
Niger	NE	Tanzanie (Rép. unie)	TZ
Nigéria	NG	Tchad	TD
Norvège	NO	Tchécoslovaquie	CS
Nouvelle-Zélande	NZ	Thaïlande	TH
(y compris la dépendance de Ross)		Togo	TG
– Iles Cook	CK	Tonga	TO
– Niue (île)	NU	Trinité-et-Tobago	TT
– Tokelau (île)	TK	Tunisie	TN
Oman	OM	Turquie	TR
		Tuvalu	TV

¹ Le code pour Myanniar (anciennement Birmanie) est attribué provisoirement.

² Y compris Madère et les Açores.

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Ukraine	UA	Pays indépendant dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée:	
Union des républiques socialistes soviétiques	SU	Antigua-et-Barbuda	AG
Uruguay	UY		
Vanuatu	VU		
Vatican	VA	Pays relevant directement de la responsabilité de l'ONU:	
Vénézuéla	VE	Namibie	NA
Viet Nam	VN		
Yémen (Rép. arabe)	YE	Territoire étant dans une situation particulière:	
Yémen (Rép. dém. pop.)	YD	Timor oriental	TP
Yougoslavie	YU		
Zaïre	ZR		
Zambie	ZM		
Zimbabwe	ZW		

Recommandation 3

Étiquetage

En plus de ce qui est fixé à l'article 103 du Règlement-cadre EMS, il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de numéroté chaque case utilisée pour les étiquettes EMS selon le système indiqué ci-après;
- 2° de prendre note de l'emplacement des cases numérotées figurant sur la formule E 1 ci-annexée;
- 3° d'utiliser les étiquettes EMS «manifold» de façon à disposer de copies suffisantes pour satisfaire aux besoins de dédouanement, de suivi et de localisation et de confirmation et de preuve de la distribution.

Système de numérotation des cases pour les étiquettes EMS

Numéro	Désignation
1	<ul style="list-style-type: none"> – Logotype EMS – Nom de l'Administration d'origine – Nom du service EMS national (au choix)
2	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères, sous forme de code à barres
3	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères en caractères d'imprimerie
4	Date du dépôt
5	Heure du dépôt
6	Numéro de compte de l'expéditeur
7	Numéro de téléphone de l'expéditeur
8	Nom et adresse de l'expéditeur
9	Code postal de l'expéditeur

<i>Numéro</i>	<i>Désignation</i>
10	Numéro de compte du destinataire
11	Numéro de téléphone du destinataire
12	Nom et adresse du destinataire
13	Point d'échange (à utiliser seulement lorsqu'une Administration établit une distinction entre un numéro de compte et le numéro servant à identifier une liaison donnée)
14	Code postal du destinataire
15	Nombre de pièces dans l'envoi
16	Numéro de cette pièce
17	Genre de produit
18	Mode de paiement
19	Droits d'assurance
20	Taxe d'expédition
21	Description du contenu (l'utilisation du numéro de la douane est fortement recommandée)
22	Cadeau (ou)
23	Echantillon de marchandise
24	Valeur du contenu
25	Poids en kg. Chiffre arrondi au demi-kilogramme (par exemple 3,2 kg se lirait 3,5 kg)
26	Directives spéciales
27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
28	Signature
29	Date de la remise
30	Heure de la remise
31	Nom du bureau d'origine
32	Distribué ou tentative de remise
33	Numéro du permis (port payé d'avance en espèces)
34	Numéro de série (port payé d'avance en espèces)
35	Droits de ramassage
36	Montant total des taxes
37	Signature de l'agent acceptant l'envoi
38	Numéro du bureau d'origine
39	Signature de l'expéditeur

Toute case additionnelle éventuellement retenue par le CCEP devra être numérotée suivant la séquence adoptée (c'est-à-dire 40, 41, etc.). Le numéro correspondant à une case ayant été éliminé deviendrait caduque et les autres conserveraient leur numéro.

Recommandation 4

Systèmes de suivi et de localisation informatisés

Il est recommandé aux Administrations de mettre en place, au niveau local, un système de suivi et de localisation EMS informatisé et de relier celui-ci au système de suivi et de localisation international (boîte aux lettres électronique) en tenant compte des spécifications ci-après.

Spécifications des systèmes de suivi et de localisation EMS

A. Objectifs

Par le biais de l'enregistrement des informations précises sur les événements survenus dans la transmission des envois EMS dès le dépôt jusqu'à la distribution, les systèmes de suivi et de localisation informatisés ont pour objectifs:

- 1° de permettre aux Administrations de répondre aux demandes d'information et aux réclamations concernant les envois EMS individuels formulées par les clients;
- 2° de signaler aux autres Administrations reliées les incidents pouvant porter sur les flux de trafic, par exemple grèves, fermeture d'aéroport pour cause d'intempéries, etc.;
- 3° de fournir, à des fins d'exploitation et de commercialisation du service EMS, des statistiques concernant la mesure de l'exécution du service ainsi que la composition du trafic et de la clientèle.

B. Caractéristiques générales

- 1. Les Administrations disposant de systèmes de suivi et de localisation EMS informatisés reliés à la boîte aux lettres électronique ne peuvent effectuer des recherches que pour les envois déposés ou distribués sur leur territoire.
- 2. La confidentialité des informations figurant dans ces systèmes est assurée par des mots de passe.
- 3. Ces systèmes doivent fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

C. Format pour l'échange des données entre les Administrations reliées à la boîte aux lettres électronique

Ce format et la syntaxe des messages sont basés sur la norme EDIFACT (Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport) de l'ISO. Chaque message est constitué de segments qui contiennent des informations concernant les événements à transmettre. A l'intérieur d'un segment (descripteur d'un événement), trois parties différentes sont à distinguer:

- 1. Identification du type d'événement selon la liste ci-après an3
 - 2. Données obligatoires pour l'identification de l'événement:
 - a) code d'identification de l'envoi, y compris le nom du pays an13
 - b) pays de destination a2
 - c) date et heure de l'événement (YYMMDDHHMM) n10
 - 3. Données facultatives
- Pour chaque type d'événement, des informations supplémentaires, comme spécifiées dans la liste ci-après, peuvent être transmises.

Note: a = alpha; an = alphanumérique; n = numérique.

Type d'événement	Description de l'événement	Rubrique narrative	Format ¹
EMA	Dépôt/ramassage	Identité du bureau d'échange Numéro de compte du client Code postal de l'expéditeur Lieu d'origine (expéditeur) Code postal du destinataire Lieu de destination	an..9 an..17 an..9 a..6 an..9 a..6
EMB	Arrivée au bureau d'échange de départ	Identité du bureau d'échange	a6
EMC	Départ du bureau d'échange de départ	Identité du bureau d'échange Numéro de la dépêche Adresse du destinataire de la dépêche ² Numéro du vol ³ Date du départ/premier vol	an..6 an..4 an..6 an..6 n6
EMJ	Arrivée au bureau d'échange de transit	Identité du bureau d'échange de transit Identité du bureau d'échange d'origine Numéro de la dépêche	an..6 an..6 an..4
EMK	Départ du bureau d'échange de transit	Identité du bureau d'échange de transit Numéro de la dépêche attribuée par le bureau d'échange de transit Adresse du destinataire de la dépêche ² Numéro du vol ³ Date du départ/premier vol	an..6 an..4 an..6 an..6 n6
EMD	Arrivée au bureau d'échange d'arrivée	Identité du bureau d'échange d'arrivée Identité du bureau d'échange d'origine ou de transit Numéro de la dépêche	an..6 an..6 an..4
EME	Remise à la douane	Identité du bureau d'échange Code de rétention lorsque la douane retient l'envoi ⁴	an..6 n2
EMF	Départ du bureau d'échange d'arrivée	Identité du bureau d'échange Passible de droits de douane/ non passible de droits de douane (D ou N)	an..6 a1
EMG	Arrivée au bureau distributeur	Identité du bureau distributeur	an..9
EMH	Vaine tentative de distribution	Identité du bureau distributeur Code de vaine tentative de distribution ⁵	an..9 an3
EMI	Remise finale	Identité du bureau distributeur Nom du destinataire ayant signé	an..9 a..17
EMX	Information sous une forme libre, alphanumérique		

¹ Le code de ce format est comme suit: a = alpha; an = alphanumérique; n = numérique.

Note: les deux points signifient «jusqu'à»; par exemple an..9 signifie «jusqu'à 9 caractères alphanumériques».

² Bureau d'échange d'arrivée ou de transit.

³ Il s'agit d'un ensemble de données qui peut comprendre jusqu'à six numéros de vols.

⁴ Il peut s'agir d'un ensemble de données (voir annexe 1 à cette recommandation).

⁵ Voir annexe 2 à cette recommandation.

D. Fonctions du système de recherche

Les fonctions du système de recherche sont les suivantes:

- 1° commutation de messages pour les besoins de la gestion (information radiodiffusée ou urgente);
- 2° recherche sur la base de l'identification de l'envoi (pouvant spécifier soit un envoi, soit une liste d'envois classés par numéros d'identification);
- 3° recherches basées sur les caractéristiques de l'envoi ou de l'événement: ces recherches sont basées sur les valeurs désignées par les paramètres suivants:
 - numéro de la dépêche;
 - lieu d'origine;
 - lieu de livraison;
 - date de l'événement;
 - date et heure du message;
 - type de l'événement;
- 4° transmission de données en masse permettant un traitement local de celles-ci.

Annexe 1 à la recommandation 4

Code concernant la rétention des envois EMS par la douane

Code	Raison
19	Objets interdits
20	Objets dont l'importation est soumise à restriction – Licence d'importation nécessaire
50	Facture manquante
51	Facture inappropriée
52	Certificat d'origine manquant
53	Certificat d'origine inapproprié
54	C 2/CP 3 manquant
55	C 2/CP 3 inapproprié
56	Marchandise de haute valeur – Déclaration en douane officielle nécessaire
57	Impossible de contacter le destinataire pour l'information concernant l'importation
58	Présentation du commissionnaire en douane attendue
59	Numéro de TVA ou d'importation nécessaire
60	Certificat des marchandises retournées nécessaire
61	Formule de virement demandée à la banque
62	Expédition incomplète
99	Autre

Annexe 2 à la recommandation 4

Code concernant la non-distribution des envois EMS

1. Mesures prises

Code	Mesure
A	Tentative de livraison effectuée aujourd'hui
B	Tentative de livraison sera effectuée le prochain jour ouvrable
C	Envoi retenu, notification du destinataire en cours
D	Expéditeur a été contacté, on attend la réponse
E	Envoi retourné à l'expéditeur
F	Envoi réexpédié
G	Envoi retenu pour inspection
H	Envoi saisi ou détruit à cause de la nature du contenu

2. Raisons de la non-distribution

Code	Raison
10	Adresse inexacte
11	Destinataire introuvable
12	Destinataire ne se trouve pas à l'adresse indiquée; bureau du destinataire fermé
13	Envoi refusé par le destinataire
14	L'expéditeur a demandé la livraison ultérieure
15	Destinataire en grève
16	Distribution manquée
17	Envoi mal dirigé
18	Avarie – Envoi non distribué
19	Objets interdits – Envoi non distribué
20	Importation soumise à restriction – Envoi non distribué
21	Paieement des taxes
99	Autre

3. Combinaisons possibles¹

Mesure	Raison												
	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	99
A	●	●	●	●	●	●	●		●			●	●
B	●		●		●		●	●					
C	●	●	●			●			●	●	●	●	
D	●	●		●					●	●	●		
E	●	●		●					●		●		
F	●							●					
G									●				
H									●	●			

¹ Exemple: A13 signifie une tentative de livraison effectuée aujourd'hui, mais le destinataire a refusé l'envoi.

Recommandation 5

Notification des dépêches

Il est recommandé aux Administrations postales de notifier à l'Administration de destination l'arrivée des dépêches EMS par liaison informatisée, téléphone, télex, téléfax ou courrier électronique.

Recommandation 6

Contrôle du traitement par les compagnies aériennes

Il est recommandé aux Administrations postales de contrôler la qualité du traitement des envois EMS par les compagnies aériennes et de prendre, le cas échéant, les mesures correctives nécessaires au niveau local.

Recommandation 7

Dédouanement

Les Administrations postales sont encouragées à accélérer le dédouanement des envois EMS par tous les moyens à leur disposition, notamment:

- 1° comités de contact nationaux;
- 2° études approfondies de l'organisation des services sur les aéroports, en liaison avec les services douaniers locaux, les compagnies aériennes et les autorités aéroportuaires;
- 3° transmission préalable, notamment sous forme électronique, des informations nécessaires aux autorités douanières pour réaliser le dédouanement des envois EMS sur manifeste et avant l'arrivée des envois.

Recommandation 8

Distribution des envois

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'effectuer la distribution des envois EMS par un réseau qui permet d'atteindre un niveau de rendement concurrentiel;
- 2° d'assurer la distribution des envois EMS entrants par messenger spécial ou régulier.

Recommandation 9

Mesure de l'exécution du service

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de mettre sur pied un système régulier de mesure de l'exécution du service EMS;
- 2° d'employer, pour ce système, la méthode qui convient le mieux, étant entendu que les Administrations devraient adopter de préférence un système de suivi et de localisation EMS informatisé.

Recommandation 10

Centres opérationnels

Il est recommandé aux Administrations postales de mettre au point un centre opérationnel auquel on peut faire appel, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour résoudre les problèmes, y compris les réclamations, liés au service EMS.

Recommandation 11

Responsabilité

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'assumer la responsabilité et de verser une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois EMS;
- 2° de fixer éventuellement, pour cette indemnité, une limite maximale, à condition que ce montant maximal ne soit pas inférieur à 19,60 DTS pour les envois ne contenant que des documents et à 73,51 DTS pour ceux qui contiennent d'autres objets;
- 3° de rembourser, en outre, la totalité des taxes postales payées, soit lorsqu'une indemnité est due pour perte, spoliation totale ou avarie totale, soit en cas de retard de distribution, le paiement de l'indemnité et le remboursement des taxes postales devant être promptement effectués par l'Administration d'origine après reconnaissance des irrégularités;
- 4° d'admettre que l'Administration responsable prend à sa charge l'indemnité à verser et les taxes postales à rembourser à l'expéditeur;
- 5° de déterminer les irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification spécial, conforme au modèle E 2 ci-annexé, et de donner suite aux réclamations selon les dispositions de l'article 15 de l'Accord-cadre;
- 6° de déterminer la responsabilité entre Administrations, le cas échéant par analogie avec les dispositions de la Convention ou de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Recommandation 12

Compensation des déséquilibres des échanges

En plus de ce qui est fixé dans l'article 11 de l'Accord-cadre EMS, il est recommandé aux Administrations postales de prévoir une compensation lorsque le déséquilibre annuel des échanges est de 100 envois ou plus.

Recommandation 13

Normes de service à la clientèle

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de prendre les mesures suivantes représentant les éléments de service à la clientèle EMS considérés comme souhaitables pour adoption à court terme:

Information

- a) émettre un guide de service EMS;
- b) diffuser du matériel de promotion, tel que publipostage, dépliants et brochures;
- c) publier des numéros de téléphone comme points de contact pour la vente et l'information;

Accessibilité

- d) rendre les bureaux de poste acceptant l'EMS reconnaissables de l'extérieur;
- e) installer des guichets spéciaux EMS;
- f) offrir la prise en charge des envois dans les locaux des clients;
- g) mettre à disposition gratuitement du matériel d'expédition, tel qu'étiquettes et documents douaniers, à la demande du client;

Fiabilité

- h) développer un système rapide et fiable pour le traitement des réclamations et des plaintes;
- i) établir des normes de distribution garanties avec remboursement pour les envois retardés;
- j) confirmer la distribution sur demande;
- k) offrir sur demande une preuve de distribution (signature du destinataire);
- l) publier les modalités et conditions explicites en ce qui concerne le transport et la responsabilité;
- m) introduire un système de suivi et de localisation manuel;

Attitude envers les clients

- n) promouvoir des attitudes positives envers le service EMS parmi les guichetiers, les facteurs et les dirigeants;

- 2° de prendre, dans la mesure du possible, les mesures suivantes représentant les éléments de service EMS additionnels pour adoption à moyen terme:

Information

- o) utiliser des représentants commerciaux comme points de contact pour la vente et l'information;

Accessibilité

- p) tout en tenant compte des éléments de sécurité, aménager des guichets spéciaux EMS dans les aéroports pour le dépôt des envois EMS à la dernière minute;

Fiabilité

- q) introduire un système de suivi et de localisation informatisé;

- 3° de prendre note des mesures additionnelles possibles suivantes en vue d'examiner si ces éléments sont souhaitables et réalisables pour adoption dans leur service EMS national:

- r) offrir des tarifs spéciaux d'introduction;
- s) offrir la prise en charge dans les locaux de tous les clients;
- t) placer des boîtes aux lettres EMS spéciales sur la rue ou dans les immeubles des quartiers d'affaires;
- u) procéder au conditionnement du courrier EMS prêt à l'expédition à la demande du client, soit gratuitement, soit contre paiement;
- v) mettre en compte par facture, compte mensuel ou facture détaillée;
- w) offrir un service spécial au client pour les cas difficiles, tels que la distribution sur demande en dehors de la zone de desserte, admission de dimensions et poids hors norme et arrangements de prise en charge;

- 4° d'apporter une attention particulière aux éléments du service à la clientèle offert par les concurrents.



Recommandation 14*Information sur la clientèle*

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de créer et de tenir à jour, dans leur collecte d'informations nécessaires pour l'analyse de la concurrence et la planification des stratégies commerciales, des fichiers sur les clients EMS existants, tant les déposants que les destinataires, et les groupes cibles potentiels;
- 2° de classer les informations par type d'activité et par volume de trafic;
- 3° de mettre sur demande les renseignements pertinents à la disposition des Administrations cherchant à localiser la clientèle potentielle.

ÉTIQUETTE EMS

E 1

		1 Nom de l'Administration d'origine Nom national du service		2 	
31 Bureau d'origine		4 Date du dépôt Année Mois Jour		5 Heure du dépôt Heures Minutes	
6 N° du compte		7 N° de téléphone		10 N° du compte	
8 Nom et adresse de l'expéditeur				11 N° de téléphone	
		9 Code postal		13 Point d'échange	
				14 Code postal	
38 N° du bureau d'origine		39 Signature de l'expéditeur		33 N° du permis	
				34 N° de série	
15 Nombre de pièces		16 N° de cette pièce		20 Taxe d'expédition	
		17 Genre de produit		19 Droits d'assurance	
		18 Mode de paiement 1 2 3		35 Droits de ramassage	
				36 Montant total des taxes	
Déclaration en douane				27 Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi	
21 Description du contenu					
				28 Signature	
22 Cadeau		23 Echantillon de marchandise		24 Valeur	
				25 Poids en kg	
32 Distribué		37 Signature de l'agent acceptant l'envoi		26 Directives spéciales	
				29 Date de la remise Année Mois Jour	
				30 Heure de la remise Heures Minutes	

ÉTIQUETTE EMS

E 1 (variante)



1	Nom de l'Administration d'origine Nom national du service
---	--

4	Date du dépôt
---	---------------

5	Heure du dépôt
---	----------------

20	Taxe d'expédition
----	-------------------

Année

Mois

Jour

Heures

Minutes

Expéditeur

8 Nom et adresse de l'expéditeur

Destinataire

12	Nom et adresse du destinataire
----	--------------------------------

9 Code postal de l'expéditeur

14 Code postal du destinataire

Déclaration en douane

21	Description du contenu
----	------------------------

27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
----	--

28 Signature

22

23

24	Valeur
----	--------

25	Poids en kg
----	-------------

29 Date de la remise

30	Heure de la remise
----	--------------------

☐ Cadeau☐ Echantillon de
marchandise

Année

Mois

Jour

Heures

Minutes

4. Envois arrivés tardivement

E 2 (verso)

N°		Bureau d'origine	Adresse		Contenu
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire	
Description et cause apparente du retard					

5. Irrégularités

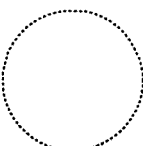
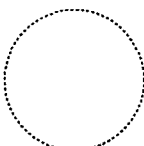
Feuille d'avis EMS manquante, emballage ou système de fermeture insuffisant, etc.

6. Traitement ultérieur de l'envoi EMS

<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination	
Nouveau poids	
<input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné	
<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici	
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi	<input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi
<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi	<input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi

7. Représentant du ou des transporteurs

Nom et titre	Signature

Timbre du bureau ayant établi le bulletin et date Signature de l'agent	Lu et accepté Timbre du bureau de destination du bulletin et date Signature de l'agent
	

2.5 Colis postaux

Décision C 14/Paris 1947

Interprétation de l'expression «bureaux d'échange en contact immédiat»¹

Les bureaux d'échange en contact immédiat sont ceux qui fonctionnent dans le même local. La suppression de ces mots n'aurait d'autre effet que d'entraîner l'établissement de procès-verbaux dans tous les cas.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 676, 1113)

¹ Colis, Règl. (Washington 1989), art. 128, par. 3.

Vœu C 16/Bruxelles 1952

Annulation des droits grevant les colis des prisonniers de guerre par des organismes non postaux¹

Chaque Administration s'engage à faire des démarches auprès des autorités compétentes de son pays pour obtenir l'annulation des droits non postaux dont pourraient être grevés les colis destinés aux prisonniers de guerre et belligérants recueillis ou internés, lorsque leur contenu se compose d'aliments, tabac, médicaments, vêtements, outils de travail faits à la main ou d'un caractère artistique, etc., et d'objets d'un usage personnel, pourvu que, par leur quantité ou leur qualité, ils ne représentent pas une valeur élevée et qu'ils soient évidemment destinés à être consommés ou utilisés par les destinataires eux-mêmes.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 148, 798)

¹ Colis, Arr. (Washington 1989), art. 18.

Vœu C 18/Bruxelles 1952

Réduction du nombre des déclarations en douane^{1 2}

Les Administrations sont invitées à faire des démarches auprès des autorités douanières de leurs pays respectifs, de manière à réduire au strict minimum le nombre des déclarations en douane exigées et à renoncer à prescrire de telles déclarations pour les colis en transit.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 148, 808)

¹ Colis, Règl. (Washington 1989), art. 106, par. 1.

² Voir résolution CE 12/1966.

Décision C 20/Bruxelles 1952

Colis encombrants¹

En ce qui concerne les dimensions maximales des colis encombrants, le Congrès a estimé qu'il était particulièrement difficile, du point de vue pratique, d'introduire dans le Règlement des dispositions suffisamment générales. Il convient donc, dans cette question, de laisser les Administrations intéressées se mettre d'accord entre elles si elles le jugent utile.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 148, 818, 823, 826, 827)

¹ Colis, Arr. (Washington 1989), art. 4.

Recommandation C 51/Tokyo 1969

Exception au principe de la responsabilité¹

Le Congrès,

tenant compte

du fait que certaines Administrations ne sont pas en mesure de donner leur adhésion aux dispositions de l'article 39 de l'Arrangement des colis postaux (Tokyo 1969) en ce qui concerne les colis ordinaires,

considérant

que ces dispositions sont essentielles pour l'utilisateur,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres qui ont fait des réserves à cet égard de réexaminer leur position en vue d'adhérer aux dispositions de l'article 39² si leur législation intérieure ne les en empêche pas.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1436)

¹ Voir recommandation C 70/Lausanne 1974 et décision C 20/Rio de Janeiro 1979.

² Colis, Arr. (Washington 1989), art. 40, Prot., art. XII.

Résolution C 68/Lausanne 1974

Revision de la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

Le Congrès,

se référant

à la résolution C 80, alinéa 2°, lettre b), du Congrès de Tokyo qui charge le Bureau international de reviser, lors de chaque Congrès et selon la procédure prévue dans l'annexe à la résolution précitée, la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit des pays intéressés,

ayant pris note

que par sa résolution CE 8/1972 le Conseil exécutif a autorisé le Bureau international à ne pas procéder à cette revision avant le Congrès de 1974,

partageant

l'avis du Conseil exécutif selon lequel ladite revision ne devrait avoir lieu que lorsqu'elle est demandée par une Administration intéressée (Administration de transit ou toute autre Administration) et seulement pour les pays pour lesquels elle est demandée,

décide

de laisser au Bureau international le soin de procéder à la revision de la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit d'un pays lorsqu'une telle revision est demandée par une Administration, compte tenu des directives suivantes: la revision sera effectuée conformément à la procédure prévue sous chiffres 5 et 6¹ dans l'annexe à la résolution C 80 du Congrès de Tokyo, sous réserve que la période de statistique soit fixée par le Bureau international et notifiée au moins trois mois à l'avance aux Administrations. Si la distance moyenne pondérée révisée n'est pas comprise dans le même échelon de distance (article 47, paragraphe 1, de l'Arrangement)² que ladite distance avant revision, les nouvelles quotes-parts territoriales de transit auxquelles le pays considéré aura droit ne pourront entrer en vigueur que le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet et devront être communiquées aux Administrations au moins deux mois avant ces dates (article 48, paragraphe 2, lettres a) et c), de l'Arrangement)³.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1464)

¹ Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome III: pages 767 et 768.

² Colis, Arr. (Washington 1989), art. 48, par. 1.

³ Colis, Arr. (Washington 1989), art. 47, par. 5.

Recommandation C 70/Lausanne 1974

Exception au principe de la responsabilité¹

Le Congrès,

constatant
que la suite donnée à la recommandation C 51 du Congrès de Tokyo est décevante,

considérant
que les dispositions de l'article 39 de l'Arrangement concernant les colis postaux² sont essentielles pour les usagers,

convaincu
que toutes les Administrations des pays signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux doivent assumer sans réserve la responsabilité prévue à l'article précité,

prie

instamment les Administrations postales des Pays-membres qui ont fait des réserves à l'article 39 de reconsidérer leur position en vue d'appliquer les dispositions de cet article.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1032, 1033, 1462)

¹ Voir décision C 20/Rio de Janeiro 1979.

² Colis, Arr. (Washington 1989), art. 40, Prot., art. XII.

Vœu C 10/Rio de Janeiro 1979

Avis de réception¹

Le Congrès,

constatant
que les Administrations des Pays-membres n'admettent pas toutes l'avis de réception pour les colis ordinaires,

considérant
que ce service est souvent demandé par les expéditeurs pour attester le dépôt ou la réception des envois recommandés et des colis ordinaires ou avec valeur déclarée,

invite

les Administrations postales à généraliser l'usage de l'avis de réception pour tous les envois précités et à exécuter ce service avec toute l'attention que celui-ci exige.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1674, 1769)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 55.

Décision C 20/Rio de Janeiro 1979**Dédommagement (article IX¹ du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux)**

Le Congrès,

constatant

que les Administrations postales de certains Pays-membres se sont réservé la faculté, malgré l'article 39, de ne pas payer d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de colis ordinaires dans leurs services,

vu

qu'il n'est pas expressément stipulé dans l'Arrangement concernant les colis postaux que les Pays-membres appliquant cette faculté ne devraient pas avoir le droit de recevoir une indemnité pour leurs colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans les services des Pays-membres qui acceptent la responsabilité en vertu de l'article 39,

reconnaissant

qu'il devrait y avoir réciprocité en matière de paiement d'indemnité,

décide

que les Pays-membres appliquant la faculté de ne pas verser d'indemnité pour les colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans leurs services n'ont pas le droit de recevoir une indemnité pour leurs colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans les services des Pays-membres qui acceptent la responsabilité énoncée à l'article 39.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1678, 1779)

¹ Colis, Prot. (Washington 1989), art. XIII.

Résolution C 40/Rio de Janeiro 1979**Notification par les Administrations des renseignements à fournir au sujet de l'exécution du service international des colis postaux et applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux**

Le Congrès,

se référant

à l'article 101 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux selon lequel chaque Administration doit notifier aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international certains renseignements essentiels à l'exécution efficace du service international des colis postaux,

considérant

que de nombreuses modifications des renseignements précités, notamment des quotes-parts, interviennent après chaque Congrès lors de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux,

soucieux

de faciliter la tâche des Administrations en assurant la bonne marche du service international des colis postaux dès l'entrée en vigueur d'un nouvel Arrangement,

reconnaissant

que la réalisation de cet objectif dépend de la communication à temps desdits renseignements aux Administrations,

invite

les Administrations des Pays-membres signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux à notifier au Bureau international les renseignements demandés à l'article 101 du Règlement d'exécution dudit Arrangement au moins six mois avant l'entrée en vigueur de l'Arrangement de manière à permettre au Bureau international de les diffuser suffisamment tôt avant la date de mise à exécution de l'Arrangement précité.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1688, 1795)

Vœu C 61/Rio de Janeiro 1979

Renseignements à fournir par les Administrations

(Article 101 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux)

Le Congrès,

vu

l'intérêt que présentent pour les usagers les modalités de remise des colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée dans le pays de destination,

émet le vœu

que les Administrations transmettent au Bureau international des renseignements à ce sujet en vue de leur publication dans le Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Administrations postales.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1691, 1820)

Recommandation C 48/Hamburg 1984**Acceptation des avis de non-livraison**

Le Congrès,

considérant

l'intérêt primordial pour un expéditeur d'être informé le plus rapidement possible de la non-livraison de son colis au destinataire,

estimant

que les Administrations doivent tout mettre en œuvre pour assurer la livraison des colis qui leur sont confiés en vue d'éviter le renvoi à l'expéditeur,

tenant compte

des frais engendrés par le renvoi des colis à l'expéditeur,

recommande

aux Administrations de l'Union d'accepter les avis de non-livraison.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 541)

Résolution C 15/Washington 1989**Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux**

Le Congrès,

constatant

les grandes différences qui existent actuellement entre les Administrations postales des Pays-membres en ce qui concerne les conditions d'admission et les prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux,

considérant

que ces différences sont difficilement comprises par la clientèle, compliquent le travail des services d'exploitation et sont la source de nombreuses erreurs de service,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales de prendre d'urgence toutes mesures utiles visant à conserver ou à récupérer leur part de marché dans le secteur très concurrencé du transport des petites marchandises,

invite

les Administrations postales des Pays-membres à admettre pour toutes les catégories de colis postaux:

- un poids maximal d'au moins 20 kg;
- les limites de dimensions prescrites à l'article 20, paragraphe 1, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984), à savoir 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions et 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur;
- les colis avec valeur déclarée;
- les colis exprès;
- des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle selon l'article 19, lettre a), chiffre 3°, troisième tiret, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984);
- l'avis de réception;
- l'envoi d'un avis de non-livraison conformément à l'article 22, paragraphe 2, lettre a) ou b), de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984).

(Proposition 5000.1, Commission 7, 2e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 16/Washington 1989

Introduction et extension du service des colis postaux

Le Congrès,

considérant

que l'échange de colis postaux constitue l'un des services les plus importants pour les usagers de la poste et que, de ce fait, il est indispensable que les Administrations postales prêtent à ce service la plus grande attention afin de l'assurer au mieux dans le contexte international,

tenant compte

de ce que, aujourd'hui, le service des colis postaux est assuré en vertu de l'Arrangement auquel ont adhéré 144 Pays-membres de l'Union,

que seuls 26 Pays-membres n'ont pas adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux,

vu

que les services postaux se doivent de prendre des mesures appropriées pour pouvoir jouer un rôle plus efficace dans l'organisation et la commercialisation du trafic des colis afin de participer plus activement au marché mondial de ces échanges,

souhaitant

que les Administrations postales soient en mesure d'offrir à leurs usagers un service garantissant un maximum de sécurité tant au niveau du traitement qu'à celui de la distribution des colis,

invite

les 26 Administrations des Pays-membres qui n'ont pas encore adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux à introduire ce service dans leurs échanges postaux internationaux et

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'examiner les difficultés qui empêchent ces pays d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux et de concevoir des moyens leur permettant de le faire;
- 2° d'étudier la possibilité de rendre obligatoire le service des colis postaux au sein de l'Union;
- 3° de présenter au prochain Congrès les propositions ad hoc.

(Proposition 5000.6/Rev 1, Commission 7, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 17/Washington 1989

Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude qu'il a effectuée à la suite de la résolution C 22 adoptée par le Congrès de Hamburg 1984,

considérant

- que les trois méthodes actuelles de fixation des quotes-parts territoriales et maritimes, soit par tranche de poids (articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement), soit par colis (article 53, paragraphe 3), soit par kg de poids brut des dépêches (article 53, paragraphe 3), ont pour conséquence une tendance inflationniste sur les tarifs;
- qu'un taux universel basé sur une rémunération à l'objet, pour tenir compte des charges fixes, et une rémunération selon le poids, pour tenir compte des charges variant avec celui-ci, tiendrait mieux compte de la réalité des coûts, compte tenu notamment de la moyenne de ces derniers dans l'ensemble des pays de l'Union;
- qu'un tel système de rémunération présenterait, outre le moyen d'éviter les tendances inflationnistes, également l'avantage de la simplification,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant taux par colis et taux par kg de poids brut de la dépêche, s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables;
- 2° de soumettre, le cas échéant, des propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

(Proposition 5500.2, Commission 7, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 18/Washington 1989

Revision des quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude découlant de la résolution C 22 du Congrès de Hambourg 1984,

étant donné

- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452);
- que ces mêmes quotes-parts ont été calculées d'après la méthode dite «des moindres carrés» donnant une équation des courbes des prix moyens (méthode de Hambourg 1984),

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 47 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989);
- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

(Proposition 5500.1, Commission 7, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 26/Washington 1989

Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface

Le Congrès,

considérant

que le transit des dépêches de colis de surface s'effectue différemment de celui des dépêches de la poste aux lettres,

conscient

du fait que le transit d'un sac de la poste aux lettres s'effectue de manière analogue à celui d'un sac de colis postaux,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude en vue d'élaborer un système unique applicable tant à la poste aux lettres qu'aux colis postaux.

(Proposition 2000.6/Rev 1, Commission 7, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 27/Washington 1989**Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international**

Le Congrès,

constatant

que les concurrents de la poste dans le domaine des transports de marchandises légères font des incursions considérables sur les marchés traditionnels de celle-ci,

constatant

que la gamme de produits des concurrents correspond mieux aux besoins du marché et que les tarifs appliqués sont considérés comme raisonnables (prix en fonction du travail effectué),

considérant

que, si les Administrations postales veulent rester à l'avenir des transporteurs de marchandises légères crédibles, il faut que leur gamme de produits et leurs tarifs soient adaptés à la demande du marché,

notant

à partir de plusieurs études que les clients demandent des produits qui soient acheminés selon l'une des variantes suivantes:

- acheminement J + 1, ou acheminement le plus rapide possible, par une chaîne de transports cohérente avec des transbordements rapides et éventuellement un service porte-à-porte (correspond au service EMS de la poste);
- un service rapide par lequel on peut transmettre un envoi à n'importe quel endroit du monde dans un délai d'acheminement garanti de trois à sept jours selon la destination (la poste offre à présent le colis-avion ou, en Europe, l'Eurocolis);
- un service économique où la modicité du prix est plus importante que la rapidité d'acheminement (dans cette catégorie, la poste offre à présent le colis S.A.L. ou le colis de surface),

charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre de façon urgente une étude visant à identifier et à mettre en place une gamme de nouveaux produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international;
- b) d'examiner particulièrement dans cette étude les points suivants:
 - aspects de la commercialisation du service actuel des colis postaux internationaux et de la gamme de nouveaux produits/services proposés en vue de faciliter leur promotion en tant que service concurrentiel, efficace et totalement sûr;

- éventualité d'introduire des normes de qualité de service dans la définition de ces nouveaux services de colis postaux;
 - possibilité de fixer les rémunérations des Administrations et les taxes réclamées à la clientèle selon des modalités différentes de celles prévues dans l'Arrangement actuel, éventuellement par accord bilatéral ou multilatéral;
- c) de recommander aux Administrations postales des actions communes visant à introduire ou développer ces services afin de contrecarrer les effets de la concurrence exercée au niveau international par les entreprises privées;
- d) de faire rapport sur cette question au Conseil exécutif de façon que ce dernier recommande, le cas échéant, l'adoption de nouvelles réglementations ou procédures appropriées, comme le prévoit l'article 102, paragraphe 6, lettre r), du Règlement général.

(Proposition 5000.2/Rev 1, Commission 7, 4e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 47/Washington 1989

Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif:

- d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 5505.1 relative au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales;
- de formuler éventuellement, à l'issue de ses travaux, des propositions, compte tenu de ses nouvelles compétences.

(Proposition 5505.1, Commission 7, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 52/Washington 1989

Etablissement et règlement des comptes des colis postaux

Le Congrès,

se basant

sur la résolution C 68 concernant l'établissement et le règlement des comptes,

charge

le Conseil exécutif d'inclure, dans le cadre de l'étude qu'il effectuera sur «l'établissement et le règlement des comptes», les questions y relatives concernant les colis postaux, et de tenir compte

notamment des propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3 soumises au Congrès de Washington dans le but de moderniser les dispositions actuelles de la comptabilité des colis postaux.

(Propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3, Commission 7, 6e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 89/Washington 1989

Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention

Le Congrès,

vu

le fait qu'un certain nombre d'Administrations postales assurent, ou visent à assurer, un service de colis postaux autonome par rapport aux autres activités postales,

estimant

qu'une réglementation indépendante en matière de colis postaux, et notamment la reproduction à l'Arrangement concernant les colis postaux et à son Règlement d'exécution des textes de la Convention servant actuellement de référence, contribuera à simplifier et à améliorer l'efficacité du travail des services des colis postaux,

considérant

en outre qu'un tel arrangement indépendant évitera également le temps perdu à rechercher des références ailleurs, avec les complications que cela suppose, et simplifiera les opérations de formation des fonctionnaires en matière de colis postaux,

charge

le Conseil exécutif de tenir compte, dans l'examen de toute proposition visant des modifications à apporter à l'Arrangement concernant les colis postaux ou à son Règlement d'exécution, de l'intérêt qu'il y aurait de se dispenser, dans la mesure du possible, de toute référence à la Convention en reproduisant les textes correspondants,

charge

le Bureau international, lors de l'annotation de l'Arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution issus du Congrès de Washington, de reproduire les textes de la Convention servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution aussi autonomes que possible.

(Congrès/C 7 – Rapp 6/Annexe 2, Commission 7, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

2.6 Services financiers postaux

Vœu MP 1/Vienne 1964

Adhésion à l'Arrangement concernant les mandats de poste¹

Le Congrès attire de façon pressante l'attention des Pays-membres de l'Union qui ne sont pas parties à l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage² sur l'intérêt qu'il y aurait, pour le développement des échanges internationaux, à ce qu'ils adhèrent audit Arrangement. Tout en constituant un hommage à la qualité des Actes de l'Union postale universelle, cette rationalisation des échanges faciliterait grandement la tâche des pays en voie de développement; elle serait d'ailleurs très certainement accueillie favorablement par tous les membres de l'Union auxquels l'existence de conventions particulières impose un travail de mise à jour qui pourrait être évité sans que les pays traditionnellement attachés aux échanges par liste aient à modifier les règles internes auxquelles il est normal qu'ils restent fidèles.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1268, 1322)

¹ Voir recommandation C 1/Vienne 1964; résolution C 88/Tokyo 1969; résolution C 12/Rio de Janeiro 1979; recommandation C 13/Hamburg 1984.

² Voir résolution C 3 du Congrès de Washington qui supprime les bons postaux de voyage.

Résolution C 11/Rio de Janeiro 1979

Renseignements à fournir par les Administrations

Le Congrès,

se référant

à l'article 101 du Règlement d'exécution des Arrangements concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, le service des chèques postaux, les envois contre remboursement, les recouvrements, le service international de l'épargne et les abonnements aux journaux et écrits périodiques¹ selon lequel les Administrations doivent communiquer aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international certains renseignements concernant l'exécution des services régis par ces Arrangements,

considérant

que de nombreuses modifications doivent être apportées aux renseignements susmentionnés après chaque Congrès lors de la mise en vigueur des Arrangements en question,

soucieux

de faciliter la tâche des Administrations et d'assurer la bonne marche du service international dès l'entrée en vigueur d'un nouvel Arrangement,

reconnaissant

que la réalisation de cet objectif dépend de la communication à temps desdits renseignements aux Administrations,

invite

les Administrations des Pays-membres signataires de l'un ou l'autre Arrangement susmentionné à notifier au Bureau international les renseignements demandés à l'article 101 du Règlement d'exécution de chacun de ces Arrangements au moins six mois avant l'entrée en vigueur de ces derniers, de manière à permettre au Bureau international de les diffuser suffisamment tôt avant la date de leur mise à exécution.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1706)

¹ Mandats, Règl. (Washington 1989), RE – art. 1302.

Chèques, Règl. (Washington 1989), RE – art. 1701.

Remboursements, Règl. (Washington 1989), RE – art. 902.

Vœu C 22/Rio de Janeiro 1979

Etablissement des mandats-cartes¹

Le Congrès,

considérant

que l'article 105, paragraphe 1¹, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste invite à libeller les inscriptions faites à la main sur les mandats-cartes, «si possible en caractère d'imprimerie»,

constatant

que cette invitation est souvent perdue de vue et que de ce fait les inscriptions ne sont pas toujours lisibles, ce qui entrave la régularité du service,

invite

les Administrations à recommander aux usagers de libeller les inscriptions manuscrites en caractères d'imprimerie sur les mandats-cartes.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1710)

¹ L'article 105, paragraphe 1, devient l'article RE 301, *paragraphe 1*, et «mandats-cartes» devient «mandats ordinaires». Modifications apportées par le Congrès de Washington 1989.

Recommandation C 13/Hamburg 1984

Développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux

Le Congrès,

se référant

à la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui charge le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à définir les moyens propres à introduire ou à développer les services financiers postaux, en particulier le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union,

tenant compte

des résultats de l'étude effectuée à ce sujet,

considérant

que les raisons qui empêchent les Administrations d'introduire ou de développer les services financiers postaux sont dues pour la plupart à des difficultés d'ordre juridique, économique ou institutionnel propres à chaque pays,

constatant

qu'un grand nombre d'Administrations sont parvenues à surmonter ces difficultés en adaptant leurs services aux exigences des autorités juridiques ou financières,

persuadé

que les Administrations éprouvant encore des difficultés du même genre pour instaurer les services financiers peuvent s'inspirer de méthodes et d'initiatives similaires,

conscient

que le développement des services financiers postaux peut apporter une contribution importante au développement économique des pays,

recommande

- 1° aux Administrations qui n'ont pas encore introduit des services financiers postaux sur le plan international de faire les démarches nécessaires auprès des autorités nationales compétentes en vue de les convaincre de la nécessité et de l'utilité de permettre le transfert des fonds par l'intermédiaire de la poste;
- 2° aux Administrations exécutant le service des mandats de poste sur le plan national seulement d'accepter de payer les mandats de poste émis dans d'autres pays aux bénéficiaires se trouvant dans leur pays;
- 3° à toutes les Administrations de prendre les mesures appropriées pour promouvoir le service des mandats de poste sur le plan international par tous les moyens disponibles en améliorant la qualité de ces prestations et en accélérant le règlement des comptes interadministrations.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 555, 607)

Résolution C 24/Hamburg 1984**Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international**

Le Congrès,

considérant

que l'article 104, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste¹ prévoit le dépôt au Bureau international des caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules des mandats MP 1bis et MP 12bis,

soucieux

que ces formules soient établies et utilisées de façon aussi uniforme que possible pour permettre un traitement mécanisé et automatisé par les pays émetteurs et destinataires,

charge

l'Administration de Suède, en tant que pays auteur des propositions concernant l'introduction des nouvelles formules MP 1bis et MP 12bis, de déposer au Bureau international les caractéristiques et renseignements précités,

prie

les pays participant à l'émission de ces formules de désigner entre eux un porte-parole qui sera autorisé à déposer au Bureau international toute modification aux caractéristiques et renseignements ainsi déposés,

autorise

le Bureau international à communiquer ces caractéristiques et renseignements aux Administrations qui lui en font demande,

charge

le Conseil exécutif de suivre l'évolution du service des mandats de poste et de proposer au prochain Congrès, à la lumière des expériences acquises, toute modification utile à la procédure susvisée.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 558, 617)

¹ Mandats, Règl. (Washington 1989), RE – art. 202, par. 4.

Résolution C 51/Hamburg 1984

Caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque déposées auprès du Bureau international

Le Congrès,

considérant

que les articles 149, paragraphe 2, et 150 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux (Rio de Janeiro 1979) prévoient le dépôt au Bureau international des caractéristiques techniques des formules des postchèques (VP 14) et de la carte de garantie postchèque (VP 15),

soucieux

que ces deux documents soient établis de façon aussi uniforme que possible tout en reconnaissant qu'ils doivent comporter certains éléments propres à l'Administration d'émission, tels que le sigle de l'Administration en question,

fait sienne

la décision CE 5/1981 du Conseil exécutif d'adopter, à titre provisoire, les caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque telles qu'elles sont utilisées par certaines Administrations européennes et déposées au Bureau international en 1980 au sens des dispositions précitées,

prie

les pays participant à l'émission des postchèques et de la carte de garantie postchèque de désigner un porte-parole qui sera autorisé à déposer au Bureau international toute modification aux caractéristiques techniques précitées,

autorise

le Bureau international à communiquer ces caractéristiques aux Administrations qui lui en font la demande,

charge

le Conseil exécutif de suivre l'évolution du service des postchèques et de proposer au prochain Congrès, à la lumière des expériences acquises, toute modification utile à la procédure susvisée.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 561, 627)

Résolution C 81

Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la résolution C 10 relative à l'examen des Arrangements concernant les services financiers postaux,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de cet examen, d'harmoniser la terminologie utilisée dans la contexture des formules prévues dans les Arrangements concernant les services financiers postaux.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 555, 608, 611)

Résolution C 3/Washington 1989**Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction**

Le Congrès,

constatant

que les Pays-membres de l'UPU, soit ne participent pas aux services des bons postaux de voyage, des chèques postaux de voyage, des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux, des recouvrements, de l'épargne ou des abonnements aux journaux et écrits périodiques, soit exécutent ces services sur la base d'arrangements bilatéraux fort différents les uns des autres,

estimant

que, dans ces conditions, la réglementation de ces services par l'UPU n'est plus justifiée,

décide

- 1° de supprimer dans l'Arrangement concernant les mandats de poste les dispositions concernant les bons postaux de voyage;
- 2° de supprimer dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux les dispositions sur les «Chèques postaux de voyage» et celles concernant le «Règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux»;
- 3° de supprimer l'Arrangement concernant les recouvrements, l'Arrangement concernant le service international de l'épargne et l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- 4° de laisser toutefois aux Administrations la possibilité de maintenir ou de réintroduire ultérieurement entre elles tout ou partie des dispositions régissant les services précités,

charge en conséquence

le Bureau international de diffuser, par voie de circulaire, lorsque le besoin s'en fait sentir et à la demande des pays intéressés, la liste des pays participant à ces services, ainsi que certains renseignements de portée générale.

(Proposition 05, Commission 8, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 51/Washington 1989**Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)**

Le Congrès

décide

de mettre en application la disposition de l'article RE 303, paragraphe 6, relative à la mention des sommes en chiffres, puis en toutes lettres dans les télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN) le 1er juillet 1990.

(Proposition 6000.2, Commission 8, 2e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 94/Washington 1989**Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux**

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur la possibilité d'utiliser d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux plus rapides et moins onéreux et de communiquer le résultat de cette étude aux Administrations postales pour exploitation.

(Commission 8, 4e séance; Congrès – Doc 78.3, 16e séance)

2.7 Programme général d'action de Washington (PGAW)**Résolution C 5/Washington 1989****Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale**

Le Congrès,

constatant

- les résultats encourageants des contrôles des délais d'acheminement résultant de la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg;
- le grand intérêt que ces actions ont suscité parmi les Pays-membres,

considérant

que l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges internationaux constitue un objectif prioritaire pour sauvegarder l'image de la poste auprès du public, lutter efficacement contre la concurrence des coursiers privés et apporter une riposte aux entreprises de repostage,

convaincu

de la capacité des Administrations d'obtenir une amélioration importante et durable de la qualité de leurs acheminements grâce à une vigilance accrue dans l'organisation et le fonctionnement des services et à des actions concertées de contrôle,

invite

instamment toutes les Administrations postales:

- à évaluer l'efficacité de leurs différents systèmes de contrôle de la qualité et leur capacité à donner des résultats satisfaisants; le cas échéant, à prendre les dispositions propres à renforcer et à améliorer ces systèmes;
- à contrôler systématiquement par leurs propres moyens les délais de traitement dans leurs services du courrier international (arrivant et partant), selon une périodicité suffisante et fixe;
- à participer activement aux contrôles organisés par le Bureau international;
- à prendre immédiatement, le cas échéant, toute mesure de redressement susceptible d'améliorer la qualité du service, avec le souci d'assurer à la poste une position plus forte sur le marché des communications,

invite

les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation des objectifs précités,

charge

le Bureau international:

- de continuer d'effectuer régulièrement des contrôles de la durée des acheminements à l'échelle mondiale;
- de soumettre à cet effet à l'approbation du CCEP une méthodologie s'inspirant:
 - de la Déclaration de Hamburg;
 - de la large expérience acquise au cours des quatre dernières années par l'UPU, les Unions restreintes et les Administrations postales, et permettant d'aboutir, dans toute la mesure possible, à la fixation des normes d'acheminement du courrier international;
- d'intervenir auprès des Administrations ou des services responsables des retards et faiblesses constatés pour que soient prises sans retard les mesures de redressement nécessaires;
- d'apporter son appui, en cas de besoin, aux Administrations pour les aider à améliorer la situation;
- d'établir dès que possible un tel système de contrôle pour le réseau EMS mondial,

charge

le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales de suivre les travaux découlant de cette résolution et de prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

(Proposition 013, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 22/Washington 1989

Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser

Le Congrès,

considérant

l'évolution particulièrement rapide du marché des communications sous l'effet combiné du progrès technique et d'une concurrence puissante,

notant

les résultats encourageants des efforts déployés à la suite de la Déclaration de Hamburg pour améliorer la qualité des acheminements postaux,

reconnaissant

la nécessité pour l'Union de s'engager plus avant dans la voie des actions concrètes afin de permettre à la poste de sauvegarder et d'améliorer sa position sur le marché des communications, grâce à une action décisive de promotion de la qualité de service et de diversification des prestations,

convaincu

de l'urgente nécessité pour la poste de mieux répondre aux besoins de la clientèle et par là même de lutter plus vigoureusement contre la concurrence,

décide

la mise en œuvre d'un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser et comportant notamment les actions suivantes:

- suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et d'actions menées sur le terrain par des consultants, en vue d'aider à résoudre les problèmes posés et à promouvoir des initiatives susceptibles d'améliorer les performances du service postal international;
- études des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales;
- développement du service EMS;
- suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée;
- études de marché permettant aux Administrations d'ajuster les prestations aux besoins des clients et d'introduire de nouveaux services;
- initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins,

charge

le Conseil exécutif, en collaboration avec le CCEP et le Bureau international, de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à des résultats significatifs dans les différents domaines couverts par le projet et de présenter un rapport au prochain Congrès,

exhorte

- a) les Pays-membres de l'Union:
 - à tout mettre en œuvre pour améliorer la qualité des prestations postales offertes et en élargir la gamme en fonction des besoins des clients;
 - à coopérer pleinement au projet destiné à stimuler leurs initiatives et à tirer le plus grand profit de la réalisation des actions entreprises;
- b) les Pays-membres et les Unions restreintes à apporter un appui actif aux opérations engagées dans le cadre du présent projet, notamment celles conduites sur le terrain.

(Proposition 010, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 78/Washington 1989**Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux**

Le Congrès,

considérant

- que la Constitution de l'UPU est l'Acte fondamental de l'Union;
- que l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union stipule que l'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux;
- que le Congrès de l'UPU réuni à Tokyo en 1969 a établi le principe de la rémunération des frais terminaux à titre de compensation des coûts encourus par les Administrations destinataires pour assumer la gestion du trafic en déséquilibre;
- que ladite rémunération entraîne implicitement l'obligation pour les Administrations postales de chercher à atteindre les niveaux de qualité de service les plus élevés;
- que, en conséquence, les coûts de gestion du trafic en déséquilibre doivent englober la mise en œuvre de programmes d'organisation, d'extension et d'amélioration du service postal dans son ensemble;
- qu'il est nécessaire de s'employer encore à ce que les recettes générées par l'application du système des frais terminaux soient affectées à l'accomplissement des objectifs qui ont déterminé sa création,

recommande

aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union:

- de reconnaître le principe prévoyant que le montant des recettes des frais terminaux soit affecté intégralement au service postal du pays de destination, en faisant abstraction du fait que ce service soit doté ou non d'une personnalité juridique, d'un patrimoine indépendant et d'une plus ou moins grande autonomie de gestion et, en conséquence, de destiner exclusivement les recettes des frais terminaux aux remboursements des coûts du traitement et à la constitution des fonds de réserve nécessaires au remplacement et à l'amélioration des infrastructures postales des pays;
- de mettre en place des procédures permettant d'effectuer, avec la plus grande célérité possible, le transfert de la totalité des recettes des frais terminaux au budget de leur service postal, une fois accomplies les formalités requises en régime intérieur.

(Proposition 3000.4, Commission 5, 5e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 91/Washington 1989**Programme général d'action de Washington**

Le Congrès,

vu

le Débat général de Washington organisé le 16 novembre 1989 sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»,

considérant

- le développement et la diversification du marché des communications et des échanges commerciaux;
- l'incidence de la déréglementation en matière de transport et de communications et la réduction du monopole postal dans de nombreux Pays-membres;
- l'intensification de la concurrence sur les marchés postaux;
- la nécessité impérieuse de parvenir à une meilleure connaissance du marché dans sa composition, ses groupes de clients, ainsi que des services offerts;
- la nécessité de s'adapter rapidement à l'évolution de l'offre et de la demande de services sur les plans commercial et technique;
- l'importance d'assurer une gestion plus commerciale pour pouvoir maintenir et améliorer la qualité des services traditionnels qui ont manifestement un caractère public,

tenant compte

- de tous les aspects de la Déclaration de Hamburg et en particulier l'action consistant à sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- des décisions prises par les différentes conférences régionales, notamment celles des ministres et des directeurs généraux;
- de la nécessité d'agir, au plan international, comme une seule et même entreprise postale sous réserve de la loi applicable en matière de concurrence,

approuve

le Programme général d'action de Washington ci-joint,

lance un appel pressant

aux gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes lui garantissant une autonomie appropriée et des moyens humains et financiers adéquats fondés sur la notion de rentabilité,

exhorte

les Administrations à tout mettre en œuvre pour:

- 1° atteindre les objectifs prioritaires ci-après:
 - a) obtenir de leur gouvernement et mettre en œuvre le statut juridique et le système de gestion leur permettant de disposer des moyens humains et financiers nécessaires à la conduite d'une entreprise dynamique;
 - b) mieux connaître le marché et assurer le suivi de la concurrence en vue d'accroître la compétitivité des produits de la poste;
 - c) répondre de façon plus adéquate aux besoins des clients sous l'angle des systèmes tarifaires, de la qualité de service, de la gamme des prestations offertes et du service à la clientèle;
 - d) renforcer la poste internationale sous l'angle de la solidarité, de la législation mieux adaptée, de normes de service, ainsi que des activités de soutien et de coopération technique;
- 2° collaborer au sein de l'UPU pour fournir de manière coordonnée des prestations postales de haute qualité;
- 3° réaliser sans tarder les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington, compte tenu des priorités et du calendrier fixés par les organes de l'Union;
- 4° assurer un suivi constant et procéder à une appréciation périodique du degré de réalisation du programme d'action, et en rendre compte périodiquement au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Bureau international,

invite

les Unions restreintes:

- 1° à tenir largement compte du Programme général d'action de Washington dans leur programme de développement postal;
- 2° à instituer des priorités à leur niveau;
- 3° à communiquer au Bureau international les renseignements relatifs à leurs initiatives et aux résultats obtenus dans la mise en œuvre du programme d'action,

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international:

- de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés et réaliser les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington;
- d'assurer le suivi de l'application du programme d'action, notamment à l'occasion des réunions du Comité de coordination;
- de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus;
- de soumettre des propositions pertinentes au prochain Congrès.

(Congrès – Doc 48.2, 13e séance plénière; Congrès – Doc 78.3, 16e séance)

Annexe I

XXe Congrès de l'UPU – Washington 1989

PROGRAMME GÉNÉRAL D'ACTION DE WASHINGTON

I. Principaux objectifs

Le Congrès de Washington, conscient du fait que la concurrence sur le marché des communications s'intensifie et que cela nous incite à améliorer l'efficacité afin de nous conformer au désir de notre clientèle d'obtenir des prestations plus fiables et un meilleur rapport qualité/prix, convient que les actions ci-après sont indispensables à la survie de services postaux efficaces:

1. Les gouvernements sont instamment priés de veiller à ce que la poste ait un statut juridique ainsi qu'un système de gestion et de ressources autonomes, ce qui lui est nécessaire pour pouvoir fournir des services postaux efficaces répondant aux besoins de la clientèle.
2. Les Administrations postales doivent créer un état d'esprit axé sur le marché, là où l'utilisateur exige le plus haut rang de priorité; cela doit être pris en considération dans toutes les décisions de principe et dans les dispositions touchant le fonctionnement des services.
3. Concrètement, tous les Pays-membres de l'UPU doivent accorder la plus grande attention à ce que tous les services et produits postaux soient d'excellente qualité, tant sur le plan national que sur le plan international.
4. L'UPU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les gouvernements et les Administrations à atteindre ces objectifs, à s'accorder un soutien réciproque et à coopérer pour y parvenir. En termes concrets, c'est là une priorité qui doit occuper une place prépondérante dans les programmes de travail du CE, du CCEP et du Bureau international.

Des actions distinctes visant à atteindre ces objectifs figurent dans la partie III «Objectifs et actions» de ce programme.

II. Fixation des rangs de priorité des actions

Le Congrès est convenu que toutes les actions contenues dans le présent programme d'action sont importantes. Toutefois, les Administrations ne pourront pas toutes les exécuter immédiatement car, pour certaines, les ressources sont limitées et quelques-unes de ces actions ne peuvent être menées à bien que sur une certaine durée.

Dans le choix des activités à entreprendre, les Administrations doivent en premier lieu avoir à l'esprit les objectifs énumérés dans la partie I de ce programme.

Si les Administrations ne disposent pas de ressources suffisantes, il leur est alors indispensable de sensibiliser leur gouvernement sur la nécessité de moderniser et d'améliorer leur statut juridique. Cela peut prendre quelque temps et les Administrations devront peut-être constamment faire pression sur leur gouvernement pour y parvenir.

Il y a cependant des actions que chaque Administration peut rapidement mener à bien et cela à relativement peu de frais, pour contrôler et améliorer la qualité des services de base. Ces actions doivent occuper dans toutes les Administrations le premier rang de priorité. D'autres actions peuvent se dérouler simultanément et parallèlement, en fonction des ressources de chaque Administration.

Il faut surtout que toutes les actions soient centrées sur les deux principes primordiaux suivants:

- répondre aux besoins de la clientèle;
- améliorer la qualité du service.

III. Objectifs et actions

Objectifs	Actions	Responsabilité ¹
A. Connaissance du marché		
A.1 Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes: <ul style="list-style-type: none"> - caractéristiques de tous les segments - clés du marché - services offerts - besoins des clients - concurrence 	A1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme de contacts avec les clients et d'études de marché en vue d'obtenir des renseignements suivis sur: <ul style="list-style-type: none"> - les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs - les concurrents, leurs parts de marché, leur organisation et leurs méthodes - les tendances du marché 	Adm., CCEP, UR
	A1.2 Intensifier les échanges interadministrations de données tirées d'études de marché et renforcer la coopération entre Administrations en entreprenant des études de marché multilatérales ou régionales	Adm., BI, UR

¹ Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:

Adm. = Administration
BI = Bureau international
CC = Comité de coordination
CCEP = Conseil consultatif des études postales
CE = Conseil exécutif
Gvt = Gouvernement du Pays-membre
UR = Unions restreintes

Objectifs	Actions		Respon- sabilité
	A1.3	Développer la formation des cadres de direction à l'utilisation des données tirées d'études de marché et aux pratiques visant à mieux servir la clientèle	Adm., UR
B. Stratégies commerciales			
B.1 Répondre aux besoins des clients	B1.1	Elargir la gamme de services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients, en particulier l'EMS, le courrier électronique, les colis, les systèmes priorité/non-priorité et les services financiers, à condition que les services soient rentables	Adm.
	B1.2	Promouvoir les services et produits offerts	Adm.
	B1.3	Arrêter des politiques commerciales et de marketing et confier à un corps de spécialistes qualifiés le soin de les appliquer	Adm.
B.2 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché	B2.1	Rendre les conditions de service, en régime intérieur et en régime international, plus souples et mieux adaptées à l'évolution des conditions du marché	Adm.
	B2.2	Créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple le retrait du courrier dans les locaux de l'utilisateur ou la remise directe au destinataire	Adm.
	B2.3	Mettre au point des mesures tarifaires souples, en relation avec les coûts, s'adaptant aux conditions du marché, par exemple des tarifs contractuels pour les gros usagers ou des ristournes en cas de tri préliminaire effectué par l'utilisateur	Adm.
	B2.4	Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts	Adm., CE, UR
	B3.1	Définir l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence, compte tenu des orientations et principes précisés, sous réserve de la loi en vigueur en matière de concurrence	Adm., Gvt
B.3 Préciser les principes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence	B3.1	Définir l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence, compte tenu des orientations et principes précisés, sous réserve de la loi en vigueur en matière de concurrence	Adm., Gvt
B.4 Préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste	B4.1	Définir les contraintes de service public et les compensations correspondantes sous forme de privilèges ou de dotations financières	Adm., Gvt
B.5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec la clientèle fondés sur la meilleure pratique existante	B5.1	Créer des unités chargées de mieux servir la clientèle et dotées d'un personnel spécialisé, afin de répondre avec rapidité et précision aux demandes et réclamations des usagers	Adm.
	B5.2	Faciliter à la clientèle l'accès aux informations relatives aux services et aux tarifs	Adm.
	B5.3	Affecter un personnel polyvalent spécialement chargé des contacts avec les clients importants (one-stop shopping)	Adm.
	B5.4	Réduire les procédures de type bureau-cratique dans les relations avec la clientèle	Adm., BI, CE

Objectifs	Actions		Respon- sabilité
C. Qualité de service et stratégies opérationnelles			
C.1 Assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue: - d'accélérer les acheminements - de renforcer la sécurité des envois - de promouvoir la distribution à domicile	C1.1	Définir, appliquer et actualiser des normes qui offrent aux clients une qualité de service irréprochable	Adm., BI, CCEP, CE, UR
	C1.2	Fournir et améliorer d'une manière continue, dans le régime intérieur et international, d'excellents services postaux pour toutes les catégories d'envois pour répondre aux exigences de la clientèle en faveur de prestations fiables, constantes et rentables, afin de protéger l'activité postale de base	Adm.
	C1.3	Mettre en œuvre un programme de surveillance du trafic pour détecter les dysfonctionnements et y remédier et instaurer un système de suivi des envois et des dépêches	Adm., CCEP, UR
	C1.4	Assurer, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement et réexaminer constamment la fiabilité des circuits exploités	Adm., BI, CCEP, CE, UR
	C1.5	Accorder la même priorité aux courriers interne et international afin d'appliquer le concept d'une entreprise unique	Adm.
	C1.6	Utiliser de façon optimale tous les moyens de transport rapides en évitant autant que possible l'utilisation systématique de transporteurs non performants	Adm.
	C1.7	Réduire les formalités douanières, les contrôles et les séjours sous douane en utilisant au mieux les comités de contact «Poste/Douane» nationaux et locaux	Adm., Gvt
C.2 Assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles	C2.1	Maintenir les coûts et les tarifs au niveau de la compétitivité en réduisant les frais généraux et en simplifiant les procédures	Adm.
	C2.2	Utiliser de façon optimale les ressources humaines et l'automatisation	Adm.
	C2.3	Consacrer des moyens financiers et humains propres à l'EMS	Adm.
C.3 Moderniser les systèmes d'exploitation	C3.1	Moderniser les méthodes et instruments d'exploitation	Adm.
	C3.2	Développer les applications télématiques	Adm.
D. Autonomie de gestion			
D.1 Assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise	D1.1	Disposer d'un statut assurant un degré d'autonomie suffisant pour conférer la responsabilité de la gestion des moyens humains et financiers et les responsabilités de les obtenir	Adm., Gvt
	D1.2	Disposer, pour le fonctionnement de l'entreprise, de moyens suffisants tirés de fonds propres ou externes	Adm., Gvt

Objectifs		Actions		Respon- sabilité
D.2	Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire	D2.1	Disposer d'un statut assurant la protection de certaines catégories de produits selon un monopole défini, adapté aux circonstances, et instaurer un système de contrôle de son application	Adm., Gvt
D.3	Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues	D3.1	Définir les objectifs de base des services postaux	Adm.
		D3.2	Elaborer et mettre en œuvre des plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts, d'avantages et de délais quantifiés et mesurables	Adm.
E. Ressources humaines				
E.1	Moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel	E1.1	Recruter et employer le personnel dans les mêmes conditions que celles qui existent dans l'industrie en général	Adm., Gvt
		E1.2	Assurer au personnel une rémunération de niveau comparable à celle des secteurs similaires de l'activité économique du pays ou de la région	Adm., Gvt
		E1.3	Instaurer des mécanismes d'incitation et de motivation, par exemple promotions, primes de productivité	Adm.
		E1.4	S'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats	Adm.
E.2	Adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste	E2.1	Assurer la formation permanente	Adm.
		E2.2	Instaurer un plan de formation ciblée, notamment en matière d'exploitation, de gestion administrative et financière, d'études de marché et de commercialisation	Adm.
E.3	Renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise	E3.1	Instaurer des mécanismes d'information qui font l'objet de soins constants, de manière à modifier les comportements, à créer l'esprit de corps et à renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises	Adm.
F. Rôle accru des organes permanents de l'UPU				
F.1	Assurer la mise en œuvre du programme d'action compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles	F1.1	Répartir nettement entre le CE, le CCEP et le BI les attributions et les procédures d'exécution et de contrôle du déroulement du programme d'action	CC
		F1.2	Adopter, au plan international, un processus de décision assurant une capacité de réaction rapide	BI, CE, UR
		F1.3	Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir du gouvernement le statut juridique et l'autonomie de gestion d'entreprise	CE, UR
		F1.4	Créer, auprès du Bureau international, une base de données sur le marché	BI, CCEP, CE

Objectifs		Actions		Respon- sabilité
F.2	Prendre, selon les besoins, des mesures urgentes dans l'intervalle des Congrès en fonction de l'évolution commerciale et technique et assouplir la législation et la réglementation postale internationale	F2.1	Elaborer et mettre en œuvre des procédures de mesures d'urgence	CE, CCEP
		F2.2	Faire réaliser les tâches de modernisation et d'assouplissement de la législation et de la réglementation postale internationale	CE, CCEP
F.3	Coopération technique: – disposer d'un programme d'assistance technique en matière de formation, d'exploitation, d'activités commerciales et de systèmes de gestion – renforcer et développer la coopération technique	F3.1	Mettre en place un réseau intégré d'échanges d'informations par les moyens télématiques	CE, CCEP
		F3.2	Appuyer et fournir des activités de coopération technique qui visent à aider les Administrations à atteindre les objectifs et à mettre en œuvre les actions du programme d'action	BI, CCEP, CE, UR

3 Organes de l'Union

3.1 Généralités

Résolution C 4/Washington 1989

Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union

Le Congrès,

- vu
- la décision CE 11/1986 par laquelle le Conseil exécutif a décidé la mise sur pied d'un Comité de coordination composé du Président du CE, du Président du CCEP et du Secrétaire général de ces deux organes;
 - les orientations nouvelles que prend l'Union,

considérant

l'utilité du rôle joué par le Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg,

conscient

de la nécessité de renforcer la collaboration entre les organes permanents de l'UPU,

décide

- de donner un caractère permanent à ce Comité de coordination;
- de charger ce Comité d'assurer une concertation permanente entre le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

(Proposition 012, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 8/Washington 1989

Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union

Le Congrès,

reconnaissant

les excellents résultats obtenus par le Conseil exécutif quant à l'identification de moyens par lesquels le travail des organes de l'Union peut être amélioré et modernisé,

désireux

que d'autres possibilités d'amélioration soient identifiées et introduites,

vu

que plusieurs Administrations postales ont fait l'objet d'examens fondamentaux et de réorganisations afin de les adapter aux exigences commerciales et aux techniques de gestion les plus efficaces,

conscient

que le Bureau international doit faire face à beaucoup d'exigences, de demandes et de contraintes qui rendent encore plus difficile la tâche du Directeur général,

considérant

que ces exigences et ces demandes devraient être classées par ordre de priorité, de sorte que les plus urgentes soient traitées en premier lieu,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de poursuivre son action de recherche d'améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- b) d'évaluer les résultats de l'introduction des réformes proposées par le précédent CE et adoptées lors du Congrès de Washington;
- c) de faire examiner l'organisation et les objectifs du Bureau international, du CE et du CCEP soit par des experts choisis parmi les Administrations postales, soit par des consultants en gestion d'entreprise, ou bien par un groupe mixte composé des deux;
- d) de mettre en œuvre aussi rapidement que possible les recommandations de cette étude, exigeant, selon lui, une action immédiate;
- e) de formuler d'éventuelles propositions de réforme pour le prochain Congrès basées sur le résultat des travaux susmentionnés.

(Proposition 026, Commission 3, 4e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 67/Washington 1989

Renforcement des activités prioritaires de l'Union

Le Congrès,

préoccupé

par le niveau des dépenses de l'Union,

estimant

nécessaire de renforcer d'urgence les activités prioritaires visant à l'amélioration de la qualité du service postal international,

convaincu

qu'en vue de développer les activités prioritaires d'autres activités devraient être réduites ou supprimées par le Conseil exécutif, dûment habilité à cet effet par le Congrès,

notant

que les limites des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995 qu'il a fixées à l'article 124 du Règlement général tiennent encore compte des activités qui pourraient être réduites ou supprimées,

charge

le Conseil exécutif de procéder avec diligence à un examen critique de l'ensemble des activités de l'Union aux fins:

- a) d'identifier les activités à abandonner, à réduire ou à mettre en veilleuse;
- b) d'examiner l'opportunité de supprimer certaines publications, listes ou recueils et d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale»;
- c) d'amender en conséquence les dispositions des Règlements d'exécution et de suspendre jusqu'au prochain Congrès l'application de l'article 17 du Règlement général, de sorte que la revue «Union Postale» puisse être publiée sous une présentation plus économique pour l'Union,

charge également

le Conseil exécutif:

- a) de diminuer les limites des dépenses des années 1991 à 1995 en y retranchant le coût des activités qui auront été réduites, abandonnées ou mises en veilleuse;
- b) d'arrêter le budget de l'Union dans le cadre des limites des dépenses ainsi révisées,

charge en outre

le Directeur général du Bureau international de:

- a) poursuivre ses efforts de rationalisation des méthodes de travail et d'apporter tout son appui à ce redéploiement des tâches de l'Union en vue d'intensifier les activités de soutien aux Administrations;
- b) mettre en œuvre des mesures nouvelles en matière de ressources humaines, y compris le recours circonstancié à des engagements à terme pour les activités spéciales et pour les activités prioritaires existantes menées au sein de l'Union,

incite

les Pays-membres à collaborer activement à l'examen critique et à la réorientation des activités de l'Union, tout particulièrement en appuyant le recours à des engagements à terme. Cet appui impliquerait qu'un fonctionnaire acceptant un engagement à terme au Bureau international retrouverait dans son Administration postale un poste au moins équivalent à celui qu'il occupait lors de son acceptation de l'engagement à terme en cause.

(Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev, Commission 2, 2e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

3.2 Congrès

Vœu C 34/Tokyo 1969

Désignation du Doyen du Congrès

Le Congrès exprime le vœu que l'article 6 du Règlement intérieur des Congrès devrait être appliqué de façon que l'on tienne compte des régions géographiques qui n'ont pas encore eu l'honneur de voir un Doyen choisi parmi les ressortissants des pays appartenant à ces régions.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1264)

Résolution C 3/Lausanne 1974

Participation des mouvements de libération nationale aux réunions de l'UPU

Le Congrès,

rappelant

la résolution 3118 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies demandant aux institutions spécialisées de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la représentation des mouvements de libération nationale aux réunions des institutions spécialisées,

rappelant en outre

- a) la résolution No 29 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Malaga – Torremolinos) 1973 admettant la participation des mouvements de libération nationale reconnus par les organisations régionales intergouvernementales à participer en qualité d'observateurs aux conférences et réunions de l'UIT;
- b) la résolution 13/17 de la Conférence de la FAO demandant au Directeur général de la FAO de prendre les mesures nécessaires, par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine, pour faciliter la participation immédiate des représentants des mouvements de libération nationale à ses réunions;
- c) la résolution A 27/38 de la 27e Assemblée de l'OMS invitant les représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes,

convaincu

que la participation des mouvements de libération nationale aux réunions et autres activités entreprises par l'UPU assurerait aux peuples des zones libérées une amélioration de leurs conditions de vie,

conscient

que cette participation contribuerait subséquentement au développement économique et social de ces territoires libérés et placés sous le contrôle des mouvements de libération,

décide

que les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou par la Ligue des Etats arabes pourront prendre part aux Congrès de l'UPU en tant qu'observateurs.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 974 à 978)

Décision C 92/Lausanne 1974

Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

Le Congrès

décide

d'admettre l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à participer, en qualité d'observateur, aux travaux du XVIIe Congrès postal universel ainsi qu'à toutes les réunions futures des organes de l'UPU.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 931 à 933)

Résolution C 7/Rio de Janeiro 1979

Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU

Le Congrès,

considérant

que la Ligue des Etats arabes est une organisation internationale au niveau des gouvernements arabes,

considérant

la collaboration et la coopération qui existent entre l'ONU et la Ligue des Etats arabes,

considérant

que la participation de la Ligue des Etats arabes aux travaux des organes de l'UPU présente un intérêt particulier pour celle-ci, pour le présent et l'avenir,

vu

la résolution C 3 du Congrès de Lausanne 1974 concernant les mouvements de libération nationale reconnus par la Ligue des Etats arabes,

décide

d'accepter que la Ligue des Etats arabes participe, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU, à commencer par le XVIIIe Congrès.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1199, 1231, 1767)

Décision C 38/Washington 1989

Admission de la presse au Débat général

Le Congrès

décide

d'admettre la présence des médias lors du Débat général du XXe Congrès en qualité d'auditeurs et sans droit d'intervention.

(Proposition 022, 3e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 39/Washington 1989

Vice-présidences du XXe Congrès

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès:

- Chine (Rép. pop.);
- France;
- URSS;
- Zambie.

(Proposition 023, 1re séance plénière; Congrès – Doc 78.1 14e séance)

Décision C 40/Washington 1989

Présidence et vice-présidences des Commissions du XXe Congrès

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer la présidence et les vice-présidences des Commissions du Congrès:

<i>Commissions</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
1. Vérification des pouvoirs	Argentine	Nigéria Portugal Syrienne (Rép. arabe)
2. Finances	Japon	Bolivie Turquie Zaïre
3. Affaires générales	Suisse	Mexique Sri Lanka Togo
4. Poste aux lettres – Réglementation	Finlande	Cameroun Pakistan Vénézuéla

<i>Commissions</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
5. Poste aux lettres – Tarification et rémunération	Inde	Ghana Italie Tchécoslovaquie
6. Poste aérienne	Nouvelle-Zélande	Barbade Irlande Pologne (Rép. pop.)
7. Colis postaux	Hongrie (Rép.)	Arabie saoudite Bangladesh Pays-Bas
8. Services financiers postaux	Autriche	Chili Gabon Indonésie
9. Coopération technique	Côte d'Ivoire (Rép.)	Brésil Bulgarie (Rép. pop.) Emirats arabes unis
10. Rédaction	Algérie	Belgique Canada Congo (Rép. pop.)

(Proposition 024, 1re séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 41/Washington 1989

Membres des Commissions restreintes

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'être membres des Commissions restreintes suivantes:

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Présidence: Argentine

Vice-présidences: Nigéria, Portugal, Syrienne (Rép. arabe)

Membres: Amérique (Etats-Unis), Centrafrique, Islande, Kenya, Kuwait, Singapour, Ukraine

Commission 10 (Rédaction)

Présidence: Algérie

Vice-présidences: Belgique, Canada, Congo (Rép. pop.)

Membres: Amérique (Etats-Unis), Bénin, Espagne, France, Luxembourg, Madagascar, Sénégal, Suisse

(Proposition 025/Rev 1, 1re séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 48/Washington 1989

Institution d'un débat général

Le Congrès

décide

- de prévoir, dans le cadre des travaux de chaque Congrès, la tenue d'un débat général sur une ou plusieurs questions d'actualité concernant la poste;
- qu'à l'issue de ce débat une résolution soit adoptée fixant des orientations générales pour la période quinquennale suivante,

charge

le Conseil exécutif de choisir le ou les thèmes de ce débat en tenant compte des préoccupations de la majorité des Administrations postales et de prendre les dispositions nécessaires pour en assurer le déroulement dans les meilleures conditions d'efficacité,

charge en outre

le Bureau international d'organiser ledit débat en collaboration avec le pays hôte du Congrès.

(Proposition 011, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 49/Washington 1989

Lieu du XXIIe Congrès postal universel

Le Congrès

décide

d'accepter l'invitation du Ministère des communications de la République de Corée de tenir le XXIIe Congrès dans ce pays en 1994.

(Congrès – Doc 74, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

3.3 Conseil exécutif (CE)

Vœu C 4/Paris 1947

Choix des représentants des Pays-membres de la Commission exécutive et de liaison^{1 2}

Les représentants des Pays-membres de la Commission exécutive et de liaison² doivent être des fonctionnaires qualifiés de l'Administration des postes.

Le Congrès a précisé que l'expression «fonctionnaires qualifiés» veut dire des «fonctionnaires titulaires, chevronnés et compétents».

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 977, 1109)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 4.

² Dénomination actuelle: Conseil exécutif.

Résolution C 11/Lausanne 1974

Répartition des sièges du Conseil exécutif

Le Congrès,

ayant approuvé

la disposition de l'article 102 du Règlement général¹ qui fixe la composition du Conseil exécutif,

ayant pris acte

de la répartition des Pays-membres entre les différents groupes géographiques (Congrès – Doc 113),

décide

1° de répartir de la manière suivante les sièges dudit Conseil entre les différents groupes géographiques:

Hémisphère occidental	8 sièges
Europe orientale et Asie du Nord	4 sièges
Europe occidentale	6 sièges
Asie et Océanie	10 sièges
Afrique	11 sièges

plus un siège pour la présidence du pays-hôte du Congrès. En cas de désistement de ce pays, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire conformément à l'article 102, paragraphe 1bis, du Règlement général²;

- 2° de mettre immédiatement en vigueur la nouvelle composition du Conseil exécutif et la présente décision.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: page 1007)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102.

² Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 2.

Résolution C 18/Lausanne 1974

Représentation des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales lors des séances tenues au cours d'un Congrès

Le Congrès,

tenant compte

que certains pays participant au Congrès sont représentés par des membres du corps diplomatique,

décide

par dérogation aux articles 102, paragraphe 3¹, et 104, paragraphe 2², du Règlement général, d'autoriser ces délégués à représenter leur pays aux sessions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales tenues au cours du Congrès.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1169, 1188, 1300)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 4.

² Règl. gén. (Washington 1989), art. 104, par. 3.

Résolution C 19/Lausanne 1974

Représentation du Président et des Vice-Présidents du Conseil exécutif aux réunions du Conseil consultatif des études postales et réciproquement du Président et des Vice-Présidents du Conseil consultatif des études postales aux réunions du Conseil exécutif

Le Congrès,

considérant

les dispositions des articles 102, paragraphe 12¹, et 104, paragraphe 13², du Règlement général qui concernent le droit de représentation réciproque du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales,

désirant

que cette représentation réciproque n'alourdisse pas exagérément l'organisation et le fonctionnement de ces deux organes,

recommande

aux Administrations concernées par ces présidences et vice-présidences, de ne déléguer, dans la mesure du possible, qu'une seule personne pour la représenter dans le cadre de l'autre organe et de choisir de préférence la personne qui assume ladite présidence ou vice-présidence,

décide

le remboursement des frais de transport au Président et aux Vice-Présidents de chacun de ces deux organes lorsqu'ils appartiennent à des pays relativement les moins développés économiquement, signalés par l'Organisation des Nations Unies.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1170 à 1172, 1302)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 12.

² Règl. gén. (Washington 1989), art. 104, par. 13.

Décision C 92/Lausanne 1974

Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

Le Congrès

décide

d'admettre l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à participer, en qualité d'observateur, aux travaux du XVII^e Congrès postal universel ainsi qu'à toutes les réunions futures des organes de l'UPU.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 931 à 933)

Résolution C 7/Rio de Janeiro 1979

Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU

Le Congrès,

considérant

que la Ligue des Etats arabes est une organisation internationale au niveau des gouvernements arabes,

considérant
la collaboration et la coopération qui existent entre l'ONU et la Ligue des Etats arabes,

considérant
que la participation de la Ligue des Etats arabes aux travaux des organes de l'UPU présente un intérêt particulier pour celle-ci, pour le présent et l'avenir,

vu
la résolution C 3 du Congrès de Lausanne 1974 concernant les mouvements de libération nationale reconnus par la Ligue des Etats arabes,

décide

d'accepter que la Ligue des Etats arabes participe, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU, à commencer par le XVIIIe Congrès.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1199, 1231, 1767)

Résolution C 87/Hamburg 1984

Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Le Congrès,

vu
que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de l'UPU entre deux Congrès,

considérant
que la durée du mandat de ces organes correspond à la période qui sépare deux Congrès successifs,

constatant
qu'un délai sépare la clôture du Congrès et l'entrée en vigueur des Actes qu'il adopte,

tenant compte
du fait que chaque Congrès arrête une nouvelle composition et de nouvelles attributions pour le Conseil exécutif et pour le Conseil consultatif des études postales,

estimant
que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales doivent fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès,

décide

de remettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 201, 669)

Résolution C 1/Washington 1989

Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE

Le Congrès,

vu
les nouvelles compétences législatives du CE contenues dans les articles 22, paragraphe 5, et 25, paragraphe 2, de la Constitution; 102, paragraphe 6, 109, paragraphe 2, 120, paragraphe 3, 121, paragraphe 2, 122, paragraphe 2, et 123 du Règlement général; 93, paragraphe 2, de la Convention; 57, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les colis postaux; 13, paragraphe 3.2, de l'Arrangement concernant les mandats de poste; 17, paragraphe 3.2, de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux; 9, paragraphe 2.2, de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement,

tenant compte
de l'évolution rapide des techniques et des besoins de la société,

estimant
qu'il est urgent et nécessaire, pour la sauvegarde du service postal, de riposter de façon appropriée, aussi rapidement et efficacement que possible aux défis de la concurrence agressive,

considérant
que toute attente risquerait de compromettre l'efficacité des actions à mener et de rendre les décisions désuètes,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du CE.

(Proposition 01, 8e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 42/Washington 1989

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989.

(Congrès – Doc 16, 3e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Vœu C 53/Washington 1989**Représentation des membres du Conseil exécutif**

Le Congrès,

se référant

à l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général de l'Union postale universelle selon lequel le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif «doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale»,

considérant

que le Conseil exécutif a été investi de pouvoirs plus étendus (nouvelles compétences législatives, initiative d'actions),

désirant

que, dans un souci de célérité, les délégués au CE puissent engager leurs Administrations sur la base des documents qui leur sont présentés et à la lumière des échanges de vues pendant la session,

souhaitant

que le niveau général de la représentation des membres du Conseil exécutif soit le plus élevé possible,

émet le vœu

que les délégations aux séances du Conseil exécutif soient effectivement dirigées dans toute la mesure possible et au moins pendant les séances plénières par les responsables des Administrations postales.

(Proposition 09, Commission 3, 3e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)**Résolution C 18/Lausanne 1974****Représentation des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales lors des séances tenues au cours d'un Congrès**

Le Congrès,

tenant compte

que certains pays participant au Congrès sont représentés par des membres du corps diplomatique,

décide

par dérogation aux articles 102, paragraphe 3¹, et 104, paragraphe 2², du Règlement général, d'autoriser ces délégués à représenter leur pays aux sessions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales tenues au cours du Congrès.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1169, 1188, 1300)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 4.

² Règl. gén. (Washington 1989), art. 104, par. 3.

Résolution C 19/Lausanne 1974

Représentation du Président et des Vice-Présidents du Conseil exécutif aux réunions du Conseil consultatif des études postales et réciproquement du Président et des Vice-Présidents du Conseil consultatif des études postales aux réunions du Conseil exécutif

Le Congrès,

considérant

les dispositions des articles 102, paragraphe 12¹, et 104, paragraphe 13², du Règlement général qui concernent le droit de représentation réciproque du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales,

désirant

que cette représentation réciproque n'alourdisse pas exagérément l'organisation et le fonctionnement de ces deux organes,

recommande

aux Administrations concernées par ces présidences et vice-présidences, de ne déléguer, dans la mesure du possible, qu'une seule personne pour la représenter dans le cadre de l'autre organe et de choisir de préférence la personne qui assume ladite présidence ou vice-présidence,

décide

le remboursement des frais de transport au Président et aux Vice-Présidents de chacun de ces deux organes lorsqu'ils appartiennent à des pays relativement les moins développés économiquement, signalés par l'Organisation des Nations Unies.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1170 à 1172, 1302)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 12.

² Règl. gén. (Washington 1989), art. 104, par. 13.

Décision C 92/Lausanne 1974**Représentation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)**

Le Congrès

décide

d'admettre l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à participer, en qualité d'observateur, aux travaux du XVIIe Congrès postal universel ainsi qu'à toutes les réunions futures des organes de l'UPU.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 931 à 933)

Résolution C 7/Rio de Janeiro 1979**Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU**

Le Congrès,

considérant

que la Ligue des Etats arabes est une organisation internationale au niveau des gouvernements arabes,

considérant

la collaboration et la coopération qui existent entre l'ONU et la Ligue des Etats arabes,

considérant

que la participation de la Ligue des Etats arabes aux travaux des organes de l'UPU présente un intérêt particulier pour celle-ci, pour le présent et l'avenir,

vu

la résolution C 3 du Congrès de Lausanne 1974 concernant les mouvements de libération nationale reconnus par la Ligue des Etats arabes,

décide

d'accepter que la Ligue des Etats arabes participe, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU, à commencer par le XVIIIe Congrès.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1199, 1231, 1767)

Recommandation C 29/Hamburg 1984**Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales**

Le Congrès,

vu
le rôle du Conseil consultatif des études postales dans le cadre des organes permanents de l'Union,

vu
l'importance des études entreprises au sein de cet organe en faveur de l'amélioration des services postaux,

considérant
l'attention accrue accordée par le CCEP aux études intéressant les pays en développement,

notant
avec intérêt, d'une part, les progrès réalisés en matière de participation des pays en développement aux travaux du CCEP – en particulier depuis la recommandation C 81 du Congrès de Lausanne 1974 – et, d'autre part, le profit qui en a été tiré dans le sens de la réalisation des objectifs de l'Union,

constatant
que des possibilités existent pour une amélioration des résultats obtenus,

recommande

aux Administrations postales des pays en développement de renforcer leur participation aux travaux du CCEP:

- en apportant une contribution régulière aux études entreprises (réponse aux questionnaires, fourniture de renseignements, présentation d'exposés aux colloques, etc.);
- en assumant, dans la mesure où cela est possible, le rôle de rapporteur ou d'animateur des études,

charge

le Bureau international, selon les moyens disponibles, d'accorder aux Administrations qui en feraient la demande l'aide nécessaire pour la mise au point des mesures d'organisation de nature à leur permettre de participer plus efficacement aux travaux des organes de l'Union.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 162, 163, 183)

Résolution C 87/Hamburg 1984**Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)**

Le Congrès,

vu
que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de l'UPU entre deux Congrès,

considérant
que la durée du mandat de ces organes correspond à la période qui sépare deux Congrès successifs,

constatant
qu'un délai sépare la clôture du Congrès et l'entrée en vigueur des Actes qu'il adopte,

tenant compte
du fait que chaque Congrès arrête une nouvelle composition et de nouvelles attributions pour le Conseil exécutif et pour le Conseil consultatif des études postales,

estimant
que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales doivent fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès,

décide

de remettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 201, 669)

Résolution C 19/Washington 1989

Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994

Le Congrès,

vu
l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général relatif aux attributions du Conseil consultatif des études postales,

vu
la consultation des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes, effectuée en vertu de l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général,

constatant
le nombre important d'études terminées, traitant des domaines les plus divers, et déjà publiées ou en voie de l'être dans la Collection d'études postales,

considérant
le désir exprimé par les membres du Conseil consultatif des études postales de limiter le nombre des études à effectuer de telle sorte que la charge de travail corresponde aux moyens dont dispose le CCEP, gage d'une conduite efficace des études,

conscient
de la nécessité d'une intégration harmonieuse des études du CCEP dans le programme d'activité de l'Union dans son ensemble,

estimant
que la capacité d'action du Conseil consultatif devrait être réservée en priorité aux secteurs d'activité considérés comme les plus importants par les Administrations postales,

fait sien
le programme de travail du Conseil consultatif des études postales qui figure en annexe 1, tout en laissant à cet organe la liberté d'appréciation quant aux adaptations de ce programme en fonction de la situation que connaîtra le service postal au cours du quinquennat,

décide

- de laisser au Conseil consultatif le soin:
- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
 - b) de décider des études permanentes à reprendre;
 - c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
 - d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;
 - e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

(Proposition 020, 9e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Annexe 1

**Liste des sujets d'étude présélectionnés pour le projet
de programme de travail du CCEP (1989–1994)**

Champ d'activité n° 1: La poste et ses marchés

- Planification
- Stratégies de marketing
- Affaires commerciales
- Introduction de produits nouveaux

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
A. Etudes principales et sous-études	
1. Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste:	
– Correspondances	
– Marchandises	
– Publicité	
– Presse	
– Courrier rapide (EMS – Courrier électronique)	
– Services financiers	
Suivi de la concurrence et repostage	
Suivi des besoins de la clientèle	
Segmentation des marchés	
Produits nouveaux	
Stratégies recommandées	
Prospective postale	

2. Réseau de distribution et analyse de la clientèle

3. Presse et édition

B. Colloques et Comités de contact

- Prospective postale: un colloque par session du CCEP (deux séances)
- Comité de contact Editeurs/UPU: une réunion par session du CCEP (une séance)

Champ d'activité n° 2: Développement des services rapides

- Développement du service dans le monde
- Accroissement de l'efficacité et de la rapidité

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Service EMS:
 - Qualité de service
 - Extension géographique
 - Image commune
 - Suivi des envois et réclamations des clients
 - Compensation financière entre Administrations
 - Prestations additionnelles
 - Problèmes de douane
2. Courrier électronique:
 - Qualité de service
 - Extension géographique
 - Image commune
 - Compensation financière entre Administrations
 - Prestations additionnelles

B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact

- Service EMS: un colloque par session du CCEP (deux séances)
- Courrier électronique: un colloque tous les deux ans (deux séances)
- Comité de contact CCEP/CCITT: une réunion tous les deux ans (une séance)
- SGT 503: une réunion tous les ans (une séance)

Champ d'activité n° 3: Exploitation et qualité du service

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
<i>A. Etudes principales et sous-études</i>	
1. Amélioration du système postal: <ul style="list-style-type: none">- Contrôle douanier- Moyens d'acheminement- Documentation des envois et dépêches- Rapports entre bureaux d'échange- Normalisation des envois postaux, des conteneurs postaux (sacs, bacs, etc.) et de l'adresse postale- Normalisation des étiquettes et des marques d'affranchissement (guichets, entreprises)	
2. Distribution du courrier et desserte rurale: moyens – contrôle	
3. Normes d'acheminement – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial	
4. Mesures nécessaires pour améliorer les services postaux ruraux dans les pays en développement: modalités d'application	
<i>B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact</i>	
- Groupe mixte ISO/UPU «Adressage»: une réunion par an (une séance)	
- Comité de contact ISO/UPU: une réunion par an (une séance)	

Champ d'activité n° 4: Modernisation

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
<i>A. Etudes principales et sous-études</i>	
1. Automatisation et informatisation: <ul style="list-style-type: none">- Tri et lecture optique- Guichets et autres services- Services financiers- Bureaux d'échange (bordereau de livraison AV 7, etc.)- Pesage automatique des sacs	
2. Codages: <ul style="list-style-type: none">- Codes à barres- Système de suivi des sacs, des envois et des documents- Autres applications postales du code à barres	
3. Echange informatisé de données entre Administrations, avec leurs partenaires (douane, compagnies aériennes, etc.) et avec leurs clients (grands) (télématique)	

B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact

- Application des technologies à la poste – recherche et développement: un colloque groupant les responsables des centres ou services de recherche (deux séances), éventuellement annuel
- Groupe normatif de transmissions électroniques: une réunion à chaque session du CCEP (une séance)

Champ d'activité n° 5: Gestion

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
<i>A. Etudes principales et sous-études</i>	
1. Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes	
2. Indices de productivité	
3. Sécurité: <ul style="list-style-type: none"> - des envois (drogue, terrorisme, vols) - du personnel - des bâtiments - des moyens de transport - des fonds et valeurs 	
<i>B. Colloques</i>	
Décentralisation – Gestion des bureaux de poste (deux séances)	

Champ d'activité n° 6: Ressources humaines

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
<i>A. Etudes principales et sous-études</i>	
1. Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies: <ul style="list-style-type: none"> - Gestion - Formation - Motivation - Compétitivité 	
2. Problèmes et obstacles de formation dans les Administrations postales des pays en développement	
<i>B. Colloques</i>	
Communication interne et mesures d'incitation (deux séances)	

Décision C 43/Washington 1989

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984-1989

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984-1989.

(Congrès – Doc 17, 4e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

3.5 Bureau international

3.5.1 Personnel

Résolution C 17/Ottawa 1957

Fonds de secours^{1 2 3}

Le Congrès postal universel d'Ottawa,

vu

- le rapport du Directeur du Bureau international sur les finances de l'Union;
- le rapport de sa Commission des finances,

donne son accord

à la création d'un nouveau Fonds de secours, en faveur du personnel du Bureau international, alimenté par les moyens qui reviendront à l'Union en vertu de l'arrangement passé entre la Direction générale des PTT suisses et le Directeur du Bureau international, concernant l'émission de timbres-poste de service suisses à l'usage du Bureau international de l'Union postale universelle, et

charge

la Commission exécutive et de liaison⁴ d'adopter les dispositions réglementaires concernant l'utilisation des moyens de ce Fonds.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 68, 1152 à 1155)

¹ Règlement financier, art. 23.

² Voir décisions CEL 2/1958 et CE 32/1972.

³ Dénomination actuelle: Fonds social pour le personnel du Bureau international.

⁴ Dénomination actuelle: Conseil exécutif.

Résolution C 9/Vienne 1964

Caisse de prévoyance de l'Union postale universelle^{1 2}

Le Congrès,

considérant

- 1° qu'à partir du 1er janvier 1964 le Fonds de pensions, créé conformément à la décision du Congrès de Paris 1878, a été remplacé par la «Caisse de prévoyance de l'Union postale universelle»;
- 2° que, en raison du nouveau mode de financement de cette Caisse sous forme de contributions périodiques à la charge des membres de ladite Caisse et de l'Union, il est nécessaire de modifier la nature des mesures de garantie instituées par différents Congrès et notamment par le Congrès d'Ottawa 1957 dans la décision figurant sous lettre b) de la résolution relative au Fonds de pensions (Congrès d'Ottawa – Doc 2/Rev/Annexe 4),

vu

- les propositions présentées par le Directeur du Bureau international dans le rapport sur les finances de l'Union élaboré à l'intention du Congrès (Congrès – Doc 2/Rev);
- le rapport de sa Commission des finances,

confirme

la décision prise en 1963 par la Commission exécutive et de liaison², à savoir que

«L'Union octroie les garanties suivantes à la Caisse de prévoyance:

- a) garantie d'un intérêt correspondant au taux technique sur la totalité de la réserve mathématique de la Caisse de prévoyance;
- b) couverture, au moyen de versements appropriés, de tout déficit technique éventuel de la Caisse de prévoyance»,

charge

le Directeur général du Bureau international de prévoir éventuellement dans le budget ordinaire de l'Union après avoir pris l'avis du Conseil exécutif, les sommes qui seront nécessaires:

- a) si le rendement des fonds de la Caisse de prévoyance risque de ne pas atteindre le montant correspondant à l'intérêt technique sur la totalité de la réserve mathématique;
- b) pour amortir d'une façon appropriée tout déficit technique éventuel de la Caisse de prévoyance.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 715 à 724, 797)

¹ Voir résolution CEL 1/1963; décision CEL 1/1964; résolution C 19/Tokyo 1969; décision CE 42/1970; résolutions CE 13/1971 et CE 22/1972; décision CE 41/1972.

² Voir résolution CEL 1/1963.

Résolution C 51/Rio de Janeiro 1979

Conditions de service des fonctionnaires élus

Le Congrès,

vu, d'une part,

la décision du Congrès de Lausanne (1974), selon laquelle le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans (article 108, paragraphe 1, du Règlement général de l'Union postale universelle),

étant donné, d'autre part,

la compétence du Conseil exécutif d'assurer:

- la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union (article 17, paragraphe 1, de la Constitution de l'Union postale universelle);
- le contrôle de l'activité du Bureau international (article 102, paragraphe 6, lettre j), du Règlement général)¹,

tenant compte

de la résolution C 35 du Congrès de Tokyo (1969), en vertu de laquelle le Conseil exécutif a été autorisé à fixer, dans un Statut du personnel du Bureau international, les conditions de service de l'ensemble du personnel de ce Bureau, à la lumière des principes et de la pratique suivis dans les autres institutions spécialisées,

ayant en vue

le besoin pratique de maintenir cette compétence aussi en ce qui concerne le Directeur général et le Vice-Directeur général,

considérant

la résolution CE 2/1973, remplacée par la résolution CE 1/1977, concernant la fixation des conditions de service des fonctionnaires élus (Directeur général et Vice-Directeur général) du Bureau international,

décide

- 1° Le Conseil exécutif est autorisé à fixer dans une résolution la rémunération et les autres conditions de service des fonctionnaires élus, à la lumière des principes adoptés dans le système commun des Nations Unies et en tenant compte de la pratique suivie dans les autres institutions spécialisées.
- 2° Le Directeur général et le Vice-Directeur général reçoivent, après leur élection par le Congrès, une lettre de nomination, signée par le Président du Congrès, qui indique la durée du mandat et fixe la rémunération et les autres conditions de service en conformité avec la résolution du Conseil exécutif mentionnée au chiffre 1° ci-dessus.
- 3° Dans le cas mentionné à l'article 108, paragraphe 4, du Règlement général de l'UPU, la lettre de nomination du Vice-Directeur général élu par le Conseil exécutif pour la période allant jusqu'au prochain Congrès est signée par le Président du Conseil exécutif.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1431, 1799)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 102, par. 6.10.

Résolution C 52/Rio de Janeiro 1979

Pensions de retraite des fonctionnaires élus

Le Congrès,

vu
la décision prise par le XVII^e Congrès (Lausanne 1974) d'élire le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois (article 108, paragraphe 1, du Règlement général de l'Union postale universelle),

conscient
des problèmes qui en résultent pour la sécurité sociale de ces deux hauts fonctionnaires à l'expiration de leur mandat,

tenant compte
du fait que le Statut et le Règlement du personnel du Bureau international ne leur sont pas applicables et que leurs conditions de service sont réglées à part, le système commun des Nations Unies ne comprenant que les grades jusqu'à D 2 (Sous-Directeur général),

décide, avec effet immédiat,

de garantir aux fonctionnaires élus (Directeur général et Vice-Directeur général), qui n'auraient pas accompli cinq ans de service au Bureau international au début de leur mandat, une pension de retraite de 20 pour cent du traitement moyen final après cinq ans de service au Bureau international majorée de 2 pour cent pour chaque année de service supplémentaire, cette pension servant également de base pour le calcul des pensions de survivants. La différence entre le montant de la pension effectivement versé aux intéressés et celui de la pension à laquelle ils auraient droit en vertu des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU est à la charge du budget de l'Union.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1288, 1431 à 1433, 1799)

Décision C 93/Washington 1989

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle

Le Congrès,

vu

l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général:

- réélit au poste de Directeur général du Bureau international M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros (Brésil), Directeur général du Bureau international;
- élit au poste de Vice-Directeur général du Bureau international M. Jaime Ascandoni R. (Espagne), Sous-Directeur général au Bureau international.

La présente décision prend effet au 1er janvier 1990.

(Congrès – Doc 41, 8e séance plénière; Congrès – Doc 78.3, 16e séance)

3.5.2 Documentation et publications

Résolution C 7/Ottawa 1957

Revue «Union Postale»^{1 2}

En vue de renforcer l'échange d'expériences et de progrès scientifiques, techniques et économiques des communications postales et d'augmenter toujours plus la collaboration internationale et les relations de tous les Pays-membres de l'Union dans ce domaine, le Congrès charge le Bureau international d'assurer une plus large place dans la revue «Union Postale» à la publication des problèmes actuels du service postal concernant des expériences faites, des progrès scientifiques et techniques de différents pays, des questions de la mécanisation et de l'automatisation des processus de la production, des problèmes économiques essentiels du service postal, ainsi que d'insérer, dans la revue, des extraits puisés dans la littérature spécialisée, la critique des livres, des manuels et autres imprimés.

Il fait appel aux Administrations de l'Union, à la Commission consultative des études postales³ et à la Commission exécutive et de liaison⁴ pour qu'elles apportent leur collaboration à cette fin.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 64, 395, 396)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 117.

² Voir aussi décisions CEL 2/1948, CEL 1/1949, CEL 1/1961, CEL 1/1963, CE 14/1965, CE 10/1968, CE 11/1973, CE 25/1976 et CE 19/1981.

³ Dénomination actuelle: Conseil consultatif des études postales.

⁴ Dénomination actuelle: Conseil exécutif.

Recommandation C 4/Vienne 1964

Publications périodiques envoyées au Bureau international par les Administrations^{1 2}

Les Administrations postales sont invitées à faire accompagner les publications périodiques qu'elles envoient au Bureau international d'une traduction en langue française ou, à défaut, en une des autres langues utilisées pour la revue «Union Postale», de la table des matières et, si possible, d'un résumé des articles qu'elles jugent importants.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 808, 994, 1368)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 117.

² Voir décision CEL 1/1961.

Recommandation C 8/Vienne 1964

Liste des documents publiés par le Bureau international¹

Il est souhaitable que le Bureau international établisse, au début de chaque année, la liste de tous les documents publiés au cours de l'année écoulée, afin que les Administrations puissent commander les documents manquants.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1018, 1372)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 111.

Recommandation C 9/Vienne 1964

Envoi aux Administrations des circulaires du Bureau international^{1 2}

Il est suggéré que toutes les circulaires du Bureau international soient envoyées dans tous les cas par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) aux Administrations de l'Union.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 808, 1017, 1372)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 111.

² Voir décision CE 4/1966.

Résolution C 32/Tokyo 1969**Rédaction des documents publiés par le Bureau international¹**

Le Congrès,

vu
le rapport A/6343 du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'ONU et des institutions spécialisées et notamment la recommandation ci-annexée figurant au paragraphe 104, lettre f), dudit rapport,

vu
la résolution 9, formulée par le Conseil exécutif au cours de sa session de 1966 (Recueil des résolutions et décisions du Conseil exécutif, année 1966), recommandant que les rapports et documents de toute nature soient rédigés d'une manière aussi simple et concise que possible,

constatant
que des mesures ont été prises par le Conseil exécutif en matière de rationalisation de plusieurs recueils publiés par le Bureau international et de remplacement de procès-verbaux par de simples rapports (Congrès – Doc 9, paragraphe 32),

considérant néanmoins
que le volume de la documentation mise à la disposition des Administrations rend celle-ci difficile à examiner d'une manière approfondie, s'agissant en particulier d'Administrations qui ne sont pas pourvues d'un personnel spécialisé,

invite

le Directeur général du Bureau international à prendre les mesures nécessaires afin que:

- 1° les documents qu'il publie soient rédigés d'une manière conforme à la résolution 9/1966 du Conseil exécutif;
- 2° ces documents ne comportent que les données indispensables à la compréhension du problème en cause, à l'exclusion notamment de développements historiques auxquels, dans la plupart des cas, pourraient être substituées de simples références,

charge

le Conseil exécutif de veiller à l'application de ces recommandations.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: page 1048)

¹ Voir résolution CE 6/1970; décisions CE 25/1971, CE 26/1971, CE 12/1972, CE 13/1972, CE 8/1973, CE 8/1974 et CE 32/1975.

Annexe à la résolution C 32

Recommandations du Comité ad hoc

Par. 104 – Le Comité recommande:

.....

- f) Les Etats-membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées devraient être instamment priés de ne ménager aucun effort pour réduire considérablement leurs demandes de documents pour toutes les conférences, *de manière que ces documents puissent être présentés au moment le plus opportun, sous une forme concise et de la manière la plus économique, en évitant toutes dépenses superflues...*

Résolution C 1/Lausanne 1974

Publication des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) adoptées par le Congrès

Le Congrès,

rappelant

l'interprétation du Congrès de Vienne selon laquelle l'expression «décision du Congrès» figurant à l'article 101, paragraphe 5 in fine, du Règlement général, comprend non seulement les décisions qui font l'objet d'une disposition introduite dans les Actes mais encore toute autre forme de décision, comme les avis, vœux, résolutions et interprétations visant l'application des Actes et le fonctionnement des organes de l'Union,

considérant

la résolution C 1 du Congrès de Tokyo 1969, en vertu de laquelle le Bureau international a publié un Recueil des décisions des Congrès de Paris 1947 à Tokyo 1969,

recommande

au Gouvernement du pays-siège du Congrès de notifier aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union en même temps que les Actes définitifs du Congrès les autres décisions adoptées par ce dernier,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- a) de publier dans les documents définitifs de chaque Congrès toutes les décisions adoptées par ce Congrès;
- b) de mettre à jour, après chaque Congrès, le Recueil des décisions des Congrès.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1017,1018)

Résolution C 22/Lausanne 1974

Forme à donner à la publication «Statistique des services postaux»

Le Congrès,

vu

la résolution C 28 du Congrès de Tokyo 1969 par laquelle le Conseil consultatif des études postales a été chargé d'entreprendre une étude sur la forme à donner à la publication «Statistique des services postaux» prévue à l'article 111, paragraphe 2, lettre j), du Règlement d'exécution de la Convention¹,

vu

le rapport du Conseil consultatif des études postales à ce sujet (Congrès – Doc 21),

estimant

que le champ des données statistiques devrait être élargi non seulement dans l'intérêt des Pays-membres de l'Union mais également pour permettre au Bureau international de conduire les études sur le développement des services postaux dans les jeunes pays et de participer activement aux travaux entrepris à cet égard dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

constatant

que les recommandations formulées dans le rapport précité du Conseil consultatif des études postales (Congrès – Doc 21) envisagent précisément d'atteindre ces buts,

décide

qu'en principe la «Statistique des services postaux» sera désormais publiée selon les principes et rubriques ci-annexés tout en laissant au Directeur général du Bureau international le soin d'adapter, d'entente avec le Conseil consultatif des études postales, les rubriques aux besoins réels, afin que ladite publication puisse servir de base valable pour les travaux entrepris dans ce domaine aussi bien par les Pays-membres de l'Union que par le Bureau international,

charge

le Directeur général du Bureau international de prendre les mesures nécessaires pour l'application de cette décision à partir de l'année 1974,

invite

les Administrations postales des Pays-membres de l'Union à mettre tout en œuvre en vue de fournir au Bureau international les données statistiques pour la publication «Statistique des services postaux»,

prie

les Unions restreintes d'intervenir auprès de leurs membres afin qu'ils fournissent les données statistiques qui leur sont demandées en vertu de cette résolution.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1182, 1183)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 111, par. 2, lettre h).

Annexe I

Principes généraux relatifs à la forme et à la périodicité de la «Statistique des services postaux»

Le CCEP propose que la «Statistique des services postaux» soit désormais publiée sous la même forme que les divers recueils, autrement dit, sous la forme d'un classeur à feuilles mobiles avec une page de garde en français indiquant toutes les rubriques numérotées pour lesquelles des renseignements ont été demandés. S'ils le désirent, les membres des groupes utilisant une langue autre que

le français pourraient prévoir une dernière page numérotée de façon analogue et contenant les rubriques pour lesquelles les informations sont demandées dans la langue considérée. Le corps principal de la statistique se composerait d'un ensemble de feuilles, une par pays, les renseignements étant fournis dans l'ordre vertical et non pas horizontal comme cela est actuellement le cas. De la sorte, il ne serait plus nécessaire d'attendre que toutes les Administrations aient répondu pour publier la statistique. Des feuilles supplémentaires pourraient paraître au fur et à mesure de l'arrivée des réponses tardives. (Les informations d'ordre budgétaire qui ne seraient pas reçues en même temps que les autres renseignements pourraient être publiées ultérieurement sous forme de mises à jour.) Les notes relatives à un pays considéré qui figurent dans la quatrième partie de l'actuelle «Statistique des services postaux» seraient à l'avenir reproduites sur la feuille concernant ce même pays. Les renseignements d'ordre général et le répertoire général des pays de l'UPU (première et deuxième partie de la «Statistique des services postaux» actuelle) ainsi que les instructions nécessaires à l'établissement des statistiques (transmises par lettre-circulaire du Bureau international) seraient dorénavant imprimés sur des feuilles complémentaires à insérer soit au début, soit à la fin du nouveau recueil de la «Statistique des services postaux».

Le CCEP a étudié la question de savoir si tout ou partie des données indiquées dans la statistique pouvait être publié à des intervalles supérieurs à une année mais en a conclu que l'ensemble des informations devrait paraître annuellement.

Les instructions générales pour l'établissement de la statistique devraient demander aux Administrations d'indiquer à quelles périodes se réfèrent les chiffres fournis si ceux-ci ne portent pas sur une année civile. Toutes les considérations ou circonstances particulières de nature à avoir une incidence sur les chiffres devraient également faire l'objet d'une note en bas de page. Les renseignements de caractère général fournis par les Administrations devraient aussi indiquer les périodes auxquelles ils se rapportent.

L'annexe 2 reproduit la liste des rubriques proposées par le CCEP pour inclusion dans les futures éditions de la «Statistique des services postaux».

Annexe 2

Liste des rubriques proposées par le CCEP pour inclusion dans les futures éditions de la «Statistique des services postaux»

I. Généralités

- Taux de conversion du franc-or dans la monnaie nationale
- 1 Superficie du pays en kilomètres carrés
- 2 Nombre d'habitants du pays
- 3 Produit national brut (en millions de francs-or)
- 4 Nombre de lettres et cartes déposées (moyenne par habitant)
- 5 Montant des investissements que votre Administration consacre aux services des postes (en millions de francs-or)

II. Personnel, bureaux de poste, moyens techniques

- 6 Total de l'effectif du personnel (total des rubriques 6.1 à 6.5)
- 6.1 Personnel de direction, de gestion et de contrôle
- 6.2 Personnel d'exécution desservant les guichets des bureaux de poste ou assurant les services internes correspondants
- 6.3 Personnel d'exécution affecté aux travaux relatifs au traitement du courrier (relevage, tri, transport, etc.), à l'exclusion de la distribution
- 6.4 Personnel d'exécution affecté à la distribution
- 6.5 Autres agents
- 7 Nombre total de bureaux de poste (total des rubriques 7.1 et 7.2)
- 7.1 Bureaux de poste sédentaires (total des rubriques 7.1.1 à 7.1.3)
- 7.1.1 Bureaux de tri
- 7.1.2 Bureaux de plein exercice
- 7.1.3 Bureaux secondaires
- 7.1.3.1 gérés par des agents appartenant à l'Administration
- 7.1.3.2 gérés par des personnes étrangères à l'Administration
- 7.2 Bureaux de poste mobiles (total des rubriques 7.2.1 à 7.2.3)
- 7.2.1 Ambulants ferroviaires, routiers, fluviaux, etc., ne servant pas le public
- 7.2.2 Bureaux automobiles routiers, fluviaux, desservant les usagers dans des localités rurales, les quartiers urbains, etc.
- 7.2.3 Distributeurs ruraux fournissant au public des prestations analogues à celles d'un bureau sédentaire
- 8 Nombre de bureaux de poste (sédentaires et mobiles) acceptant les transactions financières
- 9 Boîtes aux lettres
- 10 Boîtes postales
- 11 Véhicules à moteur
- 12 Distributeurs automatiques de timbres-poste, de cartes postales, etc.
- 13 Machines à affranchir
- 14 Machines à oblitérer
- 15 Machines à séparer les envois de la poste aux lettres et, éventuellement, à les redresser, etc.
- 16 Machines à trier et pupitres de codage ou de positions d'opérateurs en service
- 16.1 Machines à trier – Nombre
- 16.2 Pupitres de codage ou de positions d'opérateurs en service – Nombre
- 17 Volume et proportion des envois de la poste aux lettres triés à la machine:
- 17.1 Envois de la poste aux lettres triés à la machine – Nombre
- 17.2 Pourcentage de 17.1 par rapport à l'ensemble des envois de la poste aux lettres

III. Trafic

Envois de la poste aux lettres ordinaires et recommandés. Total des envois englobés dans les rubriques 21 à 32

(Les journaux, etc., servis par abonnement-poste sont pris en statistique séparément dans les rubriques 63 à 65)

- 18 Service intérieur
- 18.1 Nombre
- 18.2 Kilogrammes
- 19 Service international – Expédition
- 19.1 Nombre

- 19.2 Kilogrammes
- 20 Service international – Réception
- 20.1 Nombre
- 20.2 Kilogrammes

Envois de la poste aux lettres ordinaires et recommandés – Détails des envois compris dans les rubriques 18 à 20

Lettres

- 21 Service intérieur
- 21.1 Nombre
- 21.2 Kilogrammes
- 22 Service international – Expédition
- 22.1 Nombre
- 22.2 Kilogrammes
- 23 Service international – Réception
- 23.1 Nombre
- 23.2 Kilogrammes

Cartes postales

- 24 Service intérieur
- 24.1 Nombre
- 24.2 Kilogrammes
- 25 Service international – Expédition
- 25.1 Nombre
- 25.2 Kilogrammes
- 26 Service international – Réception
- 26.1 Nombre
- 26.2 Kilogrammes

Imprimés (y compris les journaux transportés à la taxe complète ou réduite des imprimés), célogrammes

- 27 Service intérieur
- 27.1 Nombre
- 27.2 Kilogrammes
- 28 Service international – Expédition
- 28.1 Nombre
- 28.2 Kilogrammes
- 29 Service international – Réception
- 29.1 Nombre
- 29.2 Kilogrammes

Petits paquets

- 30 Service intérieur
- 30.1 Nombre
- 30.2 Kilogrammes

- 31 Service international – Expédition
- 31.1 Nombre
- 31.2 Kilogrammes
- 32 Service international – Réception
- 32.1 Nombre
- 32.2 Kilogrammes

Envois admis à la franchise postale

(Ces envois sont compris dans les rubriques 18 à 20 de même que dans les rubriques 21 à 32)

- 33 Service intérieur
- 33.1 Nombre
- 33.2 Kilogrammes
- 34 Service international – Expédition
- 34.1 Nombre
- 34.2 Kilogrammes
- 35 Service international – Réception
- 35.1 Nombre
- 35.2 Kilogrammes

Envois recommandés

(Ces envois sont compris dans les rubriques 18 à 20 de même que dans les rubriques 21 à 35)

- 36 Service intérieur
- 36.1 Nombre
- 36.2 Kilogrammes
- 37 Service international – Expédition
- 37.1 Nombre
- 37.2 Kilogrammes
- 38 Service international – Réception
- 38.1 Nombre
- 38.2 Kilogrammes

Envois-avion LC

(Ces envois sont compris dans les rubriques 18 à 20 de même que dans les rubriques 21 à 26 et 33 à 38)

- 39 Service intérieur
- 39.1 Envois LC du régime intérieur
- 39.1.1 Nombre
- 39.1.2 Kilogrammes
- 39.1.3 Tonnes-kilomètres
- 39.2 Envois LC du régime international transportés par la voie aérienne à l'intérieur du pays
- 39.2.1 Nombre
- 39.2.2 Kilogrammes
- 39.2.3 Tonnes-kilomètres
- 40 Service international – Expédition
- 40.1 Envois LC avec surtaxe
- 40.1.1 Nombre
- 40.1.2 Kilogrammes
- 40.1.3 Tonnes-kilomètres

- 40.2 Envois LC non surtaxés
- 40.2.1 Nombre
- 40.2.2 Kilogrammes
- 40.2.3 Tonnes-kilomètres
- 41 Service international – Réception
- 41.1 Nombre
- 41.2 Kilogrammes

Envois-avion AO

(Ces envois sont compris dans les rubriques 18 à 20 de même que dans les rubriques 27 à 38)

- 42 Service intérieur
- 42.1 Envois AO du régime intérieur
- 42.1.1 Nombre
- 42.1.2 Kilogrammes
- 42.1.3 Tonnes-kilomètres
- 42.2 Envois AO du régime international transportés par la voie aérienne à l'intérieur du pays
- 42.2.1 Nombre
- 42.2.2 Kilogrammes
- 42.2.3 Tonnes-kilomètres
- 43 Service international – Expédition
- 43.1 Envois AO avec surtaxe
- 43.1.1 Nombre
- 43.1.2 Kilogrammes
- 43.1.3 Tonnes-kilomètres
- 43.2 Envois AO non surtaxés
- 43.2.1 Nombre
- 43.2.2 Kilogrammes
- 43.2.3 Tonnes-kilomètres
- 44 Service international – Réception
- 44.1 Nombre
- 44.2 Kilogrammes

Envois de la poste aux lettres contre remboursement

(Ces envois sont compris dans les rubriques 18 à 20 de même que dans les rubriques 21 à 32 et 36 à 44)

- 45 Service intérieur
- 45.1 Nombre
- 45.2 Kilogrammes
- 46 Service international – Expédition
- 46.1 Nombre
- 46.2 Kilogrammes
- 47 Service international – Réception
- 47.1 Nombre
- 47.2 Kilogrammes

Lettres et boîtes avec valeur déclarée

- 48 Service intérieur
- 48.1 Nombre
- 48.2 Kilogrammes

- 49 Service international – Expédition
- 49.1 Nombre
- 49.2 Kilogrammes
- 50 Service international – Réception
- 50.1 Nombre
- 50.2 Kilogrammes

Colis postaux ordinaires

(Y compris les colis-avion et contre remboursement englobés dans les rubriques 67 à 62)

- 51 Service intérieur
- 51.1 Nombre
- 51.2 Kilogrammes
- 52 Service international – Expédition
- 52.1 Nombre
- 52.2 Kilogrammes
- 53 Service international – Réception
- 53.1 Nombre
- 53.2 Kilogrammes

Colis postaux avec valeur déclarée

(Y compris les colis-avion et contre remboursement avec valeur déclarée englobés dans les rubriques 57 à 62)

- 54 Service intérieur
- 54.1 Nombre
- 54.2 Kilogrammes
- 55 Service international – Expédition
- 55.1 Nombre
- 55.2 Kilogrammes
- 56 Service international – Réception
- 56.1 Nombre
- 56.2 Kilogrammes

Colis postaux avion

(Ces colis sont compris dans les rubriques 51 à 53)

- 57 Service intérieur
- 57.1 Colis-avion du régime intérieur
- 57.1.1 Nombre
- 57.1.2 Kilogrammes
- 57.1.3 Tonnes-kilomètres
- 57.2 Colis-avion du service international transportés par voie aérienne à l'intérieur du pays
- 57.2.1 Nombre
- 57.2.2 Kilogrammes
- 57.2.3 Tonnes-kilomètres
- 58 Service international – Expédition
- 58.1 Colis-avion avec surtaxe
- 58.1.1 Nombre
- 58.1.2 Kilogrammes
- 58.1.3 Tonnes-kilomètres

- 58.2 Colis-avion non surtaxés
- 58.2.1 Nombre
- 58.2.2 Kilogrammes
- 58.2.3 Tonnes-kilomètres
- 59 Service international – Réception
- 59.1 Nombre
- 59.2 Kilogrammes

Colis-remboursement

(Ces colis sont compris dans les rubriques 51 à 59)

- 60 Service intérieur
- 60.1 Nombre
- 60.2 Kilogrammes
- 61 Service international – Expédition
- 61.1 Nombre
- 61.2 Kilogrammes
- 62 Service international – Réception
- 62.1 Nombre
- 62.2 Kilogrammes

Journaux, etc., servis par abonnement-poste

- 63 Service intérieur
- 63.1 Abonnements – Nombre
- 63.2 Exemplaires de journaux, etc., expédiés au titre des abonnements
- 63.2.1 Nombre
- 63.2.2 Kilogrammes
- 64 Service international – Expédition
- 64.1 Abonnements – Nombre
- 64.2 Exemplaires de journaux, etc., expédiés au titre des abonnements
- 64.2.1 Nombre
- 64.2.2 Kilogrammes
- 65 Service international – Réception
- 65.1 Abonnements reçus – Nombre
- 65.2 Exemplaires de journaux, etc., expédiés au titre des abonnements
- 65.2.1 Nombre
- 65.2.2 Kilogrammes

Journaux hors abonnement

- 66 Service intérieur – Expédition
- 66.1 Nombre
- 66.2 Kilogrammes

IV. Services financiers*Mandats de poste*

67	Service intérieur y compris les bons de poste
67.1	Nombre
67.2	Montant (francs-or)
68	Service international – Expédition
68.1	Nombre
68.2	Montant (francs-or)
69	Service international – Réception
69.1	Nombre
69.2	Montant (francs-or)

Chèques et virements postaux

Service intérieur

70	Comptes – Nombre
71	Versements
71.1	Nombre
71.2	Montant (francs-or)
72	Virements (seulement les virements au crédit)
72.1	Nombre
72.2	Montant (francs-or)
73	Palements
73.1	Nombre
73.2	Montant (francs-or)
74	Total des avoirs à la fin de l'année considérée (en milliers de francs-or)
75	Nombre moyen d'opérations par titulaire d'un compte courant

Service international

76	Virements – Expédition
76.1	Nombre
76.2	Montant (francs-or)
77	Virements – Réception
77.1	Nombre
77.2	Montant (francs-or)
78	Mandats de versement
78.1	Expédition – Nombre
78.2	Réception – Nombre

Caisse d'épargne postale

79	Comptes ou livrets – Nombre
80	Total des avoirs à la fin de l'année considérée (en milliers de francs-or)
81	Nombre moyen d'opérations par titulaire d'un livret de caisse d'épargne postale
82	Nombre de certificats d'épargne non encaissés
83	Montant des certificats d'épargne non encaissés (en milliers de francs-or)
84	Total des avoirs des services financiers postaux (total des rubriques 74, 80 et 83)
85	Pourcentage des avoirs des services financiers postaux (rubrique 84) par rapport au produit intérieur brut

Recouvrements

- 86 Service intérieur – Nombre
- 87 Service international – Expédition – Nombre
- 88 Service international – Réception – Nombre

V. Fonctionnement des services

- 89 Périodicité des levées des boîtes aux lettres installées:
 - 89.1 dans les bureaux de poste
 - 89.2 hors des bureaux de poste
- 90 Délai moyen d'acheminement sur 100 km (entre le bureau de dépôt et celui de distribution) des envois prioritaires
- 91 Délai moyen de transmission du courrier dans un rayon de 500 km
- 92 Fréquence de la distribution:
 - 92.1 en milieu urbain
 - 92.2 en milieu rural
- 93 Pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile
- 94 Pourcentage de la population devant retirer le courrier à un établissement postal
- 95 Pourcentage du nombre des envois distribués par boîtes postales par rapport au nombre total d'envois distribués
- 96 Superficie moyenne en kilomètres carrés desservie par:
 - 96.1 un bureau de poste urbain
 - 96.2 un bureau de poste rural
- 97 Nombre de localités¹ desservies par des bureaux de poste mobiles (voir rubrique 7.2)
- 98 Nombre de localités¹ sans desserte postale
- 99 Pourcentage de la population sans desserte postale
- 100 Nombre d'habitants et superficie desservis en moyenne par un bureau de poste assurant des services financiers
 - 100.1 Nombre moyen d'habitants
 - 100.2 Superficie moyenne en kilomètres carrés

VI. Résultat financier*Recettes d'exploitation*

- 101 Recettes totales (francs-or) (total des rubriques 101.1 à 101.3)
- 101.1 Recettes provenant de toutes les taxes postales y compris le service postal de transport des voyageurs, le service des chèques postaux et le service de la caisse d'épargne postale (francs-or)
- 101.2 Rémunérations reçues des Administrations postales étrangères (francs-or)
- 101.3 Autres recettes (francs-or)

¹ Le terme «localité» doit être défini par chaque Administration postale qui fournit les renseignements relatifs aux rubriques 97 et 98.

Dépenses d'exploitation

- 102 Dépenses totales (francs-or) (total des rubriques 102.1 à 102.5)
- 102.1 Personnel, traitements, salaires, etc. (francs-or)
- 102.2 Frais de transport de tous genres payés à des entreprises tierces (francs-or)
- 102.3 Rémunérations payées aux Administrations postales étrangères (francs-or)
- 102.4 Autres dépenses – dépenses relatives à l'entretien et à l'amortissement de biens corporels (terrains, bâtiments, véhicules automobiles, équipement d'exploitation) (francs-or)
- 102.5 Intérêt sur l'argent emprunté (francs-or)
- 103 Excédent des recettes (francs-or) (rubrique 101 *moins* rubrique 102)
- 104 Excédent des dépenses (francs-or) (rubrique 102 *moins* rubrique 101)

Vœu C 49/Rio de Janeiro 1979**Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes¹**

Le Congrès,

considérant

la grande utilité de la Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes publiée par le Bureau international,

constatant

cependant que les renseignements relatifs à chaque Administration ne sont pas présentés sous une forme identique,

remarquant

que, dans cette liste, figurent les noms des fonctionnaires supérieurs et que, parfois, manquent ceux des fonctionnaires signant fréquemment les correspondances internationales,

estimant

que l'utilité de cette liste serait augmentée si l'on pouvait y trouver les numéros de téléphone et éventuellement de télex de chaque fonctionnaire y mentionné et que l'on voudrait atteindre en cas de nécessité,

exprime le vœu

que les Pays-membres complètent les renseignements relatifs à leurs Administrations qui figurent dans la Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes, en y indiquant les noms des fonctionnaires signant habituellement les correspondances internationales accompagnés des numéros de téléphone et éventuellement de télex ainsi que les jours et les heures de travail (d'après l'heure GMT) de l'Administration centrale.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1561, 1800)

¹ Conv., Règl. (Washington 1989), art. 111.

Résolution C 35/Hamburg 1984**Réédition de certaines publications de l'Union**

Le Congrès,

ayant adopté
un nouveau système de statistique du trafic international de la poste aux lettres, en vue du calcul des frais de transit et des frais terminaux,

étant donné
les expériences très positives résultant de l'utilisation de certaines publications que le Bureau international a éditées dans l'intérêt des Pays-membres de l'UPU,

conscient
de la nécessité de continuer à aider les Administrations postales à améliorer la gestion, l'organisation et le fonctionnement de leurs services postaux, en particulier pour qu'ils s'adaptent aux dispositions nouvelles des Actes de l'UPU,

charge

le Bureau international d'actualiser et de rééditer:

- le Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux;
- le Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international et
- le Guide opérationnel du service international des colis postaux.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 175, 183, 633, 638)

Décision C 44/Washington 1989**Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989**

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989.

(Congrès – Doc 18, 5e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 55/Washington 1989

Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits

Le Congrès,

ayant pris connaissance
de l'étude effectuée par le Conseil exécutif à la suite de la résolution C 54 adoptée par le Congrès de
Hamburg 1984,

notant

que les résultats de ladite étude ont permis d'établir:

- l'inexistence d'un système général de classement méthodologique des produits naturels ou manufacturés en dehors du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises du Conseil de coopération douanière (CCD);
- l'adéquation entre le système harmonisé précité et le besoin pour les Administrations postales de disposer d'un schéma directeur de classement pour ranger dans une structure logique les produits soumis à restriction conditionnelle ou totale dans les échanges internationaux,

approuve

le modèle de présentation de la Liste des objets interdits ci-annexé,

charge

le Bureau international de diffuser ledit modèle à toutes les Administrations postales,

invite

les Administrations postales à établir la liste de leurs objets interdits sur la base du modèle précité
et avec le concours de leur administration douanière.

(Proposition 2500.4, Commission 4, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits

Texte de présentation du Système harmonisé à insérer dans les pages de garde de la prochaine édition de la Liste des objets interdits

Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises est un répertoire systématique des marchandises élaboré par le Conseil de coopération douanière en 1983.

La classification mise en œuvre dans le Système harmonisé, de type méthodique et non alphabétique, est effectuée en tenant compte de l'origine ou du règne des produits (règne animal, végétal ou minéral), de la matière constitutive de la marchandise (matière plastique, caoutchouc, bois) et pour les machines et appareils en raison de l'industrie ou de la branche d'activité qui les utilise.

La nomenclature polyvalente du Système harmonisé totalise 1241 positions regroupées en 96 chapitres, eux-mêmes articulés en 21 sections. Les produits sont identifiés par un code à 6 chiffres: les deux premiers chiffres indiquent le numéro du chapitre dans lequel se trouve cette position, les deux chiffres suivants le rang qu'occupe la position à l'intérieur de ce chapitre, les deux derniers chiffres les sous-positions à un ou à deux tirets (l'absence de sous-positions étant caractérisée par un zéro).

Le Système harmonisé comprend, outre la nomenclature structurée, constituée par une liste de positions classées systématiquement et subdivisées, le cas échéant, en sous-positions, des notes de sections ou de chapitres, y compris des notes de sous-positions, ainsi que des règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. Ce système, mis en application le 1er janvier 1988, offre un classement méthodique pour 5019 groupes distincts de marchandises, ce qui doit permettre de classer sans difficulté les articles et matières soumis à des restrictions dont la poste doit tenir compte.

Note. – Les 35 pages fournies à titre de modèle ne sont pas reproduites dans le présent document. Elles figurent en annexe à la proposition 2500.4 adoptée par la Commission 4 à sa 6e séance.

4 Finances

Résolution C 17/Tokyo 1969

Incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès

Le Congrès,

compte tenu

- de la tendance à l'augmentation constante des dépenses de l'Union;
- de la nécessité de s'assurer de l'utilisation la plus adéquate des fonds consacrés aux activités de l'Union;
- de l'intérêt d'opérer un choix parmi les activités envisagées en vue de limiter au maximum les dépenses annuelles de l'Union,

estimant

nécessaire que les Commissions du Congrès, y compris la Commission des finances, aient une connaissance aussi exacte que possible des répercussions financières des propositions qui leur sont soumises,

charge

le Secrétaire général, pour chaque proposition susceptible d'entraîner des incidences financières pour l'Union jusqu'au prochain Congrès, d'évaluer le montant annuel des dépenses correspondantes afin de permettre:

- a) à la Commission intéressée du Congrès de prendre sa décision en connaissance de cause;
- b) à la Commission des finances de mieux évaluer le montant des dépenses afférentes à chaque proposition afin de faciliter au Congrès ainsi qu'aux autres organes de l'Union les choix et les priorités à apporter dans les activités à entreprendre, dans l'éventualité où il conviendrait de limiter la charge financière de l'Union.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 910, 911)

Vœu C 20/Tokyo 1969

Alimentation du Fonds spécial UPU

Le Congrès,

reconnaissant

l'insuffisance des crédits alloués aux Administrations postales sur les fonds du PNUD,

estimant

que le PNUD doit demeurer la source principale de financement des activités de coopération technique,

considérant néanmoins

l'intérêt que présente pour les pays en voie de développement le Fonds spécial UPU alimenté par des dons bénévoles,

émet le vœu

que de tels gestes de générosité se développent et s'accroissent dans l'avenir pour permettre à l'Union d'avoir son propre programme quinquennal de coopération technique.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1182)

Recommandation C 36/Hamburg 1984

Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international

Le Congrès,

ayant pris acte

du résultat de l'étude entreprise au sujet des arriérés de contribution en exécution de la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

tenant compte

de ce que certains Pays-membres rencontrent de sérieuses difficultés à régler leurs arriérés de contribution envers l'UPU par les moyens habituels,

vu

le rôle d'office de compensation conféré au Bureau international pour la liquidation des comptes de toute nature (Règlement général, article 113, paragraphe 5; Règlement de la Convention, article 101, paragraphe 3),

vu

l'établissement par le Bureau international du Décompte général annuel des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface,

invite instamment

les Pays-membres qui éprouvent des difficultés majeures à régler leurs arriérés de contribution envers l'Union postale universelle à recourir au système de compensation du Bureau international utilisé pour les frais de transit et les frais terminaux par voie de surface, en cédant à l'Union le solde créditeur auquel ils auraient droit d'après le Décompte général établi à ce sujet par le Bureau international,

prie

les Pays-membres tiers qui sont inscrits comme débiteurs des Pays-membres en question dans le Décompte général des frais de transit et des frais terminaux à consentir à une telle procédure de compensation et à verser dans les meilleurs délais les sommes convenues au Bureau international.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 324, 325, 633)

Résolution C 9/Washington 1989**Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988**

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc 68),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988.

(Congrès – Doc 19 et 68, Commission 2, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 23/Washington 1989**Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse
dans le domaine des finances de l'Union**

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

exprime

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

(Congrès – Doc 19, Commission 2, 1re séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 60/Washington 1989

Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement

Le Congrès,

vu

les changements apportés depuis 1980 au système de financement de l'Union,

vu

les sommes non encore remboursées au Gouvernement suisse pour la période antérieure à cette date,

vu

les facilités de remboursement consenties par la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro,

conscient

des obligations de l'Union dans ce domaine,

décide

- 1° de rembourser globalement au Gouvernement suisse les avances faites au titre de l'ancien régime de financement et dues au 31 décembre 1990, intérêts moratoires compris;
- 2° de prélever les sommes nécessaires sur le Fonds de réserve;
- 3° de faire figurer les arriérés en question dans le Compte de provision du Fonds de réserve,

invite

tous les Pays-membres concernés par ces arriérés à faire diligence pour rembourser les sommes dues dans les meilleurs délais; dans le cas où leur situation financière ne leur permettrait pas de s'en acquitter rapidement, à communiquer au Directeur général du Bureau international un plan de remboursement par annuités,

charge

le Conseil exécutif de prendre toutes les initiatives qu'il jugera nécessaires pour obtenir dans les meilleurs délais le règlement desdits arriérés et de donner, le cas échéant, des directives au Directeur général du Bureau international pour accélérer ces remboursements,

saisit cette occasion

pour exprimer au Gouvernement suisse ses remerciements pour les avances de trésorerie qu'il a assurées pendant tant d'années et pour le moratoire qu'il a consenti, afin d'atténuer les effets du changement du régime de financement de l'UPU.

(Proposition 03, Commission 3, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

Résolution C 61/Washington 1989

Assainissement des comptes arriérés de toute nature

Le Congrès,

vu
l'état des comptes arriérés,

considérant
qu'il est dans l'intérêt de l'Union et de ses Pays-membres d'assainir les finances de l'Union,

prie instamment

les Pays-membres qui ont des comptes arriérés de tout mettre en œuvre pour liquider ceux-ci dans les meilleurs délais et leur rappelle à cet effet qu'ils peuvent recourir au système de compensation du Bureau international conformément à la recommandation C 36 du Congrès de Hambourg 1984,

informe

les Pays-membres qui ont d'importants comptes arriérés qu'ils pourront être rangés dans la classe de contribution inférieure à la leur, durant la période de remboursement, s'ils s'engagent à amortir leurs dettes envers l'Union selon un plan agréé par le Conseil exécutif,

décide

de transférer sur un compte spécial les débiteurs qui feront l'objet d'un arrangement particulier dans le sens précité,

charge

le Directeur général du Bureau international de négocier avec les pays qui ont les plus forts arriérés des projets d'arrangements qui seront soumis à l'approbation du Conseil exécutif,

charge

le Conseil exécutif d'approuver les plans d'amortissement qui auront été négociés par le Bureau international avec les pays qui ont de gros comptes arriérés en tenant compte à la fois de la situation économique des pays concernés et des intérêts de l'Union,

invite

le Conseil exécutif:

- 1° à prendre toutes les mesures utiles pour faciliter l'application de la présente résolution;
- 2° à faire rapport au prochain Congrès sur les résultats obtenus par la présente résolution.

(Proposition 04, Commission 3, 6e séance; Congrès – Doc 78.2, 14e séance)

5 Coopération technique

5.1 Généralités

Résolution C 38/Lausanne 1974

Relations entre l'UPU et les Unions restreintes

Le Congrès,

vu
l'article 8 de la Constitution qui autorise la formation d'Unions restreintes dans le cadre de l'Union postale universelle,

conscient
de l'importante contribution que les Unions restreintes apportent au développement des services postaux et du désir qu'elles ont de faciliter le travail de l'UPU dans leur région et d'en assurer le succès,

souhaitant
qu'une collaboration toujours plus complète et plus fructueuse se développe entre l'UPU et les Unions restreintes, tout en respectant l'esprit et la lettre de l'article premier de la Constitution de l'Union postale universelle,

prend acte

des mesures et décisions prises par le Conseil exécutif en vue du développement et de l'extension des relations entre l'UPU et les Unions restreintes (résolution CE 5/1972 et décision CE 17/1972),

demande aux Unions restreintes et charge le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international

de prendre, dans le cadre de leurs attributions, toutes les initiatives qui leur paraissent souhaitables pour atteindre ce but et qui sont compatibles avec les Actes de l'Union et les décisions du Conseil exécutif,

souhaite

plus particulièrement que des initiatives soient prises pour clarifier et renforcer le rôle des Unions restreintes dans le domaine de l'assistance technique, compte tenu notamment des procédures établies par le Programme des Nations Unies pour le développement.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1304)

Recommandation C 79/Lausanne 1974

Participation accrue des pays en voie de développement à la préparation et à l'exécution des programmes d'assistance technique

Le Congrès,

notant

le caractère déterminant, dans les nouvelles procédures fixées par le PNUD, de l'action des autorités nationales en matière d'élaboration des programmes nationaux d'assistance technique,

considérant

les difficultés persistantes rencontrées par le Bureau international dans la collecte des informations nécessaires à la réalisation des travaux de programmation nationale (cf. résolution CE 14/1972), ainsi que les constatations faites en matière d'évaluation des activités d'assistance technique,

persuadé

de l'intérêt pour les Administrations des pays en voie de développement de prendre des mesures appropriées non seulement pour faciliter l'aboutissement de leurs demandes d'assistance mais aussi pour améliorer encore l'efficacité de l'aide reçue,

lance un appel

aux gouvernements des pays en voie de développement, afin qu'ils examinent favorablement les projets postaux en ce qui concerne l'ordre de priorité à leur accorder lors de l'élaboration des programmes nationaux à présenter au PNUD ou à réaliser au moyen d'autres sources de financement, en tenant ainsi compte du «Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel» publié par l'UPU dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

recommande

aux Administrations des pays en voie de développement:

- 1° d'élaborer des plans ou de définir des priorités pour le développement de leurs services, de façon à faciliter la prise en considération par les autorités nationales des besoins de la poste;
- 2° de fournir systématiquement au Bureau international toutes les données utiles à sa participation efficace à la préparation des programmes relevant du PNUD;
- 3° de s'attacher à tirer le plus grand parti possible de l'aide disponible et à cet effet:
 - d'associer plus étroitement les fonctionnaires locaux aux travaux des experts et des spécialistes en développement postal;
 - de désigner des homologues qualifiés attachés aux experts pendant toute la durée de leurs missions, en vue de garantir la formation de ces homologues et la poursuite des travaux des experts;
 - de participer plus largement aux cours et aux stages de formation ou de spécialisation organisés sur le plan national ou multinational;
 - d'utiliser au mieux les connaissances et les qualifications acquises par les agents ayant bénéficié des cours ou des stages considérés;
- 4° de déployer tous leurs efforts afin d'accorder toute l'aide possible aux experts dans l'accomplissement de leur tâche et d'encourager ainsi les fonctionnaires postaux des pays développés à se charger de missions dans les pays en voie de développement;
- 5° d'intervenir auprès des autorités compétentes de leurs pays, afin qu'elles accordent une attention particulière au développement de l'infrastructure des transports.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1037, 1529, 1530)

Recommandation C 86/Lausanne 1974

Recrutement d'experts UPU

Le Congrès,

considérant

le développement des activités de coopération technique au sein de l'UPU et notamment l'accroissement des besoins en services d'experts pour l'exécution de tâches sur le terrain,

conscient

des difficultés de nature diverse rencontrées par le Bureau international dans la recherche d'experts pour faire face à ces besoins,

convaincu

que ces difficultés entravent singulièrement le développement des activités considérées ainsi que l'efficacité recherchée en matière d'exécution de programme de coopération technique,

recommande

aux Administrations postales:

- a) de prendre toutes les dispositions utiles pour pouvoir prêter au Bureau international tout le concours possible, notamment en recherchant parmi leurs fonctionnaires, au fur et à mesure des besoins exprimés par le siège de l'Union, ceux qui s'intéressent à une mission d'assistance technique et qui sont susceptibles de remplir efficacement les fonctions signalées;
- b) de communiquer au Bureau international toutes données utiles se rapportant aux candidatures recueillies;
- c) de prendre les mesures utiles en vue d'éviter que les experts retenus pour les projets ne perdent, dans leur Administration nationale, du fait de leur absence en mission, leurs droits à avancement et d'autres avantages;
- d) de donner aux experts partant en mission les possibilités d'acquérir les connaissances complémentaires nécessaires pour assurer une adaptation optimale aux conditions de travail dans les pays de mission.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1037, 1530)

Résolution C 43/Rio de Janeiro 1979

Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique

Le Congrès,

vu

les mesures déjà prises par le Congrès de Tokyo (résolution C 6) en matière de coopération technique, et dont il ressort que chaque organe s'est bien acquitté de ses obligations dans ce domaine selon les fonctions qui lui sont attribuées par les Actes de l'Union,

reconnaissant

la nécessité de confirmer au sein de l'UPU une politique générale permettant à la fois la plus étroite coordination de toutes les activités relatives à l'assistance technique et la meilleure utilisation des différentes possibilités des organes intéressés,

estimant

que le PNUD doit demeurer la source principale du financement des activités d'assistance technique, sans préjudice des efforts à déployer pour accroître des sources complémentaires, notamment le Fonds spécial UPU,

convaincu

qu'il importe, pour obtenir le rendement maximal des activités de l'Union en matière de coopération technique, de définir avec netteté les attributions respectives du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et du Bureau international, conformément aux Actes et aux principes énoncés ci-dessus,

charge

1° le Conseil exécutif:

- a) de favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
- b) d'établir immédiatement après chaque Congrès, sur la base de la politique générale fixée par cet organe et des priorités arrêtées par les pays, un cadre général d'assistance technique, qui est soumis au CCEP pour avis;
- c) de donner au Directeur général du Bureau international, pour la planification, la programmation, l'exécution et l'évaluation des projets d'assistance technique, des directives sur lesquelles le CCEP peut formuler des avis, à l'occasion de l'examen des rapports périodiques relatifs à l'assistance technique et présentés au Conseil exécutif;
- d) de procéder, sur proposition du Bureau international, à la répartition des ressources du Fonds spécial, de surveiller la gestion et l'utilisation des fonds concernant l'assistance technique et d'approuver les comptes correspondants;

2° le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre dans le cadre de la politique générale mentionnée sous 1°, lettres b) et c), des études de caractère général portant sur les besoins des services postaux dans les pays en développement et de rechercher les formes d'action les plus efficaces susceptibles de satisfaire ces besoins;
- b) de procéder à l'étude des problèmes techniques, économiques, d'exploitation et de formation professionnelle en accordant la priorité aux sujets présentant le plus grand intérêt pour les pays en voie de développement;
- c) de présenter, le cas échéant, au Conseil exécutif des suggestions fondées sur les résultats de ses études qui, autant que possible, devraient aboutir à des orientations ou à des conclusions concrètes;
- d) de diffuser les résultats de ses études aux Pays-membres de l'Union;
- e) de formuler, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement des activités définies à l'article 104 du Règlement général, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci;

3° le Directeur général du Bureau international:

- a) de mettre en œuvre la politique générale fixée en matière de coopération technique, dans le cadre des principes mentionnés sous 1°, lettres b) et c);
- b) de prendre, suivant les directives du Conseil exécutif, les mesures nécessaires pour préparer, exécuter et évaluer les programmes d'assistance technique au titre du PNUD ou de l'UPU compte tenu des principes posés à cet égard par le PNUD;

- c) d'appliquer les directives du Conseil exécutif et de collaborer avec celui-ci et avec le Conseil consultatif des études postales dans le cadre de leurs attributions mentionnées sous 1° et 2°;
- d) de rechercher des moyens de financement, destinés à compléter les fonds disponibles au titre du PNUD;
- e) nouveau: d'entretenir des relations de collaboration et d'information avec les autres organisations du système des Nations Unies en matière de coopération technique.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: page 1794)

Recommandation C 23/Hamburg 1984

Assistance technique en matière de règlements internationaux

Le Congrès,

considérant

la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 chargeant le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur l'élaboration de moyens efficaces susceptibles d'accélérer le paiement des comptes pour les diverses prestations postales du régime international, de présenter les résultats de cette étude au Congrès et de saisir celui-ci d'une proposition dans ce sens,

constatant

qu'il existe effectivement certaines Administrations postales pour lesquelles des retards dans les règlements ont été observés, ceux-ci paraissant en partie imputables à une méconnaissance de la réglementation et à une inadaptation des services chargés des règlements internationaux,

estimant

qu'une assistance technique dans ce domaine peut apporter des améliorations très sensibles,

notant

que des initiatives ont déjà été prises par l'UPU pour aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de leurs services des règlements internationaux, mais qu'il est nécessaire d'accroître cette assistance par la mise en œuvre d'une action spécifique dans le domaine considéré,

recommande

- 1° aux Administrations postales qui en ressentiraient la nécessité:
 - a) de prendre l'exacte mesure des déficiences qui peuvent exister au sein de leurs services des règlements internationaux;
 - b) de prendre en compte, dans les projets de coopération soumis aux organismes internationaux, les besoins de formation dont la satisfaction pourrait améliorer leurs services des règlements;
 - c) de demander aux Administrations postales disposant de services des règlements expérimentés, dans le cadre de l'aide bilatérale, toutes informations et aides techniques susceptibles d'améliorer l'organisation du service, la connaissance et la mise en œuvre de la réglementation concernant les règlements internationaux;
- 2° à toutes les Administrations postales qui le peuvent de communiquer en temps utile au Bureau international les noms des fonctionnaires qualifiés disponibles pour des missions d'experts et de consultants et également d'accueillir favorablement toute demande d'aide bilatérale dans le domaine concerné,

charge

le Bureau international:

- 1° de poursuivre les efforts déjà entrepris, d'élaborer et de mettre en œuvre une action spécifique d'assistance technique sous forme de missions de consultants, d'actions de formation et de diffusion de documentation dans le domaine des règlements internationaux, grâce aux ressources existantes ou à de nouvelles ressources;
- 2° de programmer dès 1985 une action prioritaire d'information sur les problèmes des règlements internationaux après avoir réalisé une enquête destinée à identifier les besoins en la matière et les possibilités des Administrations à apporter leur concours à cette action;
- 3° d'intervenir auprès de certains pays techniquement avancés en la matière afin d'obtenir un concours accru de leur part en faveur des pays qui solliciteraient un appui technique en ce qui concerne l'organisation des services des règlements internationaux;
- 4° de faciliter les contacts entre Administrations en vue de l'aide bilatérale et, à cet effet, de recueillir et de diffuser dans le domaine des règlements internationaux toutes les informations concernant les Administrations en mesure d'apporter une aide technique.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 566, 613, 615, 616)

Résolution C 6/Washington 1989**Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique**

Le Congrès,

vu

les rapports présentés par le Conseil exécutif sur l'assistance technique au sein de l'UPU,

soulignant

l'urgence pour les pays en développement d'entreprendre ou d'intensifier des efforts propres à améliorer la situation de leurs services postaux souvent gravement affectés par les effets d'une crise économique persistante,

conscient

de la nécessité pour l'UPU de continuer à fournir à ces pays une aide complémentaire et d'intensifier ses actions d'assistance technique dans des domaines prioritaires en les concentrant sur un nombre limité de pays pour lesquels cette aide s'avère la plus nécessaire et urgente,

soucieux

d'assurer à cette assistance technique une efficacité aussi grande que possible grâce notamment à des mesures spéciales arrêtées en accord avec les pays bénéficiaires,

convaincu

de l'opportunité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la stratégie des Nations Unies pour le développement et dans le cadre particulier de plans ou de programmes nationaux ou régionaux du PNUD,

décide

- 1° d'établir comme suit les groupes des pays bénéficiaires:
 - les pays les moins avancés: première priorité;
 - les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) selon le classement de la Banque mondiale;
- 2° de reconnaître comme prioritaires les actions visant à:
 - restructurer la gestion;
 - mettre en place des plans et des programmes de développement;
 - améliorer la qualité de service;
 - améliorer l'acheminement et la distribution du courrier international et interne;
 - assurer la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'intensifier dans la mesure du possible les actions de l'assistance technique de l'UPU sur la base des priorités ainsi définies en ce qui concerne les pays bénéficiaires et les actions à entreprendre;
- 2° de programmer les actions d'assistance technique de l'UPU et de les intégrer dans des programmes de développement cohérents élaborés et mis en œuvre par les Administrations bénéficiaires;
- 3° d'appliquer les principes d'action suivants:
 - inciter les pays bénéficiaires à assurer une cohérence entre leurs plans ou programmes nationaux et les objectifs régionaux;
 - élaborer pour les pays les moins avancés un programme spécial dont pourraient bénéficier dans certains cas d'autres pays;
 - assurer une meilleure promotion de la coopération technique entre pays en développement en entreprenant des actions pour appuyer les efforts des pays;
 - mettre en œuvre la décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU;
 - soumettre à la conclusion d'un contrat de développement les projets intégrés à caractère pluriannuel financés dans le cadre des ressources propres de l'UPU;
 - assurer une meilleure coordination et une plus grande mobilisation des ressources en faveur de l'assistance technique;
 - renforcer le système d'évaluation et de suivi des projets;
 - resserrer les relations entre l'UPU et les Unions restreintes sur la base de la résolution CE 6/1983 adoptée par le Conseil exécutif en 1983, des accords conclus avec chaque Union restreinte et sur la base des principes et procédures appliqués par le PNUD;
 - développer ses relations avec les Commissions économiques de l'ONU et étudier les moyens de conclure des accords avec ces institutions,

charge

le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts en vue de développer les activités d'assistance technique, dans le cadre des priorités et des principes arrêtés par le Congrès et suivant les directives données par le Conseil exécutif, en les intégrant aussi largement que possible dans le cadre du PNUD.

(Proposition 015, Commission 9, 2e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 7/Washington 1989**Financement des activités d'assistance technique de l'UPU**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'assistance technique de l'UPU,

rappelant

le principe suivant lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU,

se félicitant

des efforts consentis par cet organisme pour la réalisation des projets d'assistance technique dans le secteur postal,

ayant à l'esprit

les besoins prioritaires des pays les moins avancés qui ne cessent d'augmenter,

préoccupé

par l'insuffisance des ressources complémentaires dont dispose l'UPU pour couvrir des besoins non satisfaits au titre du PNUD, malgré les efforts de certains pays,

conscient

de la nécessité de rendre plus efficace l'aide accordée aux pays bénéficiaires,

tenant compte

de l'évolution de la politique générale en matière d'aide au développement et des moyens limités de l'UPU,

décide

- 1° de concentrer les ressources au profit des pays pour lesquels l'aide au développement s'avère la plus nécessaire et urgente;
- 2° de lancer un appel aux pays en vue de l'accroissement des ressources complémentaires pour l'assistance technique de l'UPU;
- 3° de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg 1984, en augmentant de 10 pour cent au moins les crédits budgétaires affectés à l'assistance technique,

recommande

- 1° aux pays bénéficiaires:
 - a) de prendre en charge, quand ils le peuvent, une partie des frais afférents aux activités d'assistance technique, selon la pratique du PNUD (partage des coûts);
 - b) de prendre en charge, quand ils le peuvent, certaines dépenses afférentes à l'assistance technique fournie par l'UPU (frais de voyage ou de séjour des consultants ou des boursiers, ainsi que des apports en nature aptes à faciliter l'exécution des activités de formation lors de l'organisation des cycles d'étude, des cours ou des stages);
- 2° à tous les pays:
 - a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait être augmenté pour faire face aux besoins accrus en matière de formation postale;

- b) d'entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales respectives en vue d'augmenter les crédits alloués pour la coopération technique, afin de mettre à la disposition de leurs Administrations des fonds pour aider les services postaux des pays en développement soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;
- c) d'accorder, sur le plan bilatéral ou multilatéral, une assistance technique en nature ou des moyens de financement répondant aux besoins prioritaires signalés par l'UPU,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- 1° d'utiliser pleinement les moyens offerts par la décentralisation pour multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales;
- 2° de soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations des pays en développement;
- 3° de poursuivre ses efforts avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes en vue de la recherche de moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays développés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales;
- 4° de rechercher les moyens de conclure des accords de cofinancement des projets avec d'autres sources et notamment avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

(Proposition 016, Commission 9, 2e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 20/Washington 1989

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif concernant la coopération technique entre pays en développement (CTPD),

convaincu

de l'importance de l'application aussi large que possible du concept de CTPD conformément au Plan d'action adopté par la Conférence de Buenos Aires,

notant

avec satisfaction les initiatives prises dans le domaine considéré,

considérant

qu'un effort supplémentaire de sensibilisation active est nécessaire pour tirer le maximum de profit des possibilités offertes par la CTPD,

convaincu

de la nécessité pour les pays en développement de mobiliser davantage de ressources humaines et financières en vue de réaliser pleinement les objectifs de la CTPD,

considérant

le rôle de promoteur assigné par la Conférence de Buenos Aires aux organisations internationales en matière de CTPD,

invite

- les Administrations des pays en développement et les Unions restreintes à mobiliser les moyens propres à généraliser la CTPD pour toutes les actions de coopération;
- les Administrations des pays bénéficiaires à recourir plus largement aux possibilités offertes dans le cadre de la CTPD pour leurs besoins d'assistance technique;
- les Administrations des pays bénéficiaires de la CTPD à fournir les principaux apports nécessaires, les contributions des pays donateurs et de l'UPU ayant un effet catalyseur;
- les Administrations des pays industrialisés à continuer à soutenir les efforts déployés dans le domaine considéré, directement ou par l'intermédiaire de l'UPU,

charge

le Conseil exécutif de donner les orientations nécessaires et de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de généraliser la CTPD,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- de mener une campagne de sensibilisation active grâce à l'organisation de rencontres régionales et interrégionales et à la mise sur pied d'un système d'échange de connaissances et de techniques entre les pays en développement, avec la collaboration des Unions restreintes;
- de promouvoir la conclusion d'accords bilatéraux de CTPD conformes aux critères et principes de base adoptés en la matière;
- d'évaluer périodiquement l'impact de la CTPD sur l'efficacité de la coopération technique dans son ensemble et d'en rendre compte au Conseil exécutif.

(Proposition 017, Commission 9, 4e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 28/Washington 1989

Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA),

considérant

la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1981 par laquelle a été adopté le «Nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés»,

considérant

la résolution 40/205 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 19 mars 1986 par laquelle a été prise la décision d'organiser une conférence sur les PMA en septembre 1990 en vue d'examiner les progrès accomplis par les PMA pendant les années 1980 et d'envisager pour les années 1990 l'amélioration du processus de développement,

rappelant

les résolutions C 87 du Congrès de Lausanne 1974, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et C 66 du Congrès de Hamburg 1984,

reconnaissant

l'importance du rôle des services postaux dans le développement des PMA et les graves insuffisances de la poste dans la plupart de ces pays,

tenant compte

de la nécessité de renforcer les services postaux dans les PMA,

invite

- les pays les moins avancés à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal;
- les Unions restreintes à accroître l'assistance fournie aux PMA,

charge

le Conseil exécutif:

- de prendre les mesures voulues afin que l'Union puisse continuer d'apporter une aide au développement des services postaux des PMA;
- de consacrer aux pays de cette catégorie une part aussi importante que possible des ressources de l'UPU;
- de suivre de façon continue l'évolution de la situation générale de la poste dans les PMA et de présenter à ce sujet un rapport au prochain Congrès,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- de continuer à accorder une attention prioritaire plus marquée aux besoins postaux des Administrations des PMA;
- de proposer au Conseil exécutif un programme d'activité fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés;
- d'aider les pays de cette catégorie à préparer et à présenter aux réunions des tables rondes des projets postaux pouvant susciter l'intérêt des donateurs et des bailleurs de fonds;
- de continuer à intervenir auprès du PNUD et des autres organismes de financement pour faire aboutir les demandes d'aide en vue de la réalisation des projets postaux en faveur des PMA.

(Proposition 018, Commission 9, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 21/Washington 1989**Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique**

Le Congrès,

vu
le rapport présenté par le Conseil exécutif sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 55),

considérant
les résolutions C 78 du Congrès de Lausanne, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro et C 38 du Congrès de Hamburg qui mettent l'accent sur «la décentralisation aussi poussée que possible des activités d'assistance technique de l'UPU»,

conscient
du grave problème qu'éprouvent les Administrations postales des pays en développement à faire prendre en considération les services postaux lors de la répartition des ressources nationales,

convaincu
de la nécessité de renforcer l'aide fournie en matière d'appui sectoriel et de programmation du développement postal,

reconnaissant
que l'aide fournie sur le terrain constitue le meilleur gage de l'efficacité des activités d'assistance technique,

relevant
que la présence accrue de l'UPU sur le terrain permettra de renforcer la coopération avec les Unions postales restreintes et avec les autres organisations régionales ou sous-régionales intéressées aux problèmes de développement postal,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- d'affecter six conseillers régionaux dans les régions, à raison de deux en Afrique, un en Amérique latine, deux en Asie/Pacifique et Caraïbes et un dans la région des pays arabes;
- de prélever à cet effet les ressources annuelles nécessaires sur les moyens financiers déjà disponibles;
- de continuer à étudier les voies et moyens propres à assurer une gestion aussi efficace et économique que possible des ressources dans le domaine de l'assistance technique et de faire régulièrement rapport au Conseil exécutif;
- de soumettre à la session 1993 du Conseil exécutif une évaluation de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain;
- de prendre contact et d'insister auprès des pays bénéficiaires afin qu'ils consentent à fournir des facilités d'accueil, de secrétariat et de communications;
- de s'assurer que les conseillers régionaux coopèrent étroitement avec les secrétariats des Unions postales restreintes, spécialement dans la définition des programmes régionaux d'assistance technique.

(Proposition 019, Commission 9, 4e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 29/Washington 1989

Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

considérant

que les ressources des Pays-membres de l'UPU devraient être utilisées de la façon la plus rentable quand il s'agit de recruter des consultants/experts pour effectuer des missions dans le cadre de la coopération technique,

considérant par ailleurs

que la formation d'un seul boursier exige les mêmes contributions que celle de plusieurs boursiers,

notant

qu'il est possible d'améliorer les résultats obtenus dans les domaines susmentionnés,

demande

aux pays bénéficiaires d'adopter une politique qui favorise le choix d'homologues locaux, aptes à appuyer les consultants/experts dans leurs travaux et à poursuivre ceux-ci,

charge

le Bureau international de procéder au recrutement des consultants/experts comme au placement des boursiers de l'UPU sur la base des principes suivants:

- au moment de recruter des consultants/experts, considérer l'ensemble des compétences des candidats mais donner plus d'importance aux capacités professionnelles et à l'expérience pratique ainsi qu'à l'aptitude à transmettre connaissances et savoir-faire à d'autres personnes;
- tenir compte dans le choix des consultants/experts compétents et qualifiés, riches d'expérience, des candidats originaires des pays en développement;
- accorder plus de temps aux Administrations pour choisir leurs candidats;
- informer le plus rapidement possible les candidats de la décision prise afin de soutenir leur intérêt;
- assurer le suivi des conclusions contenues dans les rapports des consultants/experts afin que celles-ci soient mises en œuvre le plus complètement possible;
- privilégier la formation en groupe par rapport aux stages individuels;
- planifier les visites de boursiers en coopération étroite avec l'Administration hôte.

(Proposition 021, Commission 9, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

5.2 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Recommandation C 83/Lausanne 1974

Accélération de la mise en œuvre des projets UPU au titre du PNUD

Le Congrès,

conscient

de la nécessité de fournir dans les meilleurs délais aux pays bénéficiaires l'aide qui leur est accordée, notamment sous la forme de missions d'experts, tout en s'efforçant d'améliorer l'efficacité des activités entreprises à ce titre,

constatant

les inconvénients de toute sorte résultant aussi bien pour les Administrations que pour le Bureau international des retards survenant dans la mise en œuvre des projets approuvés,

considérant

les efforts déployés par le PNUD pour accélérer le démarrage et la poursuite des activités au titre des projets financés par cet organisme afin d'utiliser au cours de la période de programmation les ressources mises à la disposition des gouvernements,

recommande

- au Conseil exécutif et au Bureau international d'appuyer les initiatives du PNUD relatives à l'exécution des projets d'assistance technique et de tout mettre en œuvre pour supprimer les retards constatés notamment entre l'approbation des projets et le démarrage des activités correspondantes, tout en laissant un délai suffisant aux Administrations auxquelles il est fait appel pour obtenir des experts;
- aux Administrations des pays en voie de développement de prendre sur le plan local toutes les initiatives nécessaires pour que les autorités nationales compétentes se prononcent sans retard sur les candidatures d'experts soumises à leur choix;
- aux Administrations qui fournissent des experts de prendre les dispositions appropriées en vue du détachement rapide des candidats choisis.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1037, 1535)

Résolution C 84/Lausanne 1974

Remboursement des coûts de soutien découlant de la participation de l'Union postale universelle au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport du Directeur général du Bureau international concernant le remboursement des coûts de soutien découlant de la participation de l'UPU au PNUD (Congrès – Doc 32),

tenant compte

- a) du fait que par suite des particularités propres à l'UPU et des projets qu'elle exécute pour le PNUD, les coûts effectifs de soutien dépassent le montant remboursé par le PNUD à l'UPU, même si l'on y inclut l'allocation supplémentaire au titre de la «souplesse»;
- b) de l'effort financier déjà consenti par l'UPU pour couvrir la part des dépenses laissée à la charge du budget de l'UPU dont les possibilités sont réduites,

conscient

de la nécessité d'alléger la charge que représente pour l'UPU l'exécution des projets du PNUD, en obtenant de cet organisme un remboursement plus important des dépenses encourues à ce titre, tout en s'efforçant de les réduire par l'application de toute mesure d'économie et de rationalisation possible dans les méthodes de travail adoptées par le Bureau international,

exprime

sa satisfaction au Conseil d'administration du PNUD pour la compréhension dont il fait preuve vis-à-vis de la situation particulière de certaines organisations et pour la suite donnée aux requêtes de l'UPU en lui accordant, chaque année, l'allocation supplémentaire demandée,

charge

1° le Directeur général:

- a) de veiller à ce que dans les activités de coopération technique, comme dans tout autre domaine, l'action du Bureau international soit menée en tenant le plus grand compte des principes d'économie et de rationalisation;
- b) de poursuivre ses efforts dans le cadre de l'étude en cours dans la famille des Nations Unies sur la méthode de mesure des coûts des frais généraux, en vue de faire prendre en considération la situation particulière de l'UPU, notamment en ce qui concerne les décisions qui seront prises à l'égard des organisations à programme modeste;
- c) de tenir au courant le Conseil exécutif;

2° le Conseil exécutif:

de poursuivre, compte tenu des orientations indiquées sous 1°, ses démarches auprès du PNUD pour lui demander de faire bénéficier l'UPU d'un remboursement plus important des coûts de soutien, y compris les frais administratifs et techniques relatifs à la coopération technique, grâce à des dispositions découlant de la souplesse consentie jusqu'ici ou d'arrangements spéciaux et directs à négocier le cas échéant avec le PNUD.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1051, 1133 à 1136)

5.3 Fonds spécial UPU

Vœu C 20/Tokyo 1969

Alimentation du Fonds spécial UPU

Le Congrès,

reconnaissant

l'insuffisance des crédits alloués aux Administrations postales sur les fonds du PNUD,

estimant

que le PNUD doit demeurer la source principale de financement des activités de coopération technique,

considérant néanmoins

l'intérêt que présente pour les pays en voie de développement le Fonds spécial UPU alimenté par des dons bénévoles,

émet le vœu

que de tels gestes de générosité se développent et s'accroissent dans l'avenir pour permettre à l'Union d'avoir son propre programme quinquennal de coopération technique.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1021, 1182)

6 Relations extérieures

6.1 Unions restreintes

Résolution C 38/Lausanne 1974

Relations entre l'UPU et les Unions restreintes

Le Congrès,

vu
l'article 8 de la Constitution qui autorise la formation d'Unions restreintes dans le cadre de l'Union postale universelle,

conscient
de l'importante contribution que les Unions restreintes apportent au développement des services postaux et du désir qu'elles ont de faciliter le travail de l'UPU dans leur région et d'en assurer le succès,

souhaitant
qu'une collaboration toujours plus complète et plus fructueuse se développe entre l'UPU et les Unions restreintes, tout en respectant l'esprit et la lettre de l'article premier de la Constitution de l'Union postale universelle,

prend acte

des mesures et décisions prises par le Conseil exécutif en vue du développement et de l'extension des relations entre l'UPU et les Unions restreintes (résolution CE 5/1972 et décision CE 17/1972),

demande aux Unions restreintes et charge le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international

de prendre, dans le cadre de leurs attributions, toutes les initiatives qui leur paraissent souhaitables pour atteindre ce but et qui sont compatibles avec les Actes de l'Union et les décisions du Conseil exécutif,

souhaite

plus particulièrement que des initiatives soient prises pour clarifier et renforcer le rôle des Unions restreintes dans le domaine de l'assistance technique, compte tenu notamment des procédures établies par le Programme des Nations Unies pour le développement.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: pages 1047, 1304)

6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)

Décision C 1/Paris 1947

Accord entre l'ONU et l'UPU. Interprétation¹

Les procès-verbaux des délibérations avec le Comité de négociations des Nations Unies ont un caractère officiel et font foi pour des interprétations futures.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 437, 1108)

¹ Const., art. 9.

Décision C 2/Paris 1947

Accord entre l'ONU et l'UPU. Article IV – Recommandations de l'ONU¹

Les Nations Unies ont bien précisé que dans tous les cas les membres de l'UPU auxquels les recommandations seront transmises auront toujours la possibilité de les accepter ou de les refuser, puisque ce ne sont que des recommandations.

L'Union postale universelle, son Bureau ou un organisme dirigeant quelconque de l'Union n'ont pas à intervenir dans le problème des sanctions.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 432, 454, 1108)

¹ Const., art. 9.

Décision C 3/Paris 1947

Accord entre l'ONU et l'UPU. Article XVI – Revision¹

Le terme «revision» peut être considéré comme comprenant également la possibilité de l'abrogation, car on peut reviser un accord à tel point qu'il n'en reste rien ou à peu près.

(Documents du Congrès de Paris 1947 – Tome II: pages 440, 441, 1108)

¹ Const., art. 9.

Résolution C 2/Bruxelles 1952

Administration postale des Nations Unies^{1 2}

Le XIIIe Congrès de l'Union postale universelle,

ayant pris note

de la lettre et du mémorandum du Secrétaire général des Nations Unies concernant l'Administration postale des Nations Unies,

- 1° *reconnaît*, du point de vue postal, l'établissement d'une Administration postale des Nations Unies en conformité avec les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 16 novembre 1950 (454 V.) et l'accord conclu entre l'Administration postale des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique;
- 2° *note* avec satisfaction que le Secrétaire général est prêt à faire une déclaration dans laquelle il s'engage à respecter les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle ainsi que les Règlements applicables aux opérations postales des Nations Unies;
- 3° *note* que l'Administration postale des Nations Unies est une unité administrative du Secrétariat des Nations Unies placée sous l'autorité du Secrétaire général et, par conséquent, considère que les Nations Unies, du point de vue postal comme de tous autres, sont représentées aux Congrès et Conférences de l'Union selon les dispositions de l'article II de l'Accord concernant les relations entre les Nations Unies et l'Union postale universelle;
- 4° *exprime* son accord général avec la suggestion du Comité administratif de coordination tendant à ce que les Nations Unies agissent au nom des institutions spécialisées au sujet de toute activité postale ultérieure;
- 5° *recommande* aux Pays-membres de l'Union postale universelle que toute activité postale ultérieure envisagée par les Nations Unies, ou par une institution spécialisée, fasse l'objet d'une consultation avec l'UPU par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison³ et, qu'après une telle consultation, aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies.

(Documents du Congrès de Bruxelles 1952 – Tome II: pages 96 à 103, 142, 379, 1351)

¹ Const., art. 9.

² Voir résolutions CEL 1/1951 et CE 8/1968.

³ Dénomination actuelle: Conseil exécutif.

Résolution C 26/Tokyo 1969

Application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux – Suite à donner aux résolutions 2311 (XXII), 2426 et 2465 (XXIII) de l'Assemblée générale et 1450 (XLVII) du Conseil économique et social de l'ONU¹

Le Congrès,

vu

l'article IV de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle,

rappelant

- la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 14 décembre 1960;
- les résolutions 2311 (XXII), 2426 et 2465 (XXIII) soumises au Conseil exécutif en 1968 et 1969,

ayant examiné

- a) le Congrès – Doc 2/Add 1;
- b) la résolution 1450 (XLVII) du Conseil économique et social en date du 13 août 1969, notamment en ce qui concerne les paragraphes 3 à 7 du dispositif de ladite résolution,

charge le Directeur général du Bureau international

- 1° de collaborer pleinement avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), en particulier
 - en donnant des avis et éventuellement en intervenant auprès des Pays-membres de l'Union pour que, dans le domaine postal, ces pays fournissent si possible de l'aide technique aux représentants du Haut-Commissariat;
 - en facilitant la participation aux cours de formation professionnelle dispensés par l'UPU, de réfugiés titulaires de bourses d'études offertes par le PNUD ou d'autres organisations;
- 2° d'examiner avec le Secrétaire général des Nations Unies les autres mesures qui pourraient être prises par le Siège de l'Union, dans le cadre des Actes de l'Union postale universelle, aux fins de la mise en œuvre des résolutions 2311 (XXII), 2426 et 2465 (XXIII) de l'Assemblée générale ou d'autres résolutions de l'espèce;
- 3° de rendre compte au Conseil exécutif des mesures qu'il aura pu prendre concernant les alinéas 1° et 2° ci-dessus,

invite les Pays-membres de l'Union

- a) à répondre, dans la plus grande mesure possible, aux appels contenus dans les résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale;
- b) à aider le Directeur général, s'il le leur demande, en fournissant l'aide dont il est question à l'alinéa 1° de la présente résolution,

charge en outre le Directeur général du Bureau international

de communiquer le texte de la présente résolution au Secrétaire général de l'ONU, aux directeurs et secrétaires généraux des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et aux membres de l'Union postale universelle.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: page 910)

¹ Voir résolutions CE 2/1970, 20/1971, 1/1972, 1/1973; décision CE 5/1971.

Résolution C 91/Rio de Janeiro 1979

Modification éventuelle des Accords ONU/UPU

Le Congrès,

vu

l'étude entreprise au sein des Nations Unies pour raffermir le rôle de l'Organisation,

étant donné

que cette étude pourrait justifier une modification des Accords ONU/UPU,

charge

le Conseil exécutif:

- de négocier, le cas échéant et dans la mesure utile aux intérêts de l'Union, les modifications des Accords ONU/UPU ou la conclusion d'un accord complémentaire;
- le cas échéant, de traiter, conformément à l'article 127 du Règlement général¹, les propositions de modification des Accords actuels ou la conclusion d'un accord complémentaire;
- de faire rapport au prochain Congrès sur la question traitée.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 1454, 1838)

¹ Règl. gén. (Washington 1989), art. 129.

Décision C 45/Washington 1989

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Le Congrès

décide

- d'approuver le Rapport du Directeur général sur les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
 - a) maintenir les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
 - b) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le Rapport;
 - c) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil exécutif;
 - d) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

(Congrès – Doc 22, 5e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Décision C 50/Washington 1989**Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées**

Le Congrès

décide

- d'approuver le Rapport du Directeur général sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées;
- de prendre acte des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux pays les moins avancés (PMA);
- de recommander la poursuite de la pratique suivie jusqu'ici et l'intensification des mesures prises au cours de ces dernières années ainsi que d'accorder une attention particulière aux possibilités d'assistance concrète au peuple namibien, notamment durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance.

(Congrès – Doc 23 et Add 1, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

6.3 Institutions spécialisées**Décision C 2/Ottawa 1957****Matières biologiques périssables. Collaboration avec l'OMS¹**

1. Le Congrès renouvelle les recommandations du Congrès de Bruxelles 1952 invitant l'OMS à informer les services de l'hygiène publique de ses Etats-membres que les difficultés constatées au sujet de l'envoi par la poste de matières biologiques périssables pourraient se trouver résolues ou plus clairement définies si les détails en étaient communiqués à leur Administration postale et, le cas échéant, à l'UPU, puis éventuellement à l'OMS.
2. Il considère que ces recommandations, par la coopération qu'elles instituent, tant sur le plan national qu'international, entre les Administrations intéressées ainsi qu'avec les milieux médicaux et scientifiques, restent valables non seulement pour les fins de l'enquête ouverte par l'UPU, mais aussi pour la solution de toutes difficultés qui pourraient encore surgir à l'avenir dans l'envoi des produits en question.
3. Le Congrès décide, en conséquence, que l'insertion dans les Actes de l'UPU de l'annotation qui cite les termes des recommandations dont il s'agit pourrait être maintenue comme l'un des moyens permettant de promouvoir la solution du problème et, en particulier, l'application des dispositions concernant les matières biologiques périssables adoptées par le Congrès d'Ottawa.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 63, 453, 761)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 23.

6.4 Autres organisations

Résolution C 34/Hamburg 1984¹

Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux

Le Congrès,

conscient du fait

- que le service postal n'existe que pour servir sa clientèle;
- que le but principal de toute Administration postale est donc de fournir au client un service à la fois efficace et économique,

reconnaissant

la nécessité pour les Administrations postales de maintenir des contacts étroits avec les organismes qui représentent les intérêts des clients,

estimant

- qu'il existe plusieurs possibilités de dialogue entre les Administrations et les clients au niveau national, mais que de telles occasions sont très rares sur le plan international;
- que des contacts sur le plan international devraient profiter tant aux Administrations qu'aux organismes qui représentent la clientèle des services postaux,

charge

le Conseil exécutif d'étudier les possibilités juridiques et pratiques de contacts entre les organismes internationaux représentant les clients des services postaux et l'Union postale universelle, et sur la base du résultat de cette étude:

- de rechercher les meilleurs moyens d'établir de tels contacts;
- de désigner les organismes internationaux pouvant être considérés comme les plus représentatifs des intérêts des clients importants du service postal;
- de prendre contact avec ces organismes afin de constituer un forum où des discussions d'intérêt mutuel pour les deux parties puissent se tenir.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 171, 183, 629)

¹ Etude du CE ayant abouti à la création du Comité de contact «Éditeurs/UPU» fonctionnant sous la responsabilité du CCEP.

Vœu C 40/Hamburg 1984

Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude entreprise par le Conseil exécutif en concertation avec le Conseil de coopération douanière (CCD), résultats qui sont résumés dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité

du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès – Doc 1), d'une part, et la résolution C 49 autorisant le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de la poursuite de l'étude des problèmes communs, d'autre part,

constatant

- que, le Comité de contact CCD/UPU et le Conseil exécutif ont considéré nécessaire, entre autres choses, de mieux faire connaître l'existence de l'Annexe F.4 à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention dite de Kyoto) dont l'application permettrait de faciliter le traitement douanier des envois postaux, et
- que, par cette annexe, le CCD, une fois de plus, a voulu contribuer à faciliter l'écoulement du trafic postal,

notant

que l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto n'a été ratifiée que par 11 pays sur les 95 membres du Conseil de coopération douanière,

tenant compte

de la suggestion du Comité de contact CCD/UPU,

émet le vœu

que les Administrations postales interviennent auprès des autorités chargées des questions douanières dans leur pays, afin que lesdites autorités effectuent les démarches en vue d'accélérer la ratification de l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 183, 369)

Résolution C 11/Washington 1989

Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle) et création de comités de contact nationaux poste/douane

Le Congrès,

vu

le résultat positif des travaux effectués par le Comité de contact CCD/UPU,

estimant

que les efforts visant à accélérer et à simplifier le traitement douanier des envois postaux doivent être poursuivis,

tenant compte

- des questions dont l'étude doit être poursuivie;
- de l'intérêt que présente la création de comités de contact nationaux poste/douane,

considérant

que la collaboration qui s'est instaurée depuis 1965 entre l'UPU et le CCD sert les intérêts bien compris de chacune des deux organisations,

invite

les Pays-membres à mettre tout en œuvre pour créer des comités de contact nationaux poste/douane afin de mieux résoudre les problèmes locaux qui se présentent,

autorise

le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

(Proposition 2000.4, Commission 4, 5e séance; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Résolution C 24/Washington 1989

Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle

Le Congrès,

constatant

que la télématique prend, à notre époque, un essor remarquable et qu'elle constitue l'un des éléments fondamentaux de l'évolution de la société et que sa place dans cette évolution ira de plus en plus croissant au fur et à mesure de l'introduction progressive, à travers le monde entier, des matériels informatiques au service de tous les domaines d'activité de l'homme,

constatant

que les structures de communication qui seront parmi les bases de la société du XXIe siècle reposeront sur un usage intensif de la télématique,

estimant

que, pour tenir un rôle majeur adapté à l'époque, l'UPU doit suivre cette évolution inéluctable afin de maintenir sa part dans le marché de la communication en offrant des services modernes et concurrentiels à la clientèle de la poste,

considérant

d'une part, l'existence de la norme ISO 9735 EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport) mise au point par l'ONU et adoptée par l'ISO,

considérant

d'autre part, l'adoption de cette norme par des organismes partenaires commerciaux de l'UPU (Conseil de coopération douanière (CCD) et Association internationale des transporteurs aériens (IATA) entre autres),

considérant

l'invitation faite à l'UPU par le CCD d'établir des interfaces télématiques entre les deux organismes,

jugeant

que l'UPU doit répondre positivement à l'invitation du CCD et établir des liaisons télématiques avec les douanes,

jugeant

que, pour s'intégrer harmonieusement dans l'ensemble des liaisons entre tous les organismes intéressés, l'UPU doit ouvrir des négociations avec ceux de ces organismes qui constituent des partenaires commerciaux habituels,

charge

le Conseil exécutif, en collaboration avec le Conseil consultatif des études postales, de prendre les mesures adéquates pour la mise en œuvre progressive de liaisons télématiques avec les partenaires commerciaux de l'UPU par les moyens les plus opportuns et en tenant compte des intérêts de toutes les Administrations postales des Pays-membres développés ou en développement.

(Proposition 5000.3, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 36/Washington 1989

Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales un ensemble de règles régissant la structure des données qui soit convenu à l'échelon international et universellement applicable,

notant

que la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU) a mis au point un ensemble de règles de syntaxe pour les messages à utiliser dans les échanges électroniques, sous le nom d'EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

conscient

que les règles de syntaxe des messages EDIFACT peuvent être utilisées indépendamment de leur domaine d'application et que leur usage généralisé dans les rapports internationaux facilitera dans une large mesure l'acheminement des envois postaux,

notant

que l'EDIFACT a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 9735,

recommande

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'appliquer les règles de syntaxe des messages EDIFACT, ainsi que les mises à jour qui leur seront apportées ultérieurement, pour la rédaction des messages électroniques à échanger entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

(Proposition 5000.4, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

Recommandation C 37/Washington 1989

Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales à l'égard des éléments de données des noms, des descriptions et des modes de représentation convenus à l'échelon international et universellement applicables,

estimant

qu'il est souhaitable que ces noms, ces descriptions et ces modes de représentation soient utilisés pour les éléments de données indépendamment du contexte dans lequel les données commerciales sont échangées,

constatant

que ces éléments de données normalisés peuvent être utilisés, avec toutes les méthodes d'échange d'informations, sur papier aussi bien que par d'autres moyens de communication, qu'ils peuvent être choisis et transmis un à un ou utilisés dans le cadre d'un système particulier de règles d'échange comme, par exemple, la norme EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

vu

que le répertoire a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 7372,

recommande

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'utiliser les noms, les descriptions et les modes de représentation des éléments de données figurant dans le Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU, ainsi que les mises à jour qui seront apportées ultérieurement à ce répertoire, dans les échanges de données avec la douane ainsi qu'avec les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

(Proposition 5000.5, 10e séance plénière; Congrès – Doc 78.1, 14e séance)

6.5 Information publique

Recommandation C 13/Ottawa 1957

Semaine internationale de la lettre écrite^{1 2}

Le XIVe Congrès de l'Union postale universelle recommande à tous les Pays-membres de l'Union d'examiner la possibilité d'instituer la semaine dans laquelle tombe le 9 octobre comme «Semaine internationale de la lettre écrite». Il formule le vœu de voir les Nations Unies et les institutions spécialisées dont les objectifs correspondent à ceux recherchés par l'organisation de ladite Semaine internationale de contribuer efficacement à la mise sur pied de celle-ci.

(Documents du Congrès d'Ottawa 1957 – Tome II: pages 66, 309)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 19.

² Voir recommandation C 5/Vienne 1964; résolution C 11/Tokyo 1969; résolution C 32/Hamburg 1984.

Recommandation C 5/Vienne 1964

Semaine internationale de la lettre écrite^{1 2}

Vu l'importance de la «Semaine internationale de la lettre écrite» et le succès qu'elle rencontre, il est suggéré que tous les Pays-membres de l'Union choisissent uniformément le même jour comme premier jour de la Semaine précitée, à savoir le dimanche qui commence la semaine dans laquelle tombe le 9 octobre.

(Documents du Congrès de Vienne 1964 – Tome II: pages 703, 1074, 1340)

¹ Conv. (Washington 1989), art. 19.

² Voir recommandation C 13/Ottawa 1957; résolution C 11/Tokyo 1969; résolution C 32/Hamburg 1984.

Résolution C 11/Tokyo 1969

Politique générale en matière d'information publique¹

Le Congrès,

vu

le rôle important que jouent les services postaux dans le développement culturel, économique et social,

compte tenu

- a) de la coordination qui doit s'instaurer entre les diverses institutions spécialisées de la famille des Nations Unies;
- b) de la contribution que les Administrations postales des Pays-membres pourront apporter à la recherche des buts visés en offrant les services de leurs propres moyens de diffusion, ce qui réduira le coût de l'activité d'information,

décide

que le programme de l'Union postale universelle en matière d'information publique aura pour objectifs de faire connaître sur le plan international ainsi que sur le plan national par des mesures concertées avec les Administrations postales:

- a) l'importance qu'ont les services postaux pour le développement culturel, économique et social des peuples;
- b) les efforts déployés en matière d'organisation, de mécanisation et d'automatisation des services et les bénéfices qui en résultent pour les usagers;
- c) l'œuvre de l'UPU et ses réalisations ainsi que sa contribution à la coopération technique internationale,

recommande

aux Pays-membres de l'UPU:

- a) de mettre à profit toutes les occasions, et notamment celle de la «Semaine internationale de la lettre écrite», pour faire mieux connaître aux usagers de la poste le but poursuivi par l'Union ainsi que les résultats déjà obtenus;
- b) de célébrer le 9 octobre de chaque année comme «Journée de l'UPU»²;
- c) de contribuer à la réalisation du programme d'information prévu en mettant à la disposition de l'Union les services des moyens de diffusion dont ils disposent;
- d) de mettre davantage l'accent sur la publicité à donner, à l'échelon national, au service postal international,

charge

le Conseil exécutif de veiller à ce que les ressources à consacrer annuellement, dans les limites du plafond fixé par le Congrès, aux activités d'information soient déterminées en tenant compte:

- a) du caractère essentiellement opérationnel des activités de l'Union, exercées pour la plupart par les Pays-membres;
- b) de la valeur publicitaire manifeste de services postaux internationaux efficients;
- c) de la nécessité primordiale de faire connaître au public les services postaux internationaux au niveau national,

et de veiller à ce que ces ressources soient utilisées de la façon la plus efficace et la plus économique.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: pages 1023, 1280)

¹ Voir décision CE 28/1971; recommandations C 13/Ottawa 1957 et C 5/Vienne 1964; résolution C 101/Rio de Janeiro 1979.

² La dénomination de «Journée de l'UPU» a été remplacée par celle de «Journée mondiale de la poste» (résolution C 32/Hamburg 1984).

Vœu C 67/Tokyo 1969**Concours de compositions épistolaires pour les jeunes¹**

Donner aux enfants l'habitude d'écrire est considéré comme fort utile en ce sens que cela développe la délicatesse de leur pensée, améliore leur style et contribue en outre à l'utilisation des services postaux. Dans ce but, l'Administration japonaise organise tous les ans un concours de compositions épistolaires pour les jeunes et elle obtient ainsi les résultats voulus.

Comme l'UPU organise déjà la Semaine internationale de la lettre écrite, il serait désirable qu'elle réalise désormais aussi, périodiquement, un concours international de compositions épistolaires. Ainsi, l'UPU dont la mission favorise la collaboration entre les divers pays dans les domaines culturel, social et économique, pourrait contribuer davantage encore au resserrement des liens internationaux.

Sur le plan concret, nous pensons qu'un tel concours pourrait être organisé dans les conditions suivantes:

- 1° seuls les jeunes de quinze ans au plus seraient admis à y participer;
- 2° les compositions (1000 mots environ) devraient être rédigées dans la langue maternelle;
- 3° chaque Administration retiendrait la composition lui paraissant la meilleure parmi toutes celles qu'elle aurait reçues et, après traduction en français, la ferait parvenir au Bureau international de l'UPU;
- 4° le Bureau, en collaboration avec un organe compétent, examinerait les copies ainsi soumises et en choisirait dix, afin de les publier dans «Union Postale». D'autre part, de luxueux albums contenant des timbres-poste des pays participants seraient offerts pour toutes les compositions soumises à l'examen du Bureau international et remis à l'occasion de cérémonies organisées dans chaque pays le 9 octobre, date anniversaire de la fondation de l'UPU.

Le Conseil exécutif est chargé d'étudier l'application pratique du présent vœu.

(Documents du Congrès de Tokyo 1969 – Tome II: page 1046)

¹ Voir vœu C 88/Lausanne 1974; résolution CE 7/1971; décisions CE 36/1977, CE 16/1981 et CE 19/1984.

Vœu C 88/Lausanne 1974**Concours de compositions épistolaires pour les jeunes¹**

Le Congrès

exprime le vœu

que les Administrations postales participent toutes aux concours de compositions épistolaires pour les jeunes institués à la suite du vœu C 67, émis par le Congrès de Tokyo 1969, pour donner aux enfants l'habitude d'écrire des lettres dans le but de développer la délicatesse de leur pensée et d'améliorer leur style tout en contribuant ainsi à l'utilisation des services postaux.

(Documents du Congrès de Lausanne 1974 – Tome II: page 1027)

¹ Voir vœu C 67/Tokyo 1969; résolution CE 7/1971; décisions CE 36/1977, CE 16/1981 et CE 19/1984.

Résolution C 101/Rio de Janeiro 1979

Politique générale en matière d'information publique¹

Le Congrès,

vu

- a) le rôle clé que peut jouer l'information pour que les gouvernements perçoivent clairement l'importance de la poste;
- b) le besoin impératif pour les Administrations postales de maintenir dans leurs relations avec le public une politique ouverte et systématique en matière d'information afin de contribuer au bien-être futur de la poste,

considérant

- a) que la politique générale en matière d'information publique décidée par le Congrès de Tokyo dans sa résolution C 11 est encore valable;
- b) que la gamme des activités exercées par le Bureau international dans ce domaine répond aux besoins actuels et prévisibles de l'Union,

confirme

la résolution C 11 du Congrès de Tokyo,

charge

le Bureau international, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, d'intensifier ses activités actuelles en matière d'information dans le cadre de ladite résolution C 11 et dans les limites des plafonds annuels fixés par le Congrès,

invite

le CCEP à inclure la politique d'information publique dans les divers aspects de l'évolution future de la poste dont il a été chargé de se préoccuper et de faire rapport périodiquement aux Administrations de l'Union.

(Documents du Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Tome II: pages 989 à 996, 1271, 1272)

¹ Voir résolutions C 11/Tokyo 1969 et C 32/Hamburg 1984.

Résolution C 32/Hamburg 1984

Journée mondiale de la poste¹

Le Congrès,

vu

le rôle joué par l'information dans l'effort entrepris pour convaincre les gouvernements et le public de l'importance de la poste,

tenant compte

- a) de la résolution C 11 du Congrès de Tokyo 1969 par laquelle il a été recommandé de célébrer le 9 octobre de chaque année (anniversaire de la création de l'Union) comme Journée de l'UPU;
- b) de la contribution que les Administrations postales des Pays-membres devraient apporter à la réalisation des activités d'information de l'Union en mettant à sa disposition leurs propres moyens d'information,

estimant

- a) que la dénomination «Journée de l'UPU» pourrait ne pas avoir l'impact voulu sur les autorités et le public visés par la campagne d'information en faveur de la poste;
- b) qu'une dénomination de cette Journée qui contiendrait le mot «poste» aurait un pouvoir de sensibilisation accru,

décide

- a) de changer la dénomination «Journée de l'UPU» en «Journée mondiale de la poste»;
- b) de consacrer le 9 octobre de chaque année comme «Journée mondiale de la poste»,

invite

les Pays-membres de l'Union à célébrer cette Journée et à la mettre à profit (ainsi que la Semaine internationale de la lettre écrite dans laquelle se situe le 9 octobre), pour mieux faire connaître aux autorités et au public, d'une part, les buts poursuivis par l'Union postale universelle et son œuvre et, d'autre part, le rôle primordial de la poste dans le processus de développement économique, social et culturel, ainsi que les divers services mis à la disposition du public par les Administrations postales,

charge

le Conseil exécutif de choisir chaque année, sur proposition du Directeur général du Bureau international, le thème de la Journée mondiale de la poste,

charge

le Bureau international de l'UPU:

- a) de communiquer aux Administrations postales des Pays-membres le thème choisi par le Conseil exécutif;
- b) de prendre les initiatives nécessaires en vue d'organiser cette Journée sur le plan mondial, en mettant notamment en relief le rôle de l'UPU;
- c) de coordonner les actions à mener par les Administrations postales à l'occasion de la célébration de la Journée en question.

(Documents du Congrès de Hamburg 1984 – Tome II: pages 163, 164, 183, 610)

¹ Voir recommandations C 13/Ottawa 1957 et C 5/Vienne 1964; résolutions C 11/Tokyo 1969, C 101/Rio de Janeiro 1979, CE 7/1971.